

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/201107]

Extrait de l'arrêt n° 18/2018 du 22 février 2018

Numéros du rôle : 6193, 6238 et 6245

En cause : les recours en annulation des articles 195 et 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014 (insertion d'un chapitre *Ierbis*, intitulé «Redevance couvrant les frais administratifs », et d'un article 1^{er}/1 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers), introduits par Youssouf Diallo, par l'ASBL «Association pour le droit des Etrangers» et autres et par «l'Ordre des barreaux francophones et germanophone».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite E. De Groot, assistée du greffier F. Meersschaet, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 avril 2015 et parvenue au greffe le 4 mai 2015, Youssouf Diallo, assisté et représenté par Me I. de Viron, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 1^{er}/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'article 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014 (publiée au *Moniteur belge* du 29 décembre 2014, deuxième édition).

b. Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 26 et 29 juin 2015 et parvenues au greffe les 29 et 30 juin 2015, des recours en annulation des articles 195 et 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014 précitée (insertion d'un chapitre *Ierbis*, intitulé «Redevance couvrant les frais administratifs», et d'un article 1^{er}/1 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers) ont été introduits respectivement par l'ASBL «Association pour le droit des Etrangers», l'ASBL «Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers», l'ASBL «Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale», l'ASBL «Ligue des Droits de l'Homme» et l'ASBL «Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie», assistées et représentées par Me T. Mitevov, avocat au barreau de Bruxelles, et par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me S. Sarolea, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires inscrites sous les numéros 6193, 6238 et 6245 du rôle de la Cour ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les recours portent sur les articles 195 et 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014, qui disposaient lors de l'introduction des recours :

«Art. 195. Dans le titre premier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est inséré un chapitre *Ierbis* intitulé ' Redevance couvrant les frais administratifs '.

Art. 196. Dans le chapitre *Ibis*, inséré par l'article 195, il est inséré un article 1^{er}/1 rédigé comme suit :

' Art. 1^{er}/1. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité de la demande d'autorisation ou d'admission au séjour visée au paragraphe 2, l'étranger s'acquitte d'une redevance couvrant les frais administratifs.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant de la redevance ainsi que les modalités de sa perception.

Chaque année, le montant est adapté en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

§ 2. Les demandes d'autorisation et d'admission au séjour visées au paragraphe 1^{er} sont les demandes introduites sur la base de :

1° l'article 9 à l'exception des demandes introduites par les bénéficiaires de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie signé le 12 septembre 1963;

2° l'article 9bis;

3° l'article 10 à l'exception des demandes introduites par les bénéficiaires de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie signé le 12 septembre 1963 et par les membres de la famille des bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire;

4° l'article 10bis à l'exception des demandes introduites par les bénéficiaires de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie signé le 12 septembre 1963 et par les membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire;

5° l'article 19, § 2, à l'exception des demandes introduites par les bénéficiaires de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie signé le 12 septembre 1963 et par les bénéficiaires du statut de réfugié et les membres de leur famille;

6° l'article 40ter à l'exception des demandes introduites par les membres de la famille d'un Belge qui a exercé son droit à la liberté de circulation, conformément au Traité sur l'Union Européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne;

7° l'article 58;

8° l'article 61/7;

9° l'article 61/11;

10° l'article 61/27. '».

L'article 3 de la loi du 1^{er} juin 2016 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui a abrogé dans l'article 1^{er}/1, § 2, 4^o, *in fine*, précité les mots «et par les membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire», n'est pas attaqué et cette abrogation n'a aucune incidence sur les actuels recours.

B.1.2. Les dispositions attaquées ont été justifiées comme suit dans l'exposé des motifs :

«L'Office des Etrangers est le délégué du ministre qui a dans ses attributions l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et à ce titre est compétent pour statuer sur les demandes de séjour introduites par les ressortissants étrangers souhaitant séjourner sur le territoire du Royaume.

L'Office des Etrangers est confronté depuis plusieurs années à une augmentation du nombre de demandes, qu'elles soient introduites à l'étranger ou directement sur le territoire.

Compte tenu de cette augmentation et de la charge de travail en résultant, le présent projet instaure la perception d'une redevance couvrant les frais administratifs liés au traitement des demandes.

Art. 171

Le présent article insère dans le titre premier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un nouveau chapitre relatif à la redevance couvrant les frais administratifs liés au traitement des demandes de séjour.

Art. 172

Cet article instaure le principe du paiement d'une redevance visant à couvrir les frais administratifs résultant du traitement des demandes de séjour introduites par les étrangers.

La sanction du non-paiement de cette redevance est l'irrecevabilité de la demande de séjour introduite par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge à l'étranger ou directement sur le territoire du Royaume auprès du bourgmestre compétent ou de son délégué.

[...]

Dans ce contexte, il est renvoyé à l'arrêt 2013/121 de la Cour constitutionnelle dans lequel a été envisagé ce qui suit :

'Le législateur a pu raisonnablement tenir compte de ce qu'en raison de plusieurs modifications législatives, l'accès à la nationalité belge a été facilité au cours de ces dernières années, si bien que le nombre de Belges susceptibles d'introduire une demande de regroupement familial au profit des membres de leur famille a sensiblement augmenté.' (cf. C.C., 26 septembre 2013, n° 2013/121, considération B.52.1).

Suite à l'augmentation du nombre de Belges pouvant introduire une demande de regroupement familial pour les membres de leur famille, les frais administratifs y afférents connaissent une augmentation, si bien qu'une redevance est justifiée.

Les autres ressortissants de pays tiers soumis à la redevance proviennent de pays avec lesquels l'Union européenne ne collabore pas dans la même mesure - mutuellement - par la mise en place de la libre circulation ou en vue d'une éventuelle adhésion ou ne sont pas bénéficiaires d'une protection nationale ou internationale particulière. C'est la raison pour laquelle, comme c'est déjà le cas dans plusieurs Etats membres de l'Union européenne, une intervention financière proportionnelle est justifiée, afin de couvrir les frais encourus» (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 81-84).

B.1.3. Dans son avis, la section de législation du Conseil d'Etat a formulé, entre autres, les observations suivantes :

«Or, l'instauration d'une 'taxe couvrant les frais administratifs' pour les demandes d'autorisation et d'admission de séjour introduites par les étrangers est une question entièrement nouvelle, laquelle mériterait un examen plus approfondi quant à sa compatibilité avec le droit constitutionnel, européen ou international.

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation du Conseil d'Etat n'a cependant pas pu procéder à un examen exhaustif des articles 163 et 164 de l'avant-projet de loi. C'est sous cette réserve que sont formulées les observations qui suivent.

2. L'article 170, § 1^{er}, de la Constitution dispose qu'aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi. Il s'ensuit que la matière des impôts est une compétence que la Constitution réserve à la loi et que toute délégation qui porte sur la détermination d'un des éléments essentiels de l'impôt est, en principe, inconstitutionnelle.

Dès lors que l'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet vise l'imposition d'une taxe, la détermination de son objet, la fixation de son montant ainsi que la détermination des catégories exemptées relèvent de la compétence du législateur.

Si, par contre, la notion de 'taxe couvrant les frais administratifs' doit dans l'intention de l'auteur de l'avant-projet être comprise comme une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution, le caractère rémunérateur de la 'taxe' et la condition du rapport raisonnable entre le service fourni et la rétribution réclamée autorisent que soient confiées au Roi la fixation du montant de la rétribution, ainsi que la détermination des modalités de sa perception.

Dans cette hypothèse, il convient de remplacer dans la disposition en projet l'expression de 'taxe couvrant les frais administratifs' par celle de 'redevance couvrant les frais administratifs'» (*ibid.*, pp. 210-211).

B.1.4. Le texte de l'avant-projet de loi a été modifié à la suite des remarques formulées par la section de législation du Conseil d'Etat. Ainsi, selon le rapport de la commission compétente :

«[Le] secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la simplification administrative, souligne que les articles 171 et 172 du projet de loi-programme visent à insérer, dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un chapitre relatif à la redevance visant à couvrir les frais administratifs résultant du traitement des demandes de séjour introduites par les étrangers.

Le secrétaire d'Etat indique que la rédaction de ces dispositions a été revue conformément aux observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis (DOC 54-672/001, pp. 210 et suivantes).

Tout d'abord, dans la mesure où l'objectif du gouvernement est bien d'instaurer une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution, le terme 'redevance' a été privilégié. Le montant et les modalités de perception de cette redevance seront fixés par arrêté royal. Le secrétaire d'Etat ajoute que le gouvernement veillera au caractère proportionné de ce montant.

[...]

Il est renvoyé pour le reste à l'exposé des motifs» (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/008, pp. 3 et 4).

Quant à la recevabilité du recours dans l'affaire n° 6193

B.2. La partie requérante dans l'affaire n° 6193, de nationalité guinéenne, a introduit une demande d'autorisation de séjour le 29 avril 2015, fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

B.3.1. D'après le Conseil des ministres, la partie requérante n'est recevable à attaquer l'article 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014 qu'en ce qu'il vise la situation qui est la sienne et, partant, en ce qu'il introduit un article 1^{er}/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 2^o, dans ladite loi du 15 décembre 1980.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.3. Comme le relève le Conseil des ministres dans son mémoire, la partie requérante ne peut être affectée directement et défavorablement par l'article 196 attaqué qu'en ce qu'il introduit un article 1^{er}/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 2^o, dans ladite loi du 15 décembre 1980. Le recours n'est dès lors recevable qu'en ce qu'il vise cette disposition.

Quant au fond

En ce qui concerne le droit de pétition

B.4.1. Le premier moyen dans l'affaire n° 6193 est pris de la violation de l'article 28 de la Constitution. La partie requérante soutient que l'article 196 attaqué constitue une restriction au droit d'adresser une demande écrite aux autorités belges, qui ne pourrait être subordonné à quelconque paiement d'une somme et que ledit article 28 consacre.

B.4.2. L'article 28 de la Constitution dispose :

«Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques des pétitions signées par une ou plusieurs personnes. Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif».

B.4.3. L'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, qui constitue le fondement de la demande d'autorisation de séjour introduite par la partie requérante dans l'affaire n° 6193 dispose, en son paragraphe 1^{er} :

«Lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, qui la transmettra au ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique.

[...]».

B.4.4. Il ressort de l'article 62 de la même loi que les demandes fondées sur l'article 9bis précité aboutissent à l'adoption de décisions administratives qui doivent être motivées et notifiées à l'intéressé et qui sont susceptibles de recours dans les formes et délais prescrits par la loi.

B.4.5. La demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, qui appelle une décision administrative susceptible de recours, ne saurait être considérée comme une mise en œuvre du droit de pétition consacré par l'article 28 de la Constitution, qui comprend le droit de s'adresser par écrit aux pouvoirs publics mais ne va pas jusqu'à obliger ces pouvoirs publics à adopter un point de vue ou à prendre une décision.

Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la qualification de la mesure de rétribution ou d'impôt

B.5.1. Le deuxième moyen dans l'affaire n° 6193 est pris de la violation des articles 10, 11, 18, 173 et 191 de la Constitution.

La partie requérante soutient que la «redevance couvrant les frais administratifs» visée par l'article 196 attaqué ne constitue pas une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution au motif que la demande ou le rejet d'une demande d'autorisation ou d'admission au séjour n'est pas un service ou une prestation à l'avantage du demandeur (première et troisième branches) et poursuit un but d'intérêt général et non celui de l'individu (cinquième branche).

Plusieurs discriminations en découleraient : le fait de traiter de manière identique l'étranger autorisé au séjour et celui dont la demande a été refusée (deuxième branche) ainsi que l'étranger dont la demande est traitée dans un délai raisonnable et celui dont la demande ne sera pas traitée ou sera traitée dans un délai déraisonnable (quatrième branche) de même que l'identité de traitement entre les étrangers qui se trouvent de manière irrégulière sur le territoire et ceux qui s'y trouvent de manière régulière ou ne s'y trouvent pas (sixième branche).

B.5.2. Le troisième moyen dans l'affaire n° 6193 est pris de la violation des articles 10, 11, 170, 172 et 191 de la Constitution au motif que la somme à verser par l'étranger qui conditionne la recevabilité de sa demande d'autorisation de séjour ne constituerait pas une rétribution mais un impôt au sens de l'article 170 de la Constitution. Partant, le montant de cette somme et les conditions de son exemption ne pourraient être établis que par la loi.

B.5.3. Le premier moyen dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10, 11, 170, 172 et 191 de la Constitution. Les parties requérantes soutiennent que le prélèvement visé par l'article 196 attaqué n'est pas une rétribution dès lors qu'il ne constitue pas la rémunération d'un service rendu proportionné au coût du service, mais un impôt au sens de l'article 170 de la Constitution. Or, ce dernier réserve au législateur la compétence d'en fixer les éléments essentiels, de sorte que la délégation faite au Roi dans la disposition attaquée y serait contraire.

B.5.4. Le premier moyen dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation des articles 10, 11, 33, 105, 108, 170 et 172 de la Constitution au motif que l'article 196 attaqué instaurerait un impôt et non une rétribution. Les principes de l'égalité devant l'impôt et de la légalité de l'impôt seraient violés dès lors que la disposition attaquée délègue au Roi des éléments fondamentaux de cet impôt.

B.5.5. Eu égard à leur connexité, les moyens mentionnés en B.5.1 à B.5.4 doivent être examinés conjointement.

B.5.6. La Cour n'est pas compétente pour censurer une disposition qui violerait la répartition des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, sauf si cette violation méconnaît les règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les communautés et les régions ou si le législateur, en imposant au pouvoir exécutif de prendre une mesure qui ne relève pas de la compétence de celui-ci, prive ainsi une catégorie de personnes de l'intervention d'une assemblée démocratiquement élue, prévue explicitement par la Constitution.

B.5.7. Alors qu'en soi, il peut être objectivement et raisonnablement justifié, au regard des articles 10, 11 et 191 de la Constitution, que le législateur instaure le principe d'une rétribution sur les demandes d'autorisation de séjour ou d'admission au séjour sur le territoire belge introduites par des étrangers, les parties requérantes n'exposent pas davantage, dans les moyens mentionnés en B.5.1 à B.5.4, en quoi les dispositions attaquées seraient contraires à l'article 191 de la Constitution, indépendamment du grief selon lequel il serait porté atteinte aux principes d'égalité devant l'impôt et de légalité en matière fiscale, déjà contenus dans les articles 170, 172 et 173 de la Constitution.

Pour le surplus, la partie requérante dans l'affaire n° 6193 n'expose pas clairement en quoi les dispositions attaquées violeraient l'article 18 de la Constitution, qui abolit la mort civile.

B.5.8. Dans la mesure où, dans l'affaire n° 6193, la partie requérante dénonce, par ses griefs, soit une différence de traitement entre des personnes, selon que leur demande d'autorisation de séjour reçoit une réponse positive ou négative, soit une égalité de traitement, en ce qui concerne le délai d'examen de la demande ou en ce qui concerne le séjour légal ou illégal d'étrangers, ces griefs ne sont en rien liés au texte même des dispositions attaquées, mais, le cas échéant, à l'exécution de la législation relative au séjour des étrangers sur le territoire belge.

B.5.9.1. La Cour doit examiner si la disposition attaquée instaure une rétribution ou un impôt.

B.5.9.2. Tant l'article 170 de la Constitution, en ce qui concerne les impôts, que l'article 173 de la Constitution, en ce qui concerne les rétributions, garantissent qu'aucune perception ne peut être imposée sans l'intervention de l'assemblée représentative compétente. La garantie du principe de légalité n'a toutefois pas la même portée dans les deux cas.

En matière d'impôts, toute délégation qui porte sur la détermination d'un des éléments essentiels de l'impôt est, en principe, inconstitutionnelle.

En matière de rétributions, il suffit que le législateur compétent détermine les cas susceptibles de donner lieu à la perception de la rétribution, le règlement d'autres éléments essentiels, comme le montant de la rétribution, pouvant faire l'objet d'une délégation.

B.5.9.3. Pour qu'une perception puisse être qualifiée de rétribution, il n'est pas seulement requis qu'il s'agisse de la rémunération d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément, mais il faut également qu'elle ait un caractère purement indemnitaire, de sorte qu'un rapport raisonnable doit exister entre le coût ou la valeur du service fourni et le montant dû par le redevable.

B.5.9.4. Ainsi qu'il ressort à la fois de l'intitulé du chapitre *Ierbis* de la loi du 15 décembre 1980 («Redevance couvrant les frais administratifs»), inséré par l'article 195, attaqué, et du libellé de l'article 196, attaqué, ainsi que des travaux préparatoires de ce dernier, le législateur visait à instaurer une rétribution sur les demandes d'autorisation de séjour ou d'admission au séjour sur le territoire belge mentionnées à l'article 1/1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, afin de couvrir les frais administratifs résultant du traitement de ces demandes, compte tenu de l'augmentation du nombre de demandes et de la charge de travail qui en découle pour le service public.

Suivant l'avis rendu par la section de législation du Conseil d'Etat, le législateur a précisé, parmi les demandes de séjour, celles qui sont soumises à une rétribution, ainsi que les catégories de personnes qui en sont exemptées.

Il n'a pas fixé lui-même le montant de la rétribution, mais a chargé le Roi de fixer celui-ci ainsi que les modalités de perception, par arrêté délibéré en Conseil des ministres (article 1^{er}/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196, attaqué, de la loi-programme du 19 décembre 2014).

B.5.9.5. Le fait que le législateur ait prévu un certain nombre d'exemptions ne permet pas en soi de conclure que la rétribution ne serait pas proportionnée au coût administratif du traitement des demandes de séjour pour les catégories de personnes non exemptées. Les exemptions ont pour effet que le coût administratif du traitement des demandes concernées demeure à charge de l'autorité publique et non que ce coût serait réparti sur les personnes non exemptées.

B.5.9.6. Etant donné que le séjour d'étrangers en Belgique est en principe subordonné à une admission sur le territoire et que ce séjour fait naître un certain nombre de droits, le traitement administratif de la demande de séjour exige une prestation de services au bénéfice du demandeur individuel.

Le fait qu'une demande puisse être rejetée lorsqu'il ressort de l'examen de l'administration que les conditions légales ne sont pas remplies, le fait que les règles relatives au séjour d'étrangers en Belgique servent également l'intérêt général et le fait que le séjour légal en Belgique repose, dans certains cas, sur des obligations de droit international ne changent rien à ce qui précède.

B.5.9.7. L'on ne saurait dès lors déduire des dispositions législatives attaquées qu'il ne s'agit pas d'une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution, mais d'un impôt, et que l'habilitation conférée au Roi porterait atteinte au principe de légalité.

Pour le surplus, la Cour n'est pas compétente pour se prononcer sur les modalités d'exécution de dispositions législatives.

Etant donné que le législateur a expressément établi que la rétribution devait être proportionnée au coût administratif du traitement des demandes de séjour, tout en confiant au Roi le soin de fixer le montant de cette rétribution ainsi que son mode de perception, il appartient, le cas échéant, au juge compétent d'apprécier si le montant demandé est raisonnablement proportionné au coût du service fourni.

B.5.9.8. Enfin, l'article 173 de la Constitution ne s'oppose pas à ce que la rétribution soit perçue au moment où la demande d'autorisation ou d'admission au séjour sur le territoire belge est introduite, dès lors que la demande nécessite un examen qui implique le coût du service administratif, quel qu'en soit le résultat.

Etant donné que l'administration ne peut pas savoir au préalable si une demande implique un examen simple ou un examen détaillé, le législateur ne peut se voir reprocher d'avoir instauré une rétribution prenant en compte le coût administratif moyen du service pour les demandes qui ne sont pas exonérées de la rétribution.

B.5.10. Les moyens mentionnés en B.5.1 à B.5.4 ne sont pas fondés.

En ce qui concerne les autres moyens

Le contexte général des dispositions attaquées

B.6.1. Les parties requérantes allèguent la violation de diverses dispositions constitutionnelles, combinées ou non entre elles ou combinées avec des dispositions de droit international.

B.6.2. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.1.2 que le législateur, compte tenu de l'augmentation du nombre de demandes introduites par des étrangers en vue d'une autorisation ou admission au séjour sur le territoire belge et du travail qu'elles impliquent pour l'Office des étrangers, a voulu instaurer une rétribution afin de couvrir les frais administratifs du traitement de ces demandes.

B.6.3. Dans l'avant-projet qui a été soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat, les demandes de séjour qui étaient visées étaient mentionnées et le Roi était habilité à fixer le montant de la rétribution ainsi que les modalités de paiement et de perception de celle-ci.

Les catégories exonérées de la rétribution étaient également énumérées dans cet avant-projet :

«1° les citoyens de l'Union européenne et les membres de leurs familles tels que visés aux articles 40 et 40bis, de la loi;

2° les autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union, tels que visés à l'article 47/1 de la loi;

3° les demandeurs d'asile tels que visés aux articles 48 et suivants de la loi;

4° les étrangers introduisant une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi;

5° les victimes de l'infraction de traite des êtres humains ainsi que les victimes de l'infraction de trafic des êtres humains tels que visées aux articles 61/2 et suivants de la loi;

6° les mineurs étrangers non accompagnés tels que visés à l'article 61/14, de la loi;

7° les bénéficiaires de la protection temporaire, tels que visés aux articles 57/29 et suivants de la loi» (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/001, p. 162).

B.6.4. A la suite de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, les dispositions attaquées précisent quelles catégories d'étrangers doivent payer la rétribution. Les travaux préparatoires contiennent une liste des catégories de personnes exonérées. Cette liste n'est pas exhaustive.

L'exposé des motifs mentionne à cet égard :

«Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, la loi détermine de manière limitative les demandes d'autorisation et d'admission au séjour qui donnent lieu au paiement de la redevance.

Les étrangers introduisant une demande d'autorisation ou d'admission au séjour ne se trouvant pas dans la liste établie au paragraphe 2 de l'article 1/1, de la loi du 15 décembre 1980, en projet, ne sont, par conséquent, pas tenus de procéder au paiement de cette redevance.

Sont, notamment, dispensés du paiement de la redevance :

- les citoyens de l'Union et les membres de leurs familles;
- les citoyens de l'Espace économique européen et les bénéficiaires de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et la Suisse;
- les bénéficiaires de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Turquie;
- les demandeurs d'asile;
- les membres de la famille d'un réfugié ou d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire;
- les étrangers demandant une autorisation de séjour sur la base de l'article 9^{ter}, de la loi du 15 décembre 1980;
- les victimes de la traite et du trafic des êtres humains;
- les mineurs étrangers non accompagnés (' MENA ');
- les bénéficiaires de la protection temporaire;
- les membres de la famille d'un ressortissant belge qui retourne en Belgique après avoir fait usage de sa liberté de circuler et de séjourner au sein de l'Union européenne.

En effet, exiger de ces étrangers le paiement de la redevance serait contraire à des normes internationales dont: le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner sur le territoire des États membres; la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

La redevance, concernant les membres de famille d'un Belge qui n'a pas fait usage de son droit à la liberté de circulation comme prévu dans le Traité sur (le fonctionnement de) l'Union Européenne, est imposée» (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 82-83).

B.6.5. La section de législation du Conseil d'Etat avait notamment observé :

«Les articles 163 et 164 de l'avant-projet visent à instaurer une ' taxe couvrant les frais administratifs ' pour les demandes d'autorisation et d'admission de séjour introduites par les étrangers.

L'article 1/1, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, en projet habilite le Roi à fixer les demandes d'autorisation [et d'admission] de séjour visées, le montant, les modalités de paiement et les modalités de perception du montant.

Le paragraphe 2 de l'article 1/1 en projet énumère les catégories d'étrangers qui sont dispensées du paiement de la ' taxe ', parmi lesquelles les demandeurs d'asile et les citoyens de l'Union européenne et les membres de leur famille.

L'exposé des motifs énonce :

' L'Office des Etrangers est habilité à traiter la demande de l'étranger en ce qui concerne le séjour et l'établissement. L'article en projet vise à créer une base légale pour le calcul des frais administratifs liés au traitement d'une demande de séjour ou d'établissement, compte tenu du nombre important de demande introduites à la fois sur le territoire belge et depuis l'étranger '.

Aucune autre explication n'est fournie.

[...]

Par ailleurs, compte tenu de la sanction attachée à l'absence d'acquiescement préalable de la ' redevance ', à savoir ' l'irrecevabilité de la demande d'autorisation ou d'admission au séjour ', il conviendrait que le législateur fixe lui-même toutes les catégories de demande qui sont soumises au paiement de la redevance.

En tout état de cause, la section de législation n'aperçoit pas comment combiner l'habilitation faite au Roi par l'article 1/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet et les cas de dispense du paiement du montant de la redevance expressément prévus par le paragraphe 2 en projet.

3.1. L'article 1/1, § 2, en projet énumère, de manière limitative, les catégories d'étrangers qui sont dispensées du paiement de la ' taxe/redevance '.

Ce paragraphe crée donc une différence de traitement entre les catégories d'étrangers selon leur statut. Cependant, l'exposé des motifs ne contient aucune justification quant à cette différence de traitement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

Certes, des normes de droit international ou de droit européen imposent notamment de reconnaître à certaines catégories d'étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux et obligent dès lors l'auteur de l'avant-projet à prévoir des ' dispenses '.

Cependant, afin notamment de permettre aux parlementaires d'exercer en connaissance de cause le droit d'amendement que leur reconnaît la Constitution, à l'occasion du vote du projet de loi, il faut que l'exposé des motifs identifie expressément ces normes de droit international ou de droit européen.

Ensuite, il convient de s'assurer que la liste, qui énumère toutes les catégories d'étrangers qui, en vertu du droit international ou du droit européen, doivent être dispensées du paiement de la ' taxe/redevance ', est complète.

Enfin, il y a lieu de vérifier si, parmi les catégories d'étrangers qui ne sont pas dispensées du paiement de la ' taxe/redevance ', il n'y en a pas certaines qui, compte tenu de leur statut suffisamment ' comparable ' à celui des catégories d'étrangers dispensées doivent le cas échéant être [ajoutées] à cette liste.

Par conséquent, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de procéder à cette analyse, de compléter l'exposé des motifs et, le cas échéant, d'adapter l'article 1/1, § 2, en projet.

3.2. Vu le bref délai qui lui est imparti, la section de législation se limite à cet égard à formuler les observations suivantes.

D'une part, à l'article 1/1, § 2, 3^o, en projet, il convient de mentionner ' les étrangers qui ont introduit une demande d'asile au sens de l'article 49/3 ', de manière à exprimer plus clairement que les bénéficiaires de la dispense sont tant les candidats au statut de réfugié que les candidats au statut de protection subsidiaire.

D'autre part, la section de législation s'interroge quant aux raisons pour lesquelles ne sont pas reprises dans la liste des personnes dispensées notamment les catégories suivantes :

- les membres de la famille des bénéficiaires du statut de réfugié et de protection subsidiaire nonobstant ce que prescrit l'article 23 de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ' concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) ';

- les personnes pouvant se prévaloir de leur qualité de ressortissants d'un Etat membre de l'Espace Économique européen ou d'un Etat assimilé;
- les personnes qui pourraient se prévaloir d'un accord d'association conclu avec l'Union européenne en vertu duquel leur seraient reconnus des droits équivalents à ceux des ressortissants européens;
- les membres de la famille d'un ressortissant belge qui retourne en Belgique après avoir fait usage de la liberté de circulation au sein de l'Union européenne, dès lors que celui-ci est assimilé à un citoyen de l'Union européenne pour l'exercice des libertés communautaires.

La pertinence et l'exhaustivité de la liste des catégories dispensées doivent en conséquence être réexaminées afin de s'assurer de sa conformité au droit international ou de l'Union applicable.

3.3. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est par ailleurs attirée sur ce que même dans les circonstances où le droit de l'Union européenne autorise la perception d'une redevance de nature à couvrir les frais administratifs d'examen des demandes de séjour et de délivrance des titres requis, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne est fixée en ce sens que le montant de la redevance doit rester proportionnel. La Cour a ainsi considéré, à propos des bénéficiaires du statut de résident longue durée au sens de la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 'relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée', que le montant de la redevance devait être fixé de telle manière qu'il ne soit pas disproportionné par rapport à la rétribution que les autorités réclament à leurs propres ressortissants ou à des citoyens de l'Union européenne pour la délivrance d'une carte d'identité.

De même, il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qu'à peine de violer l'article 13 combiné avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, la rétribution imposée dans le cadre d'une demande de séjour au titre du regroupement familial ne peut pas être fixée à un montant qui excède les capacités financières du demandeur.

De telles précisions gagneraient à être expressément mentionnées dans l'exposé des motifs.

3.4. Enfin, se pose la question de savoir comment il sera possible de s'assurer du respect de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme quant à la proportionnalité du montant de la 'taxe/redevance' fixée et ce, dans l'hypothèse où cette redevance prévue par la disposition en projet viendrait à être cumulée avec une rétribution prévue par un règlement communal en application de l'article 2 de la loi du 14 mars 1968 'abrogeant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnés le 12 octobre 1953' » (*ibid.*, pp. 210-214).

B.6.6. Il ressort des travaux préparatoires que le législateur a voulu tenir compte des obligations internationales de la Belgique.

Devant la commission compétente, le secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration a exposé :

«Faisant suite aux remarques du Conseil d'Etat, le texte de l'article 172 énumère dorénavant de manière limitative les demandes d'autorisation et d'admission au séjour qui donneront lieu au paiement de la redevance. Les étrangers introduisant une demande d'autorisation ou d'admission au séjour ne se trouvant pas dans la liste figurant dans le paragraphe 2 de cette disposition ne sont, par conséquent, pas tenus de procéder au paiement de cette redevance. L'exposé des motifs contient une liste non exhaustive des catégories d'étrangers qui sont dispensés du paiement de ladite redevance (DOC 54 672/001, p. 82-83). Ce faisant, le gouvernement a tenu compte des instruments de droit international comme le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner sur le territoire des Etats membres ou encore la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

Ne sont par contre pas dispensés du paiement de la redevance, les membres de la famille d'un Belge qui n'a pas fait usage de son droit à la liberté de circulation comme prévu dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne. Le secrétaire d'Etat se réfère à cet égard à l'arrêt 2013/121 du 26 septembre 2013 dans lequel la Cour constitutionnelle énonce que 'le législateur a pu raisonnablement tenir compte de ce qu'en raison de plusieurs modifications législatives, l'accès à la nationalité belge a été facilité au cours de ces dernières années, si bien que le nombre de Belges susceptibles d'introduire une demande de regroupement familial au profit des membres de leur famille a sensiblement augmenté'. (B.52.1). Dans la mesure où le nombre de Belges pouvant introduire une demande de regroupement familial pour les membres de leur famille a augmenté et que, par conséquent, les frais administratifs y afférents connaissent également une augmentation, une redevance est justifiée» (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/008, pp. 3-4).

B.6.7. Enfin, le secrétaire d'Etat a observé que la Belgique était un des rares pays où il n'existait pas encore de rétribution pour les demandes d'autorisation et d'admission au séjour et que cette circonstance pouvait amener les étrangers à ne pas introduire leur demande à l'étranger mais en Belgique (*ibid.*, p. 4).

B.6.8. Le législateur n'a pas lui-même fixé le montant de la rétribution; il a chargé le Roi de déterminer, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, le montant et le mode de perception (article 1^{er} /1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué de la loi-programme du 19 décembre 2014).

Au cours des travaux préparatoires, il a été dit que le Roi devait veiller à ce que le montant de la redevance ne soit pas disproportionné (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/001, p. 82).

Il n'appartient toutefois pas à la Cour de se prononcer sur les arrêtés royaux qui sont pris en exécution des dispositions attaquées.

B.7. Le législateur peut subordonner au paiement d'une rétribution la délivrance de titres et de permis de séjour aux étrangers.

La mesure ne peut toutefois avoir des conséquences disproportionnées à la lumière des objectifs poursuivis. Le cas échéant, il convient d'examiner si le montant de la rétribution n'excède pas la capacité financière du demandeur.

Dès lors qu'il n'appartient pas à la Cour de contrôler des arrêtés royaux, elle n'examine les dispositions attaquées qu'en ce qu'elles imposent ou non à certaines catégories d'étrangers de payer une rétribution.

B.8.1. Les dispositions attaquées instaurent une rétribution pour les catégories de demandes de séjour introduites sur la base des dispositions suivantes de la loi du 15 décembre 1980, prévoyant ou non des exonérations dans certains cas : les articles 9, 9bis, 10, 10bis, 19, § 2, 40bis, 40ter, 58, 61/7, 61/11 et 61/27.

B.8.2.1. L'article 9 de la loi du 15 décembre 1980, qui - comme les articles 9bis, 10 et 10bis - fait partie du titre I («Dispositions générales»), chapitre III («Séjour de plus de trois mois»), de cette loi, dispose :

«Pour pouvoir séjourner dans le Royaume au-delà du terme fixé à l'article 6 [en principe 90 jours] l'étranger qui ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 10 doit y être autorisé par le Ministre ou son délégué.

Sauf dérogations prévues par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal, cette autorisation doit être demandée par l'étranger auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger».

B.8.2.2. L'article 9 contient la règle de base pour la demande que doit introduire un étranger en vue d'un séjour de plus de trois mois, pour les personnes qui ne se trouvent pas dans l'une des situations visées à l'article 10. Pour le séjour, l'autorisation des pouvoirs publics est requise, laquelle doit être demandée auprès du poste diplomatique ou consulaire belge compétent à l'étranger.

B.8.2.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 1^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, prévoit, à l'égard des demandes visées à l'article 9, une exonération de la rétribution pour les demandes introduites par les bénéficiaires de l'Accord du 12 septembre 1963 créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie.

B.8.3.1. L'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 disposait, lors de l'introduction des recours :

« § 1^{er}. Lors de circonstances exceptionnelles et à la condition que l'étranger dispose d'un document d'identité, l'autorisation de séjour peut être demandée auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, qui la transmettra au ministre ou à son délégué. Quand le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour, celle-ci sera délivrée en Belgique.

La condition que l'étranger dispose d'un document d'identité n'est pas d'application :

- au demandeur d'asile dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive ou qui a introduit un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé;

- à l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis.

§ 2. Sans préjudice des autres éléments de la demande, ne peuvent pas être retenus comme circonstances exceptionnelles et sont déclarés irrecevables :

1^o les éléments qui ont déjà été invoqués à l'appui d'une demande d'asile au sens des articles 50, 50bis, 50ter et 51, et qui ont été rejetés par les instances d'asile, à l'exception des éléments rejetés parce qu'ils sont étrangers aux critères de la Convention de Genève tel que déterminé à l'article 48/3 et aux critères prévus à l'article 48/4 en matière de protection subsidiaire, ou parce qu'ils ne relèvent pas de la compétence de ces instances;

2^o les éléments qui auraient dû être invoqués au cours de la procédure de traitement de la demande d'asile au sens de l'article 50, 50bis, 50ter et 51, dans la mesure où ils existaient et étaient connus de l'étranger avant la fin de la procédure;

3^o les éléments qui ont déjà été invoqués lors d'une demande précédente d'autorisation de séjour dans le Royaume;

4^o les éléments qui ont été invoqués dans le cadre d'une demande d'obtention d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter».

B.8.3.2. L'article 9bis dispose que, par dérogation à l'article 9, l'étranger peut introduire une demande d'admission au séjour à partir de la Belgique, via le bourgmestre de la localité où il séjourne.

Cette disposition limite cette possibilité aux «circonstances exceptionnelles» et à condition que l'étranger dispose d'un document d'identité (article 9bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}), sans préjudice des cas où cette dernière condition ne s'applique pas (article 9bis, § 1^{er}, alinéa 2). Cette disposition précise en outre certains éléments qui ne peuvent être admis comme étant des «circonstances exceptionnelles» (article 9bis, § 2).

B.8.3.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, ne prévoit pas d'exonération de la rétribution à l'égard des demandes visées à l'article 9bis.

B.8.4.1. L'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 disposait lors de l'introduction des recours :

« § 1^{er}. Sous réserve des dispositions des articles 9 et 12, sont de plein droit admis à séjourner plus de trois mois dans le Royaume :

1^o l'étranger dont le droit de séjour est reconnu par un traité international, par une loi ou par un arrêté royal;

2^o l'étranger qui remplit les conditions prévues par le Code de la nationalité belge pour recouvrer la nationalité belge, sans qu'il soit requis qu'il ait sa résidence principale en Belgique depuis au moins douze mois et sans qu'il doive faire une déclaration de recouvrement de la nationalité belge;

3^o la femme qui, par son mariage ou à la suite de l'acquisition par son mari d'une nationalité étrangère, a perdu la nationalité belge

4^o les membres de la famille suivants d'un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée, ou autorisé, depuis au moins douze mois, à s'y établir. Ce délai de douze mois est supprimé si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun, ou s'il s'agit de membres de la famille d'un étranger reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire:

- son conjoint étranger ou l'étranger avec lequel il est lié par un partenariat enregistré considéré comme équivalent à un mariage en Belgique, qui vient vivre avec lui, à la condition que les deux personnes concernées soient âgées de plus de vingt et un ans. Cet âge minimum est toutefois ramené à dix-huit ans lorsque le lien conjugal ou ce partenariat enregistré, selon le cas, est préexistant à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume

- leurs enfants, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires

- les enfants de l'étranger rejoint, de son conjoint ou du partenaire enregistré visé au premier tiret, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou ce partenaire enregistré en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord

5^o l'étranger lié par un partenariat enregistré conformément à une loi à un étranger admis ou autorisé, depuis au moins douze mois, à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée ou autorisé à s'y établir depuis au moins douze mois, ainsi que les enfants de ce partenaire, qui viennent vivre avec eux avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et sont célibataires, pour autant qu'il en ait le droit de garde et la charge et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord. Ce délai de douze mois se prescrit si le lien conjugal ou le partenariat enregistré préexistait à l'arrivée de l'étranger rejoint dans le Royaume ou s'ils ont un enfant mineur commun.

[...]

6^o l'enfant handicapé célibataire âgé de plus de dix-huit ans d'un étranger autorisé ou admis à séjourner dans le Royaume pour une durée illimitée ou autorisé à s'y établir, ou de son conjoint ou partenaire au sens du point 4^o ou 5^o, pour autant qu'il fournisse une attestation émanant d'un médecin agréé par le poste diplomatique ou consulaire belge indiquant qu'il se trouve, en raison de son handicap, dans l'incapacité de subvenir à ses propres besoins;

7^o le père et la mère d'un étranger reconnu réfugié au sens de l'article 48/3 ou bénéficiant de la protection subsidiaire, qui viennent vivre avec lui, pour autant que celui-ci soit âgé de moins de dix-huit ans et soit entré dans le Royaume sans être accompagné d'un étranger majeur responsable de lui par la loi et n'ait pas été effectivement pris en charge par une telle personne par la suite, ou ait été laissé seul après être entré dans le Royaume.

L'alinéa 1^{er}, 4^o, n'est pas applicable au conjoint d'un étranger polygame lorsqu'un autre conjoint de celui-ci séjourne déjà dans le Royaume.

Le Roi fixe, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les cas dans lesquels un partenariat enregistré sur la base d'une loi étrangère doit être considéré comme équivalent à mariage en Belgique.

Les dispositions relatives aux enfants s'appliquent à moins qu'un accord international liant la Belgique ne prévoie des dispositions plus favorables.

§ 2. Les étrangers visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, doivent apporter la preuve qu'ils disposent de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers pour subvenir à leurs propres besoins et ne pas devenir une charge pour les pouvoirs publics.

Les étrangers visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, doivent apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose d'un logement suffisant pour pouvoir recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui répond aux conditions posées à un immeuble qui est donné en location à titre de résidence principale, comme prévu à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2, du Code civil, ainsi que d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille. Le Roi fixe, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, la manière dont l'étranger prouve que l'immeuble répond aux conditions posées.

L'étranger visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, doit en outre apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics. Cette condition n'est pas applicable si l'étranger ne se fait rejoindre que par les membres de sa famille visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, tirets 2 et 3.

L'étranger visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, doit apporter la preuve que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants tels que prévus au § 5 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics.

[...]

§ 3. Sous réserve de l'application de l'article 11, § 2, lorsqu'un étranger a lui-même été admis à séjourner en application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o ou 5^o, en qualité de conjoint ou de partenaire non marié, après l'entrée en vigueur de la présente disposition, le droit de venir le rejoindre sur la base d'un mariage ou d'un partenariat enregistré, ne peut être invoqué que lorsqu'il peut faire la preuve de deux ans de séjour régulier dans le Royaume.

§ 4. Le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o à 6^o, n'est pas applicable aux membres de la famille de l'étranger autorisé à séjourner en Belgique pour y faire des études ou autorisé à y séjourner pour une durée limitée, fixée par la présente loi ou en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé ou en rapport avec la nature ou de la durée de ses activités en Belgique.

§ 5. Les moyens de subsistance stables et suffisants visés au § 2, alinéa 3, doivent être au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

L'évaluation de ces moyens de subsistance :

1^o tient compte de leur nature et de leur régularité;

2^o ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration et le supplément d'allocations familiales, ni de l'aide sociale financière et des allocations familiales;

3^o ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail».

B.8.4.2. Outre les cas visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, et 7^o, cet article porte sur le regroupement familial des étrangers ressortissants de l'Union européenne ou non qui souhaitent rejoindre un regroupant qui n'est pas citoyen de l'Union européenne, mais qui bénéficie d'un séjour illimité en Belgique ou est autorisé à s'y établir.

Les regroupants visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, doivent disposer de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Les regroupants visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, doivent disposer d'un logement suffisant pour les personnes qui veulent les rejoindre. Par ailleurs, ces regroupants doivent, en règle, disposer de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics.

B.8.4.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, prévoit, à l'égard des demandes visées à l'article 10, une exonération de la rétribution pour les demandes introduites par les bénéficiaires de l'Accord d'association du 12 septembre 1963 entre la Communauté économique européenne et la Turquie et par les membres de la famille des bénéficiaires du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire.

B.8.5.1. L'article 10bis de la loi du 15 décembre 1980 disposait lors de l'introduction des recours :

« § 1^{er}. Lorsque les membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, d'un étudiant étranger autorisé au séjour introduisent une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, cette autorisation doit être accordée si l'étudiant ou un des membres de sa famille en question apporte la preuve :

- qu'il dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, conformément à l'article 10, § 5, pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics;

- qu'il dispose d'un logement décent, qui lui permette de recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui satisfasse aux conditions applicables à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale, visées à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2, du Code civil. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de quelle manière l'étranger apporte la preuve que le bien immeuble satisfait aux conditions prévues;

- qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille;

- que ceux-ci ne se trouvent pas dans un des cas visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, ou ne sont pas atteints d'une des maladies pouvant mettre en danger la santé publique, énumérées dans l'annexe à la présente loi.

Les dispositions de l'article 12bis, § 6, s'appliquent également.

§ 2. Lorsque les membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, d'un étranger autorisé à séjourner en Belgique pour une durée limitée, fixée par la présente loi ou en raison de circonstances particulières propres à l'intéressé ou en rapport avec la nature ou la durée de ses activités en Belgique, introduisent une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, cette autorisation doit être accordée s'ils apportent la preuve :

- que l'étranger rejoint dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, conformément à l'article 10, § 5, pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics;

- que l'étranger rejoint dispose d'un logement jugé convenable pour recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui satisfasse aux conditions applicables à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale, visées à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2, du Code civil. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de quelle manière l'étranger apporte la preuve que le bien immeuble satisfait aux conditions prévues et qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille;

- que ceux-ci ne se trouvent pas dans un des cas visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, ou ne sont pas atteints d'une des maladies pouvant mettre en danger la santé publique, énumérées dans l'annexe à la présente loi.

Les dispositions de l'article 12*bis*, § 6, s'appliquent également.

§ 3. Les § 1^{er} et 2 sont également applicables aux membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, d'un étranger bénéficiant du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur la base de la Directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, qui est autorisé à séjourner dans le Royaume sur la base des dispositions du titre II, chapitre V, ou qui demande cette autorisation.

Toutefois, lorsque la famille est déjà constituée ou reconstituée dans cet autre Etat membre de l'Union européenne, l'étranger rejoint ne doit pas apporter la preuve qu'il dispose d'un logement décent pour recevoir le ou les membres de sa famille et, en ce qui concerne la condition de la possession de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, la preuve que le membre de la famille dispose de tels moyens à titre personnel sera également prise en compte. Afin de pouvoir bénéficier de ce régime particulier, les membres de la famille concernés doivent produire le permis de séjour de résident de longue durée - UE ou le titre de séjour qui leur a été délivré par un Etat membre de l'Union européenne ainsi que la preuve qu'ils ont résidé en tant que membre de la famille d'un résident de longue durée dans cet Etat.

§ 4. Le § 2 est également applicable aux membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o à 6^o, de l'étranger qui est autorisé au séjour en application de l'article 61/27.

Toutefois, lorsque la famille est déjà constituée ou reconstituée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'étranger rejoint ne doit pas apporter la preuve qu'il dispose d'un logement suffisant pour recevoir le ou les membres de sa famille et, en ce qui concerne la condition de la possession de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, la preuve que le membre de la famille dispose de tels moyens à titre personnel est également prise en compte. Afin de pouvoir bénéficier de ce régime particulier, les membres de la famille concernés doivent produire le titre de séjour qui leur a été délivré par un Etat membre de l'Union européenne ainsi que la preuve qu'ils ont résidé, dans cet Etat, en tant que membre de la famille d'un titulaire d'une carte bleue européenne».

B.8.5.2. L'article 10*bis* concerne le regroupement familial des membres de la famille, ressortissants de l'Union européenne ou non, qui veulent rejoindre soit un étudiant (§ 1^{er}), soit un regroupant qui n'est pas citoyen de l'Union européenne mais qui bénéficie d'un séjour limité en Belgique (§ 2) soit un regroupant qui a le statut de résident de longue durée (§ 3) soit un étranger admis au séjour par application de l'article 61/27 (§ 4).

Les regroupants visés aux paragraphes 1^{er} et 2 doivent disposer d'un logement suffisant et de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux des membres de leur famille et pour éviter qu'ils ne deviennent une charge pour les pouvoirs publics.

Les regroupants visés aux paragraphes 3 et 4 qui ont déjà constitué leur ménage ou l'ont à nouveau constitué dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne doivent pas prouver qu'ils disposent d'un logement décent pour accueillir le ou les membres de la famille. En ce qui concerne la condition des moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, il est, dans leur situation, également tenu compte de la preuve que le membre de la famille dispose personnellement de tels moyens de subsistance.

B.8.5.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 4^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, prévoit, en ce qui concerne les demandes visées à l'article 10*bis*, une exonération de la rétribution pour les demandes introduites par les bénéficiaires de l'Accord du 12 septembre 1963 créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie.

B.8.6.1. L'article 19, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, qui fait partie du titre I, chapitre V («Absences et retours de l'étranger»), de cette loi, dispose :

«L'étranger visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dont l'absence du Royaume est supérieure à un an, peut, dans les conditions et les cas fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, être autorisé à revenir dans le Royaume.

L'étranger visé au § 1^{er}, alinéas 2 et 3, qui a perdu son droit de retour, peut, dans les conditions et les cas fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, recouvrer le statut de résident de longue durée».

B.8.6.2. L'article 1^{er}/1, § 2, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, prévoit, à l'égard des demandes visées à l'article 19, § 2, une dispense de la rétribution pour les demandes introduites par les bénéficiaires de l'Accord du 12 septembre 1963 créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie et par les bénéficiaires du statut de réfugié et les membres de leur famille.

B.8.7.1. Lors de l'introduction des recours, l'article 40*ter* de la loi du 15 décembre 1980, qui fait partie du titre II («Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers»), chapitre I («Etrangers, citoyens de l'Union et membres de leur famille et étrangers, membres de la famille d'un Belge»), disposait :

«Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux membres de la famille d'un Belge, pour autant qu'il s'agisse :

- de membres de la famille mentionnés à l'article 40*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, qui accompagnent ou rejoignent le Belge;

- de membres de la famille mentionnés à l'article 40*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, qui sont les père et mère d'un Belge mineur, qui établissent leur identité au moyen d'un document d'identité et qui accompagnent ou rejoignent le Belge.

En ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, le ressortissant belge doit démontrer :

- qu'il dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. L'évaluation de ces moyens de subsistance :

1^o tient compte de leur nature et de leur régularité;

2^o ne tient pas compte des moyens provenant de régimes d'assistance complémentaires, à savoir le revenu d'intégration et le supplément d'allocations familiales, ni de l'aide sociale financière et des allocations familiales;

3^o ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail.

- qu'il dispose d'un logement décent qui lui permet de recevoir le ou les membres de sa famille qui demandent à le rejoindre et qui remplit les conditions posées à un bien immeuble donné en location à titre de résidence principale comme prévu à l'article 2 du Livre III, Titre VIII, Chapitre II, Section 2 du Code civil, et qu'il dispose d'une assurance maladie couvrant les risques en Belgique pour lui-même et les membres de sa famille. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la manière dont le ressortissant belge apporte la preuve que le bien immeuble remplit les conditions requises.

[...].

B.8.7.2. L'article 40^{ter} porte sur les membres de la famille, ressortissants de l'Union européenne ou non, qui veulent rejoindre un Belge, alors que l'article 40^{bis} porte sur les membres de la famille, ressortissants de l'Union européenne ou non, qui veulent rejoindre un ressortissant de l'Union européenne.

A l'égard des membres de la famille visés à l'article 40^{bis}, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o (conjoint ou partenaire enregistré et descendants), le regroupant (belge) doit disposer de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants et d'un logement décent.

B.8.7.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 6^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, prévoit, à l'égard des demandes visées à l'article 40^{ter}, une exonération de la rétribution pour les demandes introduites par les membres de la famille d'un Belge qui a exercé son droit à la libre circulation conformément au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

B.8.8.1. L'article 58, qui fait partie du titre II («Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers»), chapitre III («Etudiants»), dispose :

«Lorsque la demande d'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge par un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur cette autorisation doit être accordée si l'intéressé ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, et s'il produit les documents ci-après :

1^o une attestation délivrée par un établissement d'enseignement conformément à l'article 59;

2^o la preuve qu'il possède des moyens de subsistance suffisants;

3^o un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies ou infirmités énumérées à l'annexe de la présente loi;

4^o un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 21 ans.

A défaut de production du certificat prévu au 3^o et au 4^o de l'alinéa 1^{er}, le Ministre ou son délégué peut néanmoins, compte tenu des circonstances, autoriser l'étranger à séjourner en Belgique pour y faire des études.

L'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume peut être demandée par l'étranger selon les modalités fixées par le Roi en exécution de l'article 9, alinéa 2^o.

B.8.8.2. L'article 58 concerne l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume pour un étranger qui souhaite étudier en Belgique dans l'enseignement supérieur ou qui souhaite y suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur.

Cet étranger doit notamment prouver qu'il dispose de moyens de subsistance suffisants.

B.8.8.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 7^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, ne prévoit pas d'exonération de la rétribution pour les demandes visées à l'article 58.

B.8.9.1. L'article 61/7, qui fait partie du titre II («Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers»), chapitre V («Bénéficiaires du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée»), dispose :

« § 1^{er}. Pour autant qu'aucune raison d'ordre public ou de sécurité nationale ne s'y [oppose], et pour autant qu'il ne soit pas atteint d'une des maladies pouvant mettre en danger la santé publique, énumérées dans l'annexe de la présente loi, lorsque l'étranger porteur d'un permis de séjour de résident de longue durée - UE valable, délivré par un autre Etat membre de l'Union européenne sur la base de la directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, celle-ci doit être accordée s'il remplit l'une des conditions suivantes :

1^o exercer une activité salariée ou non salariée en Belgique;

2^o poursuivre des études ou une formation professionnelle en Belgique;

3^o venir en Belgique à d'autres fins.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, est fournie s'il prouve qu'il est autorisé à travailler en Belgique ou qu'il est dispensé de cette autorisation et, selon le cas, qu'il possède un contrat de travail ou une proposition de contrat d'emploi, ou les documents requis pour l'exercice de la profession non salariée, et retire ou peut retirer de cette activité des ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o est apportée s'il réunit les conditions fixées aux articles 58 à 60.

La preuve de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 3^o, est apportée s'il prouve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics, et s'il prouve qu'il dispose d'une assurance-maladie couvrant les risques en Belgique.

Les règles visées à l'alinéa 1^{er} ne sont pas applicables lorsque le résident de longue durée souhaite séjourner dans le Royaume en tant que travailleur salarié détaché par un prestataire de services installé dans un Etat membre de l'Union européenne, dans le cadre d'une prestation transfrontalière, ou en tant que prestataire de services transfrontaliers.

§ 2. La demande d'autorisation de séjour est introduite selon les modalités prévues à l'article 9 ou 9^{bis}.

[...].

B.8.9.2. L'article 61/7 concerne le résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne qui soit exerce une activité en tant que travailleur salarié ou en tant qu'indépendant en Belgique, soit suit des études ou une formation professionnelle en Belgique, soit vient en Belgique à d'autres fins.

L'intéressé doit, en fonction de la nature de son activité, démontrer qu'il dispose de revenus ou de moyens de subsistance pour lui-même et, le cas échéant, pour les membres de sa famille.

B.8.9.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 8^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, ne prévoit pas d'exonération de la rétribution pour les demandes visées à l'article 61/7.

B.8.10.1. L'article 61/11, qui fait partie du titre II («Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers»), chapitre VI («Chercheurs»), disposait :

« § 1^{er}. Lorsque la demande d'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge par un étranger qui désire mener, en tant que chercheur, un projet de recherche dans le cadre d'une convention d'accueil signée avec un organisme de recherche agréé, cette autorisation doit être accordée si l'intéressé ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, de la présente loi et s'il produit les documents suivants :

- 1^o un document de voyage en cours de validité;
- 2^o une convention d'accueil signée avec un organisme de recherche agréé en Belgique;
- 3^o un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe de la présente loi;
- 4^o un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 18 ans.

En cas d'impossibilité de produire le certificat prévu au 3^o et 4^o de l'alinéa 1^{er}, le ministre ou son délégué peut néanmoins, compte tenu des circonstances, autoriser l'étranger à séjourner en Belgique en tant que chercheur.

Le ministre ou son délégué peut, en outre, décider de vérifier si les modalités sur la base desquelles la convention d'accueil a été conclue, sont respectées.

§ 2. L'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique peut être demandée par l'étranger auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, conformément aux articles 9 et 9bis.

B.8.10.2. L'article 61/11 concerne la demande de séjour de plus de trois mois introduite par un étranger qui, en sa qualité de chercheur, souhaite réaliser un projet de recherche dans le cadre d'une convention d'accueil signée avec un organisme de recherche agréé.

B.8.10.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 9^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, ne prévoit pas d'exonération de la rétribution à l'égard des demandes visées à l'article 61/11.

B.8.11.1. L'article 61/27, qui fait partie du titre II («Dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers»), chapitre VIII («Travailleurs hautement qualifiés - Carte bleue européenne»), disposait lors de l'introduction des recours :

« § 1^{er}. Lorsque la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge par l'étranger visé à l'article 61/26, le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour pour autant que l'autorité régionale compétente accorde une autorisation d'occupation provisoire à l'employeur concerné, que l'étranger ne se trouve pas dans l'un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o à 8^o, et pour autant qu'il produise les documents suivants :

1. un passeport ou un titre de voyage en tenant lieu en cours de validité;
2. un certificat médical attestant qu'il n'est pas atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe de la présente loi;
3. un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent délivré par le pays d'origine ou par le pays de sa dernière résidence et attestant qu'il n'a pas été condamné pour des crimes ou des délits de droit commun;
4. la preuve qu'il a souscrit une assurance maladie couvrant l'ensemble des risques en Belgique;
5. une copie du contrat de travail.

Toutefois, s'il se trouve dans l'impossibilité de produire les documents visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, le ministre ou son délégué, peut, compte tenu des circonstances, autoriser l'étranger à séjourner en Belgique en vue de l'exercice d'un emploi hautement qualifié.

§ 2. L'étranger qui est déjà admis ou autorisé à séjourner pour trois mois au maximum ou pour plus de trois mois dans le Royaume peut introduire sa demande d'autorisation de séjour auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne ou de son délégué. Le ministre ou son délégué accorde l'autorisation de séjour pour autant que l'autorité régionale compétente accorde une autorisation d'occupation provisoire à l'employeur concerné et que l'étranger produise les documents visés au § 1^{er}.

Le Roi détermine les modalités d'introduction de la demande visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. L'étranger qui réside depuis dix-huit mois dans un autre Etat membre de l'Union européenne en tant que titulaire d'une carte bleue européenne, peut introduire une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois dans le Royaume conformément au § 1^{er}, sur présentation de sa carte bleue européenne en cours de validité.

L'étranger visé à l'alinéa 1^{er} peut également introduire sa demande dans les plus brefs délais et au plus tard un mois après son entrée dans le Royaume, conformément au § 2, sur présentation de sa carte bleue européenne.

Le Roi détermine les modalités d'introduction de la demande visée à l'alinéa 2.

§ 4. Au moment de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, l'étranger est tenu d'élire domicile en Belgique.

A défaut d'avoir élu domicile conformément à l'alinéa 1^{er}, l'étranger est réputé avoir élu domicile à l'Office des Etrangers.

Toute modification du domicile élu doit être communiquée, sous pli recommandé ou contre accusé de réception à l'Office des Etrangers.

§ 5. Le ministre ou son délégué refuse l'autorisation de séjour si les conditions liées au séjour ne sont pas remplies, s'il ressort du contrôle de résidence effective auquel le bourgmestre ou son délégué doit faire procéder que l'étranger ne réside pas sur le territoire de la commune ou en cas de fraude».

B.8.11.2. L'article 61/27 porte sur la demande de séjour de plus de trois mois introduite par un étranger visé à l'article 61/26 en qualité de travailleur hautement qualifié ayant une carte bleue européenne conformément à la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

B.8.11.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 10^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué, ne prévoit pas d'exonération de la rétribution pour les demandes visées à l'article 61/27.

B.9. Ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires, le législateur a, à la suite de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, voulu tenir compte de la situation spécifique des étrangers qui découle d'engagements internationaux de l'Etat belge, notamment :

- les citoyens de l'Union et les membres de leurs familles;
- les citoyens de l'Espace économique européen et les bénéficiaires de l'Accord d'association conclu entre l'Union européenne et la Suisse;
- les bénéficiaires de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Turquie;
- les demandeurs d'asile;

- les membres de la famille d'un réfugié ou d'un étranger bénéficiant de la protection subsidiaire;
- les étrangers demandant une autorisation de séjour sur la base de l'article 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980;
- les victimes de la traite et du trafic des êtres humains;
- les mineurs étrangers non accompagnés;
- les bénéficiaires de la protection temporaire;
- les membres de la famille d'un ressortissant belge qui retourne en Belgique après avoir fait usage de sa liberté de circuler et de séjourner au sein de l'Union européenne.

Les travaux préparatoires mentionnent expressément que la liste n'est pas exhaustive (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 82-83, et *ibid.*, DOC 54-0672/008, pp. 3-4).

Par ailleurs, il convient de prendre en compte les exonérations précitées prévues expressément par l'article 1^{er}/1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué.

Les griefs dans leur ensemble

B.10.1. Quasi tous les moyens sont pris notamment de la violation des articles 10, 11 et 191 de la Constitution, combinés ou non entre eux.

L'article 191 de la Constitution ne peut être violé qu'en ce que les dispositions attaquées établissent une différence de traitement entre certains étrangers et les Belges.

Dès lors que les différences de traitement et les traitements identiques qui sont critiqués portent exclusivement sur la comparaison de différentes catégories d'étrangers entre elles, les moyens précités sont irrecevables en ce qu'ils sont pris de la violation de l'article 191 de la Constitution.

B.10.2.1. Plusieurs moyens sont pris notamment de la violation de l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution, combiné ou non avec d'autres dispositions constitutionnelles et conventionnelles. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 6193 est en particulier pris de la violation des articles 10, 11, 22, 23, 170 et 172 de la Constitution, combinés avec «le principe général de *standstill*» et avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 23 de la Constitution dispose :

«Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

3° le droit à un logement décent;

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

5° le droit à l'épanouissement culturel et social;

6° le droit aux prestations familiales».

L'article 23 de la Constitution contient, en ce qui concerne les droits qu'il garantit, une obligation de *standstill* qui s'oppose à ce que le législateur compétent réduise significativement le niveau de protection offert par la législation en vigueur sans qu'existent pour ce faire des motifs tenant à l'intérêt général.

B.10.2.2. L'instauration d'une rétribution pour les demandes d'autorisation de séjour introduites par des étrangers ne concerne pas les droits économiques, sociaux et culturels visés à l'article 23 de la Constitution.

B.10.2.3. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, il n'existe pas, excepté pour l'article 23 de la Constitution, d'obligation de *standstill* découlant des dispositions constitutionnelles et conventionnelles invoquées, dont le respect peut être requis directement devant un juge. Dans le cadre de son contrôle, le juge pourra apprécier s'il est ou non porté atteinte à ces droits fondamentaux et s'il est satisfait aux conditions éventuelles de limitation de ces droits au regard notamment du but poursuivi et de la proportionnalité de la mesure, et ce, que les droits en cause génèrent ou non une obligation positive de l'Etat.

Lorsque sont en cause des dispositions garantissant des droits fondamentaux dont le respect peut être requis directement devant un juge, l'invocation d'une obligation de *standstill* n'est pas pertinente.

B.10.2.4. En ce qu'ils sont pris de la violation de l'obligation de *standstill* contenue dans l'article 23 de la Constitution, combiné ou non avec d'autres dispositions constitutionnelles ou conventionnelles, les moyens ne sont pas fondés.

B.10.3.1. Dans plusieurs moyens, les parties requérantes dénoncent ensuite l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et familiale, en ce que l'obligation de payer une rétribution dans le cadre d'une demande de séjour compliquerait le regroupement familial (affaire n° 6238, troisième moyen, première, deuxième, troisième et quatrième branches, septième moyen, première branche; affaire n° 6245, sixième moyen, première, deuxième et troisième branches, neuvième moyen, première branche, dixième moyen, première branche, onzième moyen, première branche).

B.10.3.2. En principe, le règlement du séjour sur le territoire relève de la compétence souveraine de l'Etat et il n'existe pas de droit subjectif au regroupement familial avec un regroupement en séjour légal sur le territoire belge, à moins qu'une norme nationale ou internationale le garantisse.

B.10.3.3. L'article 22 de la Constitution dispose :

«Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit».

L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

«1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui».

La portée de la disposition conventionnelle précitée est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un ensemble indissociable.

L'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

«Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications».

L'article 52.1 de la Charte dispose :

«Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi et respecter le contenu essentiel desdits droits et libertés. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général reconnus par l'Union ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui».

B.10.3.4. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne reconnaît pas le droit d'un étranger à séjourner dans un pays déterminé. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé à maintes reprises que «d'après un principe de droit international bien établi, les Etats ont le droit, sans préjudice des engagements découlant pour eux de traités, de contrôler l'entrée des non-nationaux sur leur sol» (CEDH, 28 mai 1985, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali* c. Royaume-Uni, § 67; 21 octobre 1997, *Boujlifa* c. France, § 42; 18 octobre 2006, *Üner* c. Pays-Bas, § 54; 31 octobre 2008, *Darren Omoregie e.a.* c. Royaume-Uni, § 54). Plus particulièrement, cet article n'implique pas l'obligation pour un Etat d'autoriser le regroupement familial sur son territoire. En effet, la Cour européenne a précisé que «l'article 8 ne saurait s'interpréter comme comportant pour un Etat contractant l'obligation générale de respecter le choix, par des couples mariés, de leur domicile commun et d'accepter l'installation de conjoints non nationaux dans le pays» (CEDH, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali*, précité, § 68; *Darren Omoregie e.a.*, précité, § 57; 29 juillet 2010, *Mengesha Kimfe* c. Suisse, § 61; 6 novembre 2012, *Hode et Abdi* c. Royaume-Uni, § 43). La Cour a souligné également que «la situation au regard du droit des étrangers, lorsqu'il ne s'agit pas par exemple du statut de réfugié, implique une part de choix en ce qu'elle est souvent celle d'une personne qui a choisi de vivre dans un pays dont elle n'a pas la nationalité» (CEDH, 27 septembre 2011, *Bah* c. Royaume-Uni, § 45).

B.10.3.5. L'impossibilité de pouvoir vivre avec les membres de sa famille peut néanmoins constituer une ingérence dans le droit à la protection de la vie familiale, garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Pour se conformer à ces dispositions, une telle ingérence doit être prévue par une disposition législative suffisamment précise, répondre à un besoin social impérieux et être proportionnée au but légitime qui est poursuivi.

B.10.3.6. En premier lieu, le législateur a lui-même expressément énuméré les catégories de personnes qui sont soumises à la rétribution et il a, ce faisant, exonéré le cas échéant certaines sous-catégories. Les catégories d'étrangers qui ne sont pas mentionnées dans les dispositions attaquées sont donc exonérées de la rétribution.

Il est dès lors satisfait au principe de légalité.

B.10.3.7. Comme il est dit en B.5.9.4, le législateur entendait, par les dispositions attaquées, instaurer une rétribution pour les demandes d'autorisation et d'admission au séjour en Belgique, mentionnées à l'article 1^{er}/1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, afin de couvrir les frais administratifs qui découlent du traitement de ces demandes, compte tenu de l'augmentation du nombre de demandes et de la charge de travail qui en découle pour le service public. Pareille mesure poursuit un but légitime et répond à un besoin social impérieux.

Selon les informations fournies par le Conseil des ministres, il existe par ailleurs dans la plupart des Etats membres de l'Union européenne un prélèvement pour l'examen des demandes d'un titre de séjour et/ou la délivrance de ce titre, notamment lorsqu'il s'agit de demandes de séjour en rapport avec des directives européennes (FRA (*Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, rapport annuel 2013*) (http://Fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-annual-report-2013-1_fr.pdf), pp. 52-54 et *annexe*, pp. 60-61).

B.10.3.8. En ce que les moyens pris de la violation du droit au respect de la vie privée et familiale sont spécifiquement en rapport avec la situation des étrangers qui souhaitent obtenir un titre de séjour sur la base du regroupement familial, les articles 10, 10bis et 40ter de la loi du 15 décembre 1980 exigent en règle que le regroupant dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour que les membres de sa famille puissent obtenir un tel titre de séjour, aux fins d'éviter qu'ils ne deviennent une charge pour l'Etat.

Dans ces circonstances, le paiement d'une rétribution pour le traitement administratif du dossier ne peut en principe être considéré comme une difficulté insurmontable, à condition qu'elle ne soit pas excessivement élevée. Etant donné que le législateur a confié au Roi la fixation du montant de la rétribution qui est due, le contrôle afférent au montant incombe exclusivement au juge compétent et non à la Cour.

B.10.3.9. En ce qu'ils sont pris de la violation du droit au respect de la vie privée et familiale, les moyens mentionnés en B.10.3.1 ne sont pas fondés.

B.10.3.10. Les dispositions attaquées seraient toutefois discriminatoires si elles établissaient sans justification raisonnable une différence de traitement entre plusieurs catégories d'étrangers selon qu'elles doivent ou non payer une rétribution.

B.10.4.1. Enfin, les parties requérantes critiquent dans de nombreux moyens le fait que les dispositions attaquées ne prévoient pas de réduction ou d'exonération de la rétribution pour certaines catégories d'étrangers ou qu'afin de déterminer les frais de dossier, il n'est pas tenu compte de la situation patrimoniale individuelle des étrangers concernés (affaire n° 6238, deuxième moyen, deuxième branche et troisième branche, troisième moyen, première et cinquième branches, quatrième moyen, cinquième branche, sixième moyen, deuxième branche, septième moyen, première, troisième et quatrième branches; affaire n° 6245, sixième moyen, première et deuxième branches, septième moyen, troisième branche, huitième moyen, troisième branche, dixième moyen, première branche et onzième moyen, première et deuxième branches).

Les dispositions attaquées violeraient dès lors les articles 10, 11, 22, 22bis et 23 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

B.10.4.2. Il ne saurait être reproché au législateur, compte tenu du grand nombre de situations individuelles dans lesquelles les étrangers peuvent se trouver, d'avoir fait usage de catégories qui appréhendent la diversité des situations avec un certain degré d'approximation.

B.10.4.3. Les dispositions attaquées énumèrent les catégories d'étrangers qui doivent payer une rétribution pour le traitement administratif de leur dossier.

Le législateur n'a pas lui-même fixé le montant de la rétribution, il a chargé le Roi de le faire. Il n'est donc pas exclu qu'afin de fixer le montant de la rétribution, une différenciation soit opérée selon la situation de séjour spécifique des étrangers concernés.

Bien qu'il tende, comme il est dit en B.5.9.3, à correspondre au coût administratif engendré par le traitement des demandes de séjour, le montant de la rétribution à fixer par le Roi ne pourrait toutefois, sans porter atteinte de manière disproportionnée aux droits des étrangers qui en sont redevables, atteindre un niveau tel qu'excédant les capacités financières du demandeur, celui-ci ne serait pas en mesure d'introduire sa demande, et partant, se verrait de ce seul fait privé du droit au séjour qui aurait pu lui être reconnu au terme de l'examen de cette demande.

Il n'appartient toutefois pas à la Cour, mais exclusivement au juge compétent de se prononcer sur les arrêtés d'exécution de la loi attaquée.

B.11. Compte tenu de ce que l'exécution de la mesure attaquée a essentiellement été laissée au pouvoir exécutif, la Cour peut uniquement examiner si les dispositions attaquées, en ce qu'elles imposent à certaines catégories d'étrangers de payer une rétribution qui doit couvrir les frais administratifs de leur demande de séjour, alors que d'autres catégories d'étrangers en sont exonérées, sont compatibles avec les droits fondamentaux invoqués par les parties requérantes.

Les griefs relatifs au séjour régulier ou non des étrangers concernés

B.12.1. Les parties requérantes font valoir que les dispositions attaquées violent les articles 10, 11, 22, 22bis et 23 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international, en ce que, à l'égard des catégories d'étrangers qui demandent un titre de séjour sur la base des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 mentionnée en B.8.1, ces dispositions ne prévoient pas d'exception pour les étrangers qui sont en séjour illégal sur le territoire lors de leur demande (affaire n° 6193, quatrième moyen, deuxième et troisième branches; affaire n° 6238, deuxième moyen, troisième branche; affaire n° 6245, neuvième moyen, deuxième branche).

B.12.2. En règle, la demande d'un titre de séjour afin d'être admis légalement sur le territoire belge doit se faire à l'étranger (article 9 de la loi du 15 décembre 1980).

Bien qu'il ne soit pas exclu que des personnes en séjour illégal sur le territoire puissent encore obtenir un titre de séjour sur la base des autres dispositions mentionnées en B.8.1, il ne serait pas raisonnablement justifié de donner à ces étrangers, qui ne se sont pas comportés conformément à la réglementation existante en matière de séjour, parce qu'ils n'ont pas donné suite à un ordre de quitter le territoire ou n'ont pas demandé ou obtenu un titre de séjour, un traitement plus favorable en raison de cette situation.

B.12.3. En leurs branches mentionnées en B.12.1, les moyens ne sont pas fondés.

La rétribution pour la demande de régularisation en vertu de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980

B.13.1. Le sixième moyen, première branche, dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Le troisième moyen dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation de la directive 2008/115/CE ainsi que de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Les parties requérantes dénoncent le fait que d'autres motifs pour les demandes que la situation médicale de l'intéressé ne peuvent être invoqués qu'au moyen d'une demande de séjour introduite par application de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, demande qui est soumise au paiement d'une rétribution, alors que les demandes fondées sur l'article 9ter n'y sont pas soumises. Selon elles, il découle de l'article 5 de la directive 2008/115/CE, dont l'article 9ter constitue à leur estime la transposition en droit interne, que la situation médicale de l'étranger n'est pas l'unique élément qui puisse faire obstacle à la poursuite de l'expulsion. Tel serait également le cas pour l'intérêt de l'enfant, la vie familiale et l'état de santé du ressortissant concerné d'un pays tiers. Elles se réfèrent à cet égard à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 18 décembre 2014, C-562/13, *Abdida*.

B.13.2. L'article 9ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

«L'étranger qui séjourne en Belgique qui démontre son identité conformément au § 2 et qui souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne, peut demander l'autorisation de séjourner dans le Royaume auprès du ministre ou son délégué».

B.13.3. L'article 5 de la directive 2008/115/CE dispose, sous le titre «Non-refoulement, intérêt supérieur de l'enfant, vie familiale et état de santé» :

«Lorsqu'ils mettent en œuvre la présente directive, les Etats membres tiennent dûment compte :

- a) de l'intérêt supérieur de l'enfant,
 - b) de la vie familiale,
 - c) de l'état de santé du ressortissant concerné d'un pays tiers,
- et respectent le principe de non-refoulement».

B.13.4. Par son arrêt du 18 décembre 2014, C-562/13, *Abdida*, la Cour de justice a jugé :

«49. L'exécution d'une décision de retour impliquant l'éloignement d'un ressortissant de pays tiers atteint d'une grave maladie vers un pays dans lequel les traitements adéquats n'existent pas pourrait dès lors constituer, dans certains cas, une violation de l'article 5 de la directive 2008/115.

50. Ces cas très exceptionnels sont caractérisés par la gravité et le caractère irréparable du préjudice résultant de l'éloignement d'un ressortissant de pays tiers vers un pays dans lequel il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à des traitements inhumains ou dégradants. L'effectivité du recours exercé contre une décision de retour dont l'exécution est susceptible d'exposer le ressortissant en cause de pays tiers à un risque sérieux de détérioration grave et irréversible de son état de santé exige, dans ces conditions, que ce ressortissant de pays tiers dispose d'un recours avec effet suspensif, afin de garantir que la décision de retour ne soit pas exécutée avant qu'un grief relatif à une violation de l'article 5 de la directive 2008/115, lu à la lumière de l'article 19, paragraphe 2, de la Charte, n'ait pu être examiné par une autorité compétente».

B.13.5. La directive 2008/115/CE contient les normes et procédures communes dans les Etats membres en vue du retour des ressortissants de pays tiers en séjour illégal sur leur territoire.

Cette directive doit être lue à la lumière de la possibilité dont disposent les Etats membres de l'Union européenne de prendre une décision de retour à l'encontre d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal sur leur territoire (article 6 de la directive).

B.13.6. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, ce n'est pas l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980 qui constitue la transposition en droit interne de l'article 5 de la directive 2008/115/CE, mais bien l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, qui dispose :

«Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné».

B.13.7.1. La procédure prévue par l'article 9ter a été insérée dans la loi du 15 décembre 1980 par l'article 5 de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il instaure une procédure particulière de demande d'autorisation de séjour pour l'étranger séjournant en Belgique qui dispose d'un document d'identité (sans préjudice de la dispense de cette condition, visée à l'article 9ter, § 1^{er}, alinéa 3) et souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne. L'autorisation de séjour est octroyée par le ministre ou son délégué, aux conditions et selon la procédure qui y est décrite.

Selon l'exposé des motifs de la loi du 15 septembre 2006 :

«Les étrangers qui souffrent d'une maladie telle que cette maladie représente un réel danger pour leur vie ou leur intégrité physique ou que la maladie représente un réel danger de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'aucun traitement adéquat n'existe dans leur pays d'origine ou dans le pays où ils peuvent séjourner, sont couverts par l'article 15, b), de la directive 2004/83/CE, en conséquence de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (traitements inhumains ou dégradants).

Néanmoins, le gouvernement n'a pas estimé opportun de traiter les demandes des étrangers qui affirment être gravement malades via la procédure d'asile, pour les raisons suivantes :

- Les instances d'asile ne disposent pas des compétences nécessaires pour évaluer la situation médicale d'un étranger ou l'encadrement médical dans le pays d'origine ou dans le pays où ils peuvent séjourner;

- La procédure auprès des instances d'asile n'est pas adaptée pour être appliquée à des cas médicaux urgents. L'intervention d'au moins deux instances (CGRA - CCE) est en contradiction avec la nécessité de prendre position immédiatement;

- Budgétairement, si les instances d'asile étaient également compétentes dans le cadre de cette problématique, des investissements supplémentaires seraient indispensables (experts médicaux, étendue du travail de recherche à des situations dans le pays d'origine, travail supplémentaire dans le traitement des dossiers).

Le projet établit donc une différence de traitement entre les étrangers gravement malades, qui doivent demander l'autorisation de séjourner en Belgique, et les autres demandeurs de protection subsidiaire, dont la situation est examinée dans le cadre de la procédure d'asile.

Cette différence de traitement repose sur le critère objectif du fondement de la demande, selon qu'elle soit introduite en raison de la maladie grave dont souffre le demandeur ou d'une autre atteinte grave permettant de se prévaloir de la protection subsidiaire. Les éléments invoqués à l'appui de ces deux types de demandes sont en effet fondamentalement différents: alors que la demande fondée sur un autre critère d'octroi de la protection subsidiaire nécessite une appréciation de la crédibilité des déclarations du demandeur (élément subjectif), la demande fondée sur une maladie grave repose essentiellement sur un examen médical (élément objectif).

Ce diagnostic objectif ne peut en tout état de cause être posé par les autorités belges, que ce soit le ministre ou son délégué ou les instances d'asile, et nécessite un avis médical. Partant de cette constatation, le but poursuivi dans le système mis en place est de ne pas charger les instances d'asile de demandes qu'elles ne doivent pas examiner à l'heure actuelle et au sujet desquelles elles ne pourraient en tout état de cause pas se prononcer directement.

Le moyen utilisé pour atteindre ce but est la mise en œuvre dans l'article 9^{ter} d'une procédure légale spécifique, qui comporte des conditions claires et qui aboutit à une décision du ministre ou de son délégué, basée sur la pratique actuelle en la matière. Ce moyen est proportionnel au but poursuivi dans la mesure où il ne porte pas atteinte à la possibilité des étrangers visés de se prévaloir et de bénéficier du statut de protection subsidiaire mais organise uniquement une procédure parallèle à la procédure d'asile.

En ce qui concerne la justification précitée relative à l'absence de compétences nécessaires des instances d'asile en matière médicale, au sujet de laquelle le Conseil d'Etat a observé qu'elle est contredite par le fait que la situation des étrangers gravement malades est, en partie, déjà couverte aujourd'hui par l'avis donné par le CGRA dans le cadre du recours urgent, il convient de remarquer que l'invocation de pures raisons médicales dans ce cadre est assez rare et qu'en tout état de cause, l'avis rendu par le CGRA au sujet de telles raisons n'est basé que sur un examen informel de la situation, essentiellement sur la base du certificat médical présenté par le demandeur d'asile. En tout état de cause, ce type d'avis peut être remis en question par le ministre ou son délégué, sur la base d'un contre-avis médical rendu par le médecin conseil de l'Office des étrangers, dans le cadre de l'examen de l'opportunité d'une mesure d'éloignement de l'intéressé. La procédure relative à l'avis du CGRA ne peut donc pas être comparée à une procédure tendant à accorder une autorisation de séjour aux étrangers gravement malades et fondée sur un avis médical au sens propre.

En ce qui concerne la justification précitée relative au défaut d'adaptation de la procédure d'asile à l'égard de cas médicaux urgents, qui fait également l'objet d'une remarque du Conseil d'Etat, il peut être ajouté que la procédure d'asile est entamée par ce que l'on appelle la procédure 'Dublin', c'est-à-dire la détermination de l'Etat responsable du traitement de la demande d'asile, qui n'est pas adaptée dans le cas d'une situation médicale urgente.

En ce qui concerne plus précisément la procédure organisée, l'article 9^{ter} prévoit que ces étrangers peuvent introduire une demande de séjour auprès du ministre ou de son délégué. Ils doivent cependant, sauf exception prévue dans la loi, prouver clairement leur identité. L'appréciation de la situation médicale et de l'encadrement médical dans le pays d'origine est effectuée par un fonctionnaire-médecin qui produit un avis à ce sujet. Il peut, si nécessaire, examiner l'étranger et recueillir l'avis complémentaire d'experts» (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2478/001, pp. 9 à 12).

B.13.7.2. L'étranger qui se trouve sur le territoire belge et qui introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980, via le bourgmestre de la localité où il séjourne, doit invoquer des circonstances exceptionnelles. Le paragraphe 2 de l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 exclut expressément certains éléments qui ne peuvent être qualifiés comme tels. Il ne prévoit en revanche aucune énumération des circonstances pouvant être reconnues comme exceptionnelles, de telle sorte que leur reconnaissance relève du pouvoir d'appréciation du ministre compétent ou de son délégué dans chaque cas d'espèce.

Il ressort de la jurisprudence des juridictions administratives compétentes que les circonstances exceptionnelles «ne sont pas des circonstances de force majeure, mais celles qui rendent [impossible ou] particulièrement difficile le retour de l'étranger dans son pays d'origine ou dans un pays où il est autorisé au séjour pour demander l'autorisation visée» (CE, 20 juin 2000, n° 88.076; CCE, 30 avril 2015, n°s 144.470 et 144.695).

B.13.7.3. Comme il ressort des travaux préparatoires cités en B.13.7.1, la demande fondée sur une maladie grave repose essentiellement sur un examen médical qui constitue un élément objectif. En revanche, les demandes fondées sur l'existence de circonstances exceptionnelles requièrent une appréciation des autorités compétentes, à la suite de déclarations faites par l'étranger concerné qui reposent davantage sur des éléments subjectifs qui requièrent un examen plus approfondi du dossier.

La nature différente du fondement des demandes introduites sur la base de l'article 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 peut justifier que les étrangers concernés par ces demandes soient exonérés du paiement de la rétribution tandis que ne le sont en principe pas les étrangers qui fondent une autorisation de séjour sur l'article 9^{bis} de la même loi.

B.13.7.4. Les parties requérantes font toutefois également valoir que certaines catégories d'étrangers au moins qui introduisent une demande fondée sur l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 doivent être exonérées de la rétribution instaurée par la disposition attaquée.

La Cour doit par conséquent vérifier si la disposition attaquée viole les dispositions constitutionnelles et conventionnelles mentionnées dans le moyen en ce qu'elle n'exonère pas de la rétribution attaquée les étrangers spécifiquement visés par les parties requérantes.

B.14.1. Le troisième moyen, deuxième branche, dans l'affaire n° 6238, est pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

La partie requérante relève qu'un étranger qui a introduit une demande d'asile peut, au cours du traitement de cette demande - qui est souvent long -, avoir noué des liens affectifs, sociaux et professionnels et s'être constitué une vie privée en Belgique. La rétribution attaquée pourrait constituer un obstacle à l'introduction d'une demande sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le neuvième moyen, première branche, dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

La partie requérante fait valoir que les étrangers qui se sont constitués en Belgique une vie sociale du fait de la durée de la procédure d'asile et qui souhaitent introduire leur demande sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne doivent pas nécessairement disposer des moyens financiers nécessaires pour payer la rétribution.

B.14.2. L'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

«Une demande de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire se fait sous la forme d'une demande d'asile.

Cette demande d'asile est d'office examinée en priorité dans le cadre de la Convention de Genève, tel que déterminé à l'article 48/3, et ensuite dans le cadre de l'article 48/4».

B.14.3. Lorsqu'une demande d'asile n'aboutit pas à la reconnaissance en tant que réfugié, il est encore examiné si le demandeur d'asile entre en considération pour la protection subsidiaire, visée à l'article 49/2, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, sans qu'une nouvelle demande doive être introduite à cette fin :

«Est considéré comme bénéficiant de la protection subsidiaire et admis au séjour pour une durée limitée dans le Royaume : l'étranger auquel le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou le Conseil du contentieux des étrangers accorde le statut prévu à l'article 48/4».

Le statut de protection subsidiaire visé à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 concerne les personnes qui ne peuvent prétendre au statut de réfugié ou à l'application de l'article 9ter de la loi précitée mais qui, pour d'autres raisons que celles qui sont énumérées par la Convention internationale relative au statut des réfugiés, ont besoin d'une protection internationale contre le risque d'être victimes de traitements inhumains ou dégradants dans leur pays d'origine, en violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 49/2, § 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 2. Le titre de séjour qui constate l'admission au séjour pour une durée limitée est valable pour une durée d'un an, prorogeable et en cas de prorogation, valable pour deux ans, à moins que le statut de protection subsidiaire ait été, entre-temps, abrogé ou retiré en vertu des articles 55/5 ou 55/5/1 ou que l'étranger ait renoncé entre-temps à son statut de protection subsidiaire.

§ 3. A l'expiration d'une période de cinq ans à compter à partir de la date de l'introduction de la demande d'asile l'étranger auquel ce statut a été reconnu est admis au séjour pour une durée illimitée, à moins que le statut de protection subsidiaire ait été, entre-temps, abrogé ou retiré en vertu des articles 55/5 ou 55/5/1 ou que l'étranger ait renoncé entre-temps à son statut de protection subsidiaire».

B.14.4. La demande d'asile (articles 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980), qui vaut en même temps comme demande de protection subsidiaire, est exemptée de la rétribution attaquée pour les frais administratifs en vue du traitement de la demande de séjour. Cette exonération vaut en premier lieu pour le demandeur qui ne figure pas parmi les catégories de personnes qui doivent acquitter la rétribution sur la base de la disposition attaquée. L'exonération est en outre acquise aux membres de la famille du bénéficiaire du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire, lorsqu'ils demandent une autorisation de séjour sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 (article 1^{er}/1, § 2, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué de la loi-programme du 19 décembre 2014).

Même si une procédure d'asile devait prendre un certain temps, il ne s'ensuit pas que le législateur soit tenu, pour les demandeurs d'asile qui, dans l'attente d'une décision concernant leur demande d'asile, choisissent d'introduire également une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, de prévoir une exonération de la rétribution pour les frais administratifs en vue du traitement de la demande de séjour qui est due par toutes les catégories d'étrangers visées dans cette disposition. La demande d'asile doit en effet leur garantir un examen complet de leur demande d'autorisation de séjour.

B.14.5. En leurs branches mentionnées en B.14.1, les moyens ne sont pas fondés.

B.15.1. Le troisième moyen, quatrième branche, dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Les parties requérantes dénoncent le traitement identique, d'une part, des personnes qui n'entrent pas en ligne de compte pour un titre de séjour sur la base du regroupement familial, mais qui auraient néanmoins des liens familiaux étroits et, d'autre part, tous les autres étrangers qui introduisent une demande sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Dans le onzième moyen, première branche, dans l'affaire n° 6245, pris de la violation des articles 10, 11 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international, la partie requérante invoque un grief analogue.

B.15.2. Ainsi qu'il est dit en B.10.4.2, il ne saurait être reproché au législateur, compte tenu du grand nombre de situations individuelles dans lesquelles peuvent se trouver les étrangers, de faire usage de catégories qui appréhendent la diversité des situations avec un certain degré d'approximation.

Les parties requérantes ne démontrent pas qu'il existe entre les étrangers ayant des liens familiaux qui n'entrent pas en ligne de compte pour une forme quelconque de regroupement familial et d'autres étrangers qui introduisent une demande pour des raisons humanitaires sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, une telle différence fondamentale que le législateur serait tenu de les traiter différemment en ce qui concerne la rétribution due pour les frais administratifs afférents à leur demande de séjour.

B.15.3. En leurs branches développées en B.15.1, les moyens ne sont pas fondés.

B.16.1. Le quatrième moyen, première et quatrième branches, dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Dans la première branche, les parties requérantes font valoir que l'unique voie pour différentes catégories de personnes qui «souhaitent faire valoir un grief défendable inféré de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme», réside dans l'introduction d'une demande de séjour sur la base des articles 9 et 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Dans la quatrième branche, elles dénoncent le traitement identique des personnes qui ne peuvent quitter le territoire en raison d'un risque de traitement inhumain et dégradant ou qui risquent dans leur pays d'origine une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et de tous les autres étrangers qui introduisent une demande sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, au motif qu'il n'est pas prévu d'exonération de la rétribution pour la première catégorie.

Dans le huitième moyen, première et deuxième branches, dans l'affaire n° 6245, pris de la violation de diverses dispositions de droit international et des articles 10 et 11 de la Constitution, la partie requérante invoque des griefs analogues.

B.16.2. L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

«Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants».

L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 1^{er}. Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4.

§ 2. Sont considérées comme atteintes graves :

- a) la peine de mort ou l'exécution; ou
- b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine; ou
- c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international».

En ce que la disposition précitée fait référence au risque de «torture ou [...] traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine», elle est conforme à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.16.3. Lorsqu'un étranger risque des tortures ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants dans son pays d'origine, il peut introduire en Belgique une demande d'asile qui vaut également comme demande de protection subsidiaire sur la base des articles 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, qui est exemptée de la rétribution contestée, et il n'est dès lors pas tenu d'introduire une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Comme il est dit en B.14.4, l'exonération de la rétribution est en outre acquise également aux membres de la famille du bénéficiaire du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire.

Dès lors que le législateur a tenu compte de la situation spécifique des personnes qui risquent des tortures ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants en cas de retour dans leur pays d'origine, et de la situation des membres de leur famille, le traitement identique dénoncé par les parties requérantes n'existe pas.

B.16.4. Dans la mesure où les parties requérantes dénoncent la situation des personnes qui invoquent le risque de tortures ou de peines ou traitements inhumains ou dégradants dans leur pays d'origine, mais qui n'entrent malgré tout pas en considération pour une protection internationale sur la base des articles 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, il est invoqué une catégorie de personnes hypothétique et le législateur ne peut se voir reprocher de ne pas avoir prévu pour ces personnes, outre la protection internationale dont elles peuvent bénéficier en introduisant une demande d'asile ou une demande de protection subsidiaire, qui est exonérée de la rétribution, une autre exonération lorsqu'elles introduisent ensuite une demande fondée sur les articles 9 ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

B.16.5. Dans la mesure où les parties requérantes dans l'affaire n° 6238 affirment dans leur mémoire en réponse que leur grief concerne une comparaison entre d'un côté les étrangers qui peuvent faire valoir un grief défendable tiré de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et qui introduisent une demande de séjour sur la base des articles 9 ou 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et, de l'autre côté, les étrangers, d'une part, qui ne sont pas apatrides et, d'autre part, qui n'ont pas un grief tiré de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme à invoquer dans leur demande de séjour introduite également sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, elles prennent un moyen qui n'est pas exposé dans la requête et n'est donc pas recevable.

B.16.6. En leurs branches développées en B.16.1, les moyens ne sont pas fondés.

B.17.1. Le dixième moyen dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation des articles 10, 11 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Dans la première branche, la partie requérante dénonce le fait que le parent d'un étranger mineur qui est admis au séjour, qui est déjà accompagné d'un autre adulte, qui ne peut introduire une demande de regroupement familial sur la base de l'article 10, § 1^{er}, 4^o ou 5^o, de la loi du 15 décembre 1980 et qui souhaite introduire une demande sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 est affecté dans son droit au respect de sa vie familiale en ce qu'il doit payer la rétribution.

Dans la seconde branche, la partie requérante critique le fait qu'aucune distinction n'est faite selon que le demandeur invoque ou non un droit fondamental protégé par la Convention européenne des droits de l'homme.

B.17.2. Il ne peut raisonnablement être attendu de la part du législateur qu'il soit tenu, pour les cas de regroupement familial qui ne satisfont pas aux conditions émises aux articles 10, 10bis et 40ter de la loi du 15 décembre 1980 - en particulier aux conditions de l'article 10, § 1^{er}, 4^o ou 5^o, de cette loi - et dans la mesure où la demande de séjour est fondée sur l'article 9bis de cette loi, de prévoir une exonération de la rétribution, alors qu'elle est due pour les demandes fondées sur les articles 10, 10bis et 40ter de cette loi.

On ne peut pas davantage reprocher au législateur qu'il n'ait pas prévu pour la rétribution une distinction selon qu'une demande de séjour qui repose sur l'article 9bis de cette loi soit liée ou non à un droit fondamental protégé par la Convention européenne des droits de l'homme.

B.17.3. En ses branches exposées en B.17.1, le moyen n'est pas fondé.

B.18.1. Le septième moyen, deuxième et troisième branches, dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Le quatrième moyen dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation des articles 18 à 21 et 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et des articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

B.18.2. Dans les deux affaires, les parties requérantes critiquent le fait que les titulaires du droit à la libre circulation et les membres de leur famille qui introduisent leur demande de séjour sur la base des articles 40 ou 40bis, ou, dans certains cas, sur la base de l'article 40ter, de la loi du 15 décembre 1980, ne sont pas soumis à la rétribution contestée, contrairement aux personnes qui introduisent une demande de séjour sur la base de l'article 9bis de cette loi, afin d'obtenir un titre de séjour.

B.18.3. L'article 1^{er}/1, § 2, 6^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196 attaqué de la loi-programme du 19 décembre 2014, soumet les demandes visées à l'article 40^{ter} de la loi du 15 décembre 1980 à la rétribution pour les frais administratifs afférents aux demandes de séjour, à l'exception «des demandes introduites par les membres de la famille d'un Belge qui a exercé son droit à la libre circulation, conformément au Traité sur l'Union européenne et au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne».

Par ailleurs, les demandes de séjour fondées sur les articles 40 (citoyens de l'Union européenne) et 40^{bis} (membres de la famille des citoyens de l'Union européenne) de la loi du 15 décembre 1980 sont également exemptées de la rétribution, dès lors qu'elles ne figurent pas sur la liste des catégories d'étrangers qui sont énumérées dans les dispositions attaquées et qui doivent payer la rétribution.

B.18.4. Le législateur a justifié les exceptions prévues pour les citoyens de l'Union et les Belges qui ont fait usage de leur droit à la libre circulation, ainsi que pour les membres de leur famille, par référence aux obligations qui reposent sur l'Etat belge par suite de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres (ci-après : la directive 2004/38/CE).

B.18.5. Les droits conférés aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union par la directive 2004/38/CE et par les articles 40^{bis} et autres de la loi du 15 décembre 1980 sont indissociablement liés à l'exercice, par ce citoyen de l'Union, de son droit à la libre circulation. Selon le paragraphe 1 de son article 3, la directive 2004/38/CE s'applique à tout citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un Etat membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille, tels qu'ils sont définis à l'article 2, point 2), de ladite directive, qui l'accompagnent ou le rejoignent (CJUE, 8 mars 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, point 39; 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 53). La directive n'est pas applicable aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union n'ayant jamais fait usage de son droit à la libre circulation et ayant toujours séjourné dans l'Etat membre dont il possède la nationalité (CJUE, 15 novembre 2011, C-256/11, *Dereci*, point 58; 8 mai 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, point 30).

B.18.6. Bien que la directive précitée ne s'oppose pas à ce que les Etats membres subordonnent la délivrance de titres de séjour aux catégories de personnes visées dans cette directive au paiement d'une rétribution, cette directive n'impose pas pareille obligation. Le législateur n'excède pas son pouvoir d'appréciation en exonérant les personnes en question de la rétribution afin de porter le moins possible atteinte à l'objectif tenant à la libre circulation, poursuivi par cette directive.

B.18.7. Les moyens mentionnés en B.18.1 ne sont pas fondés.

Les apatrides

B.19.1.1. Le quatrième moyen, deuxième et troisième branches, dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Dans la deuxième branche, les parties requérantes dénoncent la différence de traitement entre les apatrides reconnus, qui doivent payer la rétribution, et les demandeurs d'asile, qui en sont exemptés.

Dans la troisième branche, les parties requérantes dénoncent le traitement identique des apatrides et des étrangers qui introduisent une demande sur la base de l'article 9^{bis} de la loi du 15 décembre 1980 et qui doivent payer la rétribution.

B.19.1.2. Le septième moyen, première, deuxième, quatrième et cinquième branches, dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

La partie requérante fait valoir que la loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas de procédure spécifique pour les apatrides reconnus qui souhaitent introduire une demande de séjour, de sorte qu'ils sont tenus de le faire sur la base de l'article 9^{bis} de cette loi, moyennant le paiement de la rétribution.

B.19.2. La loi du 15 décembre 1980 ne prévoit pas de statut de séjour spécifique pour la personne qui invoque le statut d'apatride ou qui a été reconnue comme apatride, contrairement au régime des (candidats) réfugiés et des personnes qui entrent en ligne de compte pour la protection subsidiaire, contenue dans les articles 48 et suivants de cette loi.

L'article 98 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dispose :

«L'apatride et les membres de sa famille sont soumis à la réglementation générale.

Toutefois, lorsque l'apatride est autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume, l'administration communale lui remet un certificat d'inscription au registre des étrangers dont la date d'échéance est antérieure de trois mois à celle du titre de voyage.

Les articles 85 et 92 sont applicables à l'apatride autorisé à séjourner dans le Royaume».

B.19.3.1. Interrogée au sujet de la compatibilité de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 avec les articles 10 et 11 de la Constitution «en ce qu'il établit une différence de traitement entre l'étranger auquel la qualité de réfugié est reconnue et qui, par-là, est admis au séjour ou à l'établissement dans le Royaume et l'apatride qui, n'étant pas visé par cette disposition, ne peut tirer de la reconnaissance dont il a fait l'objet en cette qualité le droit d'être admis au séjour ou à l'établissement dans le Royaume», la Cour a jugé par son arrêt n° 198/2009 du 17 décembre 2009 :

«B.5. La situation des apatrides en droit international est réglée par la Convention de New York relative au statut des apatrides du 28 septembre 1954, approuvée par la loi du 12 mai 1960 (ci-après : la Convention de New York); celle des réfugiés l'est par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26 juin 1953 (ci-après : la Convention de Genève).

Les deux conventions, qui procèdent, historiquement, de la même démarche, contiennent des dispositions dont la portée est similaire à plusieurs égards. En vertu de l'article 7.1 de la Convention de Genève et de l'article 7.1 de la Convention de New York, la Belgique accorde aux réfugiés et aux apatrides le régime qu'elle accorde aux étrangers en général. En vertu des articles 23 et 24 de la Convention de New York et des articles 23 et 24 de la Convention de Genève, la Belgique doit accorder aux réfugiés résidant régulièrement sur son territoire et aux apatrides résidant régulièrement sur son territoire le même traitement qu'aux nationaux en matière de législation du travail et de sécurité sociale et en matière d'assistance publique; ni les uns, ni les autres ne peuvent, s'ils résident régulièrement sur le territoire, être expulsés, sauf pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public (article 31 de la Convention de New York et article 32 de la Convention de Genève). Aucune des deux conventions ne reconnaît aux personnes qu'elles visent le droit de séjour sur le territoire de l'Etat qui les reconnaît comme réfugiés ou comme apatrides.

B.6. Les apatrides reconnus et les réfugiés reconnus se trouvent ainsi dans des situations largement comparables, compte tenu non seulement de ce que prévoient ces dispositions, mais aussi de ce qu'en leur accordant la reconnaissance en qualité, selon le cas, d'apatride ou de réfugié, l'autorité se reconnaît des devoirs vis-à-vis des intéressés.

B.7. Lorsqu'il est constaté que l'apatride s'est vu reconnaître cette qualité parce qu'il a involontairement perdu sa nationalité et qu'il démontre qu'il ne peut obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel il aurait des liens, la situation dans laquelle il se trouve est de nature à porter une atteinte discriminatoire à ses droits fondamentaux.

Il en résulte que la différence de traitement, en ce qui concerne le droit de séjour, entre l'apatride qui se trouve sur le territoire belge dans une telle situation et le réfugié reconnu n'est pas raisonnablement justifiée.

B.8. Cette discrimination ne provient toutefois pas de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980, qui ne concerne que les réfugiés reconnus en Belgique, mais de l'absence d'une disposition législative accordant aux apatrides reconnus en Belgique un droit de séjour comparable à celui dont bénéficient ces réfugiés.

B.9. C'est au juge *a quo* et non à la Cour qu'il appartient, en application de l'article 159 de la Constitution, de contrôler le cas échéant la constitutionnalité de l'article 98 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 précité».

B.19.3.2. Par son arrêt n° 1/2012 du 11 janvier 2012, la Cour a contrôlé la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 2, paragraphe 2, et 26, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant, de l'article 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, interprété comme s'appliquant aux apatrides dont il est constaté qu'ils ont involontairement perdu leur nationalité et qui démontrent qu'ils ne peuvent obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel ils auraient des liens.

Par son arrêt n° 1/2012 précité, la Cour a jugé :

«B.11. Comme la Cour l'a constaté dans son arrêt n° 198/2009 du 17 décembre 2009, cette discrimination ne provient pas de l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980, qui ne concerne que les réfugiés reconnus en Belgique, mais de l'absence d'une disposition législative accordant aux apatrides reconnus en Belgique, visés en B.1, un droit de séjour comparable à celui dont bénéficient ces réfugiés. La Cour relève que le législateur n'a pas remédié à cette lacune en adoptant pour ces apatrides reconnus une disposition équivalente à l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980.

La discrimination entre les réfugiés et ces apatrides ne trouve pas non plus son origine dans l'article 1^{er}, alinéa 8, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties. C'est la loi du 15 décembre 1980 qui n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elle ne prévoit pas, dans une disposition analogue à son article 49, que les apatrides reconnus en Belgique visés en B.1 ont un droit de séjour comparable à celui dont bénéficient les réfugiés.

B.12.1. Il appartient au législateur de fixer les conditions selon lesquelles les catégories déterminées d'apatrides peuvent obtenir un titre de séjour en Belgique.

B.12.2. Dans l'attente de cette intervention législative qui a trait à la loi du 15 décembre 1980, il appartient au juge *a quo* de mettre fin aux conséquences, pour ce qui est de la disposition en cause, de l'inconstitutionnalité constatée en B.11, ce constat étant exprimé en des termes suffisamment précis et complets. Par conséquent, il revient aux juridictions du travail saisies d'un refus d'accorder des prestations familiales garanties en faveur d'un enfant qui est à charge d'un apatride reconnu dont elles constatent qu'il a involontairement perdu sa nationalité et qu'il démontre qu'il ne peut obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel il aurait des liens, d'octroyer à cet enfant le droit aux prestations familiales en cause nonobstant le fait que la personne apatride à la charge de qui il se trouve n'est pas encore admise ou autorisée à séjourner sur le territoire belge».

B.19.4. Le législateur est resté en défaut de remédier au constat, posé par la Cour dans ses arrêts n°s 198/2009 et 1/2012, précités, que la loi du 15 décembre 1980 n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elle ne prévoit pas une disposition analogue à son article 49, pour permettre à un apatride reconnu en Belgique, qui a obtenu ce statut parce qu'il a involontairement perdu sa nationalité et qui démontre qu'il ne peut obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel il aurait des liens, d'obtenir un droit de séjour comparable à celui dont bénéficie un réfugié.

La loi du 10 juin 2014 a porté assentiment à la Convention des Nations unies sur la réduction des cas d'apatridie, faite à New York le 30 août 1961, laquelle est entrée en vigueur pour la Belgique le 29 septembre 2014.

B.19.5. Dans l'état actuel de la législation, les apatrides reconnus ne peuvent introduire une demande de permis de séjour sur la base des articles 48 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 - dispositions qui ne concernent que la demande de protection internationale introduite par les demandeurs d'asile et par les personnes qui sollicitent une protection subsidiaire - et doivent invoquer l'article 9bis de cette loi pour régulariser leur séjour.

Ceci, considéré en combinaison avec les dispositions attaquées, aboutit à ce que les apatrides reconnus dont il est établi qu'ils ont involontairement perdu leur nationalité et qui démontrent qu'ils ne peuvent obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel ils auraient des liens, qui introduisent une demande de permis de séjour en cette qualité, sont tenus au paiement de la rétribution attaquée, alors que les demandeurs d'asile et les personnes qui sollicitent la protection subsidiaire en sont exonérés.

Cette exonération étant dictée par la volonté du législateur de tenir compte des engagements internationaux pris par l'Etat belge, il n'est pas raisonnablement justifié, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, de n'accorder aucune exonération aux personnes protégées par la Convention de New York relative au statut des apatrides du 28 septembre 1954, alors que les personnes protégées par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés sont exonérées de la rétribution lorsqu'elles introduisent une demande de permis de séjour.

B.19.6. En leurs branches exposées en B.19.1, les moyens sont fondés, en ce qui concerne les apatrides reconnus dont il est établi qu'ils ont perdu leur nationalité contre leur gré et qui démontrent qu'ils ne peuvent obtenir un titre de séjour légal et durable dans un autre Etat auquel ils seraient liés.

Il y a lieu d'annuler l'article 1^{er}/1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'article 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014, en ce qu'il ne prévoit pas d'exonération pour les demandes de permis de séjour introduites par ces apatrides reconnus.

Les résidents de longue durée au sein de l'Union européenne

B.20.1. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec la directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée (ci-après : la directive 2003/109/CE).

Dans la première branche de ce moyen, les parties requérantes dénoncent le fait que la rétribution attaquée est due pour une demande d'autorisation de séjour émanant de résidents de longue durée qui ont obtenu ce statut dans un autre Etat membre de l'Union européenne (article 1^{er}/1, § 2, 8°, de la loi du 15 décembre 1980) et pour la demande de permis de séjour d'un membre de la famille d'un résident de longue durée (article 1/1, § 2, 3° et 4°, de la loi du 15 décembre 1980), toutes deux visées par la directive 2003/109/CE, alors qu'aucune rétribution n'est due pour une demande de permis de séjour introduite par les bénéficiaires de la directive 2004/38/CE (articles 40 et suivants de la loi du 15 décembre 1980).

La deuxième branche du deuxième moyen dans l'affaire n° 6245 est analogue à la première branche du cinquième moyen dans l'affaire n° 6238.

B.20.2. L'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980, cité en B.8.9.1, inséré par la loi du 25 avril 2007, constitue un élément de la mise en œuvre de la directive 2003/109/CE.

B.20.3. L'article 5 de la directive 2003/109/CE dispose :

«Conditions relatives à l'acquisition du statut de résident de longue durée

1. Les Etats membres exigent du ressortissant d'un pays tiers de fournir la preuve qu'il dispose pour lui et pour les membres de sa famille qui sont à sa charge :

a) de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille sans recourir au système d'aide sociale de l'Etat membre concerné. Les Etats membres évaluent ces ressources par rapport à leur nature et à leur régularité et peuvent tenir compte du niveau minimal des salaires et pensions avant la demande d'acquisition du statut de résident de longue durée;

b) d'une assurance maladie pour tous les risques normalement couverts pour leurs propres ressortissants dans l'Etat membre concerné.

[...]».

B.20.4. L'article 15bis de la loi du 15 décembre 1980, également inséré par la loi du 25 avril 2007, dispose :

« § 1^{er}. Sauf si des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale s'y opposent, le statut de résident de longue durée doit être accordé à l'étranger non citoyen de l'Union européenne qui répond aux conditions fixées au § 3 et qui justifie d'un séjour légal et ininterrompu dans le Royaume au cours des cinq ans qui précèdent immédiatement la demande d'acquisition du statut de résident de longue durée.

[...]

§ 3. L'étranger visé au § 1^{er} doit apporter la preuve qu'il dispose, pour lui-même et les membres de sa famille qui sont à sa charge, de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille afin d'éviter de devenir une charge pour les pouvoirs publics, ainsi que d'une assurance-maladie couvrant les risques en Belgique.

Les moyens de subsistance visés à l'alinéa 1^{er} doivent au moins correspondre au niveau de ressources en deçà duquel une aide sociale peut être accordée. Dans le cadre de leur évaluation, il est tenu compte de leur nature et leur régularité.

Le Roi fixe, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et compte tenu des critères définis dans l'alinéa 2, le montant minimum des moyens de subsistance requis.

[...]».

B.20.5. Pour les demandes émanant d'un résident de longue durée, qui doivent être introduites en vertu de l'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon les modalités visées aux articles 9 ou 9bis de cette loi, la rétribution est due en vertu de l'article 1^{er}/1, § 2, 8^o, de cette loi, inséré par l'article 196, attaqué, de la loi-programme du 19 décembre 2014.

Les demandes introduites par les membres de la famille des résidents de longue durée sur la base des articles 10 et 10bis de la loi du 15 décembre 1980 sont soumises à la rétribution en vertu de l'article 1^{er}/1, 1/1^{er}, § 2, 3^o et 4^o, de cette loi.

B.20.6. En ce qui concerne le fait de soumettre au paiement d'une rétribution la demande de permis de séjour introduite sur la base de la directive 2003/109/CE, la Cour de justice a jugé ce qui suit :

«22. Il importe de relever que la Cour a déjà reconnu que les Etats membres peuvent soumettre la délivrance de permis et de titres de séjour au titre de la directive 2003/109 au paiement de droits et que, en fixant le montant de ces droits, ils jouissent d'une marge d'appréciation (arrêt *Commission/Pays-Bas*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, point 64).

23. Toutefois, la Cour a précisé que le pouvoir d'appréciation accordé aux États membres à cet égard n'est pas illimité, et que ces derniers ne sauraient appliquer une réglementation nationale susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs poursuivis par la directive 2003/109 et, partant, de priver celle-ci de son effet utile (voir arrêt *Commission/Pays-Bas*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, point 65).

24. Par ailleurs, conformément au principe de proportionnalité, qui fait partie des principes généraux du droit de l'Union, les moyens pour la mise en œuvre de la directive 2003/109 doivent être aptes à réaliser les objectifs visés par cette disposition et ne doivent pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour les atteindre (voir, en ce sens, arrêt *Commission/Pays-Bas*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, point 75).

25. Dès lors, s'il est loisible aux Etats membres de subordonner la délivrance des permis de séjour au titre de la directive 2003/109 à la perception de droits, il n'en demeure pas moins que, conformément au principe de proportionnalité, le niveau auquel ceux-ci sont fixés ne doit avoir ni pour objet ni pour effet de créer un obstacle à l'obtention du statut de résident de longue durée conféré par cette directive ainsi que d'autres droits qui découlent de l'octroi de ce statut, sous peine de porter atteinte tant à l'objectif poursuivi par celle-ci qu'à son esprit (voir, en ce sens, arrêt *Commission/Pays-Bas*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, point 69)» (CJUE, 2 septembre 2015, C-309/14, *Confederazione Generale Italiana del Lavoro e.a.*).

B.20.7. Eu égard à l'objectif poursuivi par la disposition attaquée, qui consiste à soumettre, de manière générale, la délivrance d'un titre de séjour au paiement d'une rétribution, le législateur utilise un critère distinctif pertinent en soumettant également à ce régime les résidents de longue durée visés à l'article 61/7 de la loi du 15 décembre 1980.

A cet égard, il peut être souligné que la directive comme la réglementation nationale prévoient que les résidents de longue durée doivent disposer de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille pour pouvoir obtenir un droit de séjour, de sorte que le paiement d'une telle rétribution ne peut être considéré comme un obstacle insurmontable, pour autant que cette rétribution ne soit pas disproportionnée. Ainsi qu'il a été dit à plusieurs reprises, ce n'est pas à la Cour mais au juge compétent qu'il appartient d'exercer un contrôle à cet égard.

B.20.8. Les parties requérantes comparent la situation des résidents de longue durée et des membres de leur famille à celle des bénéficiaires de la directive 2004/38/EG, que la disposition attaquée exonère du paiement de la rétribution.

B.20.9. Pour des motifs analogues à ceux mentionnés en B.18.6, la différence de traitement n'est pas dénuée de justification raisonnable.

B.20.10. En leurs branches mentionnées en B.20.1, les moyens ne sont pas fondés.

B.21.1. Dans la deuxième branche du cinquième moyen dans l'affaire n° 6238, qui est prise de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec la directive 2003/109/CE, les parties requérantes dénoncent le fait que la rétribution est due pour une demande d'autorisation de séjour introduite par un résident de longue durée qui a obtenu ce statut dans un autre Etat membre de l'Union européenne, alors qu'aucune rétribution n'est due pour une demande visant à obtenir le statut de résident de longue durée en Belgique.

La première branche du deuxième moyen dans l'affaire n° 6245 est analogue à la deuxième branche du cinquième moyen dans l'affaire n° 6238.

B.21.2. Le législateur a pu tenir compte du fait que les ressortissants de pays tiers qui séjournent déjà en Belgique et qui y introduisent une nouvelle demande de permis de séjour sur la base de leur statut de résident de longue durée - ou de membres de la famille d'un résident de longue durée - ont en général déjà été soumis au paiement de la rétribution lors de la demande qui justifie le titre de séjour dont ils disposent.

Il est dès lors raisonnablement justifié que le législateur ait exonéré cette catégorie de personnes du paiement de la rétribution, sans devoir aller jusqu'à exonérer de cette rétribution les résidents de longue durée et les membres de leur famille qui ont obtenu ce statut dans un autre Etat membre de l'Union européenne, lors de leur première demande de permis de séjour fondée sur ce motif.

B.21.3. En leurs branches mentionnées en B.21.1, les moyens ne sont pas fondés.

Les bénéficiaires de l'Accord d'association du 12 septembre 1963 entre la Communauté économique européenne et la Turquie

B.22.1.1. Le huitième moyen dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 13 de la décision 1/80 du Conseil d'association, du 19 septembre 1980, relative au développement de l'association créée par l'accord établissant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, signé le 12 septembre 1963 à Ankara par la République de Turquie, d'une part, ainsi que par les Etats membres de la CEE et la Communauté d'autre part, et conclu, approuvé et confirmé au nom de cette dernière par la décision 64/732/CEE du Conseil, du 23 décembre 1963 (ci-après respectivement: «la décision n° 1/80» et «l'Accord d'association»), et avec l'article 41, paragraphe 1, du Protocole additionnel, signé le 23 novembre 1970 à Bruxelles, et conclu, approuvé et confirmé au nom de la Communauté par le règlement (CEE) n° 2760/72 du Conseil, du 19 décembre 1972 (ci-après: «le Protocole additionnel»).

B.22.1.2. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6245 est pris de la violation de la décision n° 1/80 et de l'article 41, paragraphe 1, du Protocole additionnel, et de la violation du principe d'égalité et de non-discrimination, consacré aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

B.22.2.1. Dans la première branche de chacun des moyens, les parties requérantes font valoir que l'instauration de la rétribution pour la demande de permis de séjour introduite, sur la base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, par les membres de la famille du bénéficiaire de la décision et du Protocole additionnel précités qui a à la fois la nationalité belge et la nationalité turque, viole les clauses de *standstill* contenues dans l'article 13 de la décision n° 1/80 et dans l'article 41, paragraphe 1, du Protocole additionnel.

B.22.2.2. Dans la deuxième branche de chacun des moyens, les parties requérantes font valoir que la rétribution est due pour la demande de permis de séjour introduite sur la base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, par les membres de la famille des bénéficiaires de l'Accord d'association, qui outre la nationalité turque ont également la nationalité belge, et non par les bénéficiaires de l'Accord d'association qui introduisent une demande identique sur la base des articles 10 ou 10bis de cette loi.

B.22.2.3. Dans la troisième branche du cinquième moyen dans l'affaire n° 6245, la partie requérante fait valoir qu'il serait contraire aux «clauses de *standstill*» d'imposer le paiement d'une rétribution aux étrangers qui postulent au séjour en qualité de chercheur ou de travailleur hautement qualifié même s'ils sont bénéficiaires de l'Accord d'association précité.

B.22.3. L'Accord d'association, la décision n° 1/80 et le Protocole additionnel ont pour but d'améliorer les relations économiques entre les parties contractantes en établissant progressivement la libre circulation des travailleurs et en abrogeant les restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation de services.

B.22.4. L'article 13 de la décision n° 1/80, qui concerne les travailleurs turcs et les membres de leurs familles, dispose :

«Les Etats membres de la Communauté et la Turquie ne peuvent introduire de nouvelles restrictions concernant les conditions d'accès à l'emploi des travailleurs et des membres de leur famille qui se trouvent sur leur territoire respectif en situation régulière en ce qui concerne le séjour et l'emploi».

B.22.5. L'article 41, paragraphe 1, du Protocole additionnel concernant les indépendants et les prestataires de services, qui, avec ses annexes, fait partie intégrante de l'Accord d'association, en vertu de l'article 62 de celui-ci, dispose :

«Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire entre elles de nouvelles restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services».

B.22.6. L'article 59 du Protocole additionnel est libellé comme suit :

«Dans les domaines couverts par le présent Protocole, la Turquie ne peut bénéficier d'un traitement plus favorable que celui que les Etats membres s'accordent entre eux en vertu du Traité instituant la Communauté».

B.22.7. Dans l'énumération des catégories d'étrangers tenues au paiement d'une rétribution pour frais administratifs, l'article 1er/1, § 2, 1°, 3°, 4° et 5°, attaqué, prévoit chaque fois une exception pour les demandes introduites par les bénéficiaires de l'Accord d'association du 12 septembre 1963 entre la Communauté économique européenne et la Turquie.

Il ressort de la genèse des dispositions attaquées que cette exception est dictée par le souci de respecter les engagements internationaux pris par l'autorité.

B.22.8. Par son arrêt C-242/06 du 17 septembre 2009 (*Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie c. Sahin*), la Cour de justice a jugé, en ce qui concerne le paiement d'une indemnité imposé aux bénéficiaires de l'Accord d'association précité :

«65. Etant donné que la Cour a déjà jugé que la clause de '*standstill*' énoncée à l'article 13 de la décision n° 1/80 est de même nature que celle inscrite à l'article 41, paragraphe 1, du protocole additionnel et que ces deux clauses poursuivent un objectif identique (voir arrêts du 11 mai 2000, *Savas*, C-37/98, *Rec. p. I-2927*, point 50, ainsi que *Abatay e.a.*, précité, points 70 à 74), l'interprétation rappelée au point précédent doit valoir également s'agissant de l'obligation de *statu quo* qui constitue le fondement dudit article 13 en matière de libre circulation des travailleurs.

66. En l'espèce, la juridiction de renvoi a d'ores et déjà constaté que la réglementation interne en question doit être considérée comme '*nouvelle*' au sens de l'article 13 de la décision n° 1/80, étant donné qu'elle a été adoptée après l'entrée en vigueur de cette dernière.

67. Toutefois, la Cour a encore jugé à cet égard que l'adoption de règles nouvelles s'appliquant de la même manière aux ressortissants turcs qu'aux ressortissants communautaires n'est pas en contradiction avec l'une des clauses de '*standstill*' prévues dans les domaines couverts par l'association CEE-Turquie (voir par analogie, en ce qui concerne l'article 41, paragraphe 1, du protocole additionnel, arrêt *Soysal et Savatli*, précité, point 61). La Cour a ajouté, au même point dudit arrêt, que si de telles règles s'appliquaient aux ressortissants des Etats membres sans être applicables aux ressortissants turcs, ces derniers se trouveraient dans une situation plus avantageuse que celle des ressortissants communautaires, ce qui serait manifestement contraire à l'exigence de l'article 59 du protocole additionnel, selon laquelle la République de Turquie ne saurait bénéficier d'un traitement plus favorable que celui que les Etats membres s'accordent entre eux en vertu du traité CE.

68. Or, dans l'affaire au principal, d'une part, il ressort du dossier qu'aux Pays-Bas la délivrance des documents établissant l'identité des ressortissants nationaux est soumise au versement d'un droit fiscal d'un certain montant. D'autre part, en application de l'article 25, paragraphe 2, de la directive 2004/38, les documents visés au paragraphe 1 du même article, parmi lesquels ceux couvrant les citoyens de l'Union qui se rendent ou séjournent dans un Etat membre autre que celui dont ils ont la nationalité ainsi que les cartes de séjour afférentes aux membres de leur famille, quelle que soit leur nationalité, qui les accompagnent ou les rejoignent, sont délivrés contre le versement d'un droit qui ne doit pas dépasser celui exigé des nationaux de l'Etat membre concerné pour la délivrance de documents similaires.

69. Il s'ensuit que les travailleurs turcs et les membres de leur famille ne sauraient valablement se fonder sur une des règles de statu quo prévues dans le cadre de l'association CEE-Turquie, telle que l'article 13 de la décision n° 1/80, pour exiger que l'Etat membre d'accueil les dispense du paiement de tout droit fiscal préalable à l'examen d'une demande d'octroi d'un permis de séjour ou de prorogation de la validité de celui-ci, alors même que, à la date d'entrée en vigueur de ladite décision à l'égard de cet Etat membre, ce dernier Etat ne les avait soumis à aucune obligation de cette nature. En effet, une interprétation différente ne serait pas conforme à l'article 59 du protocole additionnel, qui interdit aux Etats membres de réserver aux ressortissants turcs un traitement plus favorable que celui accordé aux ressortissants communautaires se trouvant dans une situation comparable.

70. Ainsi, la clause de '*standstill*' inscrite à l'article 13 de la décision n° 1/80 ne fait pas obstacle, en tant que telle, à l'introduction d'une réglementation de ce type qui fait dépendre l'octroi d'un permis de séjour ou la prorogation de la validité de celui-ci du paiement de droits fiscaux imposé aux étrangers résidant sur le territoire de l'Etat membre concerné.

71. Il n'en demeure pas moins qu'une telle réglementation ne doit pas revenir à créer une restriction au sens de l'article 13 de la décision n° 1/80. En effet, lu en combinaison avec l'article 59 du protocole additionnel, cet article 13 implique qu'un ressortissant turc auquel s'appliquent ces dispositions, s'il ne doit certes pas être placé dans une situation plus avantageuse que celle des ressortissants communautaires, ne saurait en revanche se voir imposer des obligations nouvelles disproportionnées par rapport à celles prévues pour ces derniers».

B.22.9. Le ressort de ce qui précède que, selon la Cour de justice, l'Accord d'association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, tel qu'il est visé dans la disposition attaquée, n'interdit pas aux Etats membres de subordonner la délivrance de titres de séjour au paiement d'une rétribution.

B.22.10. Pour des motifs analogues à ceux mentionnés en B.18.6, la différence de traitement n'est toutefois pas dénuée de justification raisonnable.

B.22.11. Les moyens mentionnés en B.22.1.1 et B.22.1.2 ne sont pas fondés.

Les étudiants

B.23.1. Le neuvième moyen dans l'affaire n° 6238 est pris de la violation des articles 10, 11, 22 et 24, § 3, de la Constitution, combinés ou non avec diverses dispositions de droit international.

Il est soutenu dans une première branche que la disposition attaquée rend inaccessible en pratique aux étudiants indigents ou sans ressources la procédure prévue à l'article 58 de la loi du 15 décembre 1980. Dès lors qu'ils ne peuvent solliciter la réduction ou l'exonération de la rétribution, il existe un obstacle majeur à l'exercice effectif du droit à l'enseignement consacré par l'article 24, § 3, de la Constitution et par l'article 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme ainsi qu'à l'exercice des droits consacrés par la directive 2004/114/CE du Conseil, du 13 décembre 2004, relative aux conditions d'admission des ressortissants de pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat (ci-après : la directive 2004/114/CE).

Dans une seconde branche, les parties requérantes dénoncent l'existence d'une différence de traitement basée sur l'état de fortune de l'étranger dès lors que l'étudiant qui souhaite faire valoir son droit à l'enseignement et qui dispose de moyens financiers sera en mesure d'introduire une demande d'autorisation et d'admission au séjour, à l'inverse de l'étudiant étranger qui est dépourvu de moyens financiers et de la possibilité de s'en procurer.

B.23.2. L'article 1^{er}/1, § 2, 7^o, de la loi du 15 décembre 1980, inséré par l'article 196, attaqué, de la loi-programme du 19 décembre 2014, soumet les demandes de permis de séjour à la rétribution, sur la base de l'article 58 de la loi du 15 décembre 1980.

B.23.3. L'article 58, cité en B.8.8.1, prévoit que l'étudiant qui introduit une demande de permis de séjour sur cette base doit produire «la preuve qu'il possède des moyens de subsistance suffisants».

L'article 60 de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

«La preuve des moyens de subsistance suffisants est apportée notamment par la production d'un des documents suivants :

1^o une attestation émanant soit d'une organisation internationale ou d'une autorité nationale, soit d'une personne morale, belge ou étrangère, disposant de ressources suffisantes, suivant laquelle l'étranger bénéficie ou bénéficiera prochainement d'une bourse ou d'un prêt pouvant couvrir ses soins de santé, ses frais de séjour, d'études et de rapatriement;

2^o un engagement à l'égard de l'Etat belge et de l'étudiant, émanant d'une personne, belge ou étrangère, disposant de ressources suffisantes et s'engageant à prendre en charge les soins de santé, les frais de séjour, d'études et de rapatriement de l'étranger pour au moins une année académique.

Dans la vérification des moyens dont dispose l'étranger, il est tenu compte des ressources qu'il peut se procurer par l'exercice légal d'une activité lucrative en dehors du temps qui doit normalement être consacré aux études.

[...].

B.23.4. Dans le moyen, les parties requérantes invoquent la directive 2004/114/CE.

L'article 7, paragraphe 1, de cette directive dispose, sous l'intitulé «Conditions particulières applicables aux étudiants» :

«Outre les conditions générales visées à l'article 6, un ressortissant de pays tiers demandant à être admis à des fins d'études doit :

a) avoir été admis dans un établissement d'enseignement supérieur pour y suivre un cycle d'études;

b) apporter la preuve demandée par un Etat membre de ce qu'il disposera au cours de son séjour de ressources suffisantes pour couvrir ses frais de subsistance, d'études et de retour. Les Etats membres rendent public le montant minimum de ressources mensuelles exigé aux fins de la présente disposition, sans préjudice de l'examen individuel de chaque cas;

[...].

En outre, l'article 20 de la directive dispose :

«Les Etats membres peuvent exiger des demandeurs qu'ils acquittent des droits pour le traitement des demandes conformément à la présente directive».

B.23.5. Il ne peut donc être soutenu que les étudiants qui disposent de moyens de subsistance suffisants pour la durée du séjour envisagé d'une année d'études minimum n'ont pas les moyens de payer la rétribution pour leur demande de permis de séjour.

Ainsi qu'il a déjà été dit à plusieurs reprises, la rétribution réclamée pour les frais administratifs de la demande de permis de séjour ne peut être disproportionnée et il appartient au juge compétent d'exercer un contrôle à cet égard.

B.23.6. Le moyen exposé en B.23.1 n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 1^{er}/1, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'article 196 de la loi-programme du 19 décembre 2014, en ce qu'il ne prévoit pas d'exonération pour les demandes de permis de séjour introduites par des apatrides reconnus dont il est établi qu'ils ont perdu leur nationalité contre leur gré et qui démontrent qu'ils ne peuvent obtenir aucun titre de séjour légal et durable dans un autre Etat avec lequel ils auraient des liens;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 22 février 2018.

Le greffier,
F. Meersschant

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/201107]

Uittreksel uit arrest nr. 18/2018 van 22 februari 2018

Rolnummers 6193, 6238 en 6245

In zake : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 195 en 196 van de programmawet van 19 december 2014 (invoeging van een hoofdstuk *Ibis*, luidende «Retributie tot dekking van de administratieve kosten», en van een artikel 1/1 in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen), ingesteld door Youssouf Diallo, door de vzw «Association pour le droit des Etrangers» en anderen en door de «Ordre des barreaux francophones et germanophone».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, en, overeenkomstig artikel 60*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter E. De Groot, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 april 2015 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 mei 2015, heeft Youssouf Diallo, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. I. de Viron, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 1/1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2014, tweede editie).

b. Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 26 en 29 juni 2015 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 29 en 30 juni 2015, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de artikelen 195 en 196 van de voormelde programmawet van 19 december 2014 (invoeging van een hoofdstuk *Ibis*, luidende «Retributie tot dekking van de administratieve kosten», en van een artikel 1/1 in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen) respectievelijk door de vzw «Association pour le droit des Etrangers», de vzw «Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers», de vzw «Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale», de vzw «Ligue des Droits de l'Homme» en de vzw «Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie», bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. T. Mitevov, advocaat bij de balie te Brussel, en door de «Ordre des barreaux francophones et germanophone», bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. S. Sarolea, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6193, 6238 en 6245 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De beroepen hebben betrekking op de artikelen 195 en 196 van de programmawet van 19 december 2014, die bij het instellen van de beroepen bepaalden :

«Art. 195. In titel I van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd luidende ' Retributie tot dekking van de administratieve kosten '.

Art. 196. In hoofdstuk *Ibis*, ingevoegd bij artikel 195, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende :

' Art. 1/1. § 1. Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de in paragraaf 2 bedoelde aanvraag voor machtiging of toelating tot het verblijf betaalt de vreemdeling een retributie die de administratieve kosten dekt.

Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad stelt de Koning het bedrag van de retributie en de wijze waarop ze wordt geïnd vast.

Elk jaar wordt het bedrag aangepast volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

§ 2. De aanvragen voor machtiging en toelating tot het verblijf bedoeld in paragraaf 1 zijn de aanvragen die zijn ingediend op grond van :

1° artikel 9, met uitzondering van de aanvragen ingediend door de begunstigden van de associatieovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije getekend op 12 september 1963;

2° artikel 9*bis*;

3° artikel 10 met uitzondering van de aanvragen ingediend door de begunstigden van de associatieovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije getekend op 12 september 1963 en door de gezinsleden van de begunstigden van de status van vluchteling of de subsidiaire beschermingsstatus;

4° artikel 10^{bis} met uitzondering van de aanvragen ingediend door de begunstigden van de associatieovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije getekend op 12 september 1963 en door de gezinsleden van de begunstigden van de subsidiaire beschermingsstatus;

5° artikel 19, § 2, met uitzondering van de aanvragen ingediend door de begunstigden van de associatieovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije getekend op 12 september 1963 en door de begunstigden van de status van vluchteling en hun gezinsleden;

6° artikel 40^{ter} met uitzondering van de aanvragen ingediend door de familieleden van een Belg die zijn recht op vrij verkeer, overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, heeft uitgeoefend;

7° artikel 58;

8° artikel 61/7;

9° artikel 61/11;

10° artikel 61/27. '».

Artikel 3 van de wet van 1 juni 2016 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, dat in het hiervoor aangehaalde artikel 1/1, § 2, 4°, *in fine*, de woorden «en door de gezinsleden van de begunstigden van de subsidiaire beschermingsstatus» heeft opgeheven, is niet bestreden en die opheffing heeft geen weerslag op de onderhavige beroepen.

B.1.2. De bestreden bepalingen zijn in de memorie van toelichting als volgt verantwoord :

«De Dienst Vreemdelingenzaken is de gedelegeerde van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en is in die hoedanigheid bevoegd om te beslissen over de verblijfsaanvragen die ingediend worden door de buitenlandse onderdanen die op het grondgebied van het Rijk wensen te verblijven.

De Dienst Vreemdelingenzaken wordt al verschillende jaren geconfronteerd met een stijging van het aantal aanvragen, of ze nu in het buitenland of rechtstreeks op het grondgebied worden ingediend.

Rekening houdend met deze stijging en de daaruit resulterende werklast voert dit ontwerp de inning van een retributie die de administratieve kosten die verbonden zijn met de behandeling van de aanvragen dekt in.

Art. 171

Dit artikel voegt in de eerste titel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een nieuw hoofdstuk in dat betrekking heeft op de retributie die de administratieve kosten die verbonden zijn met de behandeling van de verblijfsaanvragen dekt.

Art. 172

Dit artikel voert het principe in van de betaling van een retributie die erop gericht is om de administratieve kosten die voortvloeien uit de behandeling van de door de vreemdelingen ingediende verblijfsaanvragen te dekken.

De sanctie voor het niet betalen van deze retributie is de onontvankelijkheid van de verblijfsaanvraag die door de vreemdeling ingediend werd bij de Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland, of rechtstreeks op het grondgebied van het Rijk, bij de bevoegde burgemeester of diens gemachtigde.

[...]

In dit verband kan worden gewezen naar het arrest 2013/121 van het Grondwettelijk Hof waarin het volgende wordt overwogen :

' De wetgever heeft redelijkerwijs rekening kunnen houden met het feit dat, wegens verscheidene wetswijzigingen, de toegang tot de Belgische nationaliteit in de loop van de laatste jaren is vergemakkelijkt, zodat het aantal Belgen die een aanvraag tot gezinshereniging kunnen indienen ten voordele van hun familieleden, aanzienlijk is toegenomen. ' (cf. G.H. 26 september 2013, nr. 2013/121, overweging B.52.1).

Door de stijging van het aantal Belgen dat een aanvraag tot gezinshereniging kan indienen ten voordele van zijn familieleden, nemen de kosten die daarmee verbonden zijn aanzienlijk toe, zodat het opleggen van een retributie verantwoord is.

De overige derdelanders, aan wie de retributie wordt opgelegd, komen uit landen waarmee de Europese Unie niet in dezelfde mate - wederkerig - samenwerkt door het tot stand brengen van vrij verkeer of met het oog op een eventuele toetreding of zijn geen begunstigden van een bijzondere nationale of internationale bescherming. Om deze reden is, zoals in verschillende lidstaten van de Europese Unie reeds het geval is, een evenredige tegemoetkoming, ter dekking van de veroorzaakte kosten, verantwoord» (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 81-84).

B.1.3. De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies onder meer de volgende opmerkingen gemaakt :

«De invoering van een ' vergoeding voor de administratieve kosten ' voor de aanvragen voor een machtiging of toelating tot verblijf die door vreemdelingen worden ingediend, is echter een volledig nieuw gegeven, dat grondiger zou moeten worden onderzocht om na te gaan of het verenigbaar is met het constitutioneel, Europees en internationaal recht.

In de korte tijdspanne waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State beschikte, heeft ze de artikelen 163 en 164 van het voorontwerp van wet echter niet volledig kunnen onderzoeken. De hierna geformuleerde opmerkingen worden dan ook onder dat voorbehoud gemaakt.

2. Artikel 170, § 1, van de Grondwet stelt dat geen belasting ten behoeve van de Staat kan worden ingevoerd dan door een wet. Daaruit volgt dat de belastingmaterie een bevoegdheid is die de Grondwet uitsluitend in handen van de wetgever legt en dat elke bevoegdheidsdelegatie met betrekking tot de vaststelling van één van de essentiële elementen van de belasting in principe ongrondwettig is.

Voor zover de Franse tekst van het ontworpen artikel 1/1, § 1, eerste lid, het opleggen van ' une taxe ' beoogt, valt het vaststellen van het voorwerp, het bedrag en de vrijgestelde categorieën onder de bevoegdheid van de wetgever.

Als de steller van het voorontwerp daarentegen met het in de Franse tekst gebruikte begrip ' taxe couvrant les frais administratifs ' een retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet bedoelt, laten het vergoedende karakter van de ' taxe ' en het vereiste dat er een redelijk verband moet zijn tussen de verstrekte dienst en de gevraagde retributie toe dat het vaststellen van het retributiebedrag en van de nadere regels voor de inning ervan, worden opgedragen aan de Koning.

In dat geval moet in de ontworpen bepaling de in de Franse tekst gebruikte uitdrukking ' taxe couvrant les frais administratifs ' worden vervangen door de uitdrukking ' redevance couvrant les frais administratifs ' " (*ibid.*, pp. 210-211).

B.1.4. De tekst van het voorontwerp van wet werd gewijzigd ingevolge de door de afdeling wetgeving van de Raad van State geformuleerde opmerkingen. Aldus wordt in het verslag van de bevoegde commissie vermeld :

«De [...] *staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging*, beklemtoont dat de artikelen 171 en 172 van het ontwerp van programmawet ertoe strekken in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een hoofdstuk in te voegen betreffende de vergoeding voor de administratieve kosten ingevolge de door vreemdelingen ingediende verblijfsaanvragen.

De staatssecretaris wijst erop dat de redactie van die bepalingen werd bijgestuurd overeenkomstig de opmerkingen die de Raad van State heeft geformuleerd in zijn advies (DOC 54-0672/001, blz. 210 en volgende).

Ten eerste is, aangezien de regeringsmaatregel ertoe strekt een retributie in te stellen in de zin van artikel 173 van de Grondwet, in het Frans de voorkeur gegeven aan de term ' *redevance* '. Het bedrag van en de nadere regels inzake die retributie zullen bij koninklijk besluit worden bepaald. De staatssecretaris voegt daaraan toe dat de regering erop zal toezien dat dit bedrag niet buitenmaats is.

[...]

Voor het overige wordt verwezen naar de memorie van toelichting» (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/008, pp. 3 en 4*).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep in de zaak nr. 6193

B.2. De verzoekende partij in de zaak nr. 6193, van Guineese nationaliteit, heeft op 29 april 2015 een aanvraag voor een machtiging tot verblijf ingediend op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna : wet van 15 december 1980).

B.3.1. Volgens de Ministerraad kan de verzoekende partij artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014 enkel op ontvankelijke wijze bestrijden in zoverre het betrekking heeft op de situatie waarin zij zich bevindt en, bijgevolg, in zoverre daarin een artikel 1/1, § 1, eerste lid, en § 2, 2^o, in de genoemde wet van 15 december 1980 wordt ingevoerd.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. Zoals de Ministerraad in zijn memorie opmerkt, kan de verzoekende partij enkel rechtstreeks en ongunstig door het bestreden artikel 196 worden geraakt in zoverre daarin een artikel 1/1, § 1, eerste lid, en § 2, 2^o, in de genoemde wet van 15 december 1980 wordt ingevoerd. Het beroep is dan ook enkel ontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op die bepaling.

Ten gronde

Wat het petitierecht betreft

B.4.1. Het eerste middel in de zaak nr. 6193 is afgeleid uit de schending van artikel 28 van de Grondwet. De verzoekende partij voert aan dat het bestreden artikel 196 een beperking vormt van het bij dat artikel 28 gewaarborgde recht om een schriftelijk verzoek bij de Belgische overheid in te dienen dat niet van enige betaling afhankelijk zou mogen worden gesteld.

B.4.2. Artikel 28 van de Grondwet bepaalt :

«Ieder heeft het recht verzoekschriften, door een of meer personen ondertekend, bij de openbare overheden in te dienen.

Alleen de gestelde overheden hebben het recht verzoekschriften in gemeenschappelijke naam in te dienen».

B.4.3. Artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, dat de grondslag vormt van de aanvraag voor een machtiging tot verblijf die door de verzoekende partij in de zaak nr. 6193 is ingediend, bepaalt in paragraaf 1 ervan :

«In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan diens gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven.

[...]».

B.4.4. Uit artikel 62 van dezelfde wet blijkt dat de aanvragen op grond van het voormelde artikel 9bis leiden tot het nemen van administratieve beslissingen die met redenen moeten worden omkleed en ter kennis moeten worden gebracht van de betrokkene en die vatbaar zijn voor beroep in de door de wet voorgeschreven vormen en binnen de door de wet voorgeschreven termijnen.

B.4.5. De aanvraag voor een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, die noopt tot een administratieve beslissing die vatbaar is voor beroep, kan niet worden beschouwd als een uitoefening van het in artikel 28 van de Grondwet vastgelegde petitierecht, dat het recht inhoudt om zich schriftelijk tot de openbare overheden te richten, maar dat niet zover gaat dat daarmee een standpunt of een beslissing van die overheden kan worden afgedwongen.

Het middel is niet gegrond.

Wat de kwalificatie van de maatregel als retributie of als belasting betreft

B.5.1. Het tweede middel in de zaak nr. 6193 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 18, 173 en 191 van de Grondwet.

De verzoekende partij voert aan dat de in het bestreden artikel 196 bedoelde «retributie die de administratieve kosten dekt» geen retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet is om reden dat de aanvraag of de verwerping van een aanvraag voor een machtiging of toelating tot verblijf geen dienst of prestatie ten voordele van de aanvrager is (eerste en derde onderdeel) en een doel van algemeen belang en geen doel van het individu nastreeft (vijfde onderdeel).

Daaruit zouden verschillende discriminaties voortvloeien : het feit dat de tot het verblijf gemachtigde vreemdeling en diegene wiens aanvraag werd geweigerd (tweede onderdeel), alsook de vreemdeling wiens aanvraag binnen een redelijke termijn wordt behandeld en diegene wiens aanvraag niet zal worden behandeld of binnen een onredelijke termijn zal worden behandeld (vierde onderdeel), op identieke wijze worden behandeld, net zoals de gelijke behandeling tussen de vreemdelingen die onregelmatig op het grondgebied verblijven en diegenen die er regelmatig of er niet verblijven (zesde onderdeel).

B.5.2. Het derde middel in de zaak nr. 6193 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 170, 172 en 191 van de Grondwet om reden dat de door de vreemdeling te storten som die een voorwaarde is voor de ontvankelijkheid van zijn aanvraag voor een machtiging tot verblijf, geen retributie maar een belasting in de zin van artikel 170 van de Grondwet zou uitmaken. Bijgevolg zouden het bedrag van die som en de voorwaarden voor de vrijstelling ervan enkel bij de wet kunnen worden vastgesteld.

B.5.3. Het eerste middel in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 170, 172 en 191 van de Grondwet. De verzoekende partijen voeren aan dat de in het bestreden artikel 196 bedoelde heffing geen retributie is, aangezien zij geen vergoeding vormt voor een verleende dienst die in verhouding staat tot de kostprijs van de dienst, maar een belasting in de zin van artikel 170 van de Grondwet is. Bij dat laatste artikel wordt aan de wetgever evenwel de bevoegdheid voorbehouden om de essentiële elementen ervan te bepalen, zodat de delegatie die in de bestreden bepaling aan de Koning is verleend, daarmee in strijd zou zijn.

B.5.4. Het eerste middel in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 33, 105, 108, 170 en 172 van de Grondwet om reden dat het bestreden artikel 196 een belasting en geen retributie zou invoeren. De beginselen van de gelijkheid voor de belasting en van de wettigheid van de belasting zouden zijn geschonden aangezien de bestreden bepaling fundamentele elementen van die belasting aan de Koning delegeert.

B.5.5. Gelet op hun onderlinge samenhang dienen de in B.5.1 tot B.5.4 vermelde middelen samen te worden onderzocht.

B.5.6. Het Hof is niet bevoegd een bepaling te censureren die de bevoegdheidsverdeling tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht zou schenden, tenzij die schending indruist tegen de regels inzake de bevoegdheidsverdeling tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten of tenzij de wetgever, door de uitvoerende macht op te dragen een maatregel te nemen die niet onder haar bevoegdheid valt, aldus een categorie van personen uitsluit van het optreden van een democratisch verkozen vergadering, waarin de Grondwet uitdrukkelijk voorziet.

B.5.7. Terwijl het, op zich genomen, in het licht van de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet objectief en redelijk kan worden verantwoord dat de wetgever het beginsel invoert van een retributie op de aanvragen voor een machtiging of toelating tot verblijf op het Belgisch grondgebied van vreemdelingen, zetten de verzoekende partijen in de in B.5.1 tot B.5.4 vermelde middelen niet nader uiteen in welk opzicht de bestreden bepalingen in strijd zouden zijn met artikel 191 van de Grondwet, los van de grief dat afbreuk zou zijn gedaan aan het beginsel van de gelijkheid voor de belasting en het wettigheidsbeginsel in fiscale zaken, die reeds in de artikelen 170, 172 en 173 van de Grondwet zijn vervat.

Voorts zet de verzoekende partij in de zaak nr. 6193 niet duidelijk uiteen in welk opzicht de bestreden bepalingen in strijd zouden zijn met artikel 18 van de Grondwet, dat de burgerlijke dood afschaft.

B.5.8. In zoverre de verzoekende partij in de zaak nr. 6193 grieven aanvoert die hetzij een verschil in behandeling aanklagen onder personen naargelang de aanvraag voor een machtiging tot verblijf positief of negatief wordt beantwoord, hetzij de identieke behandeling aanklagen met betrekking tot de termijn waarbinnen de aanvraag wordt onderzocht of met betrekking tot het legale of illegale verblijf van vreemdelingen, houden die grieven geen verband met de tekst zelf van de bestreden bepalingen, maar in voorkomend geval met de uitvoering van de wetgeving in verband met het verblijf van vreemdelingen op het Belgisch grondgebied.

B.5.9.1 Het Hof dient na te gaan of de bestreden bepaling een retributie of een belasting instelt.

B.5.9.2. Zowel artikel 170 van de Grondwet, wat de belastingen betreft, als artikel 173 van de Grondwet, wat de retributies betreft, waarborgen dat geen heffing wordt opgelegd zonder het optreden van de bevoegde vertegenwoordigende vergadering. De waarborg van het wettigheidsbeginsel heeft in beide gevallen evenwel niet dezelfde draagwijdte.

Inzake belastingen is elke delegatie die betrekking heeft op het bepalen van een van de essentiële elementen van de belasting in beginsel ongrondwettig.

Inzake retributies volstaat het dat de bevoegde wetgever de gevallen omschrijft die aanleiding kunnen geven tot het heffen van de retributie en kan het regelen van andere essentiële elementen, zoals het bedrag van de retributie, worden gedelegeerd.

B.5.9.3. Opdat een heffing kan worden gekwalificeerd als een retributie, is niet alleen vereist dat het gaat om de vergoeding van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de heffingsplichtige individueel beschouwd, maar ook dat zij een louter vergoedend karakter heeft, zodat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen de kostprijs of de waarde van de verstrekte dienst en het bedrag dat de heffingsplichtige verschuldigd is.

B.5.9.4. Zoals zowel blijkt uit het opschrift van het bij het bestreden artikel 195 ingevoerde hoofdstuk *Ibis* van de wet van 15 december 1980 («Retributie tot dekking van de administratieve kosten») als uit de bewoordingen van het bestreden artikel 196 en uit de parlementaire voorbereiding van dat laatste, beoogde de wetgever een retributie in te voeren voor de in artikel 1/1, § 2, van de wet van 15 december 1980 vermelde aanvragen voor een machtiging of toelating tot verblijf in België, teneinde de administratieve kosten te dekken die uit de behandeling van die aanvragen voortvloeien, rekening houdend met de stijging van het aantal aanvragen en de daaruit voortvloeiende werklast voor de overheidsdienst.

De wetgever heeft, in navolging van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, nader bepaald voor welke verblijfsaanvragen een retributie verschuldigd is en welke categorieën van personen daarvan zijn vrijgesteld.

Hij heeft het bedrag van de retributie niet zelf bepaald, maar heeft de Koning opgedragen om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag en de wijze van inning ervan vast te stellen (artikel 1/1, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014).

B.5.9.5. Uit het gegeven dat de wetgever heeft voorzien in een aantal vrijstellingen, kan op zich niet worden afgeleid dat de retributie niet in verhouding zou staan tot de administratieve kosten van de behandeling van de verblijfsaanvragen voor de categorieën van personen die geen vrijstelling genieten. De vrijstellingen hebben tot gevolg dat de administratieve kosten van de behandeling van de betrokken aanvragen ten laste blijven van de overheid, en niet dat die kosten worden gespreid over diegenen die niet zijn vrijgesteld.

B.5.9.6. Nu het verblijf in België van vreemdelingen in beginsel is onderworpen aan een toelating tot het grondgebied en dat verblijf een aantal rechten doet ontstaan, vergt de administratieve behandeling van de verblijfsaanvraag een dienstverlening ten voordele van de individuele aanvrager.

Daaraan wordt geen afbreuk gedaan door het gegeven dat een aanvraag kan worden afgewezen indien uit het onderzoek van de administratie blijkt dat niet is voldaan aan de wettelijke voorwaarden, noch door het gegeven dat de regeling van het verblijf van vreemdelingen in België ook het algemeen belang dient, noch door het gegeven dat het legaal verblijf in België in bepaalde gevallen berust op internationaalrechtelijke verplichtingen.

B.5.9.7. Uit de bestreden wetsbepalingen kan derhalve niet worden afgeleid dat het niet om een retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet maar om een belasting zou gaan en dat de machtiging aan de Koning afbreuk zou doen aan het wettigheidsbeginsel.

Voor het overige is het Hof niet bevoegd om zich uit te spreken over de wijze waarop aan wetskrachtige bepalingen uitvoering wordt gegeven.

Nu de wetgever uitdrukkelijk heeft bepaald dat de retributie in verhouding moet staan tot de administratieve kosten voor de behandeling van de verblijfsaanvragen, maar aan de Koning heeft toevertrouwd om het bedrag van die retributie en de wijze van inning te bepalen, komt het in voorkomend geval aan de bevoegde rechter toe om te beoordelen of het gevraagde bedrag wel degelijk in een redelijke verhouding staat tot de kostprijs van de verstrekte dienst.

B.5.9.8. Ten slotte staat artikel 173 van de Grondwet er niet aan in de weg dat de retributie wordt geheven op het ogenblik dat de aanvraag voor een machtiging of toelating tot verblijf op het Belgisch grondgebied wordt ingediend, daar de aanvraag een onderzoek vergt dat de kosten van de administratieve dienst teweegbrengt, ongeacht het resultaat ervan.

Aangezien de administratie niet vooraf kan weten of een aanvraag zal leiden tot een eenvoudig dan wel uitvoerig onderzoek, kan men de wetgever niet verwijten een retributie in te voeren die rekening houdt met de gemiddelde administratieve kosten van de dienstverlening voor de aanvragen die niet zijn vrijgesteld van de retributie.

B.5.10. De in B.5.1 tot B.5.4 vermelde middelen zijn niet gegrond.

Wat de overige middelen betreft

De algemene situering van de bestreden bepalingen

B.6.1. De verzoekende partijen voeren de schending aan van meerdere grondwetsbepalingen, al dan niet in onderlinge samenhang gelezen of in samenhang gelezen met bepalingen van internationaal recht.

B.6.2. Uit de in B.1.2 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever, rekening houdend met de stijging van het aantal aanvragen van vreemdelingen voor een machtiging of toelating tot verblijf op het Belgisch grondgebied en de daaruit voortvloeiende werklast voor de Dienst Vreemdelingenzaken, een retributie heeft willen invoeren om de administratieve kosten voor de behandeling van die aanvragen te dekken.

B.6.3. In het voorontwerp dat voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State werd overgelegd, was bepaald welke verblijfsaanvragen werden beoogd en werd de Koning ertoe gemachtigd het bedrag van de retributie en de nadere regels voor de betaling en de inning ervan vast te stellen.

Daarin was ook opgesomd welke categorieën van de retributie werden vrijgesteld :

- «1° de burgers van de Europese Unie en hun familieleden, zoals bedoeld in de artikelen 40 en 40bis van de wet;
- 2° de andere familieleden van een burger van de Europese Unie, zoals bedoeld in artikel 47/1 van de wet;
- 3° de asielzoekers, zoals bedoeld in de artikelen 48 en volgende van de wet;
- 4° de vreemdelingen die een aanvraag voor een machtiging tot verblijf indienen op basis van artikel 9ter van de wet;

5° de slachtoffers van het misdrijf van mensenhandel en de slachtoffers van het misdrijf van mensensmokkel, zoals bedoeld in de artikelen 61/2 en volgende van de wet;

6° de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, zoals bedoeld in artikel 61/14 van de wet;

7° de begunstigden van de tijdelijke bescherming, zoals bedoeld in de artikelen 57/29 en volgende van de wet » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, p. 162).

B.6.4. In de bestreden bepalingen wordt, ingevolge het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, bepaald welke categorieën van vreemdelingen de retributie verschuldigd zijn. In de parlementaire voorbereiding is een lijst opgenomen met categorieën van personen die zijn vrijgesteld. Die lijst is niet exhaustief.

De memorie van toelichting vermeldt in dat verband :

«Overeenkomstig het advies van de Raad van State bepaalt de wet op beperkende wijze de aanvragen voor een machtiging en een toelating die aanleiding geven tot de betaling van de retributie.

De vreemdelingen die een aanvraag voor een machtiging of een toelating tot verblijf indienen en die niet vermeld worden op de lijst die opgesteld wordt in de tweede paragraaf van artikel 1/1, van de wet van 15 december 1980, in ontwerp, moeten bijgevolg niet overgaan tot de betaling van deze retributie.

Zijn, met name, vrijgesteld van de betaling van de retributie :

- de burgers van de Unie en hun familieleden;
- de burgers van de Europese Economische Ruimte en de begunstigden van de associatieovereenkomst die tussen de Europese Unie en Zwitserland afgesloten werd;
- de begunstigden van de associatieovereenkomst tussen de Europese Unie en Turkije;
- de asielzoekers;
- de gezinsleden van een vluchteling of van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet;
- de vreemdelingen die een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9ter, van de wet van 15 december 1980 aanvragen;
- de slachtoffers van mensenhandel en mensensmokkel;
- de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (' N.B.M.V. ');
- de begunstigden van de tijdelijke bescherming;
- de familieleden van een Belgische onderdaan die naar België terugkeert na gebruik te hebben gemaakt van zijn vrij verkeer en verblijf in de Europese Unie.

Indien men van deze vreemdelingen zou eisen dat ze de retributie betalen zou dit in strijd zijn met internationale normen, waaronder : het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie; de richtlijn 2004/38/EG betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden; het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen.

De retributie wordt, wat betreft familieleden van een Belg die geen gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer zoals voorzien in het verdrag betreffende (de werking van) de Europese Unie, opgelegd» (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 82-83).

B.6.5. De afdeling wetgeving van de Raad van State had met name opgemerkt :

«De artikelen 163 en 164 van het voorontwerp strekken tot invoering van een ' vergoeding voor de administratieve kosten ' voor de aanvragen voor een machtiging of toelating tot verblijf die door vreemdelingen worden ingediend.

Het ontworpen artikel 1/1, § 1, eerste en derde lid, machtigt de Koning om te bepalen welke verblijfsaanvragen [aan aanvragen voor toelating tot verblijf] worden bedoeld alsook om het bedrag en de nadere regels voor de betaling en de inning ervan vast te stellen.

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 1/1 noemt de categorieën vreemdelingen op die vrijgesteld zijn van de betaling van de 'vergoeding', waaronder de asielaanvragers en de burgers van de Europese Unie en hun familieleden.

De memorie van toelichting bepaalt het volgende :

'De Dienst Vreemdelingenzaken is bevoegd voor de behandeling van de aanvragen van vreemdelingen omtrent het verblijf en de vestiging. Het ontwerp van het artikel heeft tot doel een wettelijke basis te creëren voor het bepalen van de administratieve kosten voor het behandelen van een aanvraag tot het verblijf of de vestiging, gelet op het veelvoud aan aanvragen zowel vanuit het Belgisch grondgebied als vanuit het buitenland '.

Meer uitleg wordt niet verstrekt.

[...]

Rekening houdend met de sanctie die verbonden is aan het niet voorafgaandelijk betalen van de 'retributie', namelijk 'de niet-ontvankelijkheid van de aanvraag voor een machtiging of toelating tot verblijf', zou de wetgever ook zelf moeten bepalen voor welke categorieën van aanvragen de retributie verschuldigd is.

Het is de afdeling Wetgeving hoe dan ook niet duidelijk hoe de machtiging die bij het ontworpen artikel 1/1, § 1, eerste lid, aan de Koning wordt verleend, zich verdraagt met de gevallen van vrijstelling van de betaling van het vergoedingsbedrag, waarin uitdrukkelijk wordt voorzien in de ontworpen paragraaf 2.

3.1. Het ontworpen artikel 1/1, § 2, somt op beperkende wijze de categorieën vreemdelingen op die zijn vrijgesteld van de betaling van de vergoeding.

Die paragraaf creëert dus een verschil in behandeling tussen de categorieën vreemdelingen op basis van hun status. In de memorie van toelichting wordt voor dat verschil in behandeling echter geen enkele verantwoording gegeven ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Internationale en Europese rechtsregels leggen inderdaad meer bepaald de verplichting op om aan bepaalde categorieën vreemdelingen dezelfde rechten toe te kennen als de rechten die zijn toegekend aan de ingezetenen en verplichten de steller van het voorontwerp er aldus toe in 'vrijstellingen' te voorzien.

Teneinde inzonderheid de parlementsleden toe te laten om, bij de stemming over het wetsontwerp, het recht van amendement, dat de Grondwet hun toekent, met kennis van zaken uit te oefenen, moet in de memorie van toelichting echter uitdrukkelijk worden aangegeven om welke internationale of Europese rechtsregels het gaat.

Voorts moet worden nagegaan of de lijst met alle categorieën vreemdelingen die krachtens het internationale of het Europese recht moeten worden vrijgesteld van de betaling van de vergoeding, volledig is.

Ten slotte moet worden nagegaan of er, onder de categorieën vreemdelingen die niet zijn vrijgesteld van de betaling van de vergoeding, er geen categorieën zitten die, op grond van het feit dat hun status voldoende 'vergelijkbaar' is met de status van de categorieën vreemdelingen die vrijgesteld zijn, eventueel aan die lijst moeten worden toegevoegd.

Het staat bijgevolg aan de steller van het voorontwerp om dit te onderzoeken, de memorie van toelichting aan te vullen en, zo nodig, het ontworpen artikel 1/1, § 2, aan te passen.

3.2. Gelet op de korte termijn die de afdeling Wetgeving is toegemeten, beperkt ze zich in dat verband tot de volgende opmerkingen.

Enerzijds behoort in het ontworpen artikel 1/1, § 2, 3°, 'de vreemdelingen die een asielaanvraag zoals bedoeld in artikel 49/3 hebben ingediend' te worden vermeld, teneinde duidelijker aan te geven dat de begunstigden van de vrijstelling zowel de kandidaten voor de vluchtelingenstatus als de kandidaten voor de subsidiaire-beschermingsstatus zijn.

Anderzijds heeft de afdeling Wetgeving vragen bij de redenen waarom in de lijst van vrijgestelde personen inzonderheid de volgende categorieën niet worden opgenomen :

- de familieleden van de personen met de vluchtelingenstatus en de subsidiaire-beschermingsstatus, niettegenstaande het bepaalde van artikel 23 van richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 'inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking)';

- de personen die zich kunnen beroepen op hun hoedanigheid van ingezetene van een lidstaat van de Europese economische ruimte of van een gelijkgestelde staat;

- de personen die zich zouden kunnen beroepen op een associatieovereenkomst met de Europese Unie krachtens welke hun rechten zouden worden toegekend die gelijk zouden zijn aan de rechten die de Europese ingezetenen genieten;

- de familieleden van een Belgische ingezetene die naar België terugkeert na gebruik te hebben gemaakt van het recht op vrij verkeer van personen binnen de Europese Unie, daar hij immers wordt gelijkgesteld met een burger van de Europese Unie voor het uitoefenen van de Europese vrijheden.

De deugdelijkheid en de volledigheid van de lijst van de vrijgestelde categorieën moeten bijgevolg opnieuw worden onderzocht om zich ervan te vergewissen dat die lijst in overeenstemming is met het internationaal recht of het recht van de Unie dat toepasselijk is.

3.3. Voorts wordt de aandacht van de steller van het voorontwerp gevestigd op het feit dat zelfs in omstandigheden waarin het recht van de Europese Unie toestaat dat een vergoeding wordt geïnd ter dekking van de administratieve kosten voor het onderzoek van de verblijfsaanvragen en de afgifte van de vereiste vergunningen, de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie in deze zin is gevestigd dat het bedrag van de vergoeding proportioneel moet blijven. Het Hof heeft dan ook geoordeeld dat, met betrekking tot de personen met de status van langdurig ingezetene onderdanen in de zin van richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 'betreffende de status van langdurig ingezetene onderdanen van derde landen', het bedrag van de vergoeding zodanig moet worden vastgesteld dat het niet onevenredig is met de retributie die de overheden voor de afgifte van een identiteitskaart vorderen van hun eigen ingezetenen of van burgers van de Europese Unie.

Zo ook blijkt uit de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens dat, op straffe van schending van artikel 13 *juncto* artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, als retributie die wordt opgelegd in het kader van een verblijfsaanvraag omwille van gezinshereniging, geen bedrag mag worden vastgesteld dat de financiële draagkracht van de aanvrager overstijgt.

Het verdient aanbeveling dergelijke preciseringen uitdrukkelijk te vermelden in de memorie van toelichting.

3.4. Ten slotte is er de vraag hoe zal kunnen worden nagegaan of de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie en van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens wordt nageleefd wat betreft de evenredigheid van het bedrag van de vastgestelde vergoeding, ingeval die vergoeding, waarin wordt voorzien bij de ontworpen bepaling, bovenop een retributie zou komen waarin wordt voorzien in een gemeentelijk reglement met toepassing van artikel 2 van de wet van 14 maart 1968 'tot opheffing van de wetten betreffende de verblijfsbelasting voor vreemdelingen, gecoördineerd op 12 oktober 1953' » (*ibid.*, pp. 210-214).

B.6.6. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever rekening heeft willen houden met de internationale verplichtingen van België.

Voor de bevoegde commissie zette de staatssecretaris voor Asiel en Migratie uiteen :

«Ingevolge de opmerkingen van de Raad van State somt de tekst van artikel 172 nu limitatief op welke aanvragen voor een machtiging en een toelating tot verblijf [...] aanleiding geven tot de betaling van de retributie. De vreemdelingen die een aanvraag voor een machtiging of een toelating tot verblijf indienen die niet vermeld wordt op de lijst als bedoeld in de tweede paragraaf van deze bepaling moeten die retributie bijgevolg niet betalen. De memorie van toelichting bevat een niet-exhaustieve lijst van vreemdelingscategorïeën die van voormelde retributie zijn vrijgesteld (DOC 54 0672/001, blz. 82-83). Aldus heeft de regering rekening gehouden met de internationaalrechtelijke verdragen zoals het Verdrag betreffende [de] Werking van de Europese Unie, Richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden, of nog de Conventie van Genève van 28 juli 1951 betreffende de Status van Vluchtelingen.

De familieleden van een Belg die niet van zijn recht op vrij verkeer gebruik heeft gemaakt zoals is bepaald in het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, zijn echter niet vrijgesteld van betaling van de retributie. In dat verband verwijst de staatssecretaris naar arrest nr. 2013/121 van 26 september 2013 van het Grondwettelijk Hof, waarin het Hof het volgende oordeelt : ' *De wetgever heeft redelijkerwijs rekening kunnen houden met het feit dat, wegens verscheidene wetwijzigingen, de toegang tot de Belgische nationaliteit in de loop van de laatste jaren is vergemakkelijkt, zodat het aantal Belgen die een aanvraag tot gezinshereniging kunnen indienen ten voordele van hun familieleden, aanzienlijk is toegenomen.* ' (B.52.1.). Aangezien nu méér Belgen voor hun gezinsleden een aanvraag tot gezinshereniging kunnen indienen en bijgevolg ook de dienovereenkomstige administratieve kosten zijn gestegen, is een retributie verantwoord» (Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/008, pp. 3-4).

B.6.7. Tot slot deed de staatssecretaris opmerken dat België een van de weinige landen was waar nog geen retributie bestond voor de aanvragen voor een machtiging en toelating tot verblijf en dat dit gegeven vreemdelingen ertoe kon aanzetten hun aanvraag niet in het buitenland maar in België in te dienen (*ibid.*, p. 4).

B.6.8. De wetgever heeft het bedrag van de retributie niet zelf bepaald; hij heeft de Koning opgedragen om, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, het bedrag en de wijze van inning ervan vast te stellen (artikel 1/1, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014).

Tijdens de parlementaire voorbereiding is vermeld dat de Koning erover dient te waken dat het bedrag van de retributie niet onevenredig is (Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, p. 82).

Het komt het Hof evenwel niet toe uitspraak te doen over de koninklijke besluiten die ter uitvoering van de bestreden bepalingen worden genomen.

B.7. De wetgever vermag de afgifte van verblijfstitels en -vergunningen aan vreemdelingen afhankelijk te stellen van het betalen van een retributie.

De maatregel mag evenwel geen onevenredige gevolgen hebben in het licht van de nagestreefde doelstellingen. In voorkomend geval moet worden nagegaan of het bedrag van de retributie de financiële draagkracht van de aanvrager niet overstijgt.

Daar het niet aan het Hof toekomt om controle uit te oefenen op koninklijke besluiten, onderzoekt het de bestreden bepalingen enkel in zoverre zij bepaalde categorieën van vreemdelingen al dan niet de verplichting opleggen om een retributie te betalen.

B.8.1. De bestreden bepalingen voeren een retributie in voor de categorieën van verblijfsaanvragen ingediend op grond van de volgende bepalingen van de wet van 15 december 1980, al dan niet met vrijstellingen in bepaalde gevallen : artikelen 9, *9bis*, 10, *10bis*, 19, § 2, *40bis*, *40ter*, 58, 61/7, 61/11 en 61/27.

B.8.2.1. Artikel 9 van de wet van 15 december 1980, dat - zoals de artikelen *9bis*, 10 en *10bis* - deel uitmaakt van titel I («Algemene bepalingen»), hoofdstuk III («Verblijf van meer dan drie maanden»), van die wet bepaalt :

«Om langer dan de in artikel 6 bepaalde termijn [van in beginsel 90 dagen] in het Rijk te mogen verblijven, moet de vreemdeling die zich niet in een der in artikel 10 voorziene gevallen bevindt, daartoe gemachtigd worden door de Minister of zijn gemachtigde.

Behoudens de in een internationaal verdrag, in een wet of in een koninklijk besluit bepaalde afwijkingen, moet deze machtiging door de vreemdeling aangevraagd worden bij de Belgische diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van oponthoud in het buitenland».

B.8.2.2. Artikel 9 bevat de basisregel voor een aanvraag van een vreemdeling voor een verblijf van meer dan drie maanden, voor personen die zich niet bevinden in een van de gevallen bedoeld in artikel 10. Voor het verblijf is een machtiging van overheidsweg vereist, die moet worden aangevraagd bij de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire post in het buitenland.

B.8.2.3. Artikel 1/1, § 2, 1^o, van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet, voor de aanvragen bedoeld in artikel 9, in een vrijstelling van de retributie voor de aanvragen ingediend door de begunstigden van de Overeenkomst van 12 september 1963 waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije.

B.8.3.1. Artikel *9bis* van de wet van 15 december 1980 bepaalde, bij het instellen van de beroepen :

« § 1. In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan diens gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven.

De voorwaarde dat de vreemdeling beschikt over een identiteitsdocument is niet van toepassing op :

- de asielzoeker wiens asielaanvraag niet definitief werd afgewezen of die tegen deze beslissing een overeenkomstig artikel 20 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, toelaatbaar cassatieberoep heeft ingediend en dit tot op het ogenblik waarop een verwerpingsarrest inzake het toegelaten beroep is uitgesproken;

- de vreemdeling die zijn onmogelijkheid om het vereiste identiteitsdocument te verwerven in België, op geldige wijze aantoonde.

§ 2. Onverminderd de andere elementen van de aanvraag, kunnen niet aanvaard worden als buitengewone omstandigheden en worden onontvankelijk verklaard :

1^o elementen die reeds aangehaald werden ter ondersteuning van een asielaanvraag in de zin van de artikelen 50, *50bis*, *50ter* en 51 en die verworpen werden door de asieliendiensten, met uitzondering van elementen die verworpen werden omdat ze vreemd zijn aan de criteria van de Conventie van Genève, zoals bepaald in artikel 48/3, en aan de criteria voorzien in artikel 48/4 met betrekking tot de subsidiaire bescherming of omdat de beoordeling ervan niet behoort tot de bevoegdheid van die instanties;

2° elementen die in de loop van de procedure ter behandeling van de asielaanvraag in de zin van artikel 50, 50bis, 50ter en 51 hadden moeten worden ingeroepen, aangezien zij reeds bestonden en gekend waren voor het einde van deze procedure;

3° elementen die reeds ingeroepen werden bij een vorige aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf in het Rijk;

4° elementen die ingeroepen werden in het kader van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9ter».

B.8.3.2. Artikel 9bis bepaalt dat de vreemdeling, in afwijking van artikel 9, een aanvraag voor een machtiging tot verblijf vanuit België kan indienen, via de burgemeester van de plaats waar hij verblijft.

Die bepaling beperkt die mogelijkheid tot «buitengewone omstandigheden» en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt (artikel 9bis, § 1, eerste lid), onverminderd de gevallen waarin die laatste voorwaarde niet geldt (artikel 9bis, § 1, tweede lid). Tevens preciseert die bepaling een aantal elementen die niet kunnen worden aanvaard als «buitengewone omstandigheden» (artikel 9bis, § 2).

B.8.3.3. Artikel 1/1, § 2, 2°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet niet in enige vrijstelling van de retributie voor de aanvragen bedoeld in artikel 9bis.

B.8.4.1. Artikel 10 van de wet van 15 december 1980 bepaalde op het ogenblik van het instellen van de beroepen :

« § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikelen 9 en 12, zijn van rechtswege toegelaten om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven :

1° de vreemdeling wiens recht op verblijf erkend wordt door een internationaal verdrag, door een wet of door een koninklijk besluit;

2° de vreemdeling die de door het Wetboek van de Belgische nationaliteit voorziene voorwaarden om de Belgische nationaliteit te herkrijgen vervult, zonder dat vereist is dat hij zijn hoofdverblijfplaats al sedert minstens twaalf maanden in België heeft, noch dat hij een verklaring met het oog op het herkrijgen van de Belgische nationaliteit moet doen;

3° de vrouw die de Belgische nationaliteit verloren heeft door haar huwelijk of ingevolge het verwerven van een vreemde nationaliteit door haar echtgenoot;

4° de volgende familieleden van een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben, of indien het familieleden betreft van een vreemdeling die erkend is als vluchteling of die de subsidiaire bescherming geniet :

- de buitenlandse echtgenoot of de vreemdeling waarmee een geregistreerd partnerschap gesloten werd dat als gelijkwaardig beschouwd wordt met het huwelijk in België, die met hem komt samenleven, op voorwaarde dat beiden ouder zijn dan eenentwintig jaar. Deze minimumleeftijd wordt echter teruggebracht tot achttien jaar wanneer, naargelang het geval, de echtelijke band of dit geregistreerd partnerschap, reeds bestond vóór de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam;

- hun kinderen, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn

- de kinderen van de vreemdeling die vervoegd wordt, van diens echtgenoot of van de geregistreerde partner bedoeld in het eerste streepje, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover de vreemdeling die vervoegd wordt, zijn echtgenoot of de bedoelde geregistreerde partner over het recht van bewaring beschikt en de kinderen ten laste zijn van hem of diens echtgenoot of deze geregistreerde partner en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven;

5° de vreemdeling die door middel van een wettelijk geregistreerd partnerschap verbonden is met een vreemdeling die sedert minimaal twaalf maanden toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of sedert minimaal twaalf maanden gemachtigd is om er zich te vestigen, evenals de kinderen van deze partner, die met hen komen samenleven alvorens zij de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en alleenstaand zijn, voor zover hij over het recht van bewaring beschikt en de kinderen te zijnen laste zijn en, indien het recht van bewaring wordt gedeeld, op voorwaarde dat de andere houder van het recht van bewaring zijn toestemming heeft gegeven. Die termijn van twaalf maanden vervalt indien de echtelijke band of het geregistreerde partnerschap reeds bestond voor de vreemdeling die vervoegd wordt, in het Rijk aankwam of indien zij een gemeenschappelijk minderjarig kind hebben.

[...]

6° het alleenstaand gehandicapt kind dat ouder is dan achttien jaar, van een vreemdeling die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van onbepaalde duur in het Rijk of gemachtigd is om er zich te vestigen, of van zijn echtgenoot of van zijn partner zoals bedoeld in punt 4° of 5°, voor zover het kind een attest overlegt dat uitgaat van een door de Belgische diplomatieke of consulaire post erkende arts dat aantoonde dat het omwille van zijn handicap niet in zijn eigen behoeften kan voorzien;

7° de ouders van een vreemdeling die erkend werd als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of die de subsidiaire bescherming geniet, voor zover zij met hem komen samenleven en op voorwaarde dat hij jonger is dan achttien jaar en het Rijk binnengekomen is zonder begeleiding van een krachtens de wet verantwoordelijke meerderjarige vreemdeling en vervolgens niet daadwerkelijk onder de hoede van een dergelijke persoon gestaan heeft, of zonder begeleiding werd achtergelaten nadat hij het Rijk is binnengekomen.

Het eerste lid, 4°, is niet van toepassing op de echtgenoot van een polygame vreemdeling, indien een andere echtgenoot van die persoon reeds in het Rijk verblijft.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gevallen waarbij een partnerschap, dat geregistreerd werd op basis van een vreemde wet, moet beschouwd worden als gelijkwaardig met een huwelijk in België.

De bepalingen met betrekking tot de kinderen zijn van toepassing, tenzij een internationaal verdrag, dat België bindt, meer voordelige bepalingen bevat.

§ 2. De in § 1, eerste lid, 2° en 3° bedoelde vreemdelingen moeten het bewijs aanbrengen dat ze beschikken over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen ten behoeve van zichzelf en om te voorkomen dat ze ten laste van de openbare overheden vallen.

De in § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde vreemdelingen moeten het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden, die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan

een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in artikel 2 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek en over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden.

De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 4° en 5°, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 om zichzelf en zijn gezinsleden te onderhouden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen. Deze voorwaarde is niet van toepassing indien de vreemdeling zich enkel laat vervoegen door de leden van zijn familie bedoeld in § 1, eerste lid, 4°, tweede en derde streepje.

De vreemdeling bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet het bewijs aanbrengen dat de vreemdeling die vervoegd wordt beschikt over toereikende, stabiele en regelmatige bestaansmiddelen zoals bepaald in § 5 ten behoeve van zichzelf en van zijn familieleden en om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen.

[...]

§ 3. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 11, § 2, kan een vreemdeling die met toepassing van § 1, eerste lid, 4° of 5°, toegelaten werd tot een verblijf in de hoedanigheid van echtgenoot of ongehuwde partner, na de inwerkingtreding van de huidige bepaling, zich slechts beroepen op het recht om zich te laten vervoegen op basis van een huwelijk of een geregistreerd partnerschap indien hij kan bewijzen dat hij gedurende twee jaar regelmatig in het Rijk heeft verbleven.

§ 4. Paragraaf 1, eerste lid, 1° en 4° tot 6° is niet van toepassing op de familieleden van de vreemdeling die gemachtigd is in België te verblijven om er te studeren of die toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van beperkte duur ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België.

§ 5. De stabiele en toereikende bestaansmiddelen bedoeld in § 2, derde lid, moeten ten minste gelijk zijn aan honderdtwintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3° van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

1° wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid;

2° worden de middelen verkregen uit de aanvullende bijstandsstelsels, met name het leefloon en de aanvullende gezinsbijslag, alsook de financiële maatschappelijke dienstverlening en de gezinsbijslagen niet in aanmerking genomen;

3° worden de wachttuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt».

B.8.4.2. Naast de gevallen bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 1° tot 3° en 7°, heeft dat artikel betrekking op de gezinshereniging van vreemdelingen, al dan niet onderdanen van de Europese Unie, die zich willen voegen bij een gezinshereniger die geen burger is van de Europese Unie maar die een onbeperkt verblijf in België geniet of ertoe gemachtigd is zich er te vestigen.

De in paragraaf 1, eerste lid, 2° en 3°, bedoelde gezinsherenigers moeten beschikken over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen. De in paragraaf 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde gezinsherenigers moeten beschikken over een behoorlijke huisvesting voor de personen die zich bij hen willen voegen. Bovendien moeten die gezinsherenigers in de regel beschikken over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen voor henzelf en hun familieleden om te voorkomen dat zij ten laste van de openbare overheden vallen.

B.8.4.3. Artikel 1/1, § 2, 3°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet, ten aanzien van de aanvragen bedoeld in artikel 10, in een vrijstelling van de retributie voor aanvragen ingediend door de begunstigen van de Associatieovereenkomst van 12 september 1963 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije, en door de gezinsleden van de begunstigen van de status van vluchteling of de subsidiaire-beschermingsstatus.

B.8.5.1. Artikel 10bis van de wet van 15 december 1980 bepaalde bij het instellen van de beroepen :

« § 1. Wanneer de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde familieleden van een tot een verblijf gemachtigde buitenlandse student een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden aanvragen, moet die machtiging worden toegekend indien de student of één van de betrokken familieleden het bewijs aanbrengt :

- dat hij over stabiele, regelmatige en voldoende bestaansmiddelen beschikt zoals bepaald in artikel 10, § 5, om in zijn eigen behoeften en die van zijn familieleden te voorzien en om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de openbare overheden;

- dat hij over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in artikel 2 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden;

- dat hij over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt;

- dat zij zich niet bevinden in één van de in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8°, bepaalde gevallen, of niet lijden aan een van de ziekten die een gevaar voor de volksgezondheid kunnen opleveren en die worden opgesomd in de bijlage bij deze wet.

De bepalingen van artikel 12bis, § 6, zijn eveneens van toepassing.

§ 2. Wanneer de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde familieleden van een vreemdeling die gemachtigd werd in België te verblijven voor een beperkte duur ingevolge deze wet of ingevolge de bijzondere omstandigheden eigen aan de betrokkene of ingevolge de aard of de duur van zijn activiteiten in België, een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden aanvragen, moet die machtiging toegekend worden indien zij het bewijs aanbrengen :

- dat de vreemdeling die vervoegd wordt over stabiele, regelmatige en voldoende bestaansmiddelen beschikt zoals bepaald in artikel 10, § 5, om in zijn eigen behoeften en die van zijn familieleden te voorzien en om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de openbare overheden;

- dat de vreemdeling die vervoegd wordt, over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in artikel 2, van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek. De Koning bepaalt, in een [in] ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop de vreemdeling bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden en dat hij over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familie dekt;

- dat zij zich niet bevinden in één van de in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8°, bepaalde gevallen, of niet lijden aan een van de ziekten die een gevaar voor de volksgezondheid kunnen opleveren en die worden opgesomd in de bijlage bij deze wet.

De bepalingen van artikel 12*bis*, § 6, zijn eveneens van toepassing.

§ 3. De § 1 en 2 zijn ook van toepassing op de gezinsleden bedoeld bij artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, van een vreemdeling die de status van langdurig ingezetene geniet in een andere lidstaat van de Europese Unie, op grond van de Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetene onderdanen van derde landen, en die gemachtigd is tot verblijf in het Rijk op grond van de bepalingen van titel II, hoofdstuk V, of die deze machtiging aanvraagt.

Wanneer echter een gezin al is gevormd of opnieuw is gevormd in die andere lidstaat van de Europese Unie, moet de vreemdeling bij wie het gezinslid zich komt voegen, niet het bewijs leveren dat hij beschikt over behoorlijke huisvesting om het gezinslid of de gezinsleden te ontvangen en zal, wat de voorwaarde betreft van de stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen, ook rekening worden gehouden met het bewijs dat het gezinslid persoonlijk over dergelijke middelen beschikt. Om deze bijzondere regeling te kunnen genieten, moeten de betrokken gezinsleden de EU-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene of de verblijfstitel die hun is afgegeven door een lidstaat van de Europese Unie, samen met het bewijs dat zij in deze Staat hebben verbleven als gezinslid van een langdurig ingezetene, voorleggen.

§ 4. Paragraaf 2 is eveneens van toepassing op de in artikel 10, § 1, eerste lid, 4° tot 6°, bedoelde familieleden van de vreemdeling die in toepassing van artikel 61/27 gemachtigd werd tot verblijf.

Wanneer echter een familie al is gevormd of opnieuw is gevormd in een andere lidstaat van de Europese Unie, moet de vreemdeling bij wie het familielid zich komt voegen, niet het bewijs leveren dat zij beschikken over voldoende huisvesting om het familielid of de familieleden te ontvangen en wordt, wat de voorwaarde betreft van de stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen, ook rekening gehouden met het bewijs dat het familielid persoonlijk over dergelijke middelen beschikt. Om van deze bijzondere regeling te kunnen genieten, moeten de betrokken familieleden de verblijfstitel die hun is afgegeven door een lidstaat van de Europese Unie, samen met het bewijs dat zij in deze Staat hebben verbleven als familielid van een houder van een Europese blauwe kaart, voorleggen.

B.8.5.2. Artikel 10*bis* heeft betrekking op de gezinshereniging van familieleden, al dan niet onderdanen van de Europese Unie, die zich willen voegen hetzij bij een student (§ 1), hetzij bij een gezinshereniger die geen burger is van de Europese Unie maar die een beperkt verblijf in België geniet (§ 2), hetzij bij een gezinshereniger die de status van langdurig ingezetene heeft (§ 3), hetzij bij een vreemdeling die met toepassing van artikel 61/27 gemachtigd werd tot het verblijf (§ 4).

Van de gezinsherenigers bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt vereist dat zij over een behoorlijke huisvesting beschikken, alsook over stabiele, regelmatige en voldoende bestaansmiddelen om in hun eigen behoeften en die van hun familieleden te voorzien en om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de openbare overheden.

De gezinsherenigers bedoeld in de paragrafen 3 en 4 die hun gezin al hebben gevormd of opnieuw hebben gevormd in een andere lidstaat van de Europese Unie, moeten niet het bewijs leveren dat zij beschikken over behoorlijke huisvesting om het gezinslid of de gezinsleden te ontvangen. Wat de voorwaarde betreft van de stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen, wordt in hun geval ook rekening gehouden met het bewijs dat het gezinslid persoonlijk over dergelijke bestaansmiddelen beschikt.

B.8.5.3. Artikel 1/1, § 2, 4°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet, voor de aanvragen bedoeld in artikel 10*bis*, in een vrijstelling van de retributie voor aanvragen ingediend door de begunstigden van de Associatieovereenkomst van 12 september 1963 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije.

B.8.6.1. Artikel 19, § 2, van de wet van 15 december 1980, dat deel uitmaakt van titel I, hoofdstuk V («Afwezigheid en terugkeer van de vreemdeling»), van die wet bepaalt :

«De vreemdeling, bedoeld in § 1, eerste lid, die langer dan een jaar uit het Rijk afwezig blijft, kan tot terugkeer in het Rijk worden gemachtigd in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De vreemdeling, bedoeld in § 1, tweede en derde lid, die zijn recht op terugkeer is verloren, kan, in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de status van langdurig ingezetene herkrijgen».

B.8.6.2. Artikel 1/1, § 2, 5°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet, voor de aanvragen bedoeld in artikel 19, § 2, in een vrijstelling van de retributie voor aanvragen ingediend door de begunstigden van de Associatieovereenkomst van 12 september 1963 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije, alsook door de begunstigden van de status van vluchteling en hun gezinsleden.

B.8.7.1. Bij het instellen van de beroepen bepaalde artikel 40*ter* van de wet van 15 december 1980, dat deel uitmaakt van titel II («Aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende bepaalde categorieën van vreemdelingen»), hoofdstuk I («Vreemdelingen, burgers van de Unie en hun familieleden en vreemdelingen, familieleden van een Belg») :

«De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de familieleden van een Belg, voor zover het betreft :

- de familieleden vermeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° tot 3°, die de Belg begeleiden of zich bij hem voegen;
- de familieleden vermeld in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 4° die de ouders zijn van een minderjarige Belg, die hun identiteit aantonen met een identiteitsdocument en die de Belg begeleiden of zich bij hem voegen.

Voor wat betreft de in artikel 40*bis*, § 2, eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde familieleden moet de Belgische onderdaan aantonen :

- dat hij over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen beschikt. Aan die voorwaarde wordt geacht voldaan te zijn indien de bestaansmiddelen ten minste gelijk zijn aan honderd twintig procent van het bedrag bedoeld in artikel 14, § 1, 3°, van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie. Bij het beoordelen van deze bestaansmiddelen :

1° wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid;

2° worden de middelen verkregen uit de aanvullende bijstandstelsels, met name het leefloon en de aanvullende gezinsbijslagen, alsook de financiële maatschappelijke dienstverlening en de gezinsbijslagen niet in aanmerking genomen;

3° worden de wachttuitkering en de overbruggingsuitkering niet in aanmerking genomen en wordt de werkloosheidsuitkering enkel in aanmerking genomen voor zover de betrokken echtgenoot of partner kan bewijzen dat hij actief werk zoekt.

- dat hij over behoorlijke huisvesting beschikt die toelaat het familielid of de familieleden, die gevraagd heeft of hebben om zich bij hem te komen voegen, te herbergen en die voldoet aan de voorwaarden die gesteld worden aan een onroerend goed dat wordt verhuurd als hoofdverblijfplaats zoals bepaald in het artikel 2 van Boek III, Titel VIII, Hoofdstuk II, Afdeling 2 van het Burgerlijk Wetboek en over een ziektekostenverzekering beschikt die de risico's in België voor hem en zijn familieleden dekt. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de Belgische onderdaan bewijst dat het onroerend goed voldoet aan de gestelde voorwaarden.

[...].

B.8.7.2. Artikel 40^{ter} heeft betrekking op familieleden, al dan niet onderdanen van de Europese Unie, die zich bij een Belg willen voegen, terwijl artikel 40^{bis} betrekking heeft op familieleden, al dan niet onderdanen van de Europese Unie, die zich bij een onderdaan van de Europese Unie willen voegen.

Ten aanzien van de familieleden bedoeld in artikel 40^{bis}, eerste lid, 1^o tot 3^o, (echtgenoot of geregistreerde partner en bloedverwanten in neergaande lijn) dient de (Belgische) gezinshereniger te beschikken over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen en over een behoorlijke huisvesting.

B.8.7.3. Artikel 1/1, § 2, 6^o, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet, voor de aanvragen bedoeld in artikel 40^{ter}, in een vrijstelling van de retributie voor de aanvragen ingediend door de familieleden van een Belg die zijn recht van vrij verkeer, overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, heeft uitgeoefend.

B.8.8.1. Artikel 58, dat deel uitmaakt van titel II («Aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende bepaalde categorieën van vreemdelingen»), hoofdstuk III («Studenten»), bepaalt :

«Wanneer de aanvraag tot het bekomen van de machtiging om langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven bij een Belgische diplomatieke of consulaire post ingediend wordt door een vreemdeling die in België wenst te studeren in het hoger onderwijs of er een voorbereidend jaar tot hoger onderwijs wenst te volgen moet die machtiging toegekend worden indien de betrokkene zich niet bevindt in een der in artikel 3, eerste lid, 5^o tot 8^o, bedoelde gevallen en indien hij de hiernavolgende documenten overlegt :

1^o een attest afgegeven door een onderwijsinstelling overeenkomstig artikel 59;

2^o het bewijs dat hij voldoende middelen van bestaan bezit;

3^o een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangetast is door een der in bijlage bij deze wet opgesomde ziekten of gebreken;

4^o een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene niet veroordeeld is geweest wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, wanneer hij ouder is dan 21 jaar.

Bij ontstentenis van een getuigschrift als bedoeld onder 3^o en 4^o van het eerste lid, kan de Minister of zijn gemachtigde niettemin, rekening houdende met de omstandigheden, de vreemdeling machtigen in België te verblijven om er te studeren.

De machtiging om langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven kan door de vreemdeling in het Rijk aangevraagd worden overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten in uitvoering van artikel 9, tweede lid».

B.8.8.2. Artikel 58 heeft betrekking op de machtiging, voor een vreemdeling die in België wenst te studeren in het hoger onderwijs of er een voorbereidend jaar tot hoger onderwijs wenst te volgen, om langer dan drie maanden in het Rijk te verblijven.

Die vreemdeling dient onder meer te bewijzen dat hij voldoende middelen van bestaan bezit.

B.8.8.3. Artikel 1/1, § 2, 7^o, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet niet in enige vrijstelling van de retributie voor de aanvragen bedoeld in artikel 58.

B.8.9.1. Artikel 61/7, dat deel uitmaakt van titel II («Aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende bepaalde categorieën van vreemdelingen»), hoofdstuk V («Gerechtigden van de status van langdurig ingezetene in een andere lidstaat van de Europese Unie, op grond van de richtlijn 2003/109/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen»), bepaalt :

« § 1. Wanneer een vreemdeling die houder is van een geldige EU-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene, afgegeven door een andere lidstaat van de Europese Unie op grond van de richtlijn 2003/109/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen, een aanvraag voor een machtiging tot een verblijf van meer dan drie maanden indient, moet deze worden ingewilligd, voor zover geen enkele reden van openbare orde of nationale veiligheid zich ertegen verzet, de vreemdeling niet is getroffen door een van de ziekten die de volksgezondheid bedreigen vermeld in de bijlage bij deze wet, en hij een van de volgende voorwaarden vervult :

1^o een activiteit als werknemer of als zelfstandige uitoefenen in België;

2^o een studie of een beroepsopleiding volgen in België;

3^o met andere doeleinden naar België komen.

Het bewijs van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 1^o, is geleverd indien hij bewijst dat hij gemachtigd is om in België te werken of dat hij vrijgesteld is van deze machtiging en dat hij, al naar het geval, een arbeidsovereenkomst, een voorstel voor een arbeidscontract of de documenten die zijn vereist om een activiteit als zelfstandige uit te oefenen bezit, en op grond van deze activiteit stabiele, regelmatige en toereikende inkomsten ontvangt of kan ontvangen om zichzelf en zijn gezinsleden te onderhouden en om te voorkomen dat ze ten laste vallen van de overheden.

Het bewijs van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2^o, is geleverd indien hij voldoet aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 58 tot 60.

Het bewijs van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3^o, is geleverd indien hij bewijst dat hij beschikt over stabiele, regelmatige en toereikende inkomsten om zichzelf en zijn familieleden te onderhouden en om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de overheden, en indien hij bewijst dat hij beschikt over een ziektekostenverzekering die de risico's in België dekt.

De regels bedoeld in het eerste lid, zijn niet van toepassing als de langdurig ingezetene in het Rijk wenst te verblijven als gedetacheerd werknemer van een dienstverstrekkende gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Unie in het kader van een grensoverschrijdende dienstverlening of als verlener van grensoverschrijdende diensten.

§ 2. De aanvraag voor de machtiging tot verblijf wordt ingediend op de wijze bepaald bij de artikelen 9 of 9^{bis}.

[...].

B.8.9.2. Artikel 61/7 heeft betrekking op de in een andere lidstaat van de Europese Unie langdurig ingezetene die hetzij een activiteit als werknemer of als zelfstandige uitoefent in België, hetzij een studie of een beroepsopleiding volgt in België, hetzij met andere doeleinden naar België komt.

De betrokkene dient, afhankelijk van de aard van zijn activiteit, aan te tonen over inkomsten of middelen van bestaan voor zichzelf en, in voorkomend geval, voor zijn familieleden te beschikken.

B.8.9.3. Artikel 1/1, § 2, 8°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet niet in enige vrijstelling van de retributie voor de aanvragen bedoeld in artikel 61/7.

B.8.10.1. Artikel 61/11, dat deel uitmaakt van titel II («Aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende bepaalde categorieën van vreemdelingen»), hoofdstuk VI («Onderzoekers»), bepaalde :

« § 1. Indien de aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk bij een Belgische diplomatieke of consulaire post wordt ingediend door een vreemdeling die, in de hoedanigheid van onderzoeker, een onderzoeksproject wil uitvoeren in het kader van een gastovereenkomst die afgesloten wordt met een erkende onderzoeksinstituut, moet deze machtiging worden toegekend indien de betrokkene zich niet bevindt in één van de gevallen die worden voorzien in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8°, van de huidige wet en indien hij de volgende documenten overlegt :

- 1° een geldig reisdocument;
- 2° een met een in België erkende onderzoeksinstituut afgesloten gastovereenkomst;
- 3° een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangetast is door één der in bijlage bij de huidige wet opgesomde ziekten;
- 4° een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene niet veroordeeld is geweest wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, wanneer hij ouder is dan 18 jaar.

Indien het onmogelijk is het in 3° en 4° van het eerste lid voorziene getuigschrift over te leggen kan de minister of zijn gemachtigde, rekening houdend met de omstandigheden, de vreemdeling echter machtigen om in de hoedanigheid van onderzoeker in België te verblijven.

De minister of zijn gemachtigde kan ook beslissen om te verifiëren of de modaliteiten op basis waarvan de gastovereenkomst werd afgesloten, vervuld zijn.

§ 2. De machtiging voor een verblijf van meer dan drie maanden in België kan door de vreemdeling worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft, overeenkomstig de artikelen 9 en 9bis».

B.8.10.2. Artikel 61/11 heeft betrekking op de aanvraag voor een verblijf van meer dan drie maanden ingediend door een vreemdeling die, in de hoedanigheid van onderzoeker, een onderzoeksproject wil uitvoeren in het kader van een gastovereenkomst die gesloten wordt met een erkende onderzoeksinstituut.

B.8.10.3. Artikel 1/1, § 2, 9°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet niet in enige vrijstelling van de retributie voor de aanvragen bedoeld in artikel 61/11.

B.8.11.1. Artikel 61/27, dat deel uitmaakt van titel II («Aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende bepaalde categorieën van vreemdelingen»), hoofdstuk VIII («Hooggekwalificeerde werknemers - Europese blauwe kaart»), bepaalde bij het instellen van de beroepen :

« § 1. Indien de aanvraag tot machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk bij een Belgische diplomatieke of consulaire post wordt ingediend door de in artikel 61/26 bedoelde vreemdeling, kent de minister of zijn gemachtigde deze machtiging toe, voor zover de bevoegde gewestelijke autoriteit een voorlopige arbeidsvergunning toekent aan de betrokken werkgever, de vreemdeling zich niet bevindt in één van de gevallen voorzien in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8° en voor zover hij de volgende documenten overlegt :

- 1° een geldig paspoort of een daarmee gelijkgestelde reistitel;
- 2° een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangetast is door een van de in bijlage bij deze wet opgesomde ziekten;
- 3° een uittreksel uit het strafregister of een gelijkwaardig document waaruit blijkt dat hij niet veroordeeld werd wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, uitgereikt door het land van herkomst of door het land van zijn laatste verblijfplaats;
- 4° een bewijs van een ziektekostenverzekering die alle risico's in België dekt;
- 5° een kopie van de arbeidsovereenkomst.

Indien het onmogelijk is de in 2° en 3° van het eerste lid bedoelde documenten over te leggen kan de minister of zijn gemachtigde, rekening houdend met de omstandigheden, de vreemdeling echter machtigen om in België te verblijven met het oog op het uitoefenen van een hooggekwalificeerde baan.

§ 2. De vreemdeling die reeds toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf in het Rijk van maximaal drie maanden of van meer dan drie maanden, kan de aanvraag tot machtiging tot verblijf indienen bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft of bij zijn gemachtigde. De minister of zijn gemachtigde kent de verblijfsmachtiging toe voor zover de bevoegde gewestelijke autoriteit een voorlopige arbeidsvergunning toekent aan de betrokken werkgever en voor zover de vreemdeling de in § 1 bedoelde documenten overlegt.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de indiening van de in het eerste lid bedoelde aanvraag.

§ 3. De vreemdeling die al achttien maanden als houder van een Europese blauwe kaart verblijft in een andere lidstaat van de Europese Unie, kan overeenkomstig § 1 en op voorlegging van zijn geldige Europese blauwe kaart een aanvraag tot machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk indienen.

De in het eerste lid bedoelde vreemdeling kan eveneens overeenkomstig § 2 en op voorlegging van zijn Europese blauwe kaart, zijn aanvraag indienen zo spoedig mogelijk en uiterlijk één maand na aankomst in het Rijk.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de indiening van de in het tweede lid bedoelde aanvraag.

§ 4. Op het ogenblik van de indiening van de aanvraag tot machtiging tot verblijf dient de vreemdeling woonplaats te kiezen in België.

Indien hij geen woonplaats kiest overeenkomstig het eerste lid wordt hij geacht woonplaats te hebben gekozen op de Dienst Vreemdelingenzaken.

Elke wijziging van de gekozen woonplaats moet worden meegedeeld aan de Dienst Vreemdelingenzaken met een aangetekende brief of door afgifte tegen ontvangstbewijs.

§ 5. De minister of zijn gemachtigde weigert de machtiging tot verblijf indien de voorwaarden gesteld aan het verblijf niet zijn vervuld, indien uit de controle van de reële verblijfplaats die de burgemeester of zijn gemachtigde moet laten uitvoeren blijkt dat de vreemdeling niet op het grondgebied van de gemeente verblijft of in het geval van fraude».

B.8.11.2. Artikel 61/27 heeft betrekking op de aanvraag voor een verblijf van meer dan drie maanden ingediend door een in artikel 61/26 bedoelde vreemdeling in de hoedanigheid van hooggekwalificeerde werknemer met een Europese blauwe kaart overeenkomstig de richtlijn 2009/50/EG van de Raad van 25 mei 2009 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan.

B.8.11.3. Artikel 1/1, § 2, 10°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, voorziet niet in enige vrijstelling van de retributie voor de aanvragen bedoeld in artikel 61/27.

B.9. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding heeft de wetgever ingevolge het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State rekening willen houden met de specifieke situatie van vreemdelingen die het gevolg is van internationale verbintenissen van de Belgische Staat, met name :

- de burgers van de Unie en hun familieleden;
- de burgers van de Europese Economische Ruimte en de begunstigden van de Associatieovereenkomst die tussen de Europese Unie en Zwitserland gesloten werd;
- de begunstigden van de Associatieovereenkomst tussen de Europese Unie en Turkije;
- de asielzoekers;
- de gezinsleden van een vluchteling of van een vreemdeling die de subsidiaire bescherming geniet;
- de vreemdelingen die een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9^{ter} van de wet van 15 december 1980 aanvragen;
- de slachtoffers van mensenhandel en mensensmokkel;
- de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen;
- de begunstigden van de tijdelijke bescherming;
- de familieleden van een Belgische onderdaan die naar België terugkeert na gebruik te hebben gemaakt van zijn vrij verkeer en verblijf in de Europese Unie.

In de parlementaire voorbereiding is uitdrukkelijk vermeld dat die lijst niet exhaustief is (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, pp. 82-83, en *ibid.*, DOC 54-0672/008, pp. 3-4).

Daarnaast dient rekening te worden gehouden met de reeds vermelde vrijstellingen waarin artikel 1/1, § 2, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196, uitdrukkelijk voorziet.

De grieven in hun geheel

B.10.1. Nagenoeg alle middelen zijn afgeleid uit met name de schending van de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, al dan niet in onderlinge samenhang gelezen.

Artikel 191 van de Grondwet kan enkel geschonden zijn in zoverre de bestreden bepalingen een verschil in behandeling instellen tussen bepaalde vreemdelingen en de Belgen.

Nu de verschillen in behandeling en de identieke behandelingen die worden bekritiseerd uitsluitend betrekking hebben op de vergelijking van verschillende categorieën van vreemdelingen onderling, zijn de voormelde middelen niet ontvankelijk in zoverre zij afgeleid zijn uit de schending van artikel 191 van de Grondwet.

B.10.2.1. Meerdere middelen zijn onder meer afgeleid uit de schending van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwets- en verdragsbepalingen. Het vierde middel in de zaak nr. 6193 is inzonderheid afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22, 23, 170 en 172 van de Grondwet, in samenhang gelezen met «het algemene *standstill*-beginsel» en met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

«Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;

3° het recht op een behoorlijke huisvesting;

4° het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu;

5° het recht op culturele en maatschappelijke ontplooiing;

6° het recht op gezinsbijslagen».

Artikel 23 van de Grondwet bevat, inzake de rechten die het waarborgt, een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het beschermingsniveau dat geboden wordt door de van toepassing zijnde wetgeving, in aanzienlijke mate vermindert zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.10.2.2. De invoering van een retributie voor de door vreemdelingen ingediende aanvragen voor een machtiging tot verblijf heeft geen betrekking op de in artikel 23 van de Grondwet bedoelde economische, sociale en culturele rechten.

B.10.2.3. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen voorhouden, bestaat er, met uitzondering van artikel 23 van de Grondwet, geen *standstill*-verplichting die voortvloeit uit de aangevoerde grondwets- en verdragsbepalingen, waarvan de inachtneming rechtstreeks voor een rechter kan worden gevorderd. In het kader van zijn toetsing zal de rechter kunnen beoordelen of al dan niet afbreuk wordt gedaan aan die grondrechten en of er wordt voldaan aan de eventuele voorwaarden voor het inperken van die rechten ten aanzien van onder meer het nagestreefde doel en de evenredigheid van de maatregel, en zulks ongeacht of de in het geding zijnde rechten al dan niet aanleiding geven tot een positieve verplichting van de Staat.

Wanneer bepalingen in het geding zijn die grondrechten waarborgen waarvan de inachtneming rechtstreeks voor een rechter kan worden gevorderd, is het aanvoeren van een *standstill*-verplichting niet relevant.

B.10.2.4. In zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van de *standstill*-verplichting vervat in artikel 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwets- en verdragsbepalingen, zijn de middelen niet gegrond.

B.10.3.1. In verschillende middelen klagen de verzoekende partijen voorts de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en gezinsleven aan, doordat het verschuldigd zijn van een retributie bij een verblijfsaanvraag de gezinshereniging zou bemoeilijken (zaak nr. 6238, derde middel, eerste, tweede, derde en vierde onderdeel, zevende middel, eerste onderdeel; zaak nr. 6245, zesde middel, eerste, tweede en derde onderdeel, negende middel, eerste onderdeel, tiende middel, eerste onderdeel, elfde middel, eerste onderdeel).

B.10.3.2. In beginsel behoort de regeling van het verblijf op het grondgebied tot de soevereine bevoegdheid van de Staat en is er geen subjectief recht op gezinshereniging met een gezinshereniger die legaal op het Belgisch grondgebied verblijft, tenzij dat bij een nationale of internationale norm is gewaarborgd.

B.10.3.3. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

«Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht».

Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

«1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen».

De draagwijdte van de voormelde verdragsbepaling is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

Artikel 7 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

«Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn familie- en gezinsleven, zijn woning en zijn communicatie».

Artikel 52, lid 1, van het Handvest bepaalt :

«Beperkingen op de uitoefening van de in dit Handvest erkende rechten en vrijheden moeten bij wet worden gesteld en de wezenlijke inhoud van die rechten en vrijheden eerbiedigen. Met inachtneming van het evenredigheidsbeginsel kunnen slechts beperkingen worden gesteld, indien zij noodzakelijk zijn en daadwerkelijk beantwoorden aan door de Unie erkende doelstellingen van algemeen belang of aan de eisen van de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen».

B.10.3.4. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens erkent niet het recht van een vreemdeling om in een bepaald land te verblijven. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft herhaaldelijk geoordeeld dat «volgens een vaststaand beginsel van internationaal recht, de Staten het recht hebben om, onverminderd de verbintenissen die voor hen voortvloeien uit verdragen, de toegang op hun grondgebied van niet-onderdanen te regelen» (EHRM, 28 mei 1985, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali* t. Verenigd Koninkrijk, § 67; 21 oktober 1997, *Boujlifa* t. Frankrijk, § 42; 18 oktober 2006, *Üner* t. Nederland, § 54; 31 oktober 2008, *Darren Omoregie e.a.* t. Verenigd Koninkrijk, § 54). Meer in het bijzonder impliceert dat artikel niet dat een Staat de verplichting zou hebben om gezinshereniging op zijn grondgebied toe te laten. Het Europees Hof heeft immers ook gepreciseerd dat «artikel 8 niet kan worden geïnterpreteerd alsof het voor een verdragsluitende Staat de algemene verplichting zou inhouden de keuze, door gehuwde koppels, van hun gemeenschappelijke woonplaats te eerbiedigen en te aanvaarden dat vreemde echtgenoten zich in het land vestigen» (EHRM, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali*, voormeld, § 68; *Darren Omoregie e.a.*, voormeld, § 57; 29 juli 2010, *Mengesha Kimfe* t. Zwitserland, § 61; 6 november 2012, *Hode en Abdi* t. Verenigd Koninkrijk, § 43). Het Hof heeft eveneens onderstreept dat «de toestand vanuit het oogpunt van het recht van vreemdelingen, wanneer het bijvoorbeeld niet om de status van vluchteling gaat, ten dele een keuze impliceert doordat zij vaak deze is van een persoon die heeft gekozen om te leven in een land waarvan hij de nationaliteit niet heeft» (EHRM, 27 september 2011, *Bah* t. Verenigd Koninkrijk, § 45).

B.10.3.5. De onmogelijkheid om met zijn gezinsleden samen te leven, kan evenwel een inmenging vormen in het recht op de bescherming van het gezinsleven, zoals gewaarborgd door artikel 22 van de Grondwet en door artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Om in overeenstemming te zijn met die bepalingen moet in een dergelijke inmenging bij een voldoende nauwkeurige wetsbepaling zijn voorzien, moet zij beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte en moet zij evenredig zijn met de nagestreefde wettige doelstelling.

B.10.3.6. Allereerst heeft de wetgever zelf uitdrukkelijk de categorieën van personen opgesomd die aan de retributie zijn onderworpen en heeft hij daarbij in voorkomend geval bepaalde subcategorieën vrijgesteld. De categorieën van vreemdelingen die niet zijn vermeld in de bestreden bepalingen zijn derhalve vrijgesteld van de retributie.

Aan het wettigheidsbeginsel is derhalve voldaan.

B.10.3.7. Zoals is vermeld in B.5.9.4, beoogde de wetgever met de bestreden bepalingen een retributie in te voeren voor de in artikel 1/1, § 2, van de wet van 15 december 1980 vermelde aanvragen voor een machtiging of toelating tot verblijf in België, teneinde de administratieve kosten te dekken die uit de behandeling van die aanvragen voortvloeien, rekening houdend met de stijging van het aantal aanvragen en de daaruit voortvloeiende werklust voor de overheidsdienst. Een dergelijke maatregel streeft een wettig doel na en beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte.

Zoals de Ministerraad heeft meegedeeld, bestaat er overigens in de meeste lidstaten van de Europese Unie een heffing voor het onderzoek van de aanvragen voor een verblijfstitel en/of de afgifte ervan, met name wanneer het gaat om verblijfsaanvragen die verband houden met Europese richtlijnen (FRÅ (*Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, rapport annuel 2013* (http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-annual-report-2013-1_fr.pdf), pp. 52-54 en *bijlage*, pp. 60-61).

B.10.3.8. In zoverre de middelen die zijn afgeleid uit de schending van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven specifiek verband houden met de situatie van de vreemdelingen die een verblijfstitel willen verkrijgen op grond van gezinshereniging, vereisen de artikelen 10, *10bis* en *40ter* van de wet van 15 december 1980 in de regel dat de gezinshereniging over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen beschikt opdat zijn familieleden een dergelijke verblijfstitel zouden kunnen bekomen, teneinde te voorkomen dat zij ten laste zouden vallen van de Staat.

In die omstandigheden kan de betaling van een retributie voor de administratieve behandeling van het dossier in beginsel niet als een onoverkomelijke moeilijkheid worden beschouwd, op voorwaarde dat zij niet onevenredig hoog is. Aangezien de wetgever de vaststelling van het bedrag van de verschuldigde retributie aan de Koning heeft opgedragen, komt de controle betreffende het bedrag uitsluitend aan de bevoegde rechter en niet aan het Hof toe.

B.10.3.9. In zoverre de middelen zijn afgeleid uit de schending van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven, zijn de in B.10.3.1 vermelde middelen niet gegrond.

B.10.3.10. De bestreden bepalingen zouden evenwel een discriminatie inhouden indien ze zonder redelijke verantwoording een verschil in behandeling instellen tussen verschillende categorieën van vreemdelingen naargelang ze al dan niet een retributie dienen te betalen.

B.10.4.1. Ten slotte klagen de verzoekende partijen in talrijke middelen aan dat de bestreden bepalingen niet zouden voorzien in een vermindering of een vrijstelling van de retributie voor bepaalde categorieën van vreemdelingen of dat zij bij het bepalen van de dossierkosten geen rekening zouden houden met de individuele vermogenssituatie van de betrokken vreemdelingen (zaak nr. 6238, tweede middel, tweede onderdeel en derde onderdeel, derde middel, eerste en vijfde onderdeel, vierde middel, vijfde onderdeel, zesde middel, tweede onderdeel, zevende middel, eerste, derde en vierde onderdeel; zaak nr. 6245, zesde middel, eerste en tweede onderdeel, zevende middel, derde onderdeel, achtste middel, derde onderdeel, tiende middel, eerste onderdeel, en elfde middel, eerste en tweede onderdeel).

Aldus zouden de bestreden bepalingen een schending inhouden van de artikelen 10, 11, 22, 22bis en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse internationaalrechtelijke bepalingen.

B.10.4.2. De wetgever zou niet kunnen worden verweten dat hij, rekening houdend met het grote aantal individuele situaties waarin de vreemdelingen zich kunnen bevinden, gebruik maakt van categorieën die de verscheidenheid van situaties met een zekere graad van benadering opvangen.

B.10.4.3. De bestreden bepalingen sommen de categorieën van vreemdelingen op die een retributie voor de administratieve behandeling van hun dossier verschuldigd zijn.

De wetgever heeft niet zelf het bedrag van de retributie bepaald, maar heeft de vaststelling daarvan aan de Koning opgedragen. Aldus wordt niet uitgesloten dat bij de vaststelling van het bedrag van de retributie gedifferentieerd wordt naar gelang van de specifieke verblijfssituatie van de betrokken vreemdelingen.

Hoewel het de bedoeling is dat, zoals is vermeld in B.5.9.3, het bedrag overeenstemt met de administratieve kostprijs van de behandeling van de verblijfsaanvragen, zou het door de Koning vast te stellen bedrag van de retributie evenwel, zonder op onevenredige wijze afbreuk te doen aan de rechten van de vreemdelingen die die retributie verschuldigd zijn, niet dermate hoog mogen zijn dat de aanvrager, doordat het zijn financiële draagkracht overstijgt, niet in staat zou zijn zijn aanvraag in te dienen en hem bijgevolg louter hierdoor het verblijfsrecht zou worden ontzegd dat hem na het onderzoek van die aanvraag had kunnen worden verleend.

Het komt evenwel niet aan het Hof, maar uitsluitend aan de bevoegde rechter toe om de uitvoeringsbesluiten van de bestreden wet te beoordelen.

B.11. Rekening houdend met het gegeven dat de uitvoering van de bestreden maatregel in belangrijke mate is overgelaten aan de uitvoerende macht, kan het Hof slechts onderzoeken of de bestreden bepalingen, doordat zij bepaalde categorieën van vreemdelingen ertoe verplichten een retributie te betalen die de administratieve kosten van hun verblijfsaanvraag moet dekken, terwijl andere categorieën van vreemdelingen daarvan zijn vrijgesteld, verenigbaar zijn met de door de verzoekende partijen aangevoerde grondrechten.

De grieven in verband met de al dan niet regelmatige verblijfssituatie van de betrokken vreemdelingen

B.12.1. De verzoekende partijen voeren aan dat de bestreden bepalingen een schending inhouden van de artikelen 10, 11, 22, 22bis en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse internationaalrechtelijke bepalingen, omdat zij binnen de categorieën van vreemdelingen die een verblijfstitel aanvragen op grond van de in B.8.1 vermelde bepalingen van de wet van 15 december 1980, niet in een uitzondering voorzien voor de vreemdelingen die bij hun aanvraag illegaal op het grondgebied verblijven (zaak nr. 6193, vierde middel, tweede en derde onderdeel; zaak nr. 6238, tweede middel, derde onderdeel; zaak nr. 6245, negende middel, tweede onderdeel).

B.12.2. In de regel dient de aanvraag voor een verblijfstitel om wettig tot het Belgisch grondgebied te worden toegelaten vanuit het buitenland te geschieden (artikel 9 van de wet van 15 december 1980).

Hoewel het niet uitgesloten is dat personen die illegaal op het grondgebied verblijven alsnog een verblijfstitel kunnen verkrijgen op grond van de overige in B.8.1 vermelde bepalingen, zou het niet redelijk verantwoord zijn die vreemdelingen, die zich niet hebben gedragen overeenkomstig de bestaande verblijfsreglementering, doordat ze geen gevolg hebben gegeven aan een bevel het grondgebied te verlaten of geen verblijfstitel hebben aangevraagd of verkregen, vanwege die situatie gunstiger te behandelen.

B.12.3. De in B.12.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

De retributie voor de aanvraag tot regularisatie op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980

B.13.1. Het zesde middel, eerste onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven.

Het derde middel in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de richtlijn 2008/115/EG, alsook uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partijen klagen aan dat andere gronden voor aanvragen dan de medische situatie van de betrokkene enkel naar voren kunnen worden gebracht door middel van een verblijfsaanvraag ingediend met toepassing van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, aanvraag die is onderworpen aan het betalen van een retributie, terwijl de aanvragen op grond van artikel 9ter daaraan niet zijn onderworpen. Uit artikel 5 van de richtlijn 2008/115/EG, waarvan artikel 9ter aldus de verzoekende partijen de omzetting in het interne recht vormt, volgt volgens hen dat de medische toestand van de vreemdeling niet het enige element is dat de voortzetting van de uitzetting in de weg kan staan. Dat zou ook gelden voor het belang van het kind, het familie- en gezinsleven, en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land. Zij refereren in dat verband aan het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 18 december 2014, C-562/13, *Abdida*.

B.13.2. Artikel 9ter, § 1, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

«De in België verblijvende vreemdeling die zijn identiteit aantoonbaar overeenkomstig § 2 en die op zodanige wijze lijdt aan een ziekte dat deze ziekte een reëel risico inhoudt voor zijn leven of fysieke integriteit of een reëel risico inhoudt op een onmenselijke of vernederende behandeling wanneer er geen adequate behandeling is in zijn land van herkomst of het land waar hij verblijft, kan een machtiging tot verblijf in het Rijk aanvragen bij de minister of zijn gemachtigde».

B.13.3. Artikel 5 van de richtlijn 2008/115/EG bepaalt, onder het opschrift «Non-refoulement, belang van het kind, familie- en gezinsleven en gezondheidstoestand» :

«Bij de tenuitvoerlegging van deze richtlijn houden de lidstaten rekening met :

- a) het belang van het kind;
- b) het familie- en gezinsleven;
- c) de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land, en eerbiedigen zij het beginsel van non-refoulement».

B.13.4. Bij zijn arrest van 18 december 2014, C-562/13, *Abdida*, heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

«49. Wanneer de uitvoering van een terugkeerbesluit meebrengt dat een derdelander die aan een ernstige ziekte lijdt, wordt verwijderd naar een land waar geen adequate behandeling voorhanden is, kan er in bepaalde gevallen sprake zijn van schending van artikel 5 van richtlijn 2008/115.

50. Die zeer uitzonderlijke gevallen worden gekenmerkt door het feit dat de schade die voortvloeit uit de verwijdering van een derdelander naar een land waar een ernstig risico bestaat dat hij aan onmenselijke of vernederende behandelingen wordt onderworpen, ernstig en onherstelbaar is. Het beroep tegen een terugkeerbesluit waarvan de uitvoering voor de betrokken derdelander een ernstig risico inhoudt dat zijn gezondheidstoestand op

ernstige en onomkeerbare wijze verslechtert, is derhalve alleen dan doeltreffend wanneer die derdelander over een beroep met schorsende werking beschikt teneinde te waarborgen dat het terugkeerbesluit niet wordt uitgevoerd voordat een grief betreffende een schending van artikel 5 van richtlijn 2008/115, gelezen in het licht van artikel 19, lid 2, van het Handvest, door een bevoegde autoriteit is onderzocht».

B.13.5. De richtlijn 2008/115/EG bevat de gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven.

Die richtlijn moet worden gelezen in het licht van de mogelijkheid voor de lidstaten van de Europese Unie om een terugkeerbesluit uit te vaardigen tegen een onderdaan van een derde land die illegaal op hun grondgebied verblijft (artikel 6 van de richtlijn).

B.13.6. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen beweren, vormt niet artikel 9^{ter} van de wet van 15 december 1980 de omzetting in het interne recht van artikel 5 van de richtlijn 2008/115/EG, maar artikel 74/13 van de wet van 15 december 1980, dat bepaalt :

«Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land».

B.13.7.1. De bij artikel 9^{ter} bepaalde procedure is in de wet van 15 december 1980 ingevoegd bij artikel 5 van de wet van 15 september 2006 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Zij vormt een bijzondere procedure voor de aanvraag voor een machtiging tot verblijf voor de in België verblijvende vreemdeling die beschikt over een identiteitsdocument (onverminderd de vrijstelling van die voorwaarde, bedoeld in artikel 9^{ter}, § 1, derde lid) en die op zodanige wijze lijdt aan een ziekte dat die een reëel risico inhoudt voor zijn leven of fysieke integriteit of een reëel risico van een onmenselijke of vernederende behandeling wanneer er geen adequate behandeling is in zijn land van herkomst of het land waar hij verblijft. De machtiging tot verblijf wordt verleend door de minister of zijn gemachtigde, onder de voorwaarden en volgens de erin beschreven procedure.

De memorie van toelichting van de wet van 15 september 2006 vermeldt :

«Vreemdelingen die op zodanige wijze lijden aan een ziekte dat deze ziekte een reëel risico inhoudt voor hun leven of fysieke integriteit of een reëel risico inhoudt op een onmenselijke of vernederende behandeling wanneer er geen adequate behandeling is in hun land van herkomst of het land waar zij verblijven kunnen, ten gevolge van de rechtspraak van het Europese Hof van de Rechten van de Mens, vallen onder de toepassing van artikel 15, b), van de richtlijn 2004/83/EG (onmenselijke of vernederende behandeling).

Niettemin was het volgens de regering niet opportuun om aanvragen van vreemdelingen die beweren ernstig ziek te zijn via de asielpprocedure te behandelen, en dit om de volgende redenen :

- De asielinstanties beschikken niet over de vereiste competenties om de medische situatie van een vreemdeling of de medische omkadering in het land van oorsprong of het land waar zij kunnen verblijven, in te schatten;
- De procedure bij de asielinstanties is niet geschikt om in dringende medische gevallen toegepast te worden. De tussenkomst van minstens twee instanties (CGVS-RVV) is strijdig met de nood om dadelijk een standpunt in te nemen;
- Budgetair : worden de asielinstanties ook voor deze problematiek bevoegd, dan zijn tal van bijkomende investeringen noodzakelijk (medische experts, uitbreiding opzoekingswerk naar situaties in het land van herkomst, bijkomend werk in beoordeling van de dossiers).

Het ontwerp stelt dus een verschil in behandeling in tussen de ernstig zieke vreemdelingen, die een machtiging tot verblijf in België moeten aanvragen, en de andere personen die de subsidiaire bescherming aanvragen, van wie de situatie in het kader van de asielpprocedure wordt onderzocht.

Dit verschil in behandeling wordt gerechtvaardigd door het objectief criterium van de grond van de aanvraag, naargelang het feit of die aanvraag wordt ingediend op basis van de ernstige ziekte waaraan de aanvrager lijdt, of op basis van een andere vorm van ernstige schade, die het mogelijk maakt om een beroep te doen op de subsidiaire bescherming. De elementen die tot staving van beide typen van aanvragen worden aangevoerd zijn immers fundamenteel verschillend : de aanvraag gebaseerd op een ander criterium voor toekenning van de subsidiaire bescherming vereist dat de verklaringen van de aanvrager op hun geloofwaardigheid worden beoordeeld (subjectief gegeven), daar waar de aanvraag gebaseerd op een ernstige ziekte in wezen gebaseerd is op een geneeskundig onderzoek (objectief gegeven).

Deze objectieve diagnose kan echter niet worden gesteld door de Belgische autoriteiten, of dit nu de minister of zijn gemachtigde of de asielinstanties zijn, en vereist een medisch advies. Uitgaande van deze constatering is het doel van het ingevoerde systeem de asielinstanties niet te belasten met aanvragen die zij momenteel niet moeten behandelen en waarover zij zich hoe dan ook niet rechsreeks kunnen uitspreken.

Het middel dat gebruikt wordt om dit doel te bereiken is de instelling van een specifieke wettelijke procedure met duidelijk gestelde voorwaarden, die leidt tot een beslissing van de minister of diens gemachtigde, in artikel 9^{ter}, dat gebaseerd is op de huidige praktijk. Dit middel is in verhouding met het nagestreefde doel omdat het geen afbreuk doet aan de mogelijkheid voor de bedoelde vreemdelingen om het statuut van subsidiaire bescherming in te roepen en te genieten, maar enkel een parallelle procedure, naast de asielpprocedure, organiseert.

In verband met bovenvermelde rechtvaardiging inzake het ontbreken van de nodige bevoegdheden van de asielinstanties op medisch vlak, waarover de Raad van State heeft opgemerkt dat ze wordt tegengesproken door het feit dat de situatie van ernstig zieke vreemdelingen vandaag gedeeltelijk al is gedekt door het advies dat het CGVS heeft uitgebracht in het kader van een dringend beroep, moet worden opgemerkt dat het invoeren van louter medische redenen in dit verband vrij zeldzaam is en dat het advies van het CGVS omtrent dergelijke redenen hoe dan ook slechts is gebaseerd op een informeel onderzoek van de situatie, hoofdzakelijk op grond van een medisch attest dat de asielzoeker voorlegt. De minister of zijn gemachtigde kan alleszins een dergelijk type van advies in vraag stellen, op grond van een medisch tegenadvies van de adviserend geneesheer van de Dienst Vreemdelingenzaken, bij het onderzoeken van de opportuniteit van een maatregel tot verwijdering van de betrokkene. De procedure van het advies van het CGVS kan dus niet worden vergeleken met een procedure die de bedoeling heeft een machtiging tot verblijf toe te kennen aan ernstig zieke vreemdelingen en die gegrond is op een medisch advies in de eigenlijke zin.

Aan bovenvermelde rechtvaardiging inzake het ontbreken van aanpassing van de asielpprocedure aan dringende medische gevallen, waarover de Raad van State ook een opmerking heeft gemaakt, kan worden toegevoegd dat de asielpprocedure start met wat men de 'Dublin'-procedure noemt, dat wil zeggen het vaststellen van de staat die verantwoordelijk is voor de behandeling van de asielaanvraag, die ook niet is aangepast in het geval van een dringende medische situatie.

Wat meer bepaald de georganiseerde procedure betreft, schrijft artikel 9^{ter} voor dat deze vreemdelingen een verblijfsaanvraag kunnen indienen bij de minister of zijn gemachtigde. Zij dienen dan wel, behoudens de in de wet voorziene uitzondering, duidelijk hun identiteit aan te tonen. De appreciatie van de medische toestand en de medische omkadering in het land van oorsprong gebeurt door een ambtenaar-geneesheer die daaromtrent een advies verschaft. Hij kan zonodig de vreemdeling onderzoeken en een bijkomend advies inwinnen van deskundigen» (Parl. St., Kamer, 2005-2006, DOC 51-2478/001, pp. 9-12).

B.13.7.2. De vreemdeling die zich op het Belgische grondgebied bevindt en een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 indient via de burgemeester van de plaats waar hij verblijft, moet buitengewone omstandigheden aanvoeren. Paragraaf 2 van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 sluit uitdrukkelijk bepaalde elementen uit die niet als dusdanig kunnen worden gekwalificeerd. Hij bevat daarentegen geen enkele opsomming van de omstandigheden die als buitengewoon kunnen worden beschouwd, zodat de erkenning ervan in elk voorgelegd geval behoort tot de beoordelingsbevoegdheid van de bevoegde minister of van zijn gemachtigde.

Uit de rechtspraak van de bevoegde administratieve rechtscolleges blijkt dat de buitengewone omstandigheden «geen omstandigheden van overmacht zijn, maar die welke de terugkeer van de vreemdeling naar zijn land van herkomst of naar een land waar hij tot het verblijf is gemachtigd om de beoogde machtiging aan te vragen, [onmogelijk of] bijzonder moeilijk maken» (RvSt, 20 juni 2000, nr. 88.076; RvV, 30 april 2015, nrs. 144.470 en 144.695).

B.13.7.3. Zoals uit de in B.13.7.1 aangehaalde parlementaire voorbereiding blijkt, steunt de aanvraag op grond van een ernstige ziekte in wezen op een medisch onderzoek dat een objectief element vormt. De aanvragen die steunen op het bestaan van buitengewone omstandigheden vereisen daarentegen een beoordeling van de bevoegde overheden naar aanleiding van verklaringen van de betrokken vreemdeling die veeleer steunen op subjectieve elementen die een grondiger onderzoek van het dossier vereisen.

De verschillende aard van de grond van de op basis van artikel 9ter van de wet van 15 december 1980 ingediende aanvragen kan verantwoorden dat de bij die aanvragen betrokken vreemdelingen worden vrijgesteld van de betaling van de retributie, terwijl de vreemdelingen die een machtiging tot verblijf doen steunen op artikel 9bis van dezelfde wet daarvan in principe niet zijn vrijgesteld.

B.13.7.4. De verzoekende partijen voeren evenwel ook aan dat minstens bepaalde categorieën van vreemdelingen die een aanvraag indienen op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 moeten worden vrijgesteld van de door de bestreden bepaling ingevoerde retributie.

Het Hof dient bijgevolg te onderzoeken of de bestreden bepaling, doordat zij de specifiek door de verzoekende partijen beoogde vreemdelingen niet vrijstelt van de bestreden retributie, de in de middelen vermelde grondwets- en verdragsbepalingen schendt.

B.14.1. Het derde middel, tweede onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partij wijst erop dat een vreemdeling die een asielaanvraag heeft ingediend, tijdens de behandeling van die aanvraag - die vaak lang duurt - affectieve, sociale en professionele banden en een privéleven in België kan hebben ontwikkeld. De bestreden retributie zou eraan in het weg kunnen staan dat hij een aanvraag op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 indient.

Het negende middel, eerste onderdeel, in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partij betoogt dat de vreemdelingen die wegens de lengte van de asielpprocedure in België een sociaal leven hebben opgebouwd en die hun aanvraag op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 willen indienen, niet noodzakelijkerwijs over de nodige financiële middelen beschikken om de retributie te voldoen.

B.14.2. Artikel 49/3 van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

«Een aanvraag om erkenning van de vluchtelingenstatus of de toekenning van de subsidiaire beschermingsstatus, neemt de vorm aan van een asielaanvraag.

Deze asielaanvraag wordt ambtshalve bij voorrang onderzocht in het kader van het Verdrag van Genève, zoals bepaald in artikel 48/3, en vervolgens in het kader van artikel 48/4».

B.14.3. Wanneer een asielaanvraag niet leidt tot de erkenning als vluchteling, wordt alsnog onderzocht of de asielzoeker in aanmerking komt voor de subsidiaire bescherming bedoeld in artikel 49/2, § 1, van de wet van 15 december 1980, zonder dat daartoe een nieuwe aanvraag moet worden ingediend :

«Als genietier van de subsidiaire beschermingsstatus wordt beschouwd en tot een verblijf van beperkte duur in het rijk toegelaten : de vreemdeling aan wie de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen de status bepaald in artikel 48/4 toekent».

De subsidiaire-beschermingsstatus bepaald in artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980 betreft de personen die geen aanspraak kunnen maken op de vluchtelingenstatus of op de toepassing van artikel 9ter van de voormelde wet, maar die, om andere redenen dan die welke zijn vermeld in het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, internationale bescherming nodig hebben tegen het risico dat zij lopen om het slachtoffer te worden van een onmenselijke of vernederende behandeling in hun land van herkomst, met schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Artikel 49/2, § 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 2. De verblijfstitel die de toelating tot een verblijf van beperkte duur vaststelt, is geldig gedurende één jaar en in geval van verlenging, geldig gedurende twee jaar tenzij de subsidiaire beschermingsstatus ondertussen werd opgeheven of ingetrokken overeenkomstig de artikelen 55/5 of 55/5/1 of tenzij de vreemdeling ondertussen afstand heeft gedaan van zijn subsidiaire beschermingsstatus.

§ 3. Na vijf jaar, te rekenen vanaf de indiening van de asielaanvraag wordt de vreemdeling aan wie de subsidiaire beschermingsstatus is toegekend tot een verblijf van onbeperkte duur in het Rijk toegelaten tenzij de subsidiaire beschermingsstatus ondertussen werd opgeheven of ingetrokken overeenkomstig de artikelen 55/5 of 55/5/1 of tenzij de vreemdeling ondertussen afstand heeft gedaan van zijn subsidiaire beschermingsstatus ».

B.14.4. De asielaanvraag (artikelen 48 en volgende van de wet van 15 december 1980), die tegelijk geldt als aanvraag voor subsidiaire bescherming, is vrijgesteld van de bestreden retributie voor de administratieve kosten voor de behandeling van de verblijfsaanvraag. Die vrijstelling geldt in de eerste plaats voor de aanvrager die niet is vermeld onder de categorieën van personen die op grond van de bestreden bepaling de retributie verschuldigd zijn. De vrijstelling geldt bovendien voor de gezinsleden van de begunstigde van de status van vluchteling of de subsidiaire-beschermingsstatus wanneer zij een machtiging tot verblijf aanvragen op grond van artikel 10 van de wet van 15 december 1980 (artikel 1/1, § 2, 3^o, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014).

Zelfs al zou een asielpprocedure enige tijd in beslag nemen, dan volgt daaruit voor de wetgever niet de verplichting om voor de asielzoekers die, in afwachting van een beslissing over hun asielaanvraag, ervoor opteren eveneens een verblijfsaanvraag in te dienen op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, te voorzien in een vrijstelling van de retributie voor de administratieve kosten voor de behandeling van de verblijfsaanvraag die verschuldigd is door alle in die bepaling bedoelde categorieën van vreemdelingen. De asielaanvraag moet hun immers een volledig onderzoek van hun aanvraag voor een machtiging tot verblijf waarborgen.

B.14.5. De in B.14.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

B.15.1. Het derde middel, vierde onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partijen klagen de identieke behandeling aan van, enerzijds, de personen die niet voor een verblijfstitel op grond van gezinshereniging in aanmerking komen maar die toch nauwe familiebanden zouden hebben en, anderzijds, alle andere vreemdelingen die een aanvraag indienen op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980.

In het elfde middel, eerste onderdeel, in de zaak nr. 6245, afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht, voert de verzoekende partij een analoge grief aan.

B.15.2. Zoals in B.10.4.2 is vermeld, zou de wetgever niet kunnen worden verweten dat hij, rekening houdend met het grote aantal individuele situaties waarin de vreemdelingen zich kunnen bevinden, gebruik maakt van categorieën die de verscheidenheid van situaties met een zekere graad van benadering opvangen.

De verzoekende partijen tonen niet aan dat er tussen vreemdelingen met familiebanden die niet voor enige vorm van gezinshereniging in aanmerking komen en andere vreemdelingen die een aanvraag om humanitaire redenen indienen op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, een zodanig wezenlijk verschil is dat de wetgever ertoe genoodzaakt zou zijn hen verschillend te behandelen wat de verschuldigde retributie voor de administratieve kosten van hun verblijfsaanvraag betreft.

B.15.3. De in B.15.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

B.16.1. Het vierde middel, eerste en vierde onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partijen voeren in het eerste onderdeel aan dat de enige mogelijkheid voor verschillende categorieën van personen die een «verdedigbare grief afgeleid uit artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens wensen te doen gelden», gelegen is in de indiening van een verblijfsaanvraag op grond van de artikelen 9 en 9bis van de wet van 15 december 1980.

In het vierde onderdeel klagen zij de identieke behandeling aan van de personen die het grondgebied niet kunnen verlaten wegens een risico van een onmenselijke en vernederende behandeling of die in hun land van herkomst een risico lopen op een schending van artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, en alle andere vreemdelingen die een aanvraag indienen op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, doordat voor de eerste categorie niet in een vrijstelling van de retributie is voorzien.

In het achtste middel, eerste en tweede onderdeel, in de zaak nr. 6245, afgeleid uit de schending van diverse bepalingen van internationaal recht en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, voert de verzoekende partij analoge grieven aan.

B.16.2. Artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

«Niemand mag worden onderworpen aan folteringen noch aan onmenselijke of vernederende behandelingen of straffen».

Artikel 48/4 van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 1. De subsidiaire beschermingsstatus wordt toegekend aan de vreemdeling, die niet voor de vluchtelingenstatus in aanmerking komt en die geen beroep kan doen op artikel 9ter, en ten aanzien van wie er zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat, wanneer hij naar zijn land van herkomst, of in het geval van een staatloze, naar het land waar hij vroeger gewoonlijk verbleef, terugkeert, een reëel risico zou lopen op ernstige schade zoals bepaald in paragraaf 2 en die zich niet onder de bescherming van dat land kan of, wegens dat risico, wil stellen en niet onder de uitsluitingsgronden zoals bepaald in artikel 55/4, valt.

§ 2. Ernstige schade bestaat uit :

- a) doodstraf of executie; of,
- b) foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing van een verzoeker in zijn land van herkomst; of,
- c) ernstige bedreiging van het leven of de persoon van een burger als gevolg van willekeurig geweld in het geval van een internationaal of binnenlands gewapend conflict».

Waar de voormelde bepaling verwijst naar het risico van «foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing van een verzoeker in zijn land van herkomst» stemt zij overeen met artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.16.3. Wanneer een vreemdeling een risico loopt op foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing in zijn land van herkomst, kan hij in België een asielaanvraag, die tegelijk geldt als aanvraag voor subsidiaire bescherming, indienen op grond van de artikelen 48 en volgende van de wet van 15 december 1980, die is vrijgesteld van de betwiste retributie, en is hij derhalve niet verplicht een verblijfsaanvraag in te dienen op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980. Zoals is vermeld in B.14.4, geldt de vrijstelling van de retributie bovendien ook voor de gezinsleden van de begunstigde van de status van vluchteling of van de subsidiaire-beschermingsstatus.

Nu de wetgever rekening heeft gehouden met de specifieke situatie van personen die een risico lopen op foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing bij terugkeer naar hun land van herkomst, en met de situatie van hun gezinsleden, bestaat de door de verzoekende partijen aangeklaagde identieke behandeling niet.

B.16.4. In zoverre de verzoekende partijen de situatie aanklagen van personen die een risico aanvoeren van foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing in hun land van herkomst, maar die desondanks niet in aanmerking komen voor internationale bescherming op grond van de artikelen 48 en volgende van de wet van 15 december 1980, wordt een hypothetische categorie van personen aangevoerd waarbij de wetgever niet kan worden verweten dat hij voor die personen, naast de internationale bescherming die zij kunnen krijgen door middel van een asielaanvraag of een aanvraag voor subsidiaire bescherming, die van de retributie is vrijgesteld, geen andere vrijstelling heeft voorzien wanneer zij daarna een aanvraag indienen op grond van de artikelen 9 of 9bis van de wet van 15 december 1980.

B.16.5. In zoverre de verzoekende partijen in de zaak nr. 6238 in hun memorie van antwoord voorhouden dat hun grief een vergelijking betreft tussen, enerzijds, vreemdelingen die een verdedigbare grief afgeleid uit artikel 3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens kunnen doen gelden en die een verblijfsaanvraag indienen op grond van de artikelen 9 of 9bis van de wet van 15 december 1980 en, anderzijds, vreemdelingen die geen staatlozen zijn en die geen grief afgeleid uit artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens moeten aanvoeren in hun verblijfsaanvraag die ook wordt ingediend op grond van artikel 9bis van die wet, voeren zij een middel aan dat niet in het verzoekschrift is uiteengezet en dat derhalve niet ontvankelijk is.

B.16.6. De in B.16.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

B.17.1. Het tiende middel in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partij klaagt in het eerste onderdeel aan dat de ouder van een minderjarige vreemdeling die is toegelaten tot het verblijf en die reeds vergezeld is van een andere volwassene, die geen aanvraag tot gezinshereniging kan indienen op basis van artikel 10, § 1, 4° of 5°, van de wet van 15 december 1980 en een aanvraag wil indienen op basis van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, geraakt wordt in zijn recht op eerbiediging van zijn gezinsleven doordat hij de retributie verschuldigd is.

In het tweede onderdeel klaagt zij aan dat geen onderscheid wordt gemaakt naargelang de aanvrager al dan niet een door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens beschermd grondrecht aanvoert.

B.17.2. Van de wetgever kan niet in redelijkheid worden verwacht dat hij voor die gevallen van gezinshereniging die niet voldoen aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 10, 10bis en 40ter van de wet van 15 december 1980 - inzonderheid aan de voorwaarden van artikel 10, § 1, 4° of 5°, van die wet - en waarbij de verblijfsaanvraag gegrond is op artikel 9bis van die wet, zou moeten voorzien in een vrijstelling van de retributie, terwijl die laatste wel verschuldigd is voor aanvragen op grond van de artikelen 10, 10bis en 40ter van die wet.

Evenmin kan de wetgever worden verweten dat hij voor de retributie geen onderscheid heeft gemaakt naargelang een verblijfsaanvraag die steunt op artikel 9bis van die wet, al dan niet verband houdt met een door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens beschermd grondrecht.

B.17.3. De in B.17.1 uiteengezette onderdelen van het middel zijn niet gegrond.

B.18.1. Het zevende middel, tweede en derde onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

Het vierde middel in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de artikelen 18 tot 21 en 45 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en van de artikelen 10, 11, 22 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

B.18.2. In beide zaken bekritisieren de verzoekende partijen het feit dat de houders van het recht van vrij verkeer en hun familieleden die hun verblijfsaanvraag indienen op grond van de artikelen 40 of 40bis, of in bepaalde gevallen op grond van artikel 40ter, van de wet van 15 december 1980 niet aan de betwiste retributie onderworpen zijn, maar wel de personen die een verblijfsaanvraag indienen op grond van artikel 9bis van die wet om een verblijfstitel te verkrijgen.

B.18.3. Artikel 1/1, § 2, 6°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014, onderwerpt de aanvragen als bedoeld in artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 aan de retributie voor de administratieve kosten voor de verblijfsaanvragen, met uitzondering van «de aanvragen ingediend door de familieleden van een Belg die zijn recht op vrij verkeer, overeenkomstig het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, heeft uitgeoefend».

Daarnaast zijn verblijfsaanvragen op grond van de artikelen 40 (burgers van de Europese Unie) en 40bis (familieleden van burgers van de Europese Unie) van de wet van 15 december 1980 eveneens van de retributie vrijgesteld, daar zij niet zijn opgenomen in de lijst van categorieën van vreemdelingen die in de bestreden bepalingen worden opgesomd en die de retributie verschuldigd zijn.

B.18.4. De uitzonderingen voor de Unieburgers en de Belgen die gebruik hebben gemaakt van hun recht van vrij verkeer, alsook voor hun familieleden worden door de wetgever verantwoord door te verwijzen naar de verbintenissen die op de Belgische Staat rusten ingevolge de richtlijn 2004/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor de burgers van de Unie en hun familieleden (hierna : richtlijn 2004/38/EG).

B.18.5. De in de richtlijn 2004/38/EG en de in artikelen 40bis en andere van de wet van 15 december 1980 aan de familieleden van een burger van de Unie verleende rechten zijn onlosmakelijk verbonden met de uitoefening, door die burger van de Unie, van zijn recht van vrij verkeer. Volgens artikel 3, lid 1, is de richtlijn van toepassing op iedere burger van de Unie die zich begeeft naar of verblijft in een andere lidstaat dan die waarvan hij de nationaliteit bezit, en diens familieleden, zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 2, van die richtlijn, die hem begeleiden of zich bij hem voegen (HvJ, 8 maart 2011, C-34/09, *Ruiz Zambrano*, punt 39; 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 53). De richtlijn is niet van toepassing op de familieleden van een burger van de Unie die nooit gebruik heeft gemaakt van zijn recht van vrij verkeer en steeds verbleven heeft in de lidstaat waarvan hij de nationaliteit bezit (HvJ, 15 november 2011, C-256/11, *Dereci*, punt 58; 8 mei 2013, C-87/12, *Ymeraga e.a.*, punt 30).

B.18.6. Hoewel de voormelde richtlijn zich niet er tegen verzet dat de lidstaten de afgifte van verblijfstitels aan de daarin bedoelde categorieën van personen afhankelijk stelt van de betaling van een retributie, legt die richtlijn een zodanige verplichting niet op. De wetgever overschrijdt zijn beoordelingsbevoegdheid niet door de bedoelde personen van de retributie vrij te stellen teneinde zo min mogelijk afbreuk te doen aan de door die richtlijn nagestreefde doelstelling inzake het vrij verkeer.

B.18.7. De in B.18.1 vermelde middelen zijn niet gegrond.

De staatlozen

B.19.1.1. Het vierde middel, tweede en derde onderdeel, in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partijen klagen in het tweede onderdeel het verschil in behandeling aan tussen erkende staatlozen, die de retributie verschuldigd zijn, en de asielzoekers, die dat niet zijn.

In het derde onderdeel klagen de verzoekende partijen de identieke behandeling aan van de staatlozen en de vreemdelingen die een aanvraag indienen op grond van artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 en die de retributie verschuldigd zijn.

B.19.1.2. Het zevende middel, eerste, tweede, vierde en vijfde onderdeel, in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partij voert aan dat de wet van 15 december 1980 niet voorziet in een specifieke procedure voor erkende staatlozen die een verblijfsaanvraag wensen in te dienen, zodat zij verplicht zijn zulks te doen op grond van artikel 9bis van die wet, met betaling van de retributie.

B.19.2. De wet van 15 december 1980 voorziet niet in een specifieke verblijfsstatus voor de persoon die zich beroept op de status van staatloze of die als staatloze is erkend, in tegenstelling tot de regeling voor de (kandidaat-)vluchtelingen en de personen die voor subsidiaire bescherming in aanmerking komen, die is vervat in de artikelen 48 en volgende van die wet.

Artikel 98 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalt :

«De staatloze en zijn familieleden zijn onderworpen aan de algemene reglementering.

Wanneer de staatloze echter gemachtigd is om meer dan drie maanden in het Rijk te verblijven, geeft het gemeentebestuur hem een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister af waarvan de vervaldatum drie maanden vroeger valt dan die van de reistitel.

De artikelen 85 en 92 zijn van toepassing op de staatloze die gemachtigd is om in het Rijk te verblijven».

B.19.3.1. Ondervraagd over de bestaanbaarheid van artikel 49 van de wet van 15 december 1980 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet «in zoverre het een verschil in behandeling invoert tussen de vreemdeling wiens hoedanigheid van vluchteling is erkend en die hierdoor wordt toegelaten tot het verblijf of tot de vestiging in het Rijk, en de staatloze die, doordat hij niet door die bepaling wordt beoogd, uit zijn erkenning in die hoedanigheid niet het recht kan afleiden om tot het verblijf of de vestiging in het Rijk te worden toegelaten», oordeelde het Hof bij zijn arrest nr. 198/2009 van 17 december 2009 :

«B.5. De situatie van de staatlozen in het internationaal recht wordt geregeld door het Verdrag van New York betreffende de status van staatlozen van 28 september 1954, goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960 (hierna : het Verdrag van New York); die van de vluchtelingen is geregeld bij het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953 (hierna : het Verdrag van Genève).

De twee verdragen, die historisch gezien uit dezelfde demarche voortvloeien, bevatten bepalingen waarvan de draagwijdte in verschillende opzichten vergelijkbaar is. Krachtens artikel 7.1 van het Verdrag van Genève en artikel 7.1 van het Verdrag van New York kent België aan de vluchtelingen en aan de staatlozen de regeling toe die het aan de vreemdelingen in het algemeen toekent. Krachtens de artikelen 23 en 24 van het Verdrag van New York en de artikelen 23 en 24 van het Verdrag van Genève moet België aan de vluchtelingen die rechtmatig op zijn grondgebied verblijven en aan de staatlozen die rechtmatig erop verblijven, dezelfde behandeling als die van de onderdanen toekennen op het vlak van de arbeidswetgeving, de wetgeving inzake sociale zekerheid en de bijstand van overheidswege; noch de enen, noch de anderen kunnen, indien zij rechtmatig op het grondgebied verblijven, het land worden uitgezet, tenzij om redenen van nationale veiligheid of openbare orde (artikel 31 van het Verdrag van New York en artikel 32 van het Verdrag van Genève). Geen van beide verdragen kent aan de daarin beoogde personen het recht toe om te verblijven op het grondgebied van de Staat die hen als vluchteling of als staatloze erkent.

B.6. De erkende staatlozen en de erkende vluchtelingen bevinden zich aldus in grotendeels vergelijkbare situaties, niet alleen rekening houdend met de voorschriften van die bepalingen, maar ook met het feit dat aan de overheid, door hun de hoedanigheid van, al naar gelang van het geval, staatloze of vluchteling toe te kennen, plichten worden opgelegd ten aanzien van de betrokkenen.

B.7. Wanneer is vastgesteld dat de staatloze deze hoedanigheid heeft verkregen omdat hij buiten zijn wil zijn nationaliteit heeft verloren en dat hij aantoonde dat hij geen wettige en duurzame verblijfstitel kan verkrijgen in een andere Staat waarmee hij banden zou hebben, kan de situatie waarin hij zich bevindt op discriminerende wijze afbreuk doen aan zijn grondrechten.

Hieruit vloeit voort dat, wat het verblijfsrecht betreft, het verschil in behandeling tussen de staatloze die zich in een dergelijke situatie op het Belgisch grondgebied bevindt en de erkende vluchteling, niet redelijk verantwoord is.

B.8. Die discriminatie vloeit evenwel niet voort uit artikel 49 van de wet van 15 december 1980, dat alleen betrekking heeft op de in België erkende vluchtelingen, maar uit de ontstentenis van een wettelijke bepaling die aan de in België erkende staatlozen een verblijfsrecht toekent dat vergelijkbaar is met datgene dat die vluchtelingen genieten.

B.9. Het komt aan de verwijzende rechter, en niet aan het Hof toe om, met toepassing van artikel 159 van de Grondwet, in voorkomend geval de grondwettigheid van artikel 98 van het voormelde koninklijk besluit van 8 oktober 1981 na te gaan».

B.19.3.2. Bij zijn arrest nr. 1/2012 van 11 januari 2012 heeft het Hof de bestaanbaarheid nagegaan, met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 2, lid 2, en 26, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind, van artikel 1, achtste lid, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, in die zin geïnterpreteerd dat het van toepassing is op de staatlozen van wie wordt vastgesteld dat zij buiten hun wil hun nationaliteit hebben verloren en die aantonen dat zij geen wettige en duurzame verblijfstitel kunnen verkrijgen in een andere Staat waarmee zij banden zouden hebben.

Bij zijn voormelde arrest nr. 1/2012 heeft het Hof geoordeeld :

«B.11. Zoals het Hof in zijn arrest nr. 198/2009 van 17 december 2009 heeft vastgesteld, vloeit die discriminatie niet voort uit artikel 49 van de wet van 15 december 1980, dat alleen betrekking heeft op de in België erkende vluchtelingen, maar uit de ontstentenis van een wettelijke bepaling die aan de in B.1 bedoelde in België erkende staatlozen een verblijfsrecht toekent dat vergelijkbaar is met datgene dat die vluchtelingen genieten. Het Hof merkt op dat de wetgever die leemte niet heeft verholpen door voor die erkende staatlozen een bepaling aan te nemen die gelijkwaardig is aan artikel 49 van de wet van 15 december 1980.

De discriminatie tussen de vluchtelingen en die staatlozen vindt evenmin haar oorsprong in artikel 1, achtste lid, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag. Het is de wet van 15 december 1980 die niet bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij niet voorziet in een bepaling die soortgelijk is aan artikel 49 ervan, waardoor de in België erkende staatlozen bedoeld in B.1 een verblijfsrecht zouden hebben dat vergelijkbaar is met datgene dat de vluchtelingen genieten.

B.12.1. Het komt de wetgever toe de voorwaarden te bepalen onder welke bepaalde categorieën van staatlozen in België een verblijfstitel kunnen verkrijgen.

B.12.2. In afwachting van dat wetgevend optreden dat betrekking heeft op de wet van 15 december 1980, staat het aan de verwijzende rechter een einde te maken aan de gevolgen, wat de in het geding zijnde bepaling betreft, van de ongrondwettigheid die in B.11 is vastgesteld, aangezien die vaststelling in voldoende precieze en volledige bewoordingen is uitgedrukt. Bijgevolg komt het de arbeidsgerechten waarbij een weigering om gewaarborgde gezinsbijslag toe te kennen ten behoeve van een kind dat ten laste van een erkende staatloze is van wie zij vaststellen dat hij buiten zijn wil zijn nationaliteit heeft verloren en dat hij aantoonde dat hij geen wettige en duurzame verblijfstitel kan verkrijgen in een andere Staat waarmee hij banden zou hebben, aanhangig is gemaakt, toe dat kind het in het geding zijnde recht op gewaarborgde gezinsbijslag toe te kennen, niettegenstaande het feit dat de staatloze persoon ten laste van wie het is, nog niet is toegelaten of gemachtigd op het Belgische grondgebied te verblijven».

B.19.4. De wetgever is in gebreke gebleven om tegemoet te komen aan de vaststelling, door het Hof bij zijn voormelde arresten nrs. 198/2009 en 1/2012, dat de wet van 15 december 1980 niet bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre zij niet voorziet in een bepaling die soortgelijk is aan artikel 49 ervan, opdat een in België erkende staatloze, die deze status heeft verkregen omdat hij buiten zijn wil zijn nationaliteit heeft verloren en aantoonde dat hij geen wettige en duurzame verblijfstitel kan verkrijgen in een andere Staat waarmee hij banden zou hebben, een verblijfsrecht zou kunnen verkrijgen dat vergelijkbaar is met datgene dat een vluchteling geniet.

De wet van 10 juni 2014 stemt in met het Verdrag van de Verenigde Naties tot beperking der staatloosheid, gedaan te New York op 30 augustus 1961, dat ten aanzien van België in werking is getreden op 29 september 2014.

B.19.5. In de huidige stand van de wetgeving kunnen de erkende staatlozen geen aanvraag voor een verblijfsvergunning indienen op grond van de artikelen 48 en volgende van de wet van 15 december 1980 - bepalingen die enkel betrekking hebben op de aanvraag voor internationale bescherming van asielzoekers en personen die subsidiaire bescherming wensen - en dienen zij een beroep te doen op artikel 9bis van die wet om hun verblijf te regulariseren.

In samenhang met de bestreden bepalingen leidt een en ander ertoe dat de erkende staatlozen ten aanzien van wie wordt vastgesteld dat zij hun nationaliteit buiten hun wil hebben verloren en die aantonen dat zij geen wettige en duurzame verblijfstitel kunnen verkrijgen in een andere Staat waarmee zij banden zouden hebben, die zich op die hoedanigheid beroepen om een aanvraag voor een verblijfsvergunning in te dienen, de bestreden retributie verschuldigd zijn, terwijl de asielzoekers en personen die subsidiaire bescherming aanvragen, daarvan zijn vrijgesteld.

Nu die laatste vrijstelling is ingegeven door de wil van de wetgever om rekening te houden met de internationale verbintenissen van de Belgische Staat, is het in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie niet redelijk verantwoord geen enkele vrijstelling te verlenen aan personen die onder de bescherming vallen van het Verdrag van New York betreffende de status van staatlozen van 28 september 1954, terwijl de personen die onder de bescherming vallen van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen wel van de retributie zijn vrijgesteld wanneer zij een aanvraag voor een verblijfsvergunning indienen.

B.19.6. De in B.19.1 vermelde onderdelen van middelen zijn gegrond in zoverre zij betrekking hebben op erkende staatlozen ten aanzien van wie wordt vastgesteld dat zij hun nationaliteit buiten hun wil hebben verloren en die aantonen dat zij geen wettige en duurzame verblijfstitel kunnen verkrijgen in een andere Staat waarmee zij banden zouden hebben.

Artikel 1/1, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014 dient te worden vernietigd in zoverre het niet voorziet in een vrijstelling voor de aanvragen voor een verblijfsvergunning die uitgaan van die erkende staatlozen.

De langdurig ingezetenen in de Europese Unie

B.20.1. Het vijfde middel in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen (hierna : richtlijn 2003/109/EG).

In het eerste onderdeel van dat middel klagen de verzoekende partijen aan dat de bestreden retributie verschuldigd is voor een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van de langdurig ingezetene die die status heeft verkregen in een andere lidstaat van de Europese Unie (artikel 1/1, § 2, 8°, van de wet van 15 december 1980) en voor de aanvraag voor een verblijfsvergunning van een gezinslid van een langdurig ingezetene (artikel 1/1, § 2, 3° en 4°, van de wet van 15 december 1980), die allebei worden beoogd in de richtlijn 2003/109/EG, terwijl geen retributie verschuldigd is voor een aanvraag voor een verblijfsvergunning ingediend door de begunstigden van de richtlijn 2004/38/EG (artikelen 40 en volgende van de wet van 15 december 1980).

Het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 6245 is analoog aan het eerste onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 6238.

B.20.2. Het in B.8.9.1 geciteerde artikel 61/7 van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij wet van 25 april 2007, vormt een onderdeel van de tenuitvoerlegging van de richtlijn 2003/109/EG.

B.20.3. Artikel 5 van de richtlijn 2003/109/EG bepaalt :

«Voorwaarden voor het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene

1. De lidstaten verlangen van onderdanen van derde landen het bewijs dat zij voor zichzelf en de gezinsleden te hunnen laste beschikken over :

a) vaste en regelmatige inkomsten die voldoende zijn om zichzelf en hun gezinsleden te onderhouden zonder een beroep te hoeven doen op het stelsel van sociale bijstand van de betrokken lidstaat. De lidstaten beoordelen deze inkomsten afgaande op de aard en de regelmaat ervan, waarbij zij rekening mogen houden met het niveau van het minimumloon en minimumpensioen voordat het verzoek om toekenning van de status van langdurig ingezetene werd ingediend;

b) een ziektekostenverzekering voor alle risico's die in de betrokken lidstaat *normaliter* voor de eigen onderdanen zijn gedekt.

[...].»

B.20.4. Artikel 15bis van de wet van 15 december 1980, eveneens ingevoegd bij de wet van 25 april 2007, bepaalt :

« § 1. Behalve indien redenen van openbare orde of nationale veiligheid zich ertegen verzetten, moet de status van langdurig ingezetene worden verleend aan een vreemdeling die geen burger is van de Europese Unie, die voldoet aan de voorwaarden van § 3 en die een legaal en ononderbroken verblijf in het Rijk bewijst in de loop van vijf jaar die onmiddellijk voorafgaan aan zijn aanvraag voor het verkrijgen van de status van langdurig ingezetene.

[...]

§ 3. De vreemdeling, bedoeld bij § 1, moet bewijzen dat hij voor zichzelf en voor zijn gezinsleden die te zijnen laste zijn, beschikt over stabiele, regelmatige en toereikende bestaansmiddelen om zichzelf en zijn gezinsleden te onderhouden om te voorkomen dat zij ten laste vallen van de overheden, en dat hij een ziektekostenverzekering heeft die de risico's in België dekt.

De bestaansmiddelen omschreven in het eerste lid moeten ten minste gelijk zijn aan het inkomstenniveau beneden hetwelk sociale bijstand kan worden toegekend. Bij het beoordelen van die bestaansmiddelen wordt rekening gehouden met hun aard en regelmatigheid.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het minimumbedrag van de vereiste bestaansmiddelen, gelet op de criteria omschreven in het tweede lid.

[...].»

B.20.5. Voor de aanvragen van een langdurig ingezetene, die krachtens artikel 61/7 van de wet van 15 december 1980 moeten worden ingediend op de wijze bepaald bij de artikelen 9 of 9bis van die wet, is de retributie verschuldigd krachtens artikel 1/1, § 2, 8°, van die wet, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014.

De aanvragen van gezinsleden van een langdurig ingezetene, ingediend op grond van de artikelen 10 en 10bis van de wet van 15 december 1980, zijn onderworpen aan de retributie krachtens artikel 1/1, § 2, 3° en 4°, van die wet.

B.20.6. Ten aanzien van het feit dat de aanvraag voor een verblijfsvergunning die is ingediend op grond van de richtlijn 2003/109/EG is onderworpen aan de betaling van een retributie heeft het Hof van Justitie geoordeeld :

«22. Opgemerkt zij dat het Hof reeds heeft erkend dat de lidstaten de afgifte, op grond van richtlijn 2003/109, van verblijfstitels en -vergunningen afhankelijk kunnen stellen van de betaling van leges en dat zij bij het vaststellen van de bedragen van die leges over een beoordelingsmarge beschikken (arrest *Commissie/Nederland*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, punt 64).

23. Het Hof heeft evenwel gepreciseerd dat de op dit punt aan de lidstaten verleende beoordelingsbevoegdheid niet onbeperkt is en dat zij geen nationale regeling mogen toepassen die de verwezenlijking van de door richtlijn 2003/109 nagestreefde doelen in gevaar kan brengen en deze derhalve haar nuttig effect kan ontnemen (zie arrest *Commissie/Nederland*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, punt 65).

24. Overeenkomstig het evenredigheidsbeginsel, dat deel uitmaakt van de algemene beginselen van Unierecht, moeten bovendien de ter omzetting van richtlijn 2003/109 gebruikte middelen de door die bepaling nagestreefde doelen kunnen verwezenlijken en mogen zij niet verder gaan dan ter bereiking daarvan noodzakelijk is (zie in die zin arrest *Commissie/Nederland*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, punt 75).

25. Bijgevolg staat het de lidstaten weliswaar vrij om de afgifte, op grond van richtlijn 2003/109, van verblijfsvergunningen afhankelijk te stellen van de inning van leges, doch mag volgens het evenredigheidsbeginsel de hoogte van die leges niet tot doel en evenmin tot gevolg hebben dat het verkrijgen van de door die richtlijn verleende status van langdurig ingezetene en andere rechten die voortvloeien uit de toekenning van die status daardoor wordt belemmerd, daar anders afbreuk wordt gedaan aan zowel de doelstelling als de geest van die richtlijn (zie in die zin arrest *Commissie/Nederland*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, punt 69)» (HvJ, 2 september 2015, C-309/14, *Confederazione Generale Italiana del Lavoro e.a.*).

B.20.7. Gelet op de door de bestreden bepaling nagestreefde doelstelling om de afgifte van een verblijfstitel in de regel afhankelijk te maken van het betalen van een retributie, hanteert de wetgever een relevant criterium van onderscheid door ook de langdurig ingezetenen zoals bedoeld in artikel 61/7 van de wet van 15 december 1980 aan die regeling te onderwerpen.

Daarbij kan erop worden gewezen dat op grond van zowel de richtlijn als de nationale regeling, de langdurig ingezetene over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen dient te beschikken voor zichzelf en zijn gezinsleden teneinde een verblijfsrecht te kunnen bekomen, zodat de betaling van een dergelijke retributie niet als een onoverkomelijke hindernis kan worden beschouwd, voor zover die retributie niet onevenredig hoog is. Zoals meermaals is gesteld, komt het evenwel niet aan het Hof, maar wel aan de bevoegde rechter toe om hierop controle uit te oefenen.

B.20.8. De verzoekende partijen vergelijken de situatie van langdurig ingezetenen en hun gezinsleden met die van de begunstigden van de richtlijn 2004/38/EG, die door de bestreden bepaling van de retributie zijn vrijgesteld.

B.20.9. Om redenen die analoog zijn aan die welke zijn vermeld in B.18.6 is het verschil in behandeling niet zonder redelijke verantwoording.

B.20.10. De in B.20.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

B.21.1. In het tweede onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 6238, dat is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de richtlijn 2003/109/EG, klagen de verzoekende partijen aan dat de retributie verschuldigd is voor een aanvraag voor een machtiging tot verblijf van de langdurig ingezetene die die status heeft verkregen in een andere lidstaat van de Europese Unie, terwijl geen retributie verschuldigd is voor een aanvraag om de status van langdurig ingezetene in België te verkrijgen.

et eerste onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 6245 is analoog aan het tweede onderdeel van het vijfde middel in de zaak nr. 6238.

B.21.2. De wetgever vermocht ermee rekening te houden dat vreemdelingen uit derde landen die reeds in België verblijven en die er op grond van hun status van langdurig ingezetene - of van gezinslid ervan - een nieuwe aanvraag voor een verblijfsvergunning indienen, in de regel reeds aan de retributie zijn onderworpen geweest vanwege de aanvraag die hun bestaande verblijfstitel rechtvaardigt.

Het is derhalve redelijk verantwoord dat de wetgever die categorie van personen van de betaling van de retributie heeft vrijgesteld, zonder dat hij zo ver moest gaan ook de langdurig ingezetenen en hun gezinsleden die die status hebben verkregen in een andere lidstaat van de Europese Unie van die retributie vrij te stellen bij hun eerste aanvraag voor een verblijfsvergunning op die grond.

B.21.3. De in B.21.1 vermelde onderdelen van middelen zijn niet gegrond.

De begunstigden van de Associatieovereenkomst van 12 september 1963 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije

B.22.1.1. Het achtste middel in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 13 van het besluit nr. 1/80 van de Associatierraad van 19 september 1980 betreffende de ontwikkeling van de Associatie die tot stand is gebracht bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije, die op 12 september 1963 te Ankara is ondertekend door de Republiek Turkije enerzijds en de lidstaten van de EEG en de Gemeenschap anderzijds, en die namens laatstgenoemde is gesloten, goedgekeurd en bevestigd bij besluit 64/732/EEG van de Raad van 23 december 1963 (hierna respectievelijk : «besluit nr. 1/80» en «Associatieovereenkomst») en met artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol dat op 23 november 1970 te Brussel is ondertekend en namens de Gemeenschap is gesloten, goedgekeurd en bevestigd bij de verordening (EEG) nr. 2760/72 van de Raad van 19 december 1972 (hierna : «Aanvullend Protocol»).

B.22.1.2. Het vijfde middel in de zaak nr. 6245 is afgeleid uit de schending van het besluit nr. 1/80 en van artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol, en uit de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, zoals vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse internationaalrechtelijke bepalingen.

B.22.2.1. In het eerste onderdeel van elk van de middelen betogen de verzoekende partijen dat artikel 13 van het besluit nr. 1/80 en artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol een *standstill*-clausule bevatten die geschonden wordt door de invoering van de retributie voor de aanvraag voor een verblijfsvergunning, op grond van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980, van familieleden van de begunstigde van het voormelde besluit en van het voormelde Aanvullend Protocol, die zowel de Belgische als de Turkse nationaliteit heeft.

B.22.2.2. In het tweede onderdeel van elk van de middelen klagen de verzoekende partijen aan dat de retributie verschuldigd is voor de aanvraag voor een verblijfsvergunning ingediend op grond van artikel 40ter van de wet van 15 december 1980 door familieleden van de begunstigden van de Associatieovereenkomst, die naast de Turkse nationaliteit ook de Belgische nationaliteit hebben, en niet door de begunstigden van de Associatieovereenkomst die een zelfde aanvraag indienen op grond van de artikelen 10 of 10bis van die wet.

B.22.2.3. In het derde deel van het vijfde middel in de zaak nr. 6245 betoogt de verzoekende partij dat het in strijd zou zijn met de «standstill-clausules» om de betaling van een retributie op te leggen aan de vreemdelingen die als onderzoeker of als hooggekwalificeerde werknemer het verblijf aanvragen, ook al zijn zij begunstigde van de voormelde Associatieovereenkomst.

B.22.3. De Associatieovereenkomst, het besluit nr. 1/80 en het Aanvullend Protocol hebben tot doel de economische betrekkingen tussen de overeenkomstsluitende partijen te bevorderen door geleidelijk het vrije verkeer van werknemers tot stand te brengen en door de beperkingen van de vrijheid van vestiging en van het vrij verrichten van diensten op te heffen.

B.22.4. Artikel 13 van het besluit nr. 1/80, dat betrekking heeft op Turkse werknemers en hun gezinsleden, bepaalt :

«De lidstaten van de Gemeenschap en Turkije mogen geen nieuwe beperkingen invoeren met betrekking tot de toegang tot de werkgelegenheid van werknemers en hun gezinsleden wier verblijf en arbeid op hun onderscheiden grondgebied legaal zijn».

B.22.5. Artikel 41, lid 1, van het Aanvullend Protocol - met betrekking tot Turkse zelfstandigen en dienstverleners -, dat, samen met de bijlagen ervan, krachtens artikel 62 ervan integraal deel uitmaakt van de Associatieovereenkomst, luidt :

«De Overeenkomstsluitende Partijen voeren onderling geen nieuwe beperkingen in met betrekking tot de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten».

B.22.6. Artikel 59 van het Aanvullend Protocol bepaalt :

«Op de onder dit Protocol vallende gebieden, mag de behandeling van Turkije niet gunstiger zijn dan die welke de Lid-Staten elkaar toekennen krachtens het Verdrag tot oprichting van de Gemeenschap».

B.22.7. In de opsomming van de categorieën van vreemdelingen die een retributie voor administratieve kosten verschuldigd zijn, maakt het bestreden artikel 1/1, § 2, 1°, 3°, 4° en 5°, telkens een uitzondering voor de aanvragen ingediend door de begunstigten van de Associatieovereenkomst van 12 september 1963 tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije.

Uit de totstandkoming van de bestreden bepalingen blijkt dat die uitzondering is ingegeven door de bekommernis om rekening te houden met de internationale verbintenissen waartoe de overheid is gehouden.

B.22.8. Bij zijn arrest C-242/06 van 17 september 2009 (*Minister voor Vreemdelingenzaken en Integratie t. Sahin*) heeft het Hof van Justitie ten aanzien van een vergoeding die wordt opgelegd aan de begunstigten van de voormelde Associatieovereenkomst geoordeeld :

«65. Aangezien het Hof eerder heeft geoordeeld dat de standstillclausule van artikel 13 van besluit nr. 1/80 eenzelfde soort bepaling is als die van artikel 41, lid 1, van het aanvullend protocol en dat deze twee clausules hetzelfde doel hebben (zie arrest van 11 mei 2000, *Savas*, C-37/98, *Jurispr.* blz. I-2927, punt 50, en arrest *Abatay e.a.*, punten 70-74), dient de in het vorige punt weergegeven uitlegging ook te gelden voor de standstillverplichting die ten grondslag ligt aan artikel 13 met betrekking tot het vrij verkeer van werknemers.

66. *In casu* heeft de verwijzende rechter reeds vastgesteld dat de nationale regeling moet worden beschouwd als 'nieuw' in de zin van artikel 13 van besluit nr. 1/80, aangezien zij is aangenomen na de inwerkingtreding van dit besluit.

67. Het Hof heeft dienaangaande echter ook verklaard dat de vaststelling van nieuwe voorschriften die op Turkse staatsburgers op dezelfde wijze van toepassing zijn als op gemeenschapsburgers, niet in tegenspraak is met een van de standstillclausules die zijn aangenomen op de in de associatie EEG-Turkije geregelde gebieden (zie *mutatis mutandis* met betrekking tot artikel 41, lid 1, van het aanvullend protocol arrest *Soysal en Savatli*, punt 61). In hetzelfde punt van dat arrest overwoog het Hof voorts dat indien deze voorschriften van toepassing waren op burgers van de lidstaten en niet op Turkse staatsburgers, deze laatsten gunstiger zouden worden behandeld dan gemeenschapsburgers, hetgeen in kennelijke strijd zou zijn met het vereiste in artikel 59 van het aanvullend protocol dat de behandeling van de Republiek Turkije niet gunstiger mag zijn dan die welke de lidstaten elkaar toekennen krachtens het EG-Verdrag.

68. In het hoofdgeding blijkt uit de stukken enerzijds dat in Nederland voor de afgifte van identiteitsdocumenten aan personen met de nationaliteit van deze lidstaat, een bepaalde leges wordt geheven. Anderzijds worden ingevolge artikel 25, lid 2, van richtlijn 2004/38 de in lid 1 genoemde documenten - waaronder die voor burgers van de Unie die reizen naar of verblijven in een andere lidstaat dan die waarvan zij de nationaliteit bezitten alsmede de verblijfskaarten betreffende de hun begeleidend of zich bij hen voegende familieleden, ongeacht hun nationaliteit, - verstrekt tegen een bedrag dat niet hoger mag zijn dan het bedrag dat voor de afgifte van soortgelijke documenten wordt verlangd van burgers van de betrokken lidstaat.

69. Hieruit volgt dat Turkse werknemers en hun familieleden niet met een beroep op een van de in het kader van de associatie EEG-Turkije overeengekomen standstillbepalingen, zoals artikel 13 van besluit nr. 1/80, kunnen eisen dat de gastlidstaat hun van alle leges voorafgaand aan de behandeling van een verzoek tot verlening of verlenging van een verblijfsvergunning vrijstelt, wanneer die lidstaat hun op de datum van inwerkingtreding van dit besluit ten aanzien van deze lidstaat, geen verplichting in die zin had opgelegd. Een andere uitlegging zou immers niet in overeenstemming zijn met artikel 59 van het aanvullend protocol, dat de lidstaten verbiedt, Turkse staatsburgers gunstiger te behandelen dan in een vergelijkbare situatie verkerende gemeenschapsburgers.

70. De standstillclausule van artikel 13 van besluit nr. 1/80 staat er dus op zich niet aan in de weg dat een voorschrift van dit type wordt ingevoerd, waarbij voor de verlening of verlenging van een verblijfsvergunning de betaling van leges wordt gevraagd van buitenlanders die op het grondgebied van de betrokken lidstaat verblijven.

71. Dit neemt niet weg dat een dergelijke regeling niet mag neerkomen op het creëren van een beperking in de zin van artikel 13 van besluit nr. 1/80. Gelezen in samenhang met artikel 59 van het aanvullend protocol houdt artikel 13 immers in dat een Turks staatsburger op wie deze bepalingen van toepassing zijn weliswaar niet in een gunstiger situatie mag worden gebracht dan die van gemeenschapsburgers, maar zich ook niet gesteld mag zien voor nieuwe beperkingen die onevenredig zijn aan die welke voor gemeenschapsburgers gelden».

B.22.9. Uit het bovenstaande blijkt dat, naar het oordeel van het Hof van Justitie, de Associatieovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije, zoals bedoeld in de bestreden bepaling, de lidstaten niet verbiedt de afgifte van verblijfstitels afhankelijk te stellen van de betaling van een retributie.

B.22.10. Om redenen die analoog zijn aan die welke zijn vermeld in B.18.6, is het verschil in behandeling evenwel niet zonder redelijke verantwoording.

B.22.11. De in B.22.1.1 en B.22.1.2 vermelde middelen zijn niet gegrond.

De studenten

B.23.1. Het negende middel in de zaak nr. 6238 is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 22 en 24, § 3, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met diverse bepalingen van internationaal recht.

De verzoekende partijen klagen in het eerste onderdeel aan dat de bestreden bepaling de procedure waarin is voorzien in artikel 58 van de wet van 15 december 1980 in de praktijk ontoegankelijk maakt voor behoeftige studenten of studenten zonder inkomsten. Aangezien zij niet om de vermindering of de vrijstelling van de retributie kunnen verzoeken, zou er een belangrijke hinderpaal zijn voor de daadwerkelijke uitoefening van het recht op onderwijs verankerd in artikel 24, § 3, van de Grondwet en in artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, alsook voor de uitoefening van de rechten verankerd in de richtlijn 2004/114/EG van de Raad van 13 december 2004 betreffende de voorwaarden voor de toelating van onderdanen van derde landen met het oog op studie, scholierenuitwisseling, onbezoldigde opleiding of vrijwilligerswerk (hierna: richtlijn 2004/114/EG).

In het tweede onderdeel klagen de verzoekende partijen het bestaan aan van een verschil in behandeling op grond van de vermogenstoestand van de vreemdeling aangezien de student die zijn recht op onderwijs wenst te doen gelden en die over financiële middelen beschikt, in staat zal zijn een aanvraag voor een machtiging en toelating tot verblijf in te dienen, in tegenstelling tot de buitenlandse student die geen financiële middelen heeft en niet de mogelijkheid heeft om zich er te verschaffen.

B.23.2. Artikel 1/1, § 2, 7°, van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij het bestreden artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014, onderwerpt de aanvragen voor een verblijfsvergunning op grond van artikel 58 van de wet van 15 december 1980 aan de retributie.

B.23.3. Artikel 58, geciteerd in B.8.8.1, vereist dat de student die een aanvraag voor een verblijfsvergunning op die grondslag indient, «het bewijs [levert] dat hij voldoende middelen van bestaan bezit».

Artikel 60 van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

«Het bewijs van voldoende middelen van bestaan wordt geleverd onder meer door het overleggen van een der navolgende documenten :

1° een attest uitgaande hetzij van een internationale organisatie of van een nationale overheid, hetzij van een Belgische of vreemde rechtspersoon die over voldoende inkomsten beschikt, luidens hetwelk de vreemdeling geniet of eerstdaags zal genieten van een beurs of van een lening die zijn gezondheidszorgen, zijn kosten van verblijf, studie en repatriëring vermag te dekken;

2° een verbintenis ten opzichte van de Belgische Staat en van de student, uitgaande van een Belgisch of vreemd persoon die over voldoende inkomsten beschikt en zich verbindt de gezondheidszorgen, de kosten van verblijf, studie en repatriëring van de vreemdeling te zijnen laste te nemen voor minstens één academiejaar.

Bij het onderzoek van de middelen waarover de vreemdeling beschikt, wordt rekening gehouden met de inkomsten die hij zich kan verschaffen door het wettig uitoefenen van een winstgevende werkzaamheid buiten de tijd die normaal aan de studie moet worden gewijd.

[...].».

B.23.4. De verzoekende partijen voeren in het middel de richtlijn 2004/114/EG aan.

Artikel 7, lid 1, van die richtlijn bepaalt, onder de hoofding «Specifieke voorwaarden voor studenten» :

«Naast de in artikel 6 gestelde algemene voorwaarden moeten onderdanen van een derde land die om studieredenen verzoeken te worden toegelaten :

a) zijn aangenomen door een instelling voor hoger onderwijs om daar een studieprogramma te volgen;

b) op verzoek van een lidstaat kunnen aantonen dat zij gedurende hun verblijf over voldoende middelen kunnen beschikken om de kosten van levensonderhoud, de studiekosten en de kosten van de terugreis te dekken. De lidstaten maken het voor deze bepaling vereiste maandelijks minimumbedrag bekend, hetgeen onverlet laat dat elk geval afzonderlijk wordt beoordeeld;

[...].».

Bovendien bepaalt artikel 20 van die richtlijn :

«De lidstaten kunnen van de aanvragers een vergoeding verlangen voor de behandeling van hun aanvraag overeenkomstig deze richtlijn».

B.23.5. Er kan derhalve niet staande worden gehouden dat de studenten die beschikken over voldoende middelen van bestaan voor de duur van het voorgenomen verblijf van ten minste één studiejaar, niet beschikken over de middelen om de retributie voor hun aanvraag voor een verblijfsvergunning te voldoen.

Zoals hiervoor reeds meermaals is vermeld, mag de vereiste retributie voor de administratieve kosten van de aanvraag voor een verblijfsvergunning niet overdreven hoog zijn, waarop door de bevoegde rechter moet worden toegezien.

B.23.6. Het in B.23.1 vermelde middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 1/1, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij artikel 196 van de programmawet van 19 december 2014, in zoverre het niet voorziet in een vrijstelling voor de aanvragen voor een verblijfsvergunning die uitgaan van erkende staatlozen ten aanzien van wie wordt vastgesteld dat zij hun nationaliteit buiten hun wil hebben verloren en die aantonen dat zij geen wettige en duurzame verblijfstitel kunnen verkrijgen in een andere Staat waarmee zij banden zouden hebben;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 22 februari 2018.

De griffier,
F. Meersschaut

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/201107]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 18/2018 vom 22. Februar 2018

Geschäftsverzeichnisnummern 6193, 6238 und 6245

In Sachen: Klagen auf Nichtigklärung der Artikel 195 und 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014 (Einfügung eines Kapitels *1bis* mit der Überschrift «Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten» und eines Artikels 1/1 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern), erhoben von Youssouf Diallo, von der VoG «Association pour le droit des Etrangers» und anderen und von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, und dem emeritierten Präsidenten E. De Groot gemäß Artikel 60*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 29. April 2015 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. Mai 2015 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Youssouf Diallo, unterstützt und vertreten durch RÄin I. de Viron, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigklärung von Artikel 1/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Dezember 2014, zweite Ausgabe).

b. Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 26. und 29. Juni 2015 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 29. und 30. Juni 2015 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigklärung der Artikel 195 und 196 des vorerwähnten Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014 (Einfügung eines Kapitels *1bis* mit der Überschrift «Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten» und eines Artikels 1/1 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern): die VoG «Association pour le droit des Etrangers», die VoG «Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers», die VoG «Service International de Recherche, d'Education et d'Action sociale», die VoG «Ligue des Droits de l'Homme» und die VoG «Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie», unterstützt und vertreten durch RA T. Mitevov, in Brüssel zugelassen, beziehungsweise die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RÄin S. Sarolea, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6193, 6238 und 6245 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(…)

II. Rechtliche Würdigung

(…)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die Klagen beziehen sich auf die Artikel 195 und 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014, die zum Zeitpunkt der Klageerhebung bestimmten:

«Art. 195. In Titel I des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern wird ein Kapitel *1bis* mit der Überschrift 'Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten' eingefügt.

Art. 196. In Kapitel *1bis*, eingefügt durch Artikel 195, wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 1/1. § 1. Zur Vermeidung der Unzulässigkeit des in § 2 erwähnten Antrags auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung zahlen Ausländer eine Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass den Betrag der Gebühr und die Modalitäten für ihre Einnahme fest.

Jedes Jahr wird dieser Betrag an die Entwicklung des Verbraucherpreisindex angepasst.

§ 2. Die in § 1 erwähnten Anträge auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung sind Anträge, die auf der Grundlage folgender Bestimmungen eingereicht werden:

1. Artikel 9 mit Ausnahme der Anträge, die von Begünstigten des am 12. September 1963 unterzeichneten Abkommens zur Gründung einer Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei eingereicht werden,

2. Artikel 9*bis*,

3. Artikel 10 mit Ausnahme der Anträge, die von Begünstigten des am 12. September 1963 unterzeichneten Abkommens zur Gründung einer Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei und von Familienmitgliedern der Begünstigten der Rechtsstellung eines Flüchtlings oder des subsidiären Schutzstatus eingereicht werden,

4. Artikel 10*bis* mit Ausnahme der Anträge, die von Begünstigten des am 12. September 1963 unterzeichneten Abkommens zur Gründung einer Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei und von Familienmitgliedern der Begünstigten des subsidiären Schutzstatus eingereicht werden,

5. Artikel 19 § 2 mit Ausnahme der Anträge, die von Begünstigten des am 12. September 1963 unterzeichneten Abkommens zur Gründung einer Assoziation zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei und von Begünstigten der Rechtsstellung eines Flüchtlings und ihren Familienmitgliedern eingereicht werden,

6. Artikel 40*ter* mit Ausnahme der Anträge, die von Familienmitgliedern eines Belgiers, der sein Recht auf Freizügigkeit gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union ausgeübt hat, eingereicht werden,

7. Artikel 58,

8. Artikel 61/7,

9. Artikel 61/11,

10. Artikel 61/27. '».

Artikel 3 des Gesetzes vom 1. Juni 2016 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, der in dem vorerwähnten Artikel 1/1 § 2 Nr. 4 *in fine* die Wortfolge «und von Familienmitgliedern der Begünstigten des subsidiären Schutzstatus» aufgehoben hat, wurde nicht angefochten, und diese Aufhebung wirkt sich nicht auf die vorliegenden Klagen aus.

B.1.2. Die angefochtenen Bestimmungen wurden in der Begründung wie folgt gerechtfertigt:

«Das Ausländeramt ist der Beauftragte des Ministers, der für die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern zuständig ist, und es ist in dieser Eigenschaft befugt, über Aufenthaltsanträge von ausländischen Staatsangehörigen, die sich auf dem Gebiet des Königreichs aufhalten möchten, zu entscheiden.

Das Ausländeramt ist seit mehreren Jahren mit einer Zunahme der Anzahl von Anträgen konfrontiert, die entweder im Ausland oder direkt im Staatsgebiet eingereicht werden.

Angesichts dieser Zunahme und des sich daraus ergebenden Arbeitsaufwands wird durch diesen Entwurf die Erhebung einer Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten für die Bearbeitung der Anträge eingeführt.

Art. 171

Durch diesen Artikel wird in Titel I des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern ein neues Kapitel über die Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten für die Bearbeitung der Aufenthaltsanträge eingefügt.

Art. 172

Durch diesen Artikel wird das Prinzip der Zahlung einer Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten für die Bearbeitung der durch die Ausländer eingereichten Aufenthaltsanträge eingeführt.

Die Sanktion für die Nichtzahlung dieser Gebühr ist die Unzulässigkeit des Aufenthaltsantrags, der durch einen Ausländer bei der belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland oder direkt auf dem Gebiet des Königreichs bei dem zuständigen Bürgermeister oder seinem Beauftragten eingereicht wird.

[...]

In diesem Kontext wird auf den Entscheid Nr. 121/2013 des Verfassungsgerichtshofes verwiesen, in dem er Folgendes erwogen hat:

‘ Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise den Umstand berücksichtigen, dass aufgrund verschiedener Gesetzesänderungen der Zugang zur belgischen Staatsangehörigkeit im Laufe der letzten Jahre vereinfacht wurde, so dass die Anzahl der Belgier, die einen Antrag auf Familienzusammenführung für ihre Familienangehörigen einreichen können, erheblich zugenommen hat. ‘ (siehe VerfGH, 26. September 2013, Nr. 121/2013, Erwägung B.52.1).

Im Anschluss an die Zunahme der Anzahl Belgier, die einen Antrag auf Familienzusammenführung für ihre Familienmitglieder einreichen können, steigen die diesbezüglichen Verwaltungskosten, so dass eine Gebühr gerechtfertigt ist.

Die anderen Drittstaatsangehörigen, denen die Gebühr auferlegt wird, stammen aus Ländern, mit denen die Europäische Union nicht im gleichen Maße - gegenseitig - durch die Einführung der Freizügigkeit oder im Hinblick auf einen etwaigen Beitritt zusammenarbeitet oder die keinen besonderen nationalen oder internationalen Schutz genießen. Aus diesem Grund ist, so wie es bereits in verschiedenen Mitgliedstaaten der Europäischen Union der Fall ist, eine proportionale finanzielle Beteiligung zur Deckung der entstehenden Kosten gerechtfertigt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, SS. 81-84).

B.1.3. In ihrem Gutachten hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unter anderem die folgenden Anmerkungen geäußert:

«Die Einführung einer ‘ Abgabe zur Deckung der Verwaltungskosten ‘ für die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung, die durch Ausländer eingereicht werden, ist jedoch eine vollständig neue Frage, die gründlicher geprüft werden sollte hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit dem Verfassungsrecht und dem europäischen und internationalen Recht.

In der ihr zugeteilten kurzen Frist konnte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates jedoch keine erschöpfende Prüfung der Artikel 163 und 164 des Gesetzesvorentwurfs vornehmen. Unter diesem Vorbehalt werden folgende Anmerkungen dargelegt.

2. Artikel 170 § 1 der Verfassung bestimmt, dass eine Steuer zugunsten des Staates nur durch ein Gesetz eingeführt werden darf. Folglich ist die Angelegenheit der Steuern eine Zuständigkeit, die durch die Verfassung dem Gesetzgeber vorbehalten ist, und ist jede Ermächtigung bezüglich der Festlegung eines der wesentlichen Elemente der Steuer grundsätzlich verfassungswidrig.

Da der Entwurf zu Artikel 1/1 § 1 Absatz 1 die Auferlegung einer Abgabe bezweckt, gehören die Bestimmung ihres Gegenstands, die Festlegung ihres Betrags sowie die Bestimmung der befreiten Kategorien zum Zuständigkeitsbereich des Gesetzgebers.

Wenn hingegen der Begriff ‘ Abgabe zur Deckung der Verwaltungskosten ‘ in der Absicht des Autors des Vorentwurfs als eine Abgabe im Sinne von Artikel 173 der Verfassung zu verstehen ist, erlauben es die entschädigende Beschaffenheit der ‘ Abgabe ‘ und die Bedingung der vernünftigen Verhältnismäßigkeit zwischen der erteilten Dienstleistung und der geforderten Vergütung, dass dem König die Festlegung des Betrags der Vergütung sowie die Festlegung der Modalitäten ihrer Erhebung anvertraut werden.

In diesem Fall ist im Entwurf der Ausdruck ‘ Abgabe zur Deckung der Verwaltungskosten ‘ durch den Ausdruck ‘ Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten ‘ zu ersetzen» (ebenda, SS. 210-211).

B.1.4. Der Text des Gesetzesvorentwurfs wurde infolge der Bemerkungen der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates geändert. So heißt es im Bericht des zuständigen Ausschusses:

«Der [...] *Staatssekretär für Asyl und Migration, beauftragt mit der administrativen Vereinfachung*, hebt hervor, dass die Artikel 171 und 172 des Entwurfs des Programmgesetzes bezwecken, in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern ein Kapitel über die Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten infolge der Bearbeitung der durch Ausländer eingereichten Aufenthaltsanträge einzufügen.

Der Staatssekretär verweist darauf, dass die Formulierung dieser Bestimmungen entsprechend den vom Staatsrat in seinem Gutachten geäußerten Anmerkungen angepasst wurde (DOC 54-0672/001, SS. 210 ff.).

Zunächst wurde, insofern das Ziel der Regierungsmaßnahme tatsächlich darin besteht, eine Abgabe im Sinne von Artikel 173 der Verfassung einzuführen, der Begriff der ‘ Gebühr ‘ vorgezogen. Der Betrag und die Weise der Erhebung dieser Gebühr werden durch königlichen Erlass bestimmt. Der Staatssekretär fügt hinzu, dass die Regierung auf die Verhältnismäßigkeit dieses Betrags achten wird.

[...]

Im Übrigen wird auf die Begründung verwiesen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/008, SS. 3 und 4).

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage in der Rechtssache Nr. 6193

B.2. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6193, die die Staatsangehörigkeit Guineas besitzt, hat am 29. April 2015 einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis eingereicht auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern (nachstehend: Gesetz vom 15. Dezember 1980).

B.3.1. Nach Auffassung des Ministerrates könne die klagende Partei Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014 nur auf zulässige Weise anfechten, insofern dieser sich auf ihre Situation beziehe, und folglich insofern dadurch ein Artikel 1/1 § 1 Absatz 1 und § 2 Nr. 2 in das genannte Gesetz vom 15. Dezember 1980 eingeführt werde.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Wie der Ministerrat in seinem Schriftsatz anmerkt, kann die klagende Partei nur unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch den angefochtenen Artikel 196 betroffen sein, insofern dadurch ein Artikel 1/1 § 1 Absatz 1 und § 2 Nr. 2 in das genannte Gesetz vom 15. Dezember 1980 eingeführt wird. Die Klage ist folglich nur zulässig, insofern sie sich auf diese Bestimmung bezieht.

Zur Hauptsache

In Bezug auf das Petitionsrecht

B.4.1. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6193 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 28 der Verfassung. Die klagende Partei führt an, dass der angefochtene Artikel 196 eine Einschränkung des Rechtes zum Einreichen eines schriftlichen Antrags an die belgischen Behörden darstelle, das nicht von irgendeiner Zahlung einer Summe abhängig gemacht werden dürfe und das durch den besagten Artikel 28 gewährleistet werde.

B.4.2. Artikel 28 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, Petitionen, die von einer oder mehreren Personen unterzeichnet sind, an die öffentlichen Behörden zu richten.

Nur die konstituierten Behörden haben das Recht, Petitionen unter einem Gesamtamen einzureichen».

B.4.3. Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der die Grundlage für den von der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 6193 eingereichten Antrag auf Aufenthaltserlaubnis bildet, bestimmt in Paragraph 1:

«Unter außergewöhnlichen Umständen und unter der Bedingung, dass ein Ausländer über ein Identitätsdokument verfügt, kann er eine Aufenthaltserlaubnis beim Bürgermeister des Ortes, wo er sich aufhält, beantragen; der Bürgermeister leitet den Antrag an den Minister oder dessen Beauftragten weiter. Wenn der Minister oder sein Beauftragter die Aufenthaltserlaubnis erteilt, wird sie in Belgien ausgestellt.

[...]».

B.4.4. Aus Artikel 62 desselben Gesetzes geht hervor, dass die Anträge auf der Grundlage des vorerwähnten Artikels 9bis zur Annahme von Verwaltungsbeschlüssen führen, die mit Gründen versehen und den betroffenen Personen notifiziert werden müssen und gegen die Beschwerden in der Form und innerhalb der Fristen, die im Gesetz festgelegt sind, eingereicht werden können.

B.4.5. Der Antrag auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der eine Verwaltungsentscheidung erfordert, gegen die Beschwerde eingelegt werden kann, kann nicht als eine Umsetzung des in Artikel 28 der Verfassung festgelegten Petitionsrechtes verstanden werden, zu dem das Recht gehört, sich schriftlich an die Behörden zu wenden, das jedoch nicht so weit geht, dass diese Behörden verpflichtet wären, Stellung zu beziehen oder eine Entscheidung zu treffen.

Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf die Einstufung der Maßnahme als Entgelt oder als Steuer

B.5.1. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6193 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 18, 173 und 191 der Verfassung.

Die klagende Partei führt an, dass die im angefochtenen Artikel 196 vorgesehene «Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten» keine Abgabe im Sinne von Artikel 173 der Verfassung darstelle, weil der Antrag oder die Ablehnung eines Antrags auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung keine Dienstleistung oder Leistung zugunsten des Antragstellers sei (erster und dritter Teil) und einem gemeinnützigen Zweck und nicht demjenigen des Einzelnen diene (fünfter Teil).

Daraus ergäben sich verschiedene Diskriminierungen: der Umstand, dass ein Ausländer, dem der Aufenthalt erlaubt sei, und ein Ausländer, dessen Antrag verweigert worden sei (zweiter Teil), sowie ein Ausländer, dessen Antrag innerhalb einer angemessenen Frist behandelt werde, und ein Ausländer, dessen Antrag nicht behandelt oder nicht innerhalb einer angemessenen Frist behandelt werde (vierter Teil), auf gleiche Weise behandelt würden, ebenso wie die Gleichbehandlung der Ausländer, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhielten, und derjenigen, die sich legal dort aufhielten oder die sich nicht dort aufhielten (sechster Teil).

B.5.2. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6193 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 170, 172 und 191 der Verfassung, weil die durch den Ausländer zu zahlende Summe, die eine Voraussetzung für die Zulässigkeit seines Antrags auf Aufenthaltserlaubnis sei, kein Entgelt, sondern eine Steuer im Sinne von Artikel 170 der Verfassung darstelle. Folglich dürften der Betrag dieser Summe und die Bedingungen für die Befreiung davon nur durch ein Gesetz festgelegt werden.

B.5.3. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 170, 172 und 191 der Verfassung. Die klagenden Parteien führen an, dass die im angefochtenen Artikel 196 vorgesehene Einbehaltung kein Entgelt sei, da sie nicht die Vergütung für eine Dienstleistung sei, die im Verhältnis zu den Kosten der Dienstleistung stehe, sondern eine Steuer im Sinne von Artikel 170 der Verfassung. Durch diesen Artikel werde dem Gesetzgeber jedoch die Befugnis vorbehalten, deren wesentliche Elemente festzulegen, sodass die die in der angefochtenen Bestimmung dem König erteilte Ermächtigung im Widerspruch dazu stehe.

B.5.4. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 33, 105, 108, 170 und 172 der Verfassung, weil der angefochtene Artikel 196 eine Steuer und nicht ein Entgelt einführe. Gegen die Grundsätze der Gleichheit vor der Steuer und der Legalität der Steuer werde verstoßen, weil durch die angefochtene Bestimmung dem König fundamentale Elemente dieser Steuer übertragen würden.

B.5.5. Angesichts ihres Zusammenhangs müssen die in B.5.1 bis B.5.4 angeführten Klagegründe zusammen geprüft werden.

B.5.6. Der Gerichtshof ist nicht befugt, eine Bestimmung zu missbilligen, mit der gegen die Zuständigkeitsverteilung zwischen der gesetzgebenden Gewalt und der ausführenden Gewalt verstoßen würde, außer wenn durch diesen Verstoß die Regeln bezüglich der Zuständigkeitsverteilung zwischen dem Staat, den Gemeinschaften und den Regionen missachtet würden oder wenn der Gesetzgeber dadurch, dass er der ausführenden Gewalt vorschreiben würde, eine Maßnahme zu ergreifen, für die diese nicht zuständig ist, somit einer Kategorie von Personen das Auftreten einer demokratisch gewählten Versammlung, das ausdrücklich in der Verfassung vorgesehen ist, vorenthält.

B.5.7. Während es hinsichtlich der Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung an sich objektiv und vernünftig gerechtfertigt sein kann, dass der Gesetzgeber das Prinzip einer Gebühr für Anträge von Ausländern auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung auf dem belgischen Staatsgebiet einführt, legen die klagenden Parteien in ihren in B.5.1 bis B.5.4 angeführten Klagegründen nicht näher dar, inwiefern die angefochtenen Bestimmungen im Widerspruch zu Artikel 191 der Verfassung stünden, unabhängig von dem Beschwerdegrund, dass die Grundsätze der Gleichheit vor der Steuer und der Legalität in Steuerangelegenheiten, die bereits in den Artikeln 170, 172 und 173 der Verfassung enthalten seien, verletzt würden.

Überdies legt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6193 nicht deutlich dar, in welcher Hinsicht die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 18 der Verfassung, durch den der bürgerliche Tod abgeschafft wird, verstießen.

B.5.8. Insofern die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6193 Beschwerdegründe anführt, mit denen entweder ein Behandlungsunterschied zwischen Personen je nachdem, ob ihr Antrag auf Aufenthaltserlaubnis angenommen oder abgelehnt wird, oder eine Gleichbehandlung hinsichtlich der Frist zur Prüfung des Antrags oder hinsichtlich des legalen oder illegalen Aufenthalts von Ausländern angeprangert wird, hängen diese Beschwerdegründe keineswegs mit dem Text der angefochtenen Bestimmungen, sondern gegebenenfalls mit der Ausführung der Gesetzgebung im Zusammenhang mit dem Aufenthalt von Ausländern auf dem belgischen Staatsgebiet zusammen.

B.5.9.1. Der Gerichtshof hat zu prüfen, ob die angefochtene Bestimmung ein Entgelt oder eine Steuer einführt.

B.5.9.2. Sowohl durch Artikel 170 der Verfassung, was die Steuern betrifft, als auch durch Artikel 173 der Verfassung, was die Entgelte betrifft, wird gewährleistet, dass keine Abgabe ohne das Auftreten der zuständigen repräsentativen Versammlung auferlegt wird. Die Garantie des Legalitätsprinzips hat in beiden Fällen jedoch nicht dieselbe Tragweite.

In Steuersachen ist jede Befugnisübertragung, die sich auf die Festlegung eines der wesentlichen Bestandteile der Steuer bezieht, grundsätzlich verfassungswidrig.

In Bezug auf die Entgelte reicht es aus, dass der zuständige Gesetzgeber die Fälle festlegt, die Anlass zur Erhebung des Entgelts sein können, und kann die Regelung der anderen wesentlichen Elemente, wie die Höhe des Entgelts, übertragen werden.

B.5.9.3. Damit eine Abgabe als ein Entgelt qualifiziert werden kann, ist es nicht nur erforderlich, dass es sich dabei um die Vergütung für eine Dienstleistung handelt, die die öffentliche Hand zugunsten des individuell betrachteten Abgabepflichtigen erbringt, sondern auch, dass sie rein entschädigender Art ist, so dass ein vernünftiges Verhältnis zwischen dem Gestehungspreis oder dem Wert der erbrachten Dienstleistung und dem Betrag, den der Abgabepflichtige schuldet, bestehen muss.

B.5.9.4. Wie sowohl aus der Überschrift des durch den angefochtenen Artikel 195 eingeführten Kapitels *1bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 («Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten»), aus dem Wortlaut des angefochtenen Artikels 196 und aus den Vorarbeiten hervorgeht, bezweckte der Gesetzgeber, ein Entgelt für die in Artikel 1/1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 erwähnten Anträge auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung in Belgien einzuführen, um die Verwaltungskosten zur Behandlung dieser Anträge zu decken, angesichts der Zunahme der Anzahl Anträge und des sich daraus ergebenden Arbeitsaufwands für den öffentlichen Dienst.

Gemäß dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hat der Gesetzgeber unter den Aufenthaltsanträgen diejenigen präzisiert, für die ein Entgelt zu entrichten ist, sowie die Kategorien von Personen, die davon befreit sind.

Er hat nicht selbst den Betrag des Entgelts festgelegt, sondern den König beauftragt, den Betrag sowie die Modalitäten der Erhebung dieses Entgelts durch einen im Ministerrat beratenen Erlass festzulegen (Artikel 1/1 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014).

B.5.9.5. Der Umstand, dass der Gesetzgeber eine gewisse Anzahl von Befreiungen vorgesehen hat, erlaubt an sich nicht die Schlussfolgerung, dass das Entgelt nicht in Verhältnis zu den Verwaltungskosten der Bearbeitung der Aufenthaltsanträge für die Kategorien von Personen, die nicht in den Vorteil einer Befreiung gelangen, stehen würde. Die Befreiungen haben zur Folge, dass die Verwaltungskosten der Bearbeitung der betreffenden Anträge weiterhin auf die öffentliche Hand entfallen, und nicht, dass diese Kosten auf die nicht befreiten Personen entfallen.

B.5.9.6. Da der Aufenthalt von Ausländern in Belgien grundsätzlich von einer Zulassung zum Staatsgebiet abhängig ist und durch diesen Aufenthalt eine gewisse Anzahl von Rechten entstehen, erfordert die administrative Bearbeitung des Aufenthaltsantrags eine Dienstleistung zugunsten des individuellen Antragstellers.

Dies wird nicht beeinträchtigt durch den Umstand, dass ein Antrag abgewiesen werden kann, wenn die Prüfung durch die Verwaltung ergibt, dass die gesetzlichen Bedingungen nicht erfüllt sind, und ebenfalls nicht durch den Umstand, dass die Regeln über den Aufenthalt von Ausländern in Belgien ebenfalls dem Allgemeininteresse dienen, oder durch den Umstand, dass der legale Aufenthalt in Belgien in gewissen Fällen auf Verpflichtungen des internationalen Rechts beruht.

B.5.9.7. Aus den angefochtenen Gesetzesbestimmungen kann daher nicht geschlossen werden, dass es sich nicht um eine Abgabe im Sinne von Artikel 173 der Verfassung, sondern um eine Steuer handelt und dass die Ermächtigung des Königs das Legalitätsprinzip verletzen würde.

Im Übrigen ist der Gerichtshof nicht befugt, sich zur Weise der Ausführung von Gesetzesbestimmungen zu äußern.

Da der Gesetzgeber ausdrücklich bestimmt hat, dass das Entgelt im Verhältnis zu den Verwaltungskosten für die Bearbeitung der Aufenthaltsanträge stehen muss, wobei er es dem König anvertraut hat, den Betrag des Entgelts sowie die Modalitäten seiner Erhebung festzulegen, obliegt es gegebenenfalls dem zuständigen Richter zu beurteilen, ob der verlangte Betrag in einem vernünftigen Verhältnis zu den Kosten der erbrachten Dienstleistung steht.

B.5.9.8. Schließlich verhindert Artikel 173 der Verfassung nicht, dass das Entgelt zu dem Zeitpunkt erhoben wird, zu dem der Antrag auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung auf dem belgischen Staatsgebiet eingereicht wird, da der Antrag eine Untersuchung erfordert, die die Kosten des Verwaltungsdienstes verursacht, ungeachtet ihres Ergebnisses.

Da die Verwaltung nicht im Vorhinein wissen kann, ob ein Antrag eine einfache oder eine ausführliche Untersuchung erfordert, kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, ein Entgelt eingeführt zu haben, bei dem die mittleren Verwaltungskosten der Dienstleistung für die Anträge, die nicht von dem Entgelt befreit sind, berücksichtigt werden.

B.5.10. Die in B.5.1 bis B.5.4 angeführten Klagegründe sind unbegründet.

In Bezug auf die übrigen Klagegründe

Der allgemeine Kontext der angefochtenen Bestimmungen

B.6.1. Die klagenden Parteien führen einen Verstoß gegen verschiedene Verfassungsbestimmungen, gegebenenfalls in Verbindung miteinander oder in Verbindung mit Bestimmungen des internationalen Rechts, an.

B.6.2. Aus den in B.1.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber angesichts der Zunahme der Anzahl Anträge von Ausländern auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung auf dem belgischen Staatsgebiet und dem sich daraus ergebenden Arbeitsaufwand für das Ausländeramt ein Entgelt einführen wollte, um die Verwaltungskosten für die Bearbeitung dieser Anträge zu decken.

B.6.3. In dem Vorentwurf, der der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zur Begutachtung vorgelegt wurde, waren die ins Auge gefassten Aufenthaltserträge erwähnt und wurde der König ermächtigt, den Betrag des Entgelts und die Modalitäten für seine Zahlung und Erhebung festzulegen.

Die von dem Entgelt befreiten Kategorien waren ebenfalls in diesem Vorentwurf aufgelistet:

- «1. die Bürger der Europäischen Union und ihre Familienmitglieder im Sinne der Artikel 40 und 40bis des Gesetzes;
2. die anderen Familienmitglieder eines Bürgers der Europäischen Union im Sinne von Artikel 47/1 des Gesetzes;
3. die Asylsuchenden im Sinne der Artikel 48 ff. des Gesetzes;
4. die Ausländer, die einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis einreichen auf der Grundlage von Artikel 9ter des Gesetzes;
5. die Opfer der Straftat des Menschenhandels sowie die Opfer der Straftat des Menschenschmuggels im Sinne der Artikel 61/2 ff. des Gesetzes;
6. die unbegleiteten minderjährigen Ausländer im Sinne von Artikel 61/14 des Gesetzes;
7. die Personen, die den zeitweiligen Schutz genießen im Sinne der Artikel 57/29 ff. des Gesetzes» (Parl. Dok., Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, S. 162).

B.6.4. In den angefochtenen Bestimmungen wird, infolge des Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, präzisiert, welche Kategorien von Ausländern das Entgelt zahlen müssen. Die Vorarbeiten enthalten eine Liste der Kategorien der befreiten Personen. Diese Liste ist nicht erschöpfend.

In der Begründung heißt es in diesem Zusammenhang:

«Gemäß dem Gutachten des Staatsrates werden im Gesetz auf begrenzte Weise die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung bestimmt, für die die Gebühr zu entrichten ist.

Ausländer, die einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung einreichen und die nicht auf der Liste von Paragraph 2 von Artikel 1/1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stehen, sind folglich nicht verpflichtet, diese Gebühr zu zahlen.

Von der Zahlung der Gebühr sind insbesondere befreit:

- die Bürger der Union und ihre Familienmitglieder;
- die Bürger des Europäischen Wirtschaftsraums und die Begünstigten des Assoziationsabkommens zwischen der Europäischen Union und der Schweiz;
- die Begünstigten des Assoziationsabkommens zwischen der Europäischen Union und der Türkei;
- die Asylsuchenden;
- die Familienmitglieder eines Flüchtlings oder eines Ausländers, der subsidiären Schutz genießt;
- die Ausländer, die eine Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 9ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen;
- die Opfer von Menschenhandel und Menschenschmuggel;
- die unbegleiteten minderjährigen Ausländer ('UMA');
- die Begünstigten des zeitweiligen Schutzes;
- die Familienmitglieder eines belgischen Staatsangehörigen, der nach Belgien zurückkehrt, nachdem er von seinem Recht auf Freizügigkeit und Aufenthalt in der Europäischen Union Gebrauch gemacht hat.

Von diesen die Zahlung der Gebühr zu verlangen, würde nämlich gegen internationale Normen verstoßen, darunter: der Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union; die Richtlinie 2004/38/EG über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten; das Genfer Abkommen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge.

Den Familienmitgliedern eines Belgiers, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit im Sinne des Vertrags über die Europäische Union bzw. des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union Gebrauch gemacht hat, wird die Gebühr auferlegt» (Parl. Dok., Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, SS. 82-83).

B.6.5. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hatte insbesondere bemerkt:

«Die Artikel 163 und 164 des Vorentwurfs bezwecken die Einführung einer ' Abgabe zur Deckung der Verwaltungskosten ' für die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung, die durch Ausländer gestellt werden.

Durch den Entwurf zu Artikel 1/1 § 1 Absätze 1 und 3 wird der König ermächtigt, die betreffenden Anträge auf Aufenthaltserlaubnis [und -zulassung] sowie den Betrag und die Modalitäten für dessen Erhebung festzulegen.

In dem Entwurf zu Paragraph 2 von Artikel 1/1 sind die Kategorien von Ausländern aufgelistet, die von der Zahlung der ' Abgabe ' befreit sind, darunter die Asylsuchenden und die Unionsbürger sowie ihre Familienmitglieder.

In der Begründung heißt es:

' Das Ausländeramt ist befugt, die Anträge von Ausländern in Bezug auf den Aufenthalt und die Niederlassung zu bearbeiten. Der geplante Artikel bezweckt, eine Rechtsgrundlage zur Berechnung der Verwaltungskosten im Zusammenhang mit der Bearbeitung eines Antrags auf Aufenthalt oder Niederlassung einzuführen, unter Berücksichtigung der hohen Anzahl von Anträgen die sowohl auf dem belgischen Staatsgebiet als auch vom Ausland aus eingereicht werden '.

Es wird keine weitere Erklärung erteilt.

[...]

Unter Berücksichtigung der Sanktion, die mit dem Ausbleiben der vorherigen Zahlung der ' Gebühr ' verbunden ist, nämlich die ' Unzulässigkeit des Antrags auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung ', wäre es angebracht, dass der Gesetzgeber selbst alle Kategorien von Anträgen festlegt, die der Zahlung der Gebühr unterliegen.

In jedem Fall sieht die Gesetzgebungsabteilung nicht ein, wie die Ermächtigung des Königs durch den geplanten Artikel 1/1 § 1 Absatz 1 mit den Fällen der Befreiung von der Zahlung des Betrags der Gebühr, die ausdrücklich in dem Entwurf von Paragraph 2 vorgesehen sind, kombiniert werden soll.

3.1. Im Entwurf von Artikel 1/1 § 2 werden auf einschränkende Weise die Kategorien von Ausländern aufgelistet, die von der Zahlung der ' Abgabe/Gebühr ' befreit sind.

Durch diesen Paragraph wird somit ein Behandlungsunterschied zwischen den Kategorien von Ausländern je nach ihrer Rechtsstellung eingeführt. Die Begründung enthält jedoch keinerlei Rechtfertigung für diesen Behandlungsunterschied hinsichtlich der Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Zwar schreiben Normen des internationalen Rechts und des europäischen Rechts insbesondere vor, gewissen Kategorien von Ausländern die gleichen Rechte wie den eigenen Staatsangehörigen zuzuerkennen, und verpflichten den Autor des Vorentwurfs, ' Befreiungen ' vorzusehen.

Um es insbesondere den Parlamentsmitgliedern zu ermöglichen, in Kenntnis der Sachlage das ihnen durch die Verfassung gewährte Abänderungsrecht anlässlich der Abstimmung über den Gesetzentwurf auszuüben, müssen in der Begründung ausdrücklich diese Regeln des internationalen oder europäischen Rechts genannt werden.

Sodann muss gewährleistet werden, ob die Liste, in der alle Kategorien von Ausländern aufgezählt sind, die aufgrund des internationalen oder des Europäischen Rechts von der Zahlung der ' Abgabe/Gebühr ' befreit sind, vollständig ist.

Schließlich ist zu prüfen, ob unter den Kategorien von Ausländern, die nicht von der Zahlung der ' Abgabe/Gebühr ' befreit sind, nicht einige sind, die angesichts ihrer Rechtsstellung, die ausreichend mit derjenigen der befreiten Kategorien von Ausländern ' vergleichbar ' ist, gegebenenfalls dieser Liste hinzugefügt werden müssen.

Folglich obliegt es dem Autor des Vorentwurfs, diese Analyse vorzunehmen, die Begründung zu ergänzen und gegebenenfalls den Entwurf von Artikel 1/1 § 2 anzupassen.

3.2. Angesichts der kurzen Frist, die der Gesetzgebungsabteilung eingeräumt wurde, beschränkt sie sich diesbezüglich auf folgende Anmerkungen.

Einerseits sind im Entwurf von Artikel 1/1 § 2 Nr. 3 ' die Ausländer, die einen Asylantrag im Sinne von Artikel 49/3 eingereicht haben ' zu erwähnen, um deutlicher auszudrücken, dass die Begünstigten der Befreiung sowohl Bewerber um den Flüchtlingsstatus als auch Bewerber um den subsidiären Schutzstatus sind.

Andererseits stellt sich die Gesetzgebungsabteilung Fragen zu den Gründen, aus denen in der Liste der befreiten Personen nicht insbesondere folgende Kategorien angeführt sind:

- die Familienmitglieder der Personen mit Flüchtlingsstatus und mit subsidiärem Schutzstatus, ungeachtet der Bestimmungen von Artikel 23 der Richtlinie 2011/95/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 ' über Normen für die Anerkennung von Drittstaatsangehörigen oder Staatenlosen als Personen mit Anspruch auf internationalen Schutz, für einen einheitlichen Status für Flüchtlinge oder für Personen mit Anrecht auf subsidiären Schutz und für den Inhalt des zu gewährenden Schutzes (Neufassung) ' ;

- die Personen, die sich auf ihre Eigenschaft als Angehörige eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums oder eines gleichgestellten Staates berufen können;

- die Personen, die sich auf ein Assoziationsabkommen mit der Europäischen Union berufen könnten, aufgrund dessen ihnen gleichwertige Rechte zuerkannt würden wie den europäischen Bürgern;

- die Familienmitglieder eines belgischen Staatsangehörigen, der nach Belgien zurückkehrt, nachdem er von seinem Recht auf Freizügigkeit in der Europäischen Union Gebrauch gemacht hat, wenn dieser einem Bürger der Europäischen Union für die Ausübung der gemeinschaftsrechtlichen Freiheiten gleichgestellt wird.

Die Relevanz und die Vollständigkeit der Liste der befreiten Kategorien müssen folglich geprüft werden, um ihre Übereinstimmung mit dem geltenden internationalen Recht oder dem Recht der Union zu gewährleisten.

3.3. Ferner wird der Autor des Vorentwurfs darauf aufmerksam gemacht, dass unter den Umständen, in denen das Recht der Europäischen Union es erlaubt, dass eine Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten für die Prüfung von Anträgen auf Aufenthalt und Erteilung der erforderlichen Genehmigungen erhoben wird, die Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union bestimmt, dass der Betrag der Gebühr proportional bleiben muss. So hat der Gerichtshof in Bezug auf Personen mit der Rechtsstellung als langfristig Aufenthaltsberechtigte im Sinne der Richtlinie 2003/109/EG des Rates vom 25. November 2003 ' betreffend die Rechtsstellung der langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen ' geurteilt, dass der Betrag der Gebühr so festgesetzt werden muss, dass er nicht unverhältnismäßig zu der Vergütung ist, die die Behörden von ihren eigenen Staatsangehörigen oder Bürgern der Europäischen Union für die Erteilung eines Personalausweises verlangen.

Ebenso geht aus der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte hervor, dass bei sonstigem Verstoß gegen Artikel 13 in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention die im Rahmen eines Aufenthaltsantrags wegen Familienzusammenführung auferlegte Vergütung nicht auf einen Betrag festgelegt werden darf, der über die finanzielle Leistungsfähigkeit des Antragstellers hinausgeht.

Es ist zu empfehlen, solche Präzisierungen ausdrücklich in der Begründung anzuführen.

3.4. Schließlich stellt sich die Frage, wie es möglich sein wird, die Einhaltung der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union und des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte in Bezug auf die Verhältnismäßigkeit des festgelegten Betrags der ' Abgabe/Gebühr ' zu gewährleisten, falls diese im Entwurf der Bestimmung vorgesehene Gebühr gleichzeitig mit einer Vergütung erhoben würde, die in einer Gemeindeverordnung in Anwendung von Artikel 2 des am 12. Oktober 1953 koordinierten Gesetzes vom 14. März 1968 ' zur Aufhebung der Gesetze über die Aufenthaltssteuern für Ausländer ' vorgesehen ist» (ebenda, SS. 210-214).

B.6.6. Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber die internationalen Verpflichtungen von Belgien berücksichtigen wollte.

Vor dem zuständigen Ausschuss hat der Staatssekretär für Asyl und Migration erklärt:

«In Anschluss an die Bemerkungen des Staatsrates sind nunmehr im Text von Artikel 172 die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung, die zur Zahlung der Gebühr Anlass geben werden, begrenzend aufgelistet. Die Ausländer, die einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis oder -zulassung einreichen und nicht auf der Liste im Sinne von Paragraph 2 dieser Bestimmung stehen, sind folglich nicht verpflichtet, diese Gebühr zu zahlen. Die Begründung enthält eine nicht erschöpfende Liste der Kategorien von Ausländern, die von der genannten Gebühr befreit sind (DOC 54-0672/001, SS. 82-83). Somit hat die Regierung die Instrumente des internationalen Rechts beachtet, wie den Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union, die Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten, oder das Genfer Abkommen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge.

Von der Zahlung der Gebühr sind jedoch nicht die Familienmitglieder eines Belgiers befreit, der nicht von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht hat, das im Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehen ist. Der Staatssekretär verweist diesbezüglich auf den Entscheid Nr. 121/2013 vom 26. September 2013 des Verfassungsgerichtshofes, in dem der Gerichtshof geurteilt hat, dass ' der Gesetzgeber [...] vernünftigerweise den Umstand berücksichtigen [konnte], dass aufgrund verschiedener Gesetzesänderungen der Zugang zur belgischen Staatsangehörigkeit im

Laufe der letzten Jahre vereinfacht wurde, so dass die Anzahl der Belgier, die einen Antrag auf Familienzusammenführung für ihre Familienangehörigen einreichen können, erheblich zugenommen hat⁷ (B.52.1). Insofern die Zahl der Belgier, die einen Antrag auf Familienzusammenführung für ihre Familienmitglieder stellen können, zugenommen hat und folglich die diesbezüglichen Verwaltungskosten gestiegen sind, ist eine Gebühr gerechtfertigt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/008, SS. 3-4).

B.6.7. Schließlich hat der Staatssekretär bemerkt, dass Belgien eines der seltenen Länder war, in denen es noch keine Vergütung für die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung gab, und dass dieser Umstand die Ausländer veranlassen konnte, ihren Antrag nicht im Ausland, sondern in Belgien zu stellen (ebenda, S. 4).

B.6.8. Der Gesetzgeber hat nicht selbst den Betrag der Vergütung festgelegt; er hat den König beauftragt, durch einen im Ministerrat beratenden königlichen Erlass den Betrag und die Weise der Erhebung zu bestimmen (Artikel 1/1 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014).

Im Laufe der Vorarbeiten ist erklärt worden, dass der König darauf achten müsse, dass der Betrag der Gebühr nicht unverhältnismäßig ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, S. 82).

Es obliegt dem Gerichtshof jedoch nicht, über die königlichen Erlasse zu befinden, die zur Ausführung der angefochtenen Bestimmungen angenommen werden.

B.7. Der Gesetzgeber kann die Erteilung von Aufenthaltstiteln und -genehmigungen für Ausländer von der Zahlung einer Vergütung abhängig machen.

Die Maßnahme darf jedoch keine unverhältnismäßigen Folgen im Lichte der Zielsetzung haben. Gegebenenfalls ist zu prüfen, ob der Betrag der Vergütung nicht die finanzielle Leistungsfähigkeit des Antragstellers übersteigt.

Da es dem Gerichtshof nicht obliegt, königliche Erlasse zu prüfen, prüft er die angefochtenen Bestimmungen nur, insofern dadurch gegebenenfalls gewissen Kategorien von Ausländern die Zahlung einer Vergütung auferlegt wird.

B.8.1. Durch die angefochtenen Bestimmungen wird eine Vergütung für die Kategorien von Aufenthaltsanträgen eingeführt, die auf der Grundlage der folgenden Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eingereicht werden, in denen in gewissen Fällen gegebenenfalls Befreiungen vorgesehen sind: Artikel 9, *9bis*, 10, *10bis*, 19 § 2, *40bis*, *40ter*, 58, 61/7, 61/11 und 61/27.

B.8.2.1. Artikel 9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der - so wie die Artikel *9bis*, 10 und *10bis* - zu Kapitel 3 («Aufenthalt von mehr als drei Monaten») von Titel I («Allgemeine Bestimmungen») dieses Gesetzes gehört, bestimmt:

«Um sich über die in Artikel 6 festgelegte Frist [von grundsätzlich 90 Tagen] hinaus im Königreich aufhalten zu dürfen, muss der Ausländer, der sich nicht in einem der in Artikel 10 vorgesehenen Fälle befindet, dazu vom Minister oder von dessen Beauftragtem die Erlaubnis erhalten haben.

Außer bei Abweichungen, die durch einen internationalen Vertrag, durch Gesetz oder durch einen königlichen Erlass bestimmt sind, muss der Ausländer diese Erlaubnis bei der belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung beantragen, die für seinen Wohnort oder für seinen Aufenthaltsort im Ausland zuständig ist».

B.8.2.2. Artikel 9 enthält die Grundregel für einen Antrag, den ein Ausländer im Hinblick auf einen Aufenthalt von mehr als drei Monaten stellen muss, für die Personen, die sich nicht in einem der Fälle im Sinne von Artikel 10 befinden. Für den Aufenthalt ist die Erlaubnis der Behörden vorgeschrieben, die bei der zuständigen belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung im Ausland beantragt werden muss.

B.8.2.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist in Bezug auf die Anträge im Sinne von Artikel 9 eine Befreiung von der Vergütung für die Anträge vorgesehen, die durch die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei eingereicht werden.

B.8.3.1. Artikel *9bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmte zum Zeitpunkt der Klageerhebung:

« § 1. Unter außergewöhnlichen Umständen und unter der Bedingung, dass ein Ausländer über ein Identitätsdokument verfügt, kann er eine Aufenthaltserlaubnis beim Bürgermeister des Ortes, wo er sich aufhält, beantragen; der Bürgermeister leitet den Antrag an den Minister oder dessen Beauftragten weiter. Wenn der Minister oder sein Beauftragter die Aufenthaltserlaubnis erteilt, wird sie in Belgien ausgestellt.

Die Bedingung, dass der betreffende Ausländer über ein Identitätsdokument verfügt, ist nicht anwendbar auf:

- Asylsuchende, in Bezug auf deren Asylantrag kein definitiver Beschluss gefasst worden ist oder die gemäß Artikel 20 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat gegen diesen Beschluss eine für annehmbar erklärte Kassationsbeschwerde eingelegt haben, bis zu dem Zeitpunkt, an dem ein Ablehnungsentscheid in Bezug auf die für annehmbar erklärte Beschwerde ausgesprochen wird,

- Ausländer, die auf gültige Weise nachweisen, dass es ihnen unmöglich ist, die erforderlichen Identitätsdokumente in Belgien zu besorgen.

§ 2. Unbeschadet der anderen Sachverhalte des Antrags können folgende Sachverhalte nicht als außergewöhnliche Umstände angenommen werden und werden für unzulässig erklärt:

1. Sachverhalte, die bereits zur Unterstützung eines Asylantrags im Sinne der Artikel 50, *50bis*, *50ter* und 51 geltend gemacht worden sind und die von den Asylbehörden abgelehnt worden sind, mit Ausnahme der Sachverhalte, die abgelehnt wurden, da sie den Kriterien des Genfer Abkommens wie in Artikel 48/3 bestimmt und den in Artikel 48/4 vorgesehenen Kriterien in Bezug auf den subsidiären Schutz fremd sind oder weil sie nicht in den Zuständigkeitsbereich dieser Behörden fallen,

2. Sachverhalte, auf die sich im Verlauf der Bearbeitung des Asylantrags im Sinne der Artikel 50, *50bis*, *50ter* und 51 hätte berufen werden müssen, sofern sie bereits bestanden und vor Ende dieses Verfahrens bekannt waren,

3. Sachverhalte, auf die sich bereits im Rahmen eines vorherigen Antrags auf Aufenthaltserlaubnis im Königreich berufen wurde,

4. Sachverhalte, auf die sich im Rahmen eines Antrags auf Aufenthaltserlaubnis aufgrund von Artikel *9ter* berufen wurde».

B.8.3.2. Artikel *9bis* bestimmt, dass ein Ausländer in Abweichung von Artikel 9 einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis von Belgien aus über den Bürgermeister des Ortes, in dem er sich aufhält, einreichen kann.

Durch diese Bestimmung wird die betreffende Möglichkeit auf «außergewöhnliche Umstände» und auf die Bedingung begrenzt, dass der Ausländer über ein Identitätsdokument verfügt (Artikel *9bis* § 1 Absatz 1), unbeschadet der Fälle, in denen die letztgenannte Bedingung nicht gilt (Artikel *9bis* § 1 Absatz 2). In dieser Bestimmung sind außerdem gewisse Sachverhalte präzisiert, die nicht als «außergewöhnliche Umstände» angenommen werden können (Artikel *9bis* § 2).

B.8.3.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist keine Befreiung von der Vergütung für Anträge im Sinne von Artikel *9bis* vorgesehen.

B.8.4.1. Artikel 10 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmte zum Zeitpunkt der Klageerhebung:

« § 1. Unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 9 und 12 ist es folgenden Personen von Rechts wegen gestattet, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten:

1. Ausländern, deren Aufenthaltsrecht durch einen internationalen Vertrag, durch Gesetz oder durch einen königlichen Erlass anerkannt ist,

2. Ausländern, die die im Gesetzbuch über die belgische Staatsangehörigkeit vorgesehenen Bedingungen erfüllen, um die belgische Staatsangehörigkeit wiederzuerlangen, ohne dass sie ihren Hauptwohrtort seit mindestens zwölf Monaten in Belgien haben müssen und ohne dass sie eine Erklärung im Hinblick auf die Wiedererlangung der belgischen Staatsangehörigkeit abgeben müssen,

3. Frauen, die durch ihre Heirat oder dadurch, dass ihr Ehemann eine fremde Staatsangehörigkeit erworben hat, die belgische Staatsangehörigkeit verloren haben,

4. folgenden Mitgliedern der Familie eines Ausländers, dem der Aufenthalt im Königreich seit mindestens zwölf Monaten für unbegrenzte Dauer gestattet oder erlaubt ist oder dem es seit mindestens zwölf Monaten erlaubt ist, sich dort niederzulassen. Diese Frist von zwölf Monaten fällt weg, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise die registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand, die Partner ein gemeinsames minderjähriges Kind haben oder Familienmitglieder eines Ausländers betroffen sind, der als Flüchtling anerkannt ist oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist:

- seinem ausländischen Ehepartner oder dem Ausländer, mit dem er eine registrierte Partnerschaft führt, die in Belgien einer Ehe gleichgesetzt ist, und der mit ihm zusammenleben wird, sofern die beiden betroffenen Personen älter als einundzwanzig Jahre sind. Dieses Mindestalter wird jedoch auf achtzehn Jahre herabgesetzt, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise diese registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand,

- ihren Kindern, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind,

- den Kindern des Ausländers, dem nachgekommen wird, und seines Ehepartners oder des im ersten Gedankenstrich erwähnten registrierten Partners, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind, sofern der Ausländer, dem nachgekommen wird, sein Ehepartner oder der erwähnte registrierte Partner das Sorgerecht hat und die Kinder zu seinen Lasten oder zu Lasten des Ehepartners beziehungsweise des registrierten Partners sind und, bei geteiltem Sorgerecht, sofern der andere Inhaber des Sorgerechts sein Einverständnis gegeben hat,

5. Ausländern, die durch eine einem Gesetz entsprechend registrierte Partnerschaft mit einem Ausländer verbunden sind, dem der Aufenthalt im Königreich seit mindestens zwölf Monaten für unbegrenzte Dauer gestattet oder erlaubt ist oder dem es seit mindestens zwölf Monaten erlaubt ist, sich dort niederzulassen, und den Kindern dieses Partners, die mit ihnen zusammenleben werden, bevor sie das Alter von achtzehn Jahren erreicht haben, und ledig sind, sofern der Partner das Sorgerecht hat und die Kinder zu seinen Lasten sind und, bei geteiltem Sorgerecht, sofern der andere Inhaber des Sorgerechts sein Einverständnis gegeben hat. Diese Frist von zwölf Monaten fällt weg, wenn das eheliche Verhältnis beziehungsweise die registrierte Partnerschaft bereits vor Ankunft im Königreich des Ausländers, dem nachgekommen wird, bestand oder die Partner ein gemeinsames minderjähriges Kind haben.

[...]

6. behinderten Alleinstehenden, die älter als achtzehn Jahre und Kind eines Ausländers sind, dem der Aufenthalt im Königreich für unbegrenzte Dauer gestattet oder erlaubt ist oder dem es erlaubt ist, sich dort niederzulassen, oder Kind seines Ehepartners beziehungsweise Partners im Sinne von Nummer 4 oder 5 sind, sofern sie ein Attest vorlegen, das von einem von der belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung zugelassenen Arzt ausgestellt worden ist und in dem bescheinigt wird, dass sie wegen ihrer Behinderung nicht für ihren Unterhalt sorgen können,

7. Eltern eines Ausländers, der im Sinne von Artikel 48/3 als Flüchtling anerkannt ist oder dem der subsidiäre Schutzstatus zuerkannt ist, die mit ihm zusammenleben werden, insofern der Ausländer unter achtzehn Jahre alt ist und in das Königreich eingereist ist, ohne in Begleitung eines aufgrund des Gesetzes für ihn verantwortlichen volljährigen Ausländers zu sein, und er anschließend nicht tatsächlich unter der Obhut einer solchen Person stand beziehungsweise nach der Einreise ins Königreich allein gelassen wurde.

Absatz 1 Nr. 4 ist nicht auf den Ehepartner eines polygamen Ausländers anwendbar, wenn ein anderer Ehepartner dieses Ausländers sich bereits im Königreich aufhält.

Der König bestimmt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die Fälle, in denen eine auf der Grundlage eines ausländischen Gesetzes registrierte Partnerschaft als in Belgien mit einer Ehe gleichgesetzt gilt.

Die Bestimmungen in Bezug auf Kinder sind anwendbar, sofern in einem Belgien bindenden internationalen Abkommen keine günstigeren Bestimmungen vorgesehen sind.

§ 2. In § 1 Absatz 1 Nr. 2 und 3 erwähnte Ausländer müssen nachweisen, dass sie über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel für sich selbst verfügen und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen.

In § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnte Ausländer müssen nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über genügende Unterkunftsmöglichkeiten verfügt, um das Mitglied/die Mitglieder seiner Familie aufzunehmen, die ihm nachkommen möchten, und dass diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohrtort vermieteten Wohnungen festgelegt sind; ferner müssen sie nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und seine Familienmitglieder verfügt. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie Ausländer nachweisen, dass die Wohnung diesen Anforderungen entspricht.

In § 1 Absatz 1 Nr. 4 und 5 erwähnte Ausländer müssen zudem nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel - wie in § 5 vorgesehen - für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen. Diese Bedingung findet keine Anwendung, wenn dem Ausländer nur in § 1 Absatz 1 Nr. 4 zweiter und dritter Gedankenstrich erwähnte Familienmitglieder nachkommen.

In § 1 Absatz 1 Nr. 6 erwähnte Ausländer müssen nachweisen, dass der Ausländer, dem sie nachkommen, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel - wie in § 5 vorgesehen - für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen.

[...]

§ 3. Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 11 § 2 kann ein Ausländer, dem in Anwendung von § 1 Absatz 1 Nr. 4 oder 5 der Aufenthalt in der Eigenschaft als Ehepartner oder unverheiratetem Partner gestattet wurde, sich erst auf das Recht berufen, dass ihm auf der Grundlage einer Eheschließung oder einer registrierten Partnerschaft nachgekommen wird, wenn er nachweisen kann, dass er sich während zweier Jahre regelmäßig im Königreich aufgehalten hat.

§ 4. Paragraph 1 Absatz 1 Nr. 1 und 4 bis 6 ist nicht anwendbar auf Mitglieder der Familie eines Ausländers, dem der Aufenthalt in Belgien erlaubt ist, um zu studieren, oder dem der Aufenthalt im Königreich für begrenzte Dauer erlaubt ist, die durch vorliegendes Gesetz oder wegen besonderer Umstände, die dem Betreffenden eigen sind, festgelegt ist oder mit Art oder Dauer seiner Tätigkeiten in Belgien in Zusammenhang steht.

§ 5. Die in § 2 erwähnten Existenzmittel müssen mindestens hundertzwanzig Prozent des in Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung erwähnten Betrags entsprechen.

In die Festlegung der Höhe dieser Existenzmittel fließen:

1. Art und Regelmäßigkeit der Einkünfte ein,
2. weder Mittel aus Regelungen zur Gewährung ergänzender Sozialhilfeleistungen, das heißt Eingliederungseinkommen und Zuschlag zu den Familienleistungen, noch finanzielle Sozialhilfe und Familienbeihilfen ein,
3. Wartegeld sowie Übergangentschädigungen nicht ein und Arbeitslosengeld nur dann, wenn der betreffende Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner nachweisen kann, dass er aktiv Arbeit sucht».

B.8.4.2. Abgesehen von den Fällen im Sinne von Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nrn. 1 bis 3 und 7 betrifft dieser Artikel die Familienzusammenführung von Ausländern, die gegebenenfalls Angehörige der Europäischen Union sind und die einem Zusammenführenden nachkommen möchten, der nicht Bürger der Europäischen Union ist, der jedoch einen unbegrenzten Aufenthalt in Belgien genießt oder dem es erlaubt ist, sich dort niederzulassen.

Die Zusammenführenden im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Nrn. 2 und 3 müssen über stabile, ausreichende und regelmäßige Existenzmittel verfügen. Die Zusammenführenden im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Nrn. 4 bis 6 müssen über eine ausreichende Wohnung für die Personen, die sie nachkommen lassen möchten, verfügen. Überdies müssen diese Zusammenführenden in der Regel über ausreichende, stabile und regelmäßige Existenzmittel für sich selbst und für ihre Familienmitglieder verfügen, um zu vermeiden, dass sie der öffentlichen Hand zur Last fallen.

B.8.4.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist in Bezug auf die Anträge im Sinne von Artikel 10 eine Befreiung von der Vergütung für die Anträge vorgesehen, die durch die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei und durch die Familienmitglieder der Begünstigten der Rechtsstellung eines Flüchtlings oder des subsidiären Schutzstatus eingereicht werden.

B.8.5.1. Artikel 10*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmte zum Zeitpunkt der Klageerhebung:

« § 1. Wenn in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnte Mitglieder der Familie eines ausländischen Studenten, dem der Aufenthalt erlaubt ist, einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis von mehr als drei Monaten einreichen, muss diese Erlaubnis bewilligt werden, wenn der Student oder eines der betreffenden Mitglieder seiner Familie nachweist:

- dass er über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel gemäß Artikel 10 § 5 für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen,
- dass er über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügt, um das Mitglied/die Mitglieder seiner Familie aufzunehmen, die ihm nachkommen möchten, wobei diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen müssen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohntort vermieteten Wohnungen festgelegt sind. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie Ausländer nachweisen, dass die Wohnung den vorgesehenen Anforderungen entspricht,
- dass er über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und seine Familienmitglieder verfügt,
- dass sich diese nicht in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 erwähnten Fälle befinden oder an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leiden, die die Volksgesundheit gefährden können.

Die Bestimmungen von Artikel 12*bis* § 6 sind ebenfalls anwendbar.

§ 2. Wenn in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnte Mitglieder der Familie eines Ausländers, dem der Aufenthalt in Belgien für begrenzte Dauer erlaubt ist, die durch vorliegendes Gesetz oder wegen besonderer Umstände, die dem Betreffenden eigen sind, festgelegt ist oder mit Art oder Dauer seiner Tätigkeiten in Belgien in Zusammenhang steht, einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis von mehr als drei Monaten einreichen, muss diese Erlaubnis bewilligt werden, wenn sie nachweisen:

- dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel gemäß Artikel 10 § 5 für sich und seine Familienmitglieder verfügt und die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen,
- dass der Ausländer, dem nachgekommen wird, über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügt, um das Mitglied/die Mitglieder seiner Familie aufzunehmen, die ihm nachkommen möchten, wobei diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen müssen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohntort vermieteten Wohnungen festgelegt sind. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie der Ausländer nachweist, dass die Wohnung den vorgesehenen Anforderungen entspricht und dass er über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und seine Familienmitglieder verfügt,
- dass sich diese nicht in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 erwähnten Fälle befinden oder an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leiden, die die Volksgesundheit gefährden können.

Die Bestimmungen von Artikel 12*bis* § 6 sind ebenfalls anwendbar.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 finden ebenfalls Anwendung auf die in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnten Familienmitglieder von Ausländern, die auf der Grundlage der Richtlinie 2003/109/EG des Rates der Europäischen Union vom 25. November 2003 betreffend die Rechtsstellung der langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union die Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten besitzen und denen es aufgrund der Bestimmungen von Titel II Kapitel 5 erlaubt ist, sich im Königreich aufzuhalten, oder die eine solche Erlaubnis beantragen.

Bestand die Familie jedoch bereits in diesem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder wurde sie dort neu gebildet, müssen Ausländer, denen nachgekommen wird, nicht nachweisen, dass sie über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügen, um ein oder mehrere Familienmitglieder aufzunehmen, und wird in Bezug auf die Bedingung, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel zu verfügen, auch der Nachweis berücksichtigt, dass die betreffenden Familienmitglieder selbst über solche Mittel verfügen. Um diese Sonderregelung in Anspruch nehmen zu können, müssen die Familienmitglieder eine langfristige Aufenthaltsberechtigung - EU beziehungsweise den Aufenthaltsschein, der ihnen von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellt worden ist, und den Nachweis, dass sie sich in diesem Staat als Familienmitglied eines langfristig Aufenthaltsberechtigten aufgehalten haben, vorlegen.

§ 4. Paragraph 2 findet ebenfalls Anwendung auf die in Artikel 10 § 1 Absatz 1 Nr. 4 bis 6 erwähnten Familienmitglieder von Ausländern, denen in Anwendung von Artikel 61/27 der Aufenthalt erlaubt ist.

Bestand die Familie jedoch bereits in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder wurde sie dort neu gebildet, müssen Ausländer, denen nachgekommen wird, nicht nachweisen, dass sie über genügende Unterkunftsmöglichkeiten verfügen, um ein oder mehrere Familienmitglieder aufzunehmen, und wird in Bezug auf die Bedingung, über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel zu verfügen, auch der Nachweis berücksichtigt, dass die betreffenden Familienmitglieder selbst über solche Mittel verfügen. Um diese Sonderregelung in Anspruch nehmen zu können, müssen die Familienmitglieder den Aufenthaltsschein, der ihnen von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellt worden ist, und den Nachweis, dass sie sich in diesem Staat als Familienmitglied eines Inhabers einer Blauen Karte EU aufgehalten haben, vorlegen».

B.8.5.2. Artikel 10*bis* betrifft die Familienzusammenführung der Familienmitglieder, die gegebenenfalls Angehörige der Europäischen Union sind und die entweder einem Studierenden (§ 1) oder einem Zusammenführenden, der nicht Bürger der Europäischen Union ist, jedoch in den Vorteil eines Aufenthalts für begrenzte Dauer in Belgien gelangt (§ 2), oder einem Zusammenführenden, der die Rechtsstellung als langfristig Aufenthaltsberechtigter besitzt (§ 3), oder einem Ausländer, dem der Aufenthalt in Anwendung von Artikel 61/27 erlaubt ist (§ 4), nachkommen möchten.

Die Zusammenführenden im Sinne der Paragraphen 1 und 2 müssen über eine ausreichende Wohnung und über stabile, regelmäßige und ausreichende Existenzmittel verfügen, um ihre eigenen Bedürfnisse und diejenigen ihrer Familienmitglieder zu decken und zu vermeiden, dass sie der öffentlichen Hand zur Last fallen.

Die Zusammenführenden im Sinne der Paragraphen 3 und 4, die bereits ihre Familie gebildet haben oder sie in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union neu gebildet haben, müssen nicht nachweisen, dass sie über eine ausreichende Wohnung verfügen, um das Familienmitglied oder die Familienmitglieder zu empfangen. In Bezug auf die Bedingung der stabilen, regelmäßigen und ausreichenden Existenzmittel wird in ihrer Situation ebenfalls der Beweis berücksichtigt, dass das Familienmitglied persönlich über solche Existenzmittel verfügt.

B.8.5.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist in Bezug auf die Anträge im Sinne von Artikel 10*bis* eine Befreiung von der Vergütung für die Anträge vorgesehen, die durch die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei eingereicht werden.

B.8.6.1. Artikel 19 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der zu Titel I Kapitel 5 («Abwesenheit und Rückkehr des Ausländers») dieses Gesetzes gehört, bestimmt:

«In § 1 Absatz 1 erwähnten Ausländern, deren Abwesenheit vom Königreich länger als ein Jahr dauert, kann unter den Bedingungen und in den Fällen, die durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlass festgelegt werden, erlaubt werden, ins Königreich zurückzukehren.

In § 1 Absatz 2 und 3 erwähnte Ausländer, die ihr Rückkehrrecht verloren haben, können unter den Bedingungen und in den Fällen, die durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlass festgelegt werden, die Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten wiedererlangen».

B.8.6.2. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist in Bezug auf die Anträge im Sinne von Artikel 19 § 2 eine Befreiung von der Vergütung für die Anträge vorgesehen, die durch die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei sowie durch die Begünstigten der Rechtsstellung als Flüchtling und ihre Familienmitglieder eingereicht werden.

B.8.7.1. Zum Zeitpunkt der Klageerhebung bestimmte Artikel 40*ter* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der zu Kapitel 1 («Ausländer, Unionsbürger, ihre Familienmitglieder und Ausländer, die Familienmitglieder eines Belgiers sind») von Titel II («Ergänzende und abweichende Bestimmungen über bestimmte Kategorien von Ausländern») gehört:

«Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf Familienmitglieder eines Belgiers, sofern es sich um:

- in Artikel 40*bis* § 2 Absatz 1 Nr. 1 bis 3 erwähnte Familienmitglieder handelt, die den Belgier begleiten oder ihm nachkommen,

- in Artikel 40*bis* § 2 Absatz 1 Nr. 4 erwähnte Familienmitglieder handelt, die Eltern eines minderjährigen Belgiers sind, ihre Identität durch ein Identitätsdokument nachweisen und den Belgier begleiten oder ihm nachkommen.

In Bezug auf die in Artikel 40*bis* § 2 Absatz 1 Nr. 1 bis 3 erwähnten Familienmitglieder müssen die betreffenden belgischen Staatsangehörigen nachweisen, dass:

- sie über stabile, genügende und regelmäßige Existenzmittel verfügen. Diese Bedingung gilt als erfüllt, wenn die Existenzmittel mindestens hundertzwanzig Prozent des in Artikel 14 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung erwähnten Betrags entsprechen. In die Festlegung der Höhe dieser Existenzmittel fließen:

1. Art und Regelmäßigkeit der Einkünfte ein,
2. weder Mittel aus Regelungen zur Gewährung ergänzender Sozialhilfeleistungen, das heißt Eingliederungseinkommen und Zuschlag zu den Familienleistungen, noch finanzielle Sozialhilfe und Familienbeihilfen ein,
3. Wartegeld sowie Übergangentschädigungen nicht ein und Arbeitslosengeld nur dann, wenn der betreffende Ehepartner beziehungsweise Lebenspartner nachweisen kann, dass er aktiv Arbeit sucht,

- sie über angemessene Unterkunftsmöglichkeiten verfügen, um das Mitglied/die Mitglieder ihrer Familie aufzunehmen, die ihnen nachkommen möchten, wobei diese Unterkunftsmöglichkeiten den Anforderungen entsprechen müssen, die in Buch III Titel VIII Kapitel II Abschnitt 2 Artikel 2 des Zivilgesetzbuches für die als Hauptwohnmort vermieteten Wohnungen vorgesehen sind, und dass sie über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien für sich und die Mitglieder ihrer Familie verfügen. Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass fest, wie belgische Staatsangehörige nachweisen, dass die Wohnung diesen Anforderungen entspricht.

[...]».

B.8.7.2. Artikel 40*ter* betrifft die Familienmitglieder, die gegebenenfalls Angehörige der Europäischen Union sind und die einem Belgier nachkommen möchten, während Artikel 40*bis* die Familienmitglieder betrifft, die gegebenenfalls Angehörige der Europäischen Union sind und die einem Angehörigen der Europäischen Union nachkommen möchten.

In Bezug auf die Familienmitglieder im Sinne von Artikel 40*bis* Absatz 1 Nrn. 1 bis 3 (Ehepartner oder registrierter Partner und Verwandte in absteigender Linie) muss der (belgische) Zusammenführende über stabile, ausreichende und regelmäßige Existenzmittel und eine ausreichende Wohnung verfügen.

B.8.7.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist in Bezug auf die Anträge im Sinne von Artikel 40*ter* eine Befreiung von der Vergütung für die Anträge vorgesehen, die durch die Familienmitglieder eines Belgiers, der sein Recht auf Freizügigkeit gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union ausgeübt hat, eingereicht werden.

B.8.8.1. Artikel 58, der zu Kapitel 3 («Studenten») von Titel II («Ergänzende und abweichende Bestimmungen über bestimmte Kategorien von Ausländern») gehört, bestimmt:

«Wenn der Antrag auf Erlaubnis, sich länger als drei Monate im Königreich aufhalten zu dürfen, bei einer belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung von einem Ausländer eingereicht wird, der in Belgien an einer Hochschule studieren oder dort ein Vorbereitungsjahr für den Hochschulunterricht besuchen möchte, muss diese Erlaubnis erteilt werden, wenn sich der Betreffende nicht in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 vorgesehenen Fälle befindet und wenn er folgende Dokumente vorlegt:

1. eine gemäß Artikel 59 von einer Lehranstalt ausgestellte Bescheinigung,
2. den Nachweis, dass er über genügende Existenzmittel verfügt,
3. ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass er nicht an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten oder Gebrechen leidet,
4. wenn der Betreffende älter als 21 Jahre ist, eine Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass er nicht wegen gemeinrechtlicher Verbrechen oder Delikte verurteilt worden ist,

Wenn das in Absatz 1 Nr. 3 vorgesehene Attest und die in Absatz 1 Nr. 4 vorgesehene Bescheinigung nicht vorgelegt werden, kann der Minister oder sein Beauftragter dem Ausländer je nach Umständen trotzdem erlauben, sich in Belgien aufzuhalten, um dort zu studieren.

Die Erlaubnis sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten kann gemäß den vom König in Ausführung von Artikel 9 Absatz 2 festgelegten Modalitäten vom Ausländer beantragt werden».

B.8.8.2. Artikel 58 betrifft die Erlaubnis für einen Ausländer, der in Belgien im Hochschulunterricht studieren oder hier ein Vorbereitungsjahr für den Hochschulunterricht absolvieren möchte, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten.

Dieser Ausländer muss insbesondere nachweisen, dass er über ausreichende Existenzmittel verfügt.

B.8.8.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist keine Befreiung von der Vergütung für die Anträge im Sinne von Artikel 58 vorgesehen.

B.8.9.1. Artikel 61/7, der zu Kapitel 5 («Begünstigte der Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union auf der Grundlage der Richtlinie 2003/109/EG des Rates der Europäischen Union vom 25. November 2003 betreffend die Rechtsstellung der langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen») von Titel II («Ergänzende und abweichende Bestimmungen über bestimmte Kategorien von Ausländern») gehört, bestimmt:

«§ 1. Wenn Ausländer, die Inhaber einer gültigen langfristigen Aufenthaltsberechtigung - EU sind, ausgestellt von einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union auf der Grundlage der Richtlinie 2003/109/EG des Rates der Europäischen Union vom 25. November 2003 betreffend die Rechtsstellung der langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen, die Erlaubnis zu einem Aufenthalt für einen Zeitraum von über drei Monaten beantragen, muss diese Erlaubnis erteilt werden, sofern keine Gründe der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit dagegen sprechen, sie nicht an einer in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leiden, die die Volksgesundheit gefährden können, und sie eine der folgenden Bedingungen erfüllen:

1. in Belgien eine abhängige oder selbständige Erwerbstätigkeit ausüben,
2. in Belgien ein Studium oder eine Berufsausbildung absolvieren,
3. zu sonstigen Zwecken nach Belgien kommen.

Der Nachweis für die Erfüllung der in Absatz 1 Nr. 1 erwähnten Bedingung ist erbracht, wenn die betreffenden Ausländer belegen, dass sie in Belgien arbeiten dürfen oder von der Arbeitserlaubnis befreit sind und je nach Fall über einen Beschäftigungsvertrag, ein Beschäftigungsvertragsangebot oder die für die Ausübung einer Tätigkeit als Selbständiger erforderlichen Unterlagen verfügen, und aus dieser Tätigkeit stabile, regelmäßige und genügende Mittel für sich und ihre Familienmitglieder beziehen oder beziehen können, sodass die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen.

Der Nachweis für die Erfüllung der in Absatz 1 Nr. 2 erwähnten Bedingung ist erbracht, wenn sie die in den Artikeln 58 bis 60 erwähnten Bedingungen erfüllen.

Der Nachweis für die Erfüllung der in Absatz 1 Nr. 3 erwähnten Bedingung ist erbracht, wenn sie belegen, dass sie über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel für sich und ihre Familienmitglieder verfügen, sodass die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen, und dass sie über eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien verfügen.

Die in Absatz 1 erwähnten Regeln finden keine Anwendung, wenn sich langfristig Aufenthaltsberechtigte als Arbeitnehmer, die von einem in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ansässigen Dienstleistungserbringer im Rahmen der grenzüberschreitenden Erbringung von Dienstleistungen entsendet werden, oder als Erbringer grenzüberschreitender Dienstleistungen im Königreich aufhalten möchten.

§ 2. Anträge auf Aufenthaltserlaubnis werden gemäß den in Artikel 9 oder 9bis vorgesehenen Modalitäten eingereicht.

[...].

B.8.9.2. Artikel 61/7 betrifft die langfristig Aufenthaltsberechtigten in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union, die entweder eine Tätigkeit als Arbeitnehmer oder als Selbständiger in Belgien ausüben, oder ein Studium oder eine Berufsausbildung in Belgien absolvieren, oder zu anderen Zwecken nach Belgien kommen.

Die betreffenden Personen müssen entsprechend der Art ihrer Tätigkeit nachweisen, dass sie über Einkünfte oder Existenzmittel für sich selbst oder gegebenenfalls für ihre Familienmitglieder verfügen.

B.8.9.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist keine Befreiung von der Vergütung für die Anträge im Sinne von Artikel 61/7 vorgesehen.

B.8.10.1. Artikel 61/11, der zu Kapitel 6 («Forscher») von Titel II («Ergänzende und abweichende Bestimmungen über bestimmte Kategorien von Ausländern») gehört, bestimmt:

«§ 1. Wird ein Antrag auf Erlaubnis zu einem Aufenthalt im Königreich von mehr als drei Monaten bei einer belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung von Ausländern eingereicht, die als Forscher im Rahmen einer mit einer zugelassenen Forschungseinrichtung unterzeichneten Aufnahmevereinbarung ein Forschungsprojekt durchführen möchten, muss diese Erlaubnis bewilligt werden, sofern die Betreffenden sich nicht in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 des vorliegenden Gesetzes vorgesehenen Fälle befinden und folgende Unterlagen vorlegen:

1. ein gültiges Reisedokument,
2. eine Aufnahmevereinbarung, die mit einer in Belgien zugelassenen Forschungseinrichtung unterzeichnet wurde,
3. ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass sie nicht an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leiden,

4. wenn die Betroffenen älter als 18 Jahre sind, eine Bescheinigung, aus der hervorgeht, dass sie nicht wegen gemeinrechtlicher Verbrechen oder Delikte verurteilt worden sind.

Wenn das in Absatz 1 Nr. 3 vorgesehene Attest und die in Absatz 1 Nr. 4 vorgesehene Bescheinigung nicht vorgelegt werden können, kann der Minister oder sein Beauftragter Ausländern je nach Umständen trotzdem erlauben, sich als Forscher in Belgien aufzuhalten.

Ferner kann der Minister oder sein Beauftragter beschließen zu prüfen, ob die Modalitäten, auf deren Grundlage die betreffende Aufnahmevereinbarung geschlossen worden ist, eingehalten werden.

§ 2. Gemäß den Artikeln 9 und 9bis können Ausländer die Erlaubnis zu einem Aufenthalt in Belgien von mehr als drei Monaten beim Bürgermeister des Ortes, wo sie sich aufhalten, beantragen».

B.8.10.2. Artikel 61/11 bezieht sich auf die Aufenthaltsanträge für mehr als drei Monate durch Ausländer, die in ihrer Eigenschaft als Forscher ein Forschungsprojekt im Rahmen einer mit einer zugelassenen Forschungseinrichtung unterzeichneten Aufnahmevereinbarung verwirklichen möchten.

B.8.10.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist keine Befreiung von der Vergütung für die Anträge im Sinne von Artikel 61/11 vorgesehen.

B.8.11.1. Artikel 61/27, der zu Kapitel 8 («Hochqualifizierte Arbeitnehmer - Blaue Karte EU») von Titel II («Ergänzende und abweichende Bestimmungen über bestimmte Kategorien von Ausländern») gehört, bestimmte zum Zeitpunkt der Klageerhebung:

« § 1. Beantragen in Artikel 61/26 erwähnte Ausländer bei einer belgischen diplomatischen oder konsularischen Vertretung die Erlaubnis für einen Aufenthalt im Königreich von mehr als drei Monaten, gewährt der Minister oder sein Beauftragter die Aufenthaltserlaubnis, sofern die zuständige Regionalbehörde dem betreffenden Arbeitgeber eine vorläufige Beschäftigungserlaubnis ausstellt, die Ausländer sich nicht in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 5 bis 8 vorgesehenen Fälle befinden und sie folgende Unterlagen vorlegen:

1. einen gültigen Pass oder einen gleichwertigen Reiseschein,
2. ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass sie nicht an einer der in der Anlage zu vorliegendem Gesetz aufgezählten Krankheiten leiden,
3. einen Auszug aus dem Strafregister oder ein gleichwertiges Dokument, der/das vom Herkunftsland oder dem Land, in dem sie zuletzt gewohnt haben, ausgestellt ist und bescheinigt, dass sie nicht wegen gemeinrechtlicher Verbrechen oder Vergehen verurteilt worden sind,
4. einen Nachweis, dass sie über eine Krankenversicherung zur Deckung sämtlicher Risiken in Belgien verfügen,
5. eine Kopie des Arbeitsvertrags.

Wenn die in Absatz 1 Nr. 2 und 3 erwähnten Unterlagen nicht vorgelegt werden können, kann der Minister oder sein Beauftragter dem betreffenden Ausländer unter Berücksichtigung der Umstände den Aufenthalt in Belgien im Hinblick auf die Ausübung einer hochqualifizierten Beschäftigung dennoch erlauben.

§ 2. Ausländer, denen der Aufenthalt im Königreich bereits für höchstens drei Monate beziehungsweise mehr als drei Monate erlaubt oder gestattet ist, können ihren Antrag auf Aufenthaltserlaubnis beim Bürgermeister ihres Wohnortes oder bei seinem Beauftragten einreichen. Der Minister oder sein Beauftragter gewährt die Aufenthaltserlaubnis, sofern die zuständige Regionalbehörde dem betreffenden Arbeitgeber eine vorläufige Beschäftigungserlaubnis ausstellt und die Ausländer die in § 1 erwähnten Unterlagen vorlegen.

Der König legt die Modalitäten für die Einreichung des in Absatz 1 erwähnten Antrags fest.

§ 3. Ausländer, die als Inhaber einer Blauen Karte EU seit achtzehn Monaten in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union wohnen, können auf Vorlage ihrer gültigen Blauen Karte EU eine Erlaubnis für einen Aufenthalt im Königreich von mehr als drei Monaten gemäß § 1 beantragen.

Die in Absatz 1 erwähnten Ausländer können auf Vorlage ihrer gültigen Blauen Karte EU ihren Antrag auch gemäß § 2 einreichen, sofern sie dies möglichst schnell und spätestens einen Monat nach ihrer Einreise ins Königreich tun.

Der König legt die Modalitäten für die Einreichung des in Absatz 2 erwähnten Antrags fest.

§ 4. Zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Aufenthaltserlaubnis muss der betreffende Ausländer einen Wohnsitz in Belgien wählen.

Wenn der Ausländer keinen Wohnsitz gemäß Absatz 1 wählt, wird davon ausgegangen, dass er seinen Wohnsitz beim Ausländeramt gewählt hat.

Jede Änderung des gewählten Wohnsitzes muss dem Ausländeramt per Einschreiben oder durch Aushändigung gegen Empfangsbestätigung mitgeteilt werden.

§ 5. Der Minister oder sein Beauftragter verweigert die Aufenthaltserlaubnis, wenn die an den Aufenthalt gebundenen Bedingungen nicht erfüllt sind, aus der Überprüfung des tatsächlichen Wohnortes, die der Bürgermeister oder sein Beauftragter durchführen lassen muss, hervorgeht, dass der betreffende Ausländer nicht auf dem Gebiet der Gemeinde wohnt, oder bei Betrug».

B.8.11.2. Artikel 61/27 bezieht sich auf die Anträge auf Aufenthaltserlaubnis für mehr als drei Monate durch Ausländer im Sinne von Artikel 61/26 in der Eigenschaft als hochqualifizierter Arbeitnehmer mit einer europäischen blauen Karte gemäß der Richtlinie 2009/50/EG des Rates vom 25. Mai 2009 über die Bedingungen für die Einreise und den Aufenthalt von Drittstaatsangehörigen zur Ausübung einer hochqualifizierten Beschäftigung.

B.8.11.3. In Artikel 1/1 § 2 Nr. 10 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, ist keine Befreiung von der Vergütung für die Anträge im Sinne von Artikel 61/27 vorgesehen.

B.9. Wie aus den Vorarbeiten hervorgeht, wollte der Gesetzgeber im Anschluss an das Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates die spezifische Situation der Ausländer berücksichtigen, die sich aus internationalen Verpflichtungen des belgischen Staates ergibt, insbesondere:

- die Bürger der Europäischen Union und ihre Familienmitglieder;
- die Bürger des Europäischen Wirtschaftsraums und die Begünstigten des Assoziationsabkommens zwischen der Europäischen Union und der Schweiz;
- die Begünstigten des Assoziationsabkommens zwischen der Europäischen Union und der Türkei;
- die Asylsuchenden;
- die Familienmitglieder eines Flüchtlings oder eines Ausländers, der subsidiären Schutz genießt;
- die Ausländer, die eine Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 9ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen;
- die Opfer von Menschenhandel und Menschenschmuggel;
- die unbegleiteten minderjährigen Ausländer;
- die Begünstigten des zeitweiligen Schutzes;

- die Familienmitglieder eines belgischen Staatsangehörigen, der nach Belgien zurückkehrt, nachdem er von seinem Recht auf Freizügigkeit und Aufenthalt in der Europäischen Union Gebrauch gemacht hat.

In den Vorarbeiten ist ausdrücklich angeführt, dass die Liste nicht erschöpfend ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-0672/001, SS. 82-83, und ebenda, DOC 54-0672/008, SS. 3-4).

Im Übrigen sind die vorstehend angeführten Befreiungen zu berücksichtigen, die ausdrücklich in Artikel 1/1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196, vorgesehen sind.

Die Beschwerdegründe insgesamt

B.10.1. Praktisch alle Klagegründe sind insbesondere aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung miteinander, abgeleitet.

Gegen Artikel 191 der Verfassung kann nur verstoßen werden, insofern durch die angefochtenen Bestimmungen ein Behandlungsunterschied zwischen gewissen Ausländern und den Belgiern eingeführt wird.

Da die beanstandeten Behandlungsunterschiede und Gleichbehandlungen ausschließlich den Vergleich verschiedener Kategorien von Ausländern miteinander betreffen, sind die vorerwähnten Klagegründe nicht zulässig, insofern sie aus einem Verstoß gegen Artikel 191 der Verfassung abgeleitet sind.

B.10.2.1. Mehrere Klagegründe sind insbesondere aus einem Verstoß gegen die Stillhalteverpflichtung von Artikel 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit anderen Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, abgeleitet. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6193 ist insbesondere aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22, 23, 170 und 172 der Verfassung in Verbindung mit «dem allgemeinen Stillhaltegrundsatz» und mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet.

Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;

2. das Recht auf soziale Sicherheit, auf Gesundheitsschutz und auf sozialen, medizinischen und rechtlichen Beistand;

3. das Recht auf eine angemessene Wohnung;

4. das Recht auf den Schutz einer gesunden Umwelt;

5. das Recht auf kulturelle und soziale Entfaltung;

6. das Recht auf Familienleistungen».

Artikel 23 der Verfassung enthält in Bezug auf die Rechte, die er gewährleistet, eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau bedeutsam verringert, ohne dass es dafür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.10.2.2. Die Einführung einer Vergütung für Anträge auf Aufenthaltserlaubnis, die durch Ausländer eingereicht werden, betrifft nicht die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte im Sinne von Artikel 23 der Verfassung.

B.10.2.3. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, besteht mit Ausnahme von Artikel 23 der Verfassung keine Stillhalteverpflichtung auf der Grundlage der angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, deren Einhaltung direkt vor einem Richter gefordert werden kann. Im Rahmen seiner Kontrolle kann der Richter beurteilen, ob gegen diese Grundrechte verstoßen wird oder nicht und ob die etwaigen Bedingungen zur Begrenzung dieser Rechte erfüllt sind oder nicht, insbesondere hinsichtlich des angestrebten Ziels und der Verhältnismäßigkeit der Maßnahme, und dies ungeachtet dessen, ob sich aus den betreffenden Rechten eine positive Verpflichtung für den Staat ergibt oder nicht.

Wenn es um Bestimmungen geht, die Grundrechte gewährleisten, deren Einhaltung direkt vor einem Richter gefordert werden kann, ist das Anführen einer Stillhalteverpflichtung nicht relevant.

B.10.2.4. Insofern die Klagegründe aus einem Verstoß gegen die in Artikel 23 der Verfassung enthaltene Stillhalteverpflichtung, gegebenenfalls in Verbindung mit anderen Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, abgeleitet sind, sind sie unbegründet.

B.10.3.1. In mehreren Klagegründen prangern die klagenden Parteien sodann die Einmischung in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens an, insofern die Verpflichtung zur Zahlung einer Vergütung bei einem Aufenthaltsantrag die Familienzusammenführung komplizierter gestaltet (Rechtssache Nr. 6238, dritter Klagegrund, erster, zweiter, dritter und vierter Teil, siebter Klagegrund, erster Teil; Rechtssache Nr. 6245, sechster Klagegrund, erster, zweiter und dritter Teil, neunter Klagegrund, erster Teil, zehnter Klagegrund, erster Teil, elfter Klagegrund, erster Teil).

B.10.3.2. Grundsätzlich gehört die Regelung des Aufenthalts auf dem Staatsgebiet zur souveränen Befugnis des Staates und besteht kein subjektives Recht auf Familienzusammenführung mit einem sich legal auf belgischem Staatsgebiet aufhaltenden Zusammenführenden, es sei denn, dass eine nationale oder internationale Norm dies garantiert.

B.10.3.3. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

«Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer».

Diese Vertragsbestimmung hat eine ähnliche Tragweite wie die vorerwähnte Verfassungsbestimmung, weshalb die durch die beiden Bestimmungen gebotenen Garantien ein untrennbares Ganzes bilden.

Artikel 7 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

«Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung sowie ihrer Kommunikation».

Artikel 52 Absatz 1 der Charta bestimmt:

«Jede Einschränkung der Ausübung der in dieser Charta anerkannten Rechte und Freiheiten muss gesetzlich vorgesehen sein und den Wesensgehalt dieser Rechte und Freiheiten achten. Unter Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit dürfen Einschränkungen nur vorgenommen werden, wenn sie erforderlich sind und den von der Union anerkannten dem Gemeinwohl dienenden Zielsetzungen oder den Erfordernissen des Schutzes der Rechte und Freiheiten anderer tatsächlich entsprechen».

B.10.3.4. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention erkennt nicht das Recht von Ausländern an, sich in einem bestimmten Land aufzuhalten. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat mehrfach geurteilt, dass «die Staaten gemäß einem feststehenden Grundsatz des internationalen Rechts, unbeschadet der sich für sie aus Verträgen ergebenden Verpflichtungen, berechtigt sind, den Zugang von Nichtstaatsangehörigen zu ihrem Staatsgebiet zu regeln» (EuGHMR, 28. Mai 1985, *Abdulaziz, Cabales und Balkandali* gegen Vereinigtes Königreich, § 67; 21. Oktober 1997, *Boujlifa* gegen Frankreich, § 42; 18. Oktober 2006, *Üner* gegen Niederlande, § 54; 31. Oktober 2008, *Darren Omoregie u.a.* gegen Vereinigtes Königreich, § 54). Insbesondere hat dieser Artikel nicht zur Folge, dass ein Staat verpflichtet wäre, die Familienzusammenführung auf seinem Staatsgebiet zu erlauben. Der Europäische Gerichtshof hat in der Tat auch präzisiert, dass «Artikel 8 nicht so ausgelegt werden kann, als ob er für einen Vertragsstaat die allgemeine Verpflichtung umfassen würde, die Entscheidung von verheirateten Paaren für einen gemeinsamen Wohnsitz zu achten und die Niederlassung ausländischer Ehepaare im Land anzunehmen» (EuGHMR, *Abdulaziz, Cabales und Balkandali*, vorerwähnt, § 68; *Darren Omoregie u.a.*, vorerwähnt, § 57; 29. Juli 2010, *Mengsha Kimfe* gegen Schweiz, § 61; 6. November 2012, *Hode und Abdi* gegen Vereinigtes Königreich, § 43). Der Gerichtshof hat ebenfalls hervorgehoben, dass «die Lage vom Standpunkt des Rechtes der Ausländer aus betrachtet, wenn es sich beispielsweise nicht um den Status als Flüchtling handelt, teilweise eine eigene Entscheidung beinhaltet, da es sich oft um die Entscheidung einer Person handelt, die sich dafür entschieden hat, in einem Land zu leben, dessen Staatsangehörigkeit sie nicht hat» (EuGHMR, 27. September 2011, *Bah* gegen Vereinigtes Königreich, § 45).

B.10.3.5. Die Unmöglichkeit, mit seinen Familienangehörigen zusammenzuleben, kann jedoch eine Einmischung in das durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Recht auf den Schutz des Familienlebens darstellen. Damit eine solche Einmischung diesen Bestimmungen entspricht, muss sie durch eine ausreichend präzise Gesetzesbestimmung vorgesehen sein, einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf entsprechen und im Verhältnis zum angestrebten gesetzmäßigen Ziel stehen.

B.10.3.6. Zunächst hat der Gesetzgeber selbst die Kategorien von Personen aufgelistet, die der Vergütung unterliegen, und er hat dabei gegebenenfalls gewisse Unterkategorien befreit. Die Kategorien von Ausländern, die nicht in den angefochtenen Bestimmungen erwähnt sind, sind daher von der Vergütung befreit.

Das Legalitätsprinzip wurde somit eingehalten.

B.10.3.7. Wie in B.5.9.4 angeführt wurde, wollte der Gesetzgeber durch die angefochtenen Bestimmungen eine Vergütung für die in Artikel 1/1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 angeführten Anträge auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung in Belgien einführen, um die Verwaltungskosten zu decken, die sich aus der Bearbeitung dieser Anträge ergeben, angesichts der Zunahme der Anzahl Anträge und des sich daraus ergebenden Arbeitsaufwands für den öffentlichen Dienst. Eine solche Maßnahme dient einem legitimen Ziel und entspricht einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf.

Gemäß den durch den Ministerrat erteilten Informationen besteht übrigens in den meisten Mitgliedstaaten der Europäischen Union eine Erhebung für die Prüfung der Anträge auf einen Aufenthaltstitel und/oder die Erteilung dieses Titels, insbesondere, wenn es sich um Aufenthaltsanträge im Zusammenhang mit europäischen Richtlinien handelt (FRA (*Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, rapport annuel 2013* (http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra-2014-annual-report-2013-1_fr.pdf), SS. 52-54 und Anlage, SS. 60-61).

B.10.3.8. Insofern die aus einem Verstoß gegen das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens abgeleiteten Klagegründe spezifisch mit der Situation der Ausländer zusammenhängen, die einen Aufenthaltstitel auf der Grundlage der Familienzusammenführung erhalten möchten, erfordern es die Artikel 10, 10bis und 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der Regel, dass der Zusammenführende über stabile, regelmäßige und ausreichende Existenzmittel verfügt, damit seine Familienmitglieder einen solchen Aufenthaltstitel erhalten können, um zu vermeiden, dass sie zu Lasten des Staates fallen würden.

Unter diesen Umständen kann die Zahlung einer Vergütung für die administrative Bearbeitung der Akte grundsätzlich nicht als eine unüberwindliche Schwierigkeit betrachtet werden, vorausgesetzt, dass sie nicht unverhältnismäßig hoch ist. Da der Gesetzgeber dem König die Festlegung des Betrags der geschuldeten Vergütung anvertraut hat, obliegt die Kontrolle bezüglich des Betrags ausschließlich dem zuständigen Richter und nicht dem Gerichtshof.

B.10.3.9. Insofern die in B.10.3.1 angeführten Klagegründe aus einem Verstoß gegen das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens abgeleitet sind, sind sie unbegründet.

B.10.3.10. Die angefochtenen Bestimmungen wären jedoch diskriminierend, wenn dadurch ohne vernünftige Rechtfertigung ein Behandlungsunterschied zwischen verschiedenen Kategorien von Ausländern eingeführt würde, je nachdem, ob sie eine Vergütung zahlen müssten oder nicht.

B.10.4.1. Schließlich bemängeln die klagenden Parteien in zahlreichen Klagegründen, dass in den angefochtenen Bestimmungen keine Verringerung oder Befreiung von der Vergütung für bestimmte Kategorien von Ausländern vorgesehen sei oder dass zur Bestimmung der Aktenkosten nicht die individuelle Vermögenssituation der betroffenen Ausländer berücksichtigt werde (Rechtssache Nr. 6238, zweiter Klagegrund, zweiter und dritter Teil, dritter Klagegrund, erster und fünfter Teil, vierter Klagegrund, fünfter Teil, sechster Klagegrund, zweiter Teil, siebter Klagegrund, erster, dritter und vierter Teil; Rechtssache Nr. 6245, sechster Klagegrund, erster und zweiter Teil, siebter Klagegrund, dritter Teil, achter Klagegrund, dritter Teil, zehnter Klagegrund, erster Teil und elfter Klagegrund, erster und zweiter Teil).

Die angefochtenen Bestimmungen verstießen daher gegen die Artikel 10, 11, 22, 22bis und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

B.10.4.2. Es kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, dass er unter Berücksichtigung der großen Anzahl von individuellen Situationen, in denen sich die Ausländer befinden können, Kategorien genutzt hat, die die Verschiedenartigkeit der Situationen mit einem gewissen Grad der Annäherung erfassen.

B.10.4.3. In den angefochtenen Bestimmungen sind die Kategorien von Ausländern, die eine Vergütung für die administrative Bearbeitung ihrer Akte zahlen müssen, aufgelistet.

Der Gesetzgeber hat nicht selbst den Betrag der Vergütung festgelegt, sondern er hat den König beauftragt, dies zu tun. Es ist also nicht ausgeschlossen, dass zur Festlegung des Betrags der Vergütung eine Differenzierung entsprechend der spezifischen Aufenthaltssituation des betreffenden Ausländers vorgenommen wird.

Obwohl das Ziel, wie in B.5.9.3 angeführt wurde, darin besteht, dass der Betrag den Verwaltungskosten für die Bearbeitung der Aufenthaltsanträge entspricht, dürfte der durch den König festzulegende Betrag der Vergütung jedoch nicht, ohne auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Ausländer zu verletzen, die die Vergütung schulden, eine solche Höhe erreichen, dass er die finanzielle Leistungsfähigkeit des Antragstellers überschreiten würde, so dass es diesem nicht mehr möglich wäre, seinen Antrag zu stellen und ihm folglich bloß aus diesem Grund das Aufenthaltsrecht vorenthalten würde, das ihm am Ende der Untersuchung dieses Antrags hätte gewährt werden können.

Es obliegt jedoch nicht dem Gerichtshof, sondern ausschließlich dem zuständigen Richter, über die Ausführungserlasse des angefochtenen Gesetzes zu befinden.

B.11. Unter Berücksichtigung des Umstandes, dass die Ausführung der angefochtenen Maßnahme im Wesentlichen der ausführenden Gewalt überlassen wurde, kann der Gerichtshof nur prüfen, ob die angefochtenen Bestimmungen mit den von den klagenden Parteien angeführten Grundrechten vereinbar sind, insofern dadurch gewissen Kategorien von Ausländern die Zahlung einer Vergütung auferlegt wird, die die Verwaltungskosten ihres Aufenthaltsantrags decken sollen, während andere Kategorien von Ausländern davon befreit sind.

Die Beschwerdegründe in Bezug auf die gegebenenfalls legale Aufenthaltssituation der betroffenen Ausländer

B.12.1. Die klagenden Parteien führen an, dass die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10, 11, 22, 22bis und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts, verstießen, insofern in diesen Bestimmungen bezüglich der Kategorien von Ausländern, die einen Aufenthaltstitel auf der Grundlage der in B.8.1 angeführten Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragten, keine Ausnahme vorgesehen sei für die Ausländer, die sich zum Zeitpunkt ihres Antrags illegal auf dem Staatsgebiet aufhielten (Rechtssache Nr. 6193, vierter Klagegrund, zweiter und dritter Teil; Rechtssache Nr. 6238, zweiter Klagegrund, dritter Teil; Rechtssache Nr. 6245, neunter Klagegrund, zweiter Teil).

B.12.2. In der Regel muss der Antrag auf einen Aufenthaltstitel, um legal zum belgischen Staatsgebiet zugelassen zu werden, im Ausland gestellt werden (Artikel 9 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Obwohl es nicht ausgeschlossen ist, dass Personen, die sich illegal auf dem Staatsgebiet aufhalten, noch einen Aufenthaltstitel auf der Grundlage der übrigen, in B.8.1 angeführten Bestimmungen erhalten können, wäre es nicht vernünftig gerechtfertigt, diesen Ausländern, die sich nicht gemäß der bestehenden Aufenthaltsregelung verhalten haben, weil sie nicht einer Anweisung zum Verlassen des Staatsgebiets Folge geleistet oder nicht eine Aufenthaltstitel beantragt oder erhalten haben, wegen dieser Situation eine vorteilhaftere Behandlung zu gewähren.

B.12.3. Die in B.12.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

Die Vergütung für einen Antrag auf Regularisierung auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980

B.13.1. Der erste Teil des sechsten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit der Richtlinie 2008/115/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über gemeinsame Normen und Verfahren in den Mitgliedstaaten zur Rückführung illegal aufhältiger Drittstaatsangehöriger.

Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Richtlinie 2008/115/EG sowie aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagenden Parteien bemängeln, dass andere Gründe für die Anträge als die medizinische Situation des Betroffenen nur geltend gemacht werden könnten durch einen Aufenthaltsantrag in Anwendung von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, wobei dieser Antrag der Zahlung einer Vergütung unterliege, während Anträge auf der Grundlage von Artikel 9ter ihr nicht unterlägen. Aus Artikel 5 der Richtlinie 2008/115/EG, der ihres Erachtens durch Artikel 9ter in das innerstaatliche Recht umgesetzt werde, ergebe sich ihrer Meinung nach, dass der medizinische Zustand des Ausländers nicht das einzige Element sei, das der Betreibung der Ausweisung im Wege stehen könne. Dies wäre ebenfalls der Fall für das Interesse des Kindes, das Familienleben und den Gesundheitszustand des betreffenden Staatsangehörigen eines Drittstaates. Sie beziehen sich hierbei auf das Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Union vom 18. Dezember 2014, C-562/13, *Abdida*.

B.13.2. Artikel 9ter § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Ein Ausländer, der sich in Belgien aufhält, seine Identität gemäß § 2 nachweist und so sehr an einer Krankheit leidet, dass sie eine tatsächliche Gefahr für sein Leben oder seine körperliche Unversehrtheit oder eine tatsächliche Gefahr einer unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung darstellt, wenn in seinem Herkunftsland oder dem Land, in dem er sich aufhält, keine angemessene Behandlung vorhanden ist, kann beim Minister beziehungsweise seinem Beauftragten beantragen, dass ihm der Aufenthalt im Königreich erlaubt wird».

B.13.3. Artikel 5 der Richtlinie 2008/115/EG bestimmt unter der Überschrift «Grundsatz der Nichtzurückweisung, Wohl des Kindes, familiäre Bindungen und Gesundheitszustand»:

«Bei der Umsetzung dieser Richtlinie berücksichtigen die Mitgliedstaaten in gebührender Weise:

- a) das Wohl des Kindes,
- b) die familiären Bindungen,
- c) den Gesundheitszustand der betreffenden Drittstaatsangehörigen, und halten den Grundsatz der Nichtzurückweisung ein».

B.13.4. In seinem Urteil vom 18. Dezember 2014, C-562/13, *Abdida*, hat der Europäische Gerichtshof erkannt:

«49. Die Vollstreckung einer Rückkehrentscheidung, die die Abschiebung eines an einer schweren Krankheit leidenden Drittstaatsangehörigen in ein Land, in dem keine angemessenen Behandlungsmöglichkeiten bestehen, umfasst, könnte daher in bestimmten Fällen einen Verstoß gegen Art. 5 der Richtlinie 2008/115 darstellen.

50. Diese absoluten Ausnahmefälle sind dadurch gekennzeichnet, dass der Schaden, der sich aus der Abschiebung eines Drittstaatsangehörigen in ein Land ergibt, in dem für ihn die ernsthafte Gefahr einer unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung besteht, schwer und nicht wiedergutzumachen ist. Die Wirksamkeit des Rechtsbehelfs gegen eine Rückkehrentscheidung, deren Vollzug den betroffenen Drittstaatsangehörigen der ernsthafte Gefahr einer schweren und irreversiblen Verschlechterung seines Gesundheitszustands aussetzen könnte, erfordert unter diesen Umständen, dass diesem Drittstaatsangehörigen ein Rechtsbehelf mit aufschiebender Wirkung zur Verfügung steht, um zu gewährleisten, dass die Rückkehrentscheidung nicht vollzogen wird, bevor eine Rüge in Bezug auf einen Verstoß gegen Art. 5 der Richtlinie 2008/115 in Verbindung mit Art. 19 Abs. 2 der Charta durch eine zuständige Stelle geprüft werden konnte».

B.13.5. Die Richtlinie 2008/115/EG enthält die gemeinsamen Normen und Verfahren in den Mitgliedstaaten im Hinblick auf die Rückkehr von Staatsangehörigen von Drittländern, die sich illegal auf ihrem Staatsgebiet aufhalten.

Diese Richtlinie ist im Lichte der Möglichkeit der Mitgliedstaaten der Europäischen Union zu sehen, gegen einen illegal in ihrem Hoheitsgebiet aufhaltigen Drittstaatsangehörigen eine Rückkehrentscheidung zu erlassen (Artikel 6 der Richtlinie).

B.13.6. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, stellt nicht Artikel 9^{ter} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Umsetzung von Artikel 5 der Richtlinie 2008/115/EG ins innerstaatliche Recht dar, sondern vielmehr Artikel 74/13 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der bestimmt:

«Fasst der Minister oder sein Beauftragter einen Entfernungsbeschluss, berücksichtigt er das Wohl des Kindes, die familiären Bindungen und den Gesundheitszustand des betreffenden Drittstaatsangehörigen».

B.13.7.1. Das in Artikel 9^{ter} vorgesehene Verfahren ist in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 eingefügt worden durch Artikel 5 des Gesetzes vom 15. September 2006 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern. Hierdurch wird ein besonderes Verfahren für Anträge auf Aufenthaltserlaubnis für Ausländer, die sich in Belgien aufhalten, über ein Identitätsdokument verfügen (unbeschadet der Befreiung von dieser Bedingung im Sinne von Artikel 9^{ter} § 1 Absatz 3) und die unter einer derartigen Krankheit leiden, dass dies zu einer tatsächlichen Gefahr für ihr Leben oder ihre körperliche Unversehrtheit oder zu einer tatsächlichen Gefahr der unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung führt, wenn keine angemessene Behandlung in ihrem Herkunftsland oder Aufenthaltsland besteht. Die Aufenthaltserlaubnis wird durch den Minister oder dessen Beauftragten unter den Bedingungen und gemäß dem darin beschriebenen Verfahren erteilt.

In der Begründung zum Gesetz vom 15. September 2006 heißt es:

«Auf die Ausländer, die unter einer derartigen Krankheit leiden, dass dies zu einer tatsächlichen Gefahr für ihr Leben oder ihre körperliche Unversehrtheit oder zu einer tatsächlichen Gefahr der unmenschlichen oder erniedrigenden Behandlung führt, wenn keine angemessene Behandlung in ihrem Herkunftsland oder dem Land, in dem sie sich aufhalten können, besteht, ist infolge der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte Artikel 15 Buchstabe b der Richtlinie 2004/83/EG anwendbar (unmenschliche oder erniedrigende Behandlung).

Die Regierung hat es jedoch nicht als sachdienlich erachtet, die Anträge von Ausländern, die angeben, ernsthaft erkrankt zu sein, durch das Asylverfahren zu bearbeiten, und dies aus folgenden Gründen:

- Die Asylbehörden verfügen nicht über die erforderlichen Kompetenzen, die medizinische Situation eines Ausländers oder die medizinische Betreuung im Herkunftsland oder in dem Land, in dem sie sich aufhalten können, zu beurteilen.

- Das Verfahren bei den Asylbehörden ist nicht geeignet, um auf dringende medizinische Fälle angewandt zu werden. Die Beteiligung von mindestens zwei Instanzen (Generalsekretariat für Flüchtlinge und Staatenlose - Rat für Ausländerstreitsachen) steht im Widerspruch zu der Notwendigkeit, sofort Stellung zu beziehen.

- Haushaltstechnischer Art, wenn die Asylbehörden ebenfalls im Rahmen dieser Problematik zuständig wären, wären zusätzliche Investitionen unerlässlich (medizinische Sachverständige, Erweiterung der Untersuchungsarbeit auf Situationen im Herkunftsland, zusätzliche Arbeit bei der Beurteilung der Akten).

Durch den Entwurf wird daher ein Behandlungsunterschied zwischen ernsthaft erkrankten Ausländern, die eine Erlaubnis zum Aufenthalt in Belgien beantragen müssen, und den anderen Personen, die subsidiären Schutz beantragen, deren Situation im Rahmen des Asylverfahrens geprüft wird, eingeführt.

Dieser Behandlungsunterschied beruht auf dem objektiven Kriterium des Grundes des Antrags, je nachdem, ob er wegen der ernsthaften Erkrankung des Antragstellers oder einer anderen Form eines ernsthaften Schadens, die es ermöglicht, den subsidiären Schutz geltend zu machen, eingereicht wird. Die zur Untermauerung der beiden Arten von Anträgen angeführten Elemente sind nämlich grundsätzlich unterschiedlich; während der Antrag aufgrund eines anderen Kriteriums zur Gewährung des subsidiären Schutzes eine Beurteilung der Glaubwürdigkeit der Erklärungen des Antragstellers erfordert (subjektives Element), beruht der Antrag auf der Grundlage einer ernsthaften Erkrankung im Wesentlichen auf einer medizinischen Untersuchung (objektives Element).

Diese objektive Diagnose kann jedenfalls nicht durch die belgischen Behörden gestellt werden, sei es der Minister oder dessen Beauftragter oder die Asylbehörden, und sie erfordert ein medizinisches Gutachten. Ausgehend von dieser Feststellung besteht das mit dem eingeführten System verfolgte Ziel darin, die Asylbehörden nicht mit Anträgen zu belasten, die sie derzeit nicht prüfen müssen und über die sie jedenfalls nicht direkt befinden können.

Das Mittel, das angewandt wird, um dieses Ziel zu erreichen, ist die Einrichtung eines spezifischen gesetzlichen Verfahrens in Artikel 9^{ter}, das klare Bedingungen enthält und zu einer Entscheidung des Ministers oder seines Beauftragten auf der Grundlage der aktuellen Praxis auf diesem Gebiet führt. Dieses Mittel steht im Verhältnis zum Ziel, insofern es nicht die Möglichkeit der betreffenden Ausländer beeinträchtigt, das Statut des subsidiären Schutzes geltend zu machen und zu genießen, sondern nur ein Parallelverfahren zum Asylverfahren regelt.

In Bezug auf die oben erwähnte Rechtfertigung hinsichtlich des Fehlens der notwendigen Kompetenzen bei den Asylbehörden in medizinischer Hinsicht, wozu der Staatsrat angemerkt hat, dass sie durch den Umstand widerlegt wird, dass die Situation der ernsthaft erkrankten Ausländer heute teilweise durch die Stellungnahme des Generalsekretariats für Flüchtlinge und Staatenlose im Rahmen des Widerspruchs im Dringlichkeitsverfahren gedeckt wird, ist anzumerken, dass die Geltendmachung von rein medizinischen Gründen in diesem Rahmen ziemlich selten vorkommt und dass in jedem Fall die Stellungnahme des Generalsekretariats für Flüchtlinge und Staatenlose zu solchen Gründen nur auf einer informellen Untersuchung der Situation beruht, im Wesentlichen anhand der vom Asylsuchenden vorgelegten ärztlichen Bescheinigung. Der Minister oder sein Beauftragter kann eine solche Art von Stellungnahme in jedem Fall in Frage stellen anhand eines medizinischen Gegengutachtens des Vertrauensarztes des Ausländeramtes im Rahmen der Prüfung der Sachdienlichkeit einer Maßnahme zum Entfernen des Betroffenen. Das Verfahren bezüglich der Stellungnahme des Generalsekretariats für Flüchtlinge und Staatenlose kann also nicht mit einem Verfahren zur Erteilung einer Aufenthaltserlaubnis an ernsthaft erkrankten Ausländern und auf der Grundlage eines medizinischen Gutachtens im eigentlichen Sinne verglichen werden.

In Bezug auf die oben erwähnte Rechtfertigung hinsichtlich des Fehlens einer Anpassung des Asylverfahrens an dringende medizinische Fälle, was ebenfalls Gegenstand einer Bemerkung des Staatsrates ist, kann hinzugefügt werden, dass das Asylverfahren durch das so genannte 'Dublin'-Verfahren eingeleitet wird, das heißt die Bestimmung des Staates, der für die Bearbeitung des Asylantrags zuständig ist, und dies ist nicht geeignet im Falle einer dringenden medizinischen Situation.

Was insbesondere das geregelte Verfahren betrifft, ist in Artikel 9^{ter} vorgesehen, dass diese Ausländer einen Aufenthaltsantrag bei dem Minister oder seinen Beauftragten einreichen können. Sie müssen jedoch, abgesehen von der im Gesetz vorgesehenen Ausnahme, deutlich ihre Identität nachweisen. Die Beurteilung des medizinischen Zustands und der medizinischen Begleitung im Herkunftsland wird durch einen beamteten Arzt vorgenommen, der dazu ein Gutachten erstellt. Er kann notwendigenfalls den Ausländer untersuchen und zusätzliche Sachverständigengutachten einholen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2478/001, SS. 9-12).

B.13.7.2. Ein Ausländer, der sich auf dem belgischen Staatsgebiet befindet und einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis für mehr als drei Monate auf der Grundlage von Artikel 9^{bis} des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über den Bürgermeister des Ortes, in dem er sich aufhält, einreicht, muss außergewöhnliche Umstände anführen.

In Paragraph 2 von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 sind ausdrücklich verschiedene Sachverhalte ausgeschlossen, die nicht als solche zu betrachten sind. Es ist hingegen keine Auflistung der Umstände vorgesehen, die als außergewöhnlich betrachtet werden können, sodass ihre Anerkennung der Ermessensbefugnis des zuständigen Ministers oder seines Beauftragten in jedem Einzelfall unterliegt.

Aus der Rechtsprechung der befugten Verwaltungsgerichte geht hervor, dass die außergewöhnlichen Umstände «keine Umstände von höherer Gewalt sind, sondern solche, die die Rückkehr des Ausländers in sein Herkunftsland oder in das Land, in dem ihm der Aufenthalt erlaubt ist, um die betreffende Erlaubnis zu beantragen, unmöglich machen oder besonders erschweren» (Staatsrat, 20. Juni 2000, Nr. 88.076; Staatsrat, 30. April 2015, Nr. 144.470 und 144.695).

B.13.7.3. Wie aus den in B.13.7.1 angeführten Vorarbeiten hervorgeht, beruht der Antrag aufgrund einer ernsthaften Erkrankung im Wesentlichen auf einer medizinischen Untersuchung, die ein objektives Element ist. Die Anträge auf der Grundlage des Bestehens außergewöhnlicher Umstände erfordern hingegen eine Beurteilung durch die zuständigen Behörden im Anschluss an die Erklärung des betreffenden Ausländers, die eher auf subjektiven Elementen beruhen, die ihrerseits eine gründliche Untersuchung der Akte erfordern.

Die unterschiedliche Beschaffenheit der Grundlage der aufgrund von Artikel 9ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eingereichten Anträge kann es rechtfertigen, dass die von diesen Anträgen betroffenen Ausländer von der Zahlung der Vergütung befreit werden, während dies grundsätzlich nicht für Ausländer gilt, die eine Aufenthaltserlaubnis mit Artikel 9bis desselben Gesetzes begründen.

B.13.7.4. Die klagenden Parteien führen jedoch auch an, dass zumindest bestimmte Kategorien von Ausländern, die einen Antrag auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen, von der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Vergütung befreit werden müssten.

Der Gerichtshof muss folglich prüfen, ob die angefochtene Bestimmung gegen die in den Klagegründen angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen verstößt, insofern dadurch die spezifisch von den klagenden Parteien ins Auge gefassten Ausländer nicht von der angefochtenen Vergütung befreit werden.

B.14.1. Der zweite Teil des dritten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagende Partei bemerkt, dass ein Ausländer, der einen Asylantrag eingereicht habe, im Laufe der Bearbeitung dieses Antrags - die bisweilen lange dauere - möglicherweise affektive, soziale und berufliche Verbindungen geknüpft und sich ein Privatleben in Belgien aufgebaut habe. Die angefochtene Vergütung könnte ein Hindernis für das Einreichen eines Antrags auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 darstellen.

Der erste Teil des neunten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagende Partei führt an, dass die Ausländer, die sich wegen der Dauer des Asylverfahrens in Belgien ein gesellschaftliches Leben aufgebaut hätten und ihren Antrag auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen möchten, nicht notwendigerweise über die erforderlichen finanziellen Mittel zur Zahlung der Vergütung verfügen.

B.14.2. Artikel 49/3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Ein Antrag auf Anerkennung als Flüchtling oder auf Zuerkennung des subsidiären Schutzstatus wird in der Form eines Asylantrags gestellt.

Dieser Asylantrag wird von Amts wegen vorrangig im Rahmen des Genfer Abkommens wie in Artikel 48/3 bestimmt und anschließend im Rahmen von Artikel 48/4 geprüft».

B.14.3. Wenn ein Asylantrag nicht zur Anerkennung als Flüchtling führt, wird noch geprüft, ob der Asylsuchende für den subsidiären Schutz im Sinne von Artikel 49/2 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Frage kommen kann, ohne dass dazu ein neuer Antrag gestellt werden muss:

«Als Anspruchsberechtigter von subsidiärem Schutz, dem der Aufenthalt im Königreich für bestimmte Zeit gestattet ist, gilt ein Ausländer, dem der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder der Rat für Ausländerstreitsachen die in Artikel 48/4 vorgesehene Rechtsstellung zuerkennt».

Der subsidiäre Schutzstatus im Sinne von Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 betrifft die Personen, die nicht den Flüchtlingsstatus oder die Anwendung von Artikel 9ter des vorerwähnten Gesetzes beanspruchen können, die aber aus anderen Gründen als denjenigen, die im internationalen Abkommen über die Rechtsstellung der Flüchtlinge erwähnt sind, einen internationalen Schutz gegen die Gefahr, Opfer unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung in ihrem Herkunftsland zu werden, was ein Verstoß gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention ist, benötigen.

Artikel 49/2 § 2 und 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

« § 2. Der Aufenthaltsschein, der festhält, dass der Aufenthalt dem Ausländer für bestimmte Zeit gestattet ist, ist ein Jahr gültig und kann verlängert werden und ist bei Verlängerung zwei Jahre gültig, es sei denn, der subsidiäre Schutzstatus ist inzwischen aufgrund von Artikel 55/5 oder 55/5/1 aufgehoben beziehungsweise entzogen worden oder der Ausländer hat inzwischen auf seinen subsidiären Schutzstatus verzichtet.

§ 3. Nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum der Einreichung des Asylantrags wird dem Ausländer, dem diese Rechtsstellung zuerkannt wurde, der Aufenthalt für unbestimmte Zeit gestattet, es sei denn, der subsidiäre Schutzstatus ist inzwischen aufgrund von Artikel 55/5 oder 55/5/1 aufgehoben beziehungsweise entzogen worden oder der Ausländer hat inzwischen auf seinen subsidiären Schutzstatus verzichtet».

B.14.4. Der Asylantrag (Artikel 48 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), der gleichzeitig als Antrag auf subsidiären Schutz gilt, ist von der angefochtenen Vergütung für Verwaltungskosten im Hinblick auf die Bearbeitung des Aufenthaltsantrags befreit. Diese Befreiung gilt zunächst für den Antragsteller, der nicht zu den Kategorien von Personen gehört, die aufgrund der angefochtenen Bestimmung die Vergütung zahlen müssen. Die Befreiung gilt außerdem für die Familienmitglieder des Inhabers der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus, wenn sie eine Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 10 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 beantragen (Artikel 1/1 § 2 Nr. 3 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014).

Selbst wenn ein Asylverfahren eine gewisse Zeit in Anspruch nimmt, ergibt sich daraus nicht, dass der Gesetzgeber verpflichtet wäre, für die Asylsuchenden, die sich in Erwartung einer Entscheidung über ihren Asylantrag dafür entscheiden, ebenfalls einen Aufenthaltsantrag auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einzureichen, eine Befreiung von der Vergütung für die Verwaltungskosten für die Bearbeitung des Aufenthaltsantrags, die alle Kategorien von Ausländern im Sinne dieses Artikels entrichten müssen, vorzusehen. Der Asylantrag muss ihnen nämlich eine vollständige Untersuchung ihres Antrags auf Aufenthaltserlaubnis garantieren.

B.14.5. Die in B.14.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

B.15.1. Der vierte Teil des dritten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22*bis* der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagenden Parteien bemängeln die Gleichbehandlung von einerseits Personen, die nicht für einen Aufenthaltstitel auf der Grundlage der Familienzusammenführung in Frage kämen, jedoch enge Familienverbindungen hätten, und andererseits allen anderen Ausländern, die einen Antrag auf der Grundlage von Artikel 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen.

Im ersten Teil des elften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22*bis* der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts, abgeleitet ist, führt die klagende Partei einen analogen Beschwerdegrund an.

B.15.2. Wie bereits in B.10.4.2 angeführt wurde, kann dem Gesetzgeber angesichts der großen Anzahl von individuellen Situationen, in denen sich die Ausländer befinden können, nicht vorgeworfen werden, Kategorien angewandt zu haben, die der Verschiedenartigkeit der Situationen mit einem gewissen Grad der Annäherung Rechnung tragen.

Die klagenden Parteien weisen nicht nach, dass zwischen Ausländern mit Familienverbindungen, die nicht für irgendeine Form der Familienzusammenführung in Frage kommen, und anderen Ausländern, die einen Antrag aus humanitären Gründen auf der Grundlage von Artikel 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen, ein derart grundlegender Unterschied besteht, dass der Gesetzgeber verpflichtet wäre, sie hinsichtlich der Vergütung für die Verwaltungskosten im Zusammenhang mit ihrem Aufenthaltsantrag unterschiedlich zu behandeln.

B.15.3. Die in B.15.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

B.16.1. Der erste und der vierte Teil des vierten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagenden Parteien führen im ersten Teil an, dass die einzige Möglichkeit für verschiedene Kategorien von Personen, die einen «vertretbaren Beschwerdegrund geltend machen möchten, der aus Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist», darin bestehe, einen Aufenthaltsantrag auf der Grundlage der Artikel 9 und 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu stellen.

Im vierten Teil bemängeln sie die Gleichbehandlung der Personen, die das Staatsgebiet nicht verlassen könnten wegen einer Gefahr der unmenschlichen und erniedrigenden Behandlung oder die sich in ihrem Herkunftsland der Gefahr aussetzen, dass gegen Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen würde, und aller anderen Ausländer, die einen Antrag auf der Grundlage von Artikel 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen, mit der Begründung, dass keine Befreiung von der Vergütung für die erste Kategorie vorgesehen sei.

Im ersten und zweiten Teil des achten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245, die aus einem Verstoß gegen verschiedene Bestimmungen des internationalen Rechts und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet sind, führt die klagende Partei analoge Beschwerdegründe an.

B.16.2. Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Niemand darf der Folter oder unmenschlicher oder erniedrigender Strafe oder Behandlung unterworfen werden».

Artikel 48/4 des Gesetzes vom 15. November 1980 bestimmt:

«§ 1. Der subsidiäre Schutzstatus wird einem Ausländer zuerkannt, der die Voraussetzungen für die Anerkennung als Flüchtling nicht erfüllt und nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 9*ter* fällt, für den aber stichhaltige Gründe für die Annahme vorliegen, dass er bei einer Rückkehr in sein Herkunftsland oder, bei einem Staatenlosen, in das Land seines vorherigen gewöhnlichen Aufenthalts tatsächlich Gefahr laufe einen ernsthaften Schaden im Sinne von § 2 zu erleiden, und der unter Berücksichtigung der Gefahr den Schutz dieses Landes nicht in Anspruch nehmen kann oder wegen dieser Gefahr nicht in Anspruch nehmen will, sofern er nicht von den in Artikel 55/4 erwähnten Ausschlussklauseln betroffen ist.

§ 2. Als ernsthafter Schaden gilt:

- a) die Verhängung oder Vollstreckung der Todesstrafe oder
- b) Folter oder unmenschliche oder erniedrigende Behandlung oder Bestrafung eines Antragstellers im Herkunftsland oder
- c) eine ernsthafte individuelle Bedrohung des Lebens oder der Unversehrtheit einer Zivilperson infolge willkürlicher Gewalt im Rahmen eines internationalen oder innerstaatlichen bewaffneten Konflikts».

Insofern die vorerwähnte Bestimmung auf die Gefahr der «Folter oder unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung oder Bestrafung eines Antragstellers im Herkunftsland» Bezug nimmt, stimmt sie mit Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention überein.

B.16.3. Wenn ein Ausländer der Gefahr von Folterung oder unmenschlichen oder erniedrigenden Strafen in seinem Herkunftsland ausgesetzt ist, kann er in Belgien einen Asylantrag stellen, der ebenfalls als Antrag auf subsidiären Schutz auf der Grundlage der Artikel 48 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gilt und der von der fraglichen Vergütung befreit ist, und er ist daher nicht verpflichtet, einen Aufenthaltsantrag auf der Grundlage von Artikel 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 zu stellen. Wie in B.14.4 angeführt wurde, gilt die Befreiung von der Vergütung überdies ebenfalls für die Familienmitglieder des Begünstigten der Rechtsstellung als Flüchtling oder des subsidiären Schutzstatus.

Da der Gesetzgeber die spezifische Situation der Personen, die der Gefahr der Folter oder von unmenschlichen oder erniedrigenden Strafen oder Behandlungen bei der Rückkehr in ihr Herkunftsland ausgesetzt sind, und diejenige ihrer Familienmitglieder berücksichtigt hat, besteht die von den klagenden Parteien bemängelte Gleichbehandlung nicht.

B.16.4. Insofern die klagenden Parteien die Situation der Personen bemängeln, die die Gefahr von Folter oder von unmenschlichen oder erniedrigenden Strafen oder Behandlungen in ihrem Herkunftsland geltend machen, aber dennoch nicht für einen internationalen Schutz auf der Grundlage der Artikel 48 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in Frage kommen, wird eine hypothetische Kategorie von Personen angeführt und kann dem Gesetzgeber nicht vorgeworfen werden, für diese Personen zusätzlich zum internationalen Schutz, den sie erhalten können, indem sie einen Asylantrag oder einen Antrag auf subsidiären Schutz stellen, wobei dieser von der Vergütung befreit ist, nicht eine andere Befreiung vorgesehen zu haben, wenn sie anschließend einen Antrag auf der Grundlage der Artikel 9 oder 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stellen.

B.16.5. Insofern die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 6238 in ihrem Erwidierungsschriftsatz anführen, dass ihr Beschwerdegrund sich auf einen Vergleich zwischen einerseits den Ausländern, die einen aus Artikel 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleiteten, zu verteidigenden Beschwerdegrund geltend machen und einen Aufenthaltsantrag auf der Grundlage der Artikel 9 oder 9*bis* des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stellen, und

andererseits den Ausländern, die nicht staatenlos sind und andererseits keinen aus Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleiteten Beschwerdegrund in ihrem Aufenthaltsantrag geltend machen können, der ebenfalls auf der Grundlage von Artikel 9bis dieses Gesetzes eingeleitet wird, bezieht, greifen sie einen Klagegrund auf, der nicht in der Klageschrift dargelegt wurde und der daher nicht zulässig ist.

B.16.6. Die in B.16.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

B.17.1. Der zehnte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagende Partei bemängelt in einem ersten Teil, dass der Elternteil eines minderjährigen Ausländers, dem der Aufenthalt erlaubt sei und der bereits durch einen anderen Erwachsenen begleitet werde, der keinen Antrag auf Familienzusammenführung auf der Grundlage von Artikel 10 § 1 Nr. 4 oder Nr. 5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen könne und der einen Antrag auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen möchte, in seinem Recht auf Achtung seines Familienlebens beeinträchtigt werde, insofern er die Vergütung zahlen müsse.

Im zweiten Teil bemängelt die klagende Partei, dass kein Unterschied gemacht werde, je nachdem, ob der Antragsteller ein durch die Europäische Menschenrechtskonvention geschütztes Grundrecht geltend mache oder nicht.

B.17.2. Vom Gesetzgeber kann vernünftigerweise nicht erwartet werden, dass er für die Fälle von Familienzusammenführungen, die nicht den in den Artikeln 10, 10bis und 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 angeführten Bedingungen entsprechen - insbesondere den Bedingungen von Artikel 10 § 1 Nr. 4 oder Nr. 5 dieses Gesetzes - und insofern der Aufenthaltsantrag auf Artikel 9bis dieses Gesetzes beruht, eine Befreiung von der Vergütung vorsieht, während sie für die Anträge auf der Grundlage der Artikel 10, 10bis und 40ter dieses Gesetzes zu zahlen ist.

Dem Gesetzgeber kann ebenfalls nicht vorgeworfen werden, für die Vergütung keinen Unterschied gemacht zu haben, je nachdem, ob ein Aufenthaltsantrag, der auf Artikel 9bis dieses Gesetzes beruht, mit einem durch die Europäische Menschenrechtskonvention geschützten Grundrecht zusammenhängt oder nicht.

B.17.3. Der in B.17.1 angeführte Klagegrund ist unbegründet.

B.18.1. Der zweite und der dritte Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 18 bis 21 und 45 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und gegen die Artikel 10, 11, 22 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

B.18.2. In den beiden Rechtssachen bemängeln die klagenden Parteien, dass die Inhaber des Rechts auf Freizügigkeit und ihre Familienmitglieder, die ihren Aufenthaltsantrag auf der Grundlage der Artikel 40 oder 40bis oder in bestimmten Fällen auf der Grundlage von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen, nicht der fraglichen Vergütung unterlägen, im Gegensatz zu den Personen, die einen Aufenthaltsantrag auf der Grundlage von Artikel 9bis dieses Gesetzes einreichen, um einen Aufenthaltstitel zu erhalten.

B.18.3. Durch Artikel 1/1 § 2 Nr. 6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014, wird für die Anträge im Sinne von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Vergütung auferlegt für die Verwaltungskosten für die Aufenthaltsanträge, mit «Ausnahme der Anträge, die von Familienmitgliedern eines Belgiers, der sein Recht auf Freizügigkeit gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union ausgeübt hat, eingereicht werden».

Im Übrigen sind die Aufenthaltsanträge auf der Grundlage der Artikel 40 (Unionsbürger) und 40bis (Familienmitglieder von Unionsbürgern) des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ebenfalls von der Vergütung befreit, da sie nicht auf der Liste der Kategorien von Ausländern stehen, die in den angefochtenen Bestimmungen angeführt sind und die Vergütung zahlen müssen.

B.18.4. Der Gesetzgeber hat die vorgesehenen Ausnahmen für die Unionsbürger und die Belgier, die von ihrem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht haben, sowie für ihre Familienmitglieder gerechtfertigt durch Verweisung auf die Verpflichtungen, die dem belgischen Staat infolge der Richtlinie 2004/38/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über das Recht der Unionsbürger und ihrer Familienangehörigen, sich im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten frei zu bewegen und aufzuhalten (nachstehend: Richtlinie 2004/38/EG) obliegen.

B.18.5. Die Rechte, die den Familienmitgliedern eines Unionsbürgers aufgrund der Richtlinie 2004/38/EG und der Artikel 40bis u.a. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gewährt werden, sind untrennbar verbunden mit der Ausübung des Rechts auf Freizügigkeit durch die Unionsbürger. Gemäß Artikel 3 Absatz 1 gilt die Richtlinie für jeden Unionsbürger, der sich in einen anderen als den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt, begibt oder sich dort aufhält, sowie seine Familienangehörigen im Sinne von Artikel 2 Nummer 2 dieser Richtlinie, die ihn begleiten oder ihm nachziehen (EuGH, 8. März 2011, C-34/09, *Ruiz-Zambrano*, Randnr. 39; 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 53). Die Richtlinie ist nicht auf die Familienangehörigen eines Unionsbürgers anwendbar, der nie von seinem Recht auf Freizügigkeit Gebrauch gemacht und sich stets in dem Mitgliedstaat aufgehalten hat, dessen Staatsangehörigkeit er besitzt (EuGH, 15. November 2011, C-256/11, *Dereci*, Randnr. 58; 8. Mai 2013, C-87/12, *Ymeraga u.a.*, Randnr. 30).

B.18.6. Obwohl die vorerwähnte Richtlinie nicht dagegen spricht, dass die Mitgliedstaaten die Erteilung von Aufenthaltstiteln an die in dieser Richtlinie vorgesehenen Kategorien von Personen von der Zahlung einer Vergütung abhängig machen, ist eine solche Verpflichtung nicht in dieser Richtlinie vorgeschrieben. Der Gesetzgeber überschreitet nicht seine Ermessensbefugnis, indem er die betreffenden Personen von der Vergütung befreit, um das mit dieser Richtlinie angestrebte Ziel bezüglich der Freizügigkeit möglichst wenig zu beeinträchtigen.

B.18.7. Die in B.18.1 angeführten Klagegründe sind unbegründet.

Die Staatenlosen

B.19.1.1. Der zweite und der dritte Teil des vierten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238 sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagenden Parteien bemängeln im zweiten Teil den Behandlungsunterschied zwischen anerkannten Staatenlosen, die die Vergütung zahlen müssten, und den Asylsuchenden, die davon befreit seien.

Im dritten Teil bemängeln die klagenden Parteien die Gleichbehandlung der Staatenlosen und der Ausländer, die einen Antrag auf der Grundlage von Artikel 9bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einreichen und die die Vergütung zahlen müssten.

B.19.1.2. Der erste, der zweite, der vierte und der fünfte Teil des siebten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245 sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagende Partei führt an, dass im Gesetz vom 15. Dezember 1980 kein spezifisches Verfahren für anerkannte Staatenlose, die einen Aufenthaltsantrag einreichen möchten, vorgesehen sei, sodass sie verpflichtet seien, dies auf der Grundlage von Artikel 9bis dieses Gesetzes gegen Zahlung der Vergütung zu tun.

B.19.2. Im Gesetz vom 15. Dezember 1980 ist kein spezifischer Aufenthaltsstatus vorgesehen für Personen, die die Rechtsstellung als Staatenlose geltend machen oder als Staatenlose anerkannt worden sind, im Gegensatz zur Regelung der Flüchtlinge bzw. Asylbewerber und der Personen, die für den subsidiären Schutz in Frage kommen, gemäß den Artikeln 48 ff. dieses Gesetzes.

Artikel 98 des königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1981 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern bestimmt:

«Der Staatenlose und seine Familienmitglieder unterliegen den allgemeinen Vorschriften.

Wenn es dem Staatenlosen jedoch erlaubt ist, sich länger als drei Monate im Königreich aufzuhalten, händigt die Gemeindeverwaltung ihm eine Bescheinigung über die Eintragung im Fremdenregister aus, deren Verfalldatum drei Monate vor demjenigen des Reisescheins liegt.

Die Artikel 85 und 92 sind auf den Staatenlosen anwendbar, dem der Aufenthalt im Königreich erlaubt worden ist».

B.19.3.1. Nachdem der Gerichtshof zur Vereinbarkeit von Artikel 49 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung befragt worden war, «insofern er einen Behandlungsunterschied einführe zwischen Ausländern, deren Eigenschaft als Flüchtling anerkannt worden sei und denen somit der Aufenthalt oder die Niederlassung im Königreich gestattet sei, und Staatenlosen, auf die sich diese Bestimmung nicht beziehe und die aus ihrer Anerkennung in dieser Eigenschaft nicht das Recht ableiten könnten, dass ihnen der Aufenthalt oder die Niederlassung im Königreich gestattet sei», hat er in seinem Entscheid Nr. 198/2009 vom 17. Dezember 2009 geurteilt:

«B.5. Die Situation der Staatenlosen im internationalen Recht wird durch das New Yorker Übereinkommen vom 28. September 1954 über die Rechtsstellung der Staatenlosen, genehmigt durch das Gesetz vom 12. Mai 1960 (nachstehend: das New Yorker Übereinkommen) geregelt; diejenige der Flüchtlingen wird durch das Genfer Abkommen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge, genehmigt durch das Gesetz vom 26. Juni 1953 (nachstehend: das Genfer Abkommen) geregelt.

Die beiden Übereinkommen, die sich historisch aus der gleichen Vorgehensweise ergeben haben, enthalten Bestimmungen mit einer in mehrfacher Hinsicht ähnlichen Tragweite. Aufgrund von Artikel 7 Absatz 1 des Genfer Abkommens und Artikel 7 Absatz 1 des New Yorker Übereinkommens gewährt Belgien den Flüchtlingen und den Staatenlosen die gleiche Regelung, die es den Ausländern im Allgemeinen gewährt. Aufgrund der Artikel 23 und 24 des New Yorker Übereinkommens und der Artikel 23 und 24 des Genfer Abkommens muss Belgien den Flüchtlingen, die sich rechtmäßig auf seinem Staatsgebiet aufhalten, und den Staatenlosen, die sich rechtmäßig auf seinem Staatsgebiet aufhalten, die gleiche Behandlung wie den eigenen Staatsangehörigen in Bezug auf die Arbeitsgesetzgebung und die soziale Sicherheit und in Bezug auf die öffentliche Fürsorge gewähren; weder die einen noch die anderen dürfen, wenn sie sich rechtmäßig auf dem Staatsgebiet aufhalten, ausgewiesen werden, außer aus Gründen der Staatssicherheit oder der öffentlichen Ordnung (Artikel 31 des New Yorker Übereinkommens und Artikel 32 des Genfer Abkommens). Keines der beiden Übereinkommen erkennt den darin vorgesehenen Personen das Recht auf Aufenthalt auf dem Gebiet des Staates an, der sie als Flüchtling oder Staatenloser anerkennt.

B.6. Die anerkannten Staatenlosen und die anerkannten Flüchtlinge befinden sich somit in weitgehend vergleichbaren Situationen, nicht nur unter Berücksichtigung dessen, was in diesen Bestimmungen vorgesehen ist, sondern auch, weil die Obrigkeit, indem sie ihnen je nach Fall die Eigenschaft als Staatenloser oder als Flüchtling anerkennt, sich selbst Pflichten gegenüber den Betroffenen auferlegt.

B.7. Wenn festgestellt wird, dass einem Staatenlosen diese Eigenschaft anerkannt wurde, weil er ohne seinen Willen seine Staatsangehörigkeit verloren hat und nachweist, dass er keinen gesetzlichen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem er gegebenenfalls Verbindungen hätte, erhalten kann, kann seine Situation auf diskriminierende Weise gegen seine Grundrechte verstoßen.

Daraus ergibt sich, dass der Behandlungsunterschied hinsichtlich des Aufenthaltsrechts zwischen einem Staatenlosen, der sich auf dem belgischen Staatsgebiet in einer solchen Situation befindet, und einem anerkannten Flüchtling, nicht vernünftig gerechtfertigt ist.

B.8. Diese Diskriminierung ergibt sich jedoch nicht aus Artikel 49 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der nur die in Belgien anerkannten Flüchtlinge betrifft, sondern aus dem Fehlen einer Gesetzesbestimmung, die den in Belgien anerkannten Staatenlosen ein Aufenthaltsrecht gewährt, das mit demjenigen vergleichbar ist, das diese Flüchtlinge genießen.

B.9. Es obliegt dem vorlegenden Richter, und nicht dem Hof, in Anwendung von Artikel 159 der Verfassung gegebenenfalls die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 98 des vorerwähnten königlichen Erlasses vom 8. Oktober 1981 zu prüfen».

B.19.3.2. In seinem Entscheid Nr. 1/2012 vom 11. Januar 2012 hat der Gerichtshof die Vereinbarkeit von Artikel 1 Absatz 8 des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 2 Absatz 2 und 26 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, geprüft, dahin ausgelegt, dass er Anwendung finde auf Staatenlose, bei denen festgestellt worden sei, dass sie ohne ihren Willen ihre Staatsangehörigkeit verloren hätten, und die nachweisen würden, dass sie keinen gesetzlichen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem sie ggf. Bindungen hätten, erhalten könnten.

In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 1/2012 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.11. Wie vom Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 198/2009 vom 17. Dezember 2009 festgestellt wurde, ergibt sich diese Diskriminierung nicht aus Artikel 49 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, der nur die in Belgien anerkannten Flüchtlinge betrifft, sondern aus dem Fehlen einer Gesetzesbestimmung, die den in B.1 erwähnten, in Belgien anerkannten Staatenlosen ein Aufenthaltsrecht gewährt, das mit demjenigen vergleichbar ist, das diese Flüchtlinge genießen. Der Gerichtshof weist darauf hin, dass der Gesetzgeber dieser Lücke nicht abgeholfen hat durch die Annahme einer mit Artikel 49 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gleichwertigen Bestimmung für diese anerkannten Staatenlosen.

Die Diskriminierung zwischen den Flüchtlingen und diesen Staatenlosen ist ebenfalls nicht auf Artikel 1 Absatz 8 des Gesetzes vom 20. Juli 1971 zur Einführung garantierter Familienleistungen zurückzuführen. Das Gesetz vom 15. Dezember 1980 ist nicht vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insofern es keine seinem Artikel 49 entsprechende Bestimmung enthält, wodurch die in B.1 erwähnten, in Belgien anerkannten Staatenlosen ein Aufenthaltsrecht hätten, das mit demjenigen der Flüchtlinge vergleichbar wäre.

B.12.1. Es obliegt dem Gesetzgeber, die Bedingungen festzulegen, unter denen bestimmte Kategorien von Staatenlosen in Belgien einen Aufenthaltstitel erhalten können.

B.12.2. In der Erwartung dieses gesetzgeberischen Auftretens in Bezug auf das Gesetz vom 15. Dezember 1980 obliegt es dem vorliegenden Richter, die Folgen - was die fragliche Bestimmung betrifft - der in B.11 festgestellten Verfassungswidrigkeit einzustellen, wobei diese Feststellung ausreichend präzise und vollständig ausgedrückt ist. Folglich obliegt es den Arbeitsgerichten, die mit einer Verweigerung der Anerkennung garantierter Familienleistungen für ein Kind zu Lasten eines anerkannten Staatenlosen, bei dem sie feststellen, dass er ohne seinen Willen seine Staatsangehörigkeit verloren hat und dass er nachweist, keinen gesetzlichen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem er gegebenenfalls Verbindungen hat, erhalten zu haben, befasst sind, diesem Kind das fragliche Recht auf garantierte Familienleistungen zuzuerkennen trotz des Umstandes, dass es der staatenlosen Person, die das Kind zu Lasten hat, noch nicht gestattet oder erlaubt ist, sich auf dem belgischen Staatsgebiet aufzuhalten».

B.19.4. Der Gesetzgeber hat nicht der Feststellung des Gerichtshofes in seinen vorerwähnten Entscheiden Nrn. 198/2009 und 1/2012 Folge geleistet, dass das Gesetz vom 15. Dezember 1980 nicht vereinbar ist mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insofern darin keine analoge Bestimmung zu deren Artikel 49 vorgesehen ist, um es einem in Belgien anerkannten Staatenlosen, der diese Rechtsstellung erlangt hat, weil er unabsichtlich seine Staatsangehörigkeit verloren hat, und der beweist, dass er keinen rechtmäßigen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem er gegebenenfalls Verbindungen hat, erlangen kann, zu ermöglichen, ein Aufenthaltsrecht zu erlangen, das mit demjenigen eines Flüchtlings vergleichbar ist.

Durch das Gesetz vom 10. Juni 2014 wurde dem Übereinkommen der Vereinten Nationen zur Verminderung der Staatenlosigkeit zugestimmt, das am 30. August 1961 unterzeichnet wurde und Belgien gegenüber am 29. September 2014 in Kraft getreten ist.

B.19.5. Beim derzeitigen Stand der Gesetzgebung können die anerkannten Staatenlosen keinen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage der Artikel 48 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 stellen - wobei diese Bestimmungen nur den Antrag auf internationalen Schutz betreffen, der von Asylsuchenden und Personen, die den subsidiären Schutz beantragen, gestellt wird - und müssen sie sich auf Artikel 9bis dieses Gesetzes berufen, um ihren Aufenthalt zu regularisieren.

In Verbindung mit den angefochtenen Bestimmungen führt dies dazu, dass die anerkannten Staatenlosen, bei denen erwiesen ist, dass sie unabhängig von ihrem Willen ihre Staatsangehörigkeit verloren haben, und die nachweisen, dass sie keinen rechtmäßigen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem sie gegebenenfalls Verbindungen haben, erlangen können, und einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis in dieser Eigenschaft stellen, zur Zahlung der fraglichen Vergütung verpflichtet sind, während die Asylsuchenden und die Personen, die den subsidiären Schutz beantragen, davon befreit sind.

Da diese Befreiung auf dem Willen des Gesetzgebers beruht, die internationalen Verpflichtungen des belgischen Staates zu berücksichtigen, ist es im Lichte des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung nicht vernünftig gerechtfertigt, den durch das Übereinkommen von New York vom 28. September 1954 über die Rechtsstellung der Staatenlosen geschützten Personen keine Befreiung zu gewähren, während die Personen, die durch das Genfer Abkommen vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge geschützt sind, von der Vergütung befreit sind, wenn sie einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis stellen.

B.19.6. Die in B.19.1 angeführten Teile von Klagegründen sind begründet, insofern sie sich auf anerkannte Staatenlose beziehen, bei denen erwiesen ist, dass sie ihre Staatsangehörigkeit unfreiwillig verloren haben, und die nachweisen, dass sie keinen rechtmäßigen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem sie gegebenenfalls Verbindungen haben, erlangen können.

Artikel 1/1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014, ist für nichtig zu erklären, insofern darin keine Befreiung für Anträge auf Aufenthaltserlaubnis von diesen anerkannten Staatenlosen vorgesehen ist.

Die langfristig Aufenthaltsberechtigten in der Europäischen Union

B.20.1. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit der Richtlinie 2003/109/EG des Rates vom 25. November 2003 betreffend die Rechtsstellung der langfristig aufenthaltsberechtigten Drittstaatsangehörigen (nachstehend: Richtlinie 2003/109/EG).

Im ersten Teil dieses Klagegrunds bemängeln die klagenden Parteien, dass die angefochtene Vergütung für einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis von langfristig Aufenthaltsberechtigten geschuldet sei, die diese Rechtsstellung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union erhalten hätten (Artikel 1/1 § 2 Nr. 8 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), und für einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis eines Familienmitglieds eines langfristig Aufenthaltsberechtigten (Artikel 1/1 § 2 Nrn. 3 und 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), wobei die Richtlinie 2003/109/EG sich auf beide beziehe, während keine Vergütung zu entrichten sei für einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis, der durch Personen eingereicht werde, die in den Genuss der Richtlinie 2004/38/EG gelangten (Artikel 40 ff. des Gesetzes vom 15. Dezember 1980).

Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245 ist analog zum ersten Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238.

B.20.2. Der in B.8.9.1 zitierte Artikel 61/7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch das Gesetz vom 25. April 2007, ist ein Element der Umsetzung der Richtlinie 2003/109/EG.

B.20.3. Artikel 5 der Richtlinie 2003/109/EG bestimmt:

«*Bedingungen für die Zuerkennung der Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten*

(1) Die Mitgliedstaaten verlangen vom Drittstaatsangehörigen den Nachweis, dass er für sich und seine unterhaltsberechtigten Familienangehörigen über Folgendes verfügt:

a) feste und regelmäßige Einkünfte, die ohne Inanspruchnahme der Sozialhilfeleistungen des betreffenden Mitgliedstaats für seinen eigenen Lebensunterhalt und den seiner Familienangehörigen ausreichen. Die Mitgliedstaaten beurteilen diese Einkünfte anhand ihrer Art und Regelmäßigkeit und können die Höhe der Mindestlöhne und -renten beim Antrag auf Erteilung der Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten berücksichtigen;

b) eine Krankenversicherung, die im betreffenden Mitgliedstaat sämtliche Risiken abdeckt, die in der Regel auch für die eigenen Staatsangehörigen abgedeckt sind.

[...].».

B.20.4. Artikel 15bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ebenfalls eingefügt durch das Gesetz vom 25. April 2007, bestimmt:

« § 1. Ausländern, die keine Unionsbürger sind, die in § 3 erwähnten Bedingungen erfüllen und für die fünf Jahre, die dem Antrag auf Erlangung der Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten unmittelbar vorausgehen, einen rechtmäßigen und ununterbrochenen Aufenthalt im Königreich nachweisen, muss die Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten zuerkannt werden, es sei denn, es liegen Gründe der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit vor.

[...]

§ 3. In § 1 erwähnte Ausländer müssen nachweisen, dass sie über stabile, regelmäßige und genügende Existenzmittel für sich selbst und die Familienmitglieder zu ihren Lasten verfügen, sodass die öffentlichen Behörden nicht für sie aufkommen müssen, und eine Krankenversicherung zur Deckung der Risiken in Belgien abgeschlossen haben.

In Absatz 1 erwähnte Existenzmittel müssen mindestens die Einkommensschwelle erreichen, unterhalb deren Sozialhilfe gewährt werden kann. Sie werden anhand ihrer Art und Regelmäßigkeit beurteilt.

Der König legt durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und unter Berücksichtigung der in Absatz 2 festgelegten Kriterien den Mindestbetrag der erforderlichen Existenzmittel fest.

[...]».

B.20.5. Für die Anträge eines langfristig Aufenthaltsberechtigten, die aufgrund von Artikel 61/7 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 auf die in Artikel 9 oder 9bis dieses Gesetzes vorgesehene Weise eingereicht werden müssen, ist die Vergütung geschuldet gemäß Artikel 1/1 § 2 Nr. 8 dieses Gesetzes, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014.

Die Anträge, die von den Familienmitgliedern eines langfristig Aufenthaltsberechtigten auf der Grundlage der Artikel 10 oder 10bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 eingereicht werden, unterliegen der Vergütung gemäß Artikel 1/1 § 2 Nrn. 3 und 4 dieses Gesetzes.

B.20.6. In Bezug auf den Umstand, dass die Zahlung einer Vergütung für einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis, der auf der Grundlage der Richtlinie 2003/109/EG gestellt wird, auferlegt wird, hat der Europäische Gerichtshof wie folgt geurteilt:

«22. Es ist darauf hinzuweisen, dass der Gerichtshof bereits anerkannt hat, dass die Mitgliedstaaten die Ausstellung von Aufenthaltstiteln im Sinne der Richtlinie 2003/109 von der Zahlung von Gebühren abhängig machen dürfen und dass ihnen bei der Festlegung der Gebührenhöhe ein Entscheidungsspielraum zukommt (Urteil *Kommission/Niederlande*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, Rn. 64).

23. Allerdings hat der Gerichtshof klargestellt, dass das den Mitgliedstaaten insoweit zustehende Ermessen nicht schrankenlos ist und die Mitgliedstaaten keine nationale Regelung anwenden dürfen, die die Verwirklichung der mit der Richtlinie 2003/109 verfolgten Ziele gefährden und dieser damit ihre praktische Wirksamkeit nehmen könnte (vgl. Urteil *Kommission/Niederlande*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, Rn. 65).

24. Darüber hinaus müssen nach dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit, der zu den allgemeinen Grundsätzen des Unionsrechts gehört, die Mittel für die Umsetzung der Richtlinie 2003/109 zur Erreichung der mit ihr verfolgten Ziele geeignet sein und dürfen nicht über das dazu Erforderliche hinausgehen (vgl. in diesem Sinne Urteil *Kommission/Niederlande*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, Rn. 75).

25. Daher steht es den Mitgliedstaaten zwar frei, die Ausstellung von Aufenthaltstiteln nach der Richtlinie 2003/109 von dem Erhalt von Gebühren abhängig zu machen, doch darf deren Höhe nach dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit weder bezwecken noch bewirken, dass ein Hindernis für die Erlangung der durch diese Richtlinie verliehenen Rechtsstellung eines langfristig Aufenthaltsberechtigten sowie für weitere Rechte, die sich aus der Zuerkennung dieser Rechtsstellung ergeben, geschaffen wird, da andernfalls sowohl das mit der Richtlinie verfolgte Ziel als auch ihr Geist beeinträchtigt würden (vgl. in diesem Sinne Urteil *Kommission/Niederlande*, C-508/10, EU: C: 2012: 243, Rn. 69)» (EuGH, 2. September 2015, C-309/14, *Confederazione Generale Italiana del Lavoro u.a.*).

B.20.7. Im Lichte des mit der angefochtenen Bestimmung angestrebten Ziels, allgemein für die Erteilung eines Aufenthaltstitels die Zahlung einer Vergütung vorzuschreiben, wendet der Gesetzgeber ein sachdienliches Unterscheidungskriterium an, indem er diese Regelung den langfristig Aufenthaltsberechtigten im Sinne von Artikel 61/7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ebenfalls auferlegt.

Diesbezüglich kann hervorgehoben werden, dass sowohl in der Richtlinie als auch in der nationalen Regelung vorgesehen ist, dass die langfristig Aufenthaltsberechtigten über stabile, ausreichende und regelmäßige Existenzmittel für sich und ihre Familienmitglieder verfügen müssen, um ein Aufenthaltsrecht erhalten zu können, sodass die Zahlung einer solchen Vergütung nicht als unüberwindbares Hindernis betrachtet werden kann, sofern diese Vergütung nicht unverhältnismäßig ist. Wie bereits mehrmals angeführt wurde, obliegt es nicht dem Gerichtshof, sondern dem zuständigen Richter, diesbezüglich eine Kontrolle auszuüben.

B.20.8. Die klagenden Parteien vergleichen die Situation der langfristig Aufenthaltsberechtigten und ihrer Familienmitglieder mit derjenigen der Begünstigten der Richtlinie 2004/38/EG, die durch die angefochtene Bestimmung von der Zahlung der Vergütung befreit sind.

B.20.9. Aus Gründen, die analog sind zu den in B.18.6 angeführten Gründen, entbehrt der Behandlungsunterschied nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.20.10. Die in B.20.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

B.21.1. Im zweiten Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit der Richtlinie 2003/109/EG, abgeleitet ist, bemängeln die klagenden Parteien, dass die Vergütung für einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis geschuldet sei, der durch einen langfristig Aufenthaltsberechtigten gestellt werde, der diese Rechtsstellung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union erhalten habe, während keine Vergütung für einen Antrag auf Erlangung der Rechtsstellung als langfristig Aufenthaltsberechtigter in Belgien geschuldet sei.

Der erste Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245 ist analog zum zweiten Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6238.

B.21.2. Der Gesetzgeber konnte dem Umstand Rechnung tragen, dass die Staatsangehörigen von Drittländern, die sich bereits in Belgien aufhalten und die hier auf der Grundlage ihrer Rechtsstellung als langfristig Aufenthaltsberechtigte - oder als Familienmitglied eines solchen langfristig Aufenthaltsberechtigten - einen neuen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis einreichen, in der Regel bereits die Vergütung gezahlt haben anlässlich des Antrags, der ihren Aufenthaltstitel rechtfertigt.

Daher ist es vernünftig gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber diese Kategorie von Personen von der Zahlung der Gebühr befreit hat, ohne soweit zu gehen, dass die langfristig Aufenthaltsberechtigten und ihre Familienmitglieder, die diese Rechtsstellung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union erlangt haben, von der Vergütung befreit werden bei ihrem ersten Antrag auf Aufenthaltserlaubnis aus diesem Grund.

B.21.3. Die in B.21.1 angeführten Teile von Klagegründen sind unbegründet.

Die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei

B.22.1.1. Der achte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 13 des Beschlusses Nr. 1/80 des Assoziationsrates vom 19. September 1980 über die Entwicklung der Assoziation, die durch das Abkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei zustande gekommen ist, das am 12. September 1963 durch die Republik Türkei einerseits und die Mitgliedstaaten der EWG und die Gemeinschaft andererseits in Ankara unterzeichnet wurde, das im Namen der Letztgenannten durch den Beschluss

64/732/EWG des Rates vom 23. Dezember 1963 geschlossen, genehmigt und bestätigt wurde (nachstehend: Beschluss Nr. 1/80 beziehungsweise Assoziationsabkommen), und mit Artikel 41 Absatz 1 des Zusatzprotokolls, das am 23. November 1970 in Brüssel unterzeichnet und im Namen der Gemeinschaft durch die Verordnung (EWG) Nr. 2760/72 des Rates vom 19. Dezember 1972 geschlossen, genehmigt und bestätigt wurde (nachstehend: Zusatzprotokoll).

B.22.1.2. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6245 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen den Beschluss Nr. 1/80 und gegen Artikel 41 Absatz 1 des Zusatzprotokolls und aus einem Verstoß gegen den in den Artikeln 10 und 11 der Verfassung verankerten Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

B.22.2.1. Im ersten Teil eines jeden dieser Klagegründe führen die klagenden Parteien an, dass die in Artikel 13 des Beschlusses Nr. 1/80 und in Artikel 41 Absatz 1 des Zusatzprotokolls enthaltene Stillhalteklauselel missachtet werde durch die Einführung der Vergütung für den Antrag auf Aufenthaltserlaubnis, der auf der Grundlage von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 von Familienmitgliedern eines Begünstigten des vorerwähnten Beschlusses und des vorerwähnten Zusatzprotokolls, der sowohl die belgische als auch die türkische Staatsangehörigkeit habe, eingereicht werde.

B.22.2.2. Im zweiten Teil eines jeden dieser Klagegründe bemängeln die klagenden Parteien, dass die Vergütung für den Antrag auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 40ter des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 von Familienmitgliedern eines Begünstigten des Assoziationsabkommens, der neben der türkischen Staatsangehörigkeit auch die belgische Staatsangehörigkeit habe, geschuldet sei und nicht für die Begünstigten des Assoziationsabkommens, die einen identischen Antrag auf der Grundlage der Artikel 10 oder 10bis dieses Gesetzes einreichten.

B.22.2.3. Im dritten Teil des fünften Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6245 führt die klagende Partei an, dass es im Widerspruch zu den «Stillhalteklauselel» stehe, die Zahlung einer Vergütung für die Ausländer vorzuschreiben, die in der Eigenschaft als Forscher oder als hochqualifizierter Arbeitnehmer einen Aufenthaltstitel beantragten, selbst wenn sie Begünstigte des vorerwähnten Assoziationsabkommens seien.

B.22.3. Das Assoziationsabkommen, der Beschluss Nr. 1/80 und das Zusatzprotokoll dienen dazu, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den Vertragsparteien zu verbessern, indem schrittweise die Freizügigkeit der Arbeitnehmer eingeführt und die Einschränkungen der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs aufgehoben werden.

B.22.4. Artikel 13 des Beschlusses Nr. 1/80, der sich auf türkische Arbeitnehmer und ihre Familienangehörigen bezieht, bestimmt:

«Die Mitgliedstaaten der Gemeinschaft und die Türkei dürfen für Arbeitnehmer und ihre Familienangehörigen, deren Aufenthalt und Beschäftigung in ihrem Hoheitsgebiet ordnungsgemäß sind, keine neuen Beschränkungen der Bedingungen für den Zugang zum Arbeitsmarkt einführen».

B.22.5. Artikel 41 Absatz 1 des Zusatzprotokolls - in Bezug auf türkische Selbständige und Dienstleister -, das zusammen mit den dazugehörigen Anhängen aufgrund von Artikel 62 Bestandteil des Assoziationsabkommens ist, lautet:

«Die Vertragsparteien werden untereinander keine neuen Beschränkungen der Niederlassungsfreiheit und des freien Dienstleistungsverkehrs einführen».

B.22.6. Artikel 59 des Zusatzprotokolls bestimmt:

«In den von diesem Protokoll erfassten Bereichen darf der Türkei keine günstigere Behandlung gewährt werden als diejenige, die sich die Mitgliedstaaten untereinander auf Grund des Vertrages zur Gründung der Gemeinschaft einräumen».

B.22.7. In der Auflistung der Kategorien von Ausländern, die zur Zahlung einer Vergütung für Verwaltungskosten verpflichtet sind, ist im angefochtenen Artikel 1/1 § 2 Nrn. 1, 3, 4 und 5 jedes Mal eine Ausnahme für die Anträge vorgesehen, die durch die Begünstigten des Assoziationsabkommens vom 12. September 1963 zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei gestellt werden.

Aus dem Werdegang der angefochtenen Bestimmungen ergibt sich, dass diese Ausnahme auf dem Bemühen beruht, die internationalen Verpflichtungen, die durch die Behörden eingegangen sind, einzuhalten.

B.22.8. In seinem Urteil C-242/06 vom 17. September 2009, (*Minister für Ausländerfragen und Integration gegen Sahin*) hat der Europäische Gerichtshof in Bezug auf die Zahlung einer Entschädigung, die den Begünstigten des vorerwähnten Assoziationsabkommens auferlegt wird, geurteilt:

«65. Da der Gerichtshof bereits entschieden hat, dass die Stillhalteklauselel in Art. 13 des Beschlusses Nr. 1/80 und diejenige in Art. 41 Abs. 1 des Zusatzprotokolls gleichartig sind und dass die beiden Klauseln dasselbe Ziel verfolgen (vgl. Urteile vom 11. Mai 2000, *Savas*, C-37/98, Slg. 2000, I-2927, Randnr. 50, und *Abatay u.a.*, Randnrn. 70 bis 74), muss die in der vorstehenden Randnummer wiedergegebene Auslegung ebenso in Bezug auf die Stillhalteverpflichtung gelten, die die Grundlage von Art. 13 im Bereich der Arbeitnehmerfreizügigkeit bildet.

66. Im vorliegenden Fall hat das vorlegende Gericht schon festgestellt, dass die fragliche innerstaatliche Regelung als 'neu' im Sinne von Art. 13 des Beschlusses Nr. 1/80 anzusehen ist, da sie nach Inkrafttreten dieses Artikels erlassen wurde.

67. Der Gerichtshof hat jedoch festgestellt, dass der Erlass neuer Vorschriften, die in gleicher Weise auf türkische Staatsangehörige und auf Gemeinschaftsangehörige Anwendung finden, nicht im Widerspruch zu einer der Stillhalteklauselel in den von der Assoziation EWG-Türkei erfassten Bereichen steht (vgl. entsprechend in Bezug auf Art. 41 Abs. 1 des Zusatzabkommens Urteil *Soysal und Savatli*, Randnr. 61). Weiter hat der Gerichtshof in dieser Randnummer ausgeführt, dass, wenn solche Vorschriften für Gemeinschaftsangehörige gälten, ohne auf türkische Staatsangehörige anwendbar zu sein, Letztere sich in einer günstigeren Position als jene befänden, was offenkundig gegen Art. 59 des Zusatzprotokolls verstieße, wonach der Republik Türkei keine günstigere Behandlung gewährt werden darf als diejenige, die sich die Mitgliedstaaten untereinander aufgrund des EG-Vertrages einräumen.

68. Im Ausgangsverfahren geht aus den Akten hervor, dass zum einen in den Niederlanden die Ausstellung von Dokumenten zur Bescheinigung der Identität von Inländern gegen Zahlung einer Gebühr in bestimmter Höhe erfolgt. Zum anderen werden die in Art. 25 Abs. 1 der Richtlinie 2004/38 genannten Dokumente, darunter diejenigen für Unionsbürger, die sich in einen anderen Mitgliedstaat als den Mitgliedstaat, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzen, begeben oder sich in einem solchen aufhalten, sowie die Aufenthaltskarten für ihre Familienangehörigen, unabhängig von deren Nationalität, die sie begleiten oder ihnen nachziehen, nach Art. 25 Abs. 2 dieser Richtlinie gegen Entrichtung eines Betrags ausgestellt, der die Gebühr für die Ausstellung entsprechender Dokumente an Staatsangehörige des betreffenden Mitgliedstaats nicht übersteigt.

69. Folglich können sich die türkischen Arbeitnehmer und ihre Familienangehörigen nicht erfolgreich auf eine der Status-quo-Bestimmungen im Rahmen der Assoziation EWG-Türkei - wie Art. 13 des Beschlusses Nr. 1/80 - berufen, um zu verlangen, dass der Aufnahmemitgliedstaat sie von der Zahlung jeder Gebühr vor der Behandlung eines Antrags auf Erteilung oder Verlängerung der Gültigkeit einer Aufenthaltserlaubnis befreit, auch wenn dieser

Mitgliedstaat sie zu dem Zeitpunkt, als dieser Beschluss für ihn in Kraft trat, keiner derartigen Verpflichtung unterworfen hatte. Denn eine andere Auslegung wäre mit Art. 59 des Zusatzprotokolls nicht vereinbar, der den Mitgliedstaaten untersagt, türkischen Staatsangehörigen eine günstigere Behandlung zukommen zu lassen als Gemeinschaftsangehörigen, die sich in einer vergleichbaren Situation befinden.

70. Die in Art. 13 des Beschlusses Nr. 1/80 enthaltene Stillhalteklausele behindert somit als solche nicht die Einführung einer derartigen Regelung, die die Erteilung einer Aufenthaltserlaubnis oder die Verlängerung ihrer Gültigkeit von der Entrichtung von Gebühren abhängig macht, die den Ausländern auferlegt werden, die sich im Hoheitsgebiet des betreffenden Mitgliedstaats aufhalten.

71. Eine solche Regelung darf aber dennoch nicht darauf hinauslaufen, dass eine Beschränkung im Sinne von Art. 13 des Beschlusses Nr. 1/80 geschaffen wird. Art. 13 dieses Beschlusses in Verbindung mit Art. 59 des Zusatzprotokolls bedeutet nämlich, dass ein türkischer Staatsangehöriger, für den diese Bestimmungen gelten, zwar nicht in eine günstigere Lage gebracht werden darf als die Gemeinschaftsangehörigen, dass ihm aber keine neuen Pflichten auferlegt werden dürfen, die im Vergleich zu denen der Gemeinschaftsangehörigen unverhältnismäßig sind».

B.22.9. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Assoziationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Türkei, so wie es in der angefochtenen Bestimmung erwähnt ist, es gemäß dem Europäischen Gerichtshof den Mitgliedstaaten nicht verbietet, die Erteilung von Aufenthaltstiteln von der Zahlung einer Vergütung abhängig zu machen.

B.22.10. Aus analogen Gründen wie denjenigen, die in B.18.6 angeführt sind, entbehrt der Behandlungsunterschied jedoch nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.22.11. Die in B.22.1.1 und B.22.1.2 angeführten Klagegründe sind unbegründet.

Die Studierenden

B.23.1. Der neunte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6238 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 22 und 24 § 3 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit verschiedenen Bestimmungen des internationalen Rechts.

Die klagenden Parteien bemängeln im ersten Teil, dass die angefochtene Bestimmung in der Praxis den bedürftigen oder mittellosen Studierenden das in Artikel 58 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehene Verfahren unzugänglich mache. Da sie nicht die Herabsetzung der Vergütung oder die Befreiung davon beantragen könnten, bestehe ein erhebliches Hindernis für die effektive Ausübung des Rechts auf Unterricht, das in Artikel 24 § 3 der Verfassung und in Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet werde, sowie für die Ausübung der Rechte, die verankert seien in der Richtlinie 2004/114/EG des Rates vom 13. Dezember 2004 über die Bedingungen für die Zulassung von Drittstaatsangehörigen zur Absolvierung eines Studiums oder zur Teilnahme an einem Schüleraustausch, einer unbezahlten Ausbildungsmaßnahme oder einem Freiwilligendienst (nachstehend: Richtlinie 2004/114/EG).

In einem zweiten Teil bemängeln die klagende Parteien das Bestehen eines Behandlungsunterschieds aufgrund der Vermögenslage der Ausländer, da ein Studierender, der sein Recht auf Unterricht geltend machen möchte und über finanzielle Mittel verfüge, einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis und -zulassung stellen könne, im Gegensatz zu einem ausländischen Studierenden, der nicht über finanzielle Mittel und die Möglichkeit, sich solche zu beschaffen, verfüge.

B.23.2. Durch Artikel 1/1 § 2 Nr. 7 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch den angefochtenen Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014, wird für Anträge auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 58 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 die Vergütung vorgeschrieben.

B.23.3. In dem in B.8.8.1 zitierten Artikel 58 ist vorgesehen, dass ein Studierender, der einen Antrag auf Aufenthaltserlaubnis auf dieser Grundlage einreicht, «den Nachweis [erbringt], dass er über genügende Existenzmittel verfügt».

Artikel 60 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 bestimmt:

«Der Nachweis für das Ausreichen der Existenzmittel wird unter anderem durch Vorlage eines der folgenden Dokumente erbracht:

1. einer Bescheinigung, die von einer internationalen Organisation oder nationalen Behörde oder von einer belgischen oder ausländischen juristischen Person, die über genügende Mittel verfügt, ausgestellt ist und die bestätigt, dass der Ausländer ein Stipendium oder ein Darlehen erhält oder in Kürze erhalten wird, mit dem die Kosten für seine Gesundheitspflege, seinen Aufenthalt, sein Studium und seine Rückführung gedeckt werden können,

2. einer dem belgischen Staat und dem Studenten gegenüber eingegangenen Verpflichtung, die von einer über genügende Mittel verfügenden belgischen oder ausländischen Person stammt, die sich verpflichtet, die Kosten für die Gesundheitspflege, den Aufenthalt, das Studium und die Rückführung des Ausländers für mindestens ein akademisches Jahr zu übernehmen.

Bei der Überprüfung der Mittel, über die der Ausländer verfügt, werden die Einkünfte berücksichtigt, die er sich durch die gesetzmäßige Ausübung einer Erwerbstätigkeit außerhalb der Zeit, die normalerweise dem Studium gewidmet werden muss, verschaffen kann.

[...]».

B.23.4. Die klagenden Parteien führen in ihrem Klagegrund die Richtlinie 2004/114/EG an.

Artikel 7 Absatz 1 dieser Richtlinie bestimmt unter der Überschrift «Besondere Bedingungen für Studenten»:

«(1) Ein Drittstaatsangehöriger, der die Zulassung zu Studienzwecken beantragt, muss zusätzlich zu den allgemeinen Bedingungen des Artikels 6 folgende Bedingungen erfüllen:

a) Er muss von einer höheren Bildungseinrichtung zu einem Studienprogramm zugelassen worden sein.

b) Er muss den von einem Mitgliedstaat verlangten Nachweis erbringen, dass er während seines Aufenthalts über die nötigen Mittel verfügt, um die Kosten für seinen Unterhalt, das Studium und die Rückreise zu tragen. Die Mitgliedstaaten geben bekannt, welchen Mindestbetrag sie als monatlich erforderliche Mittel im Sinne dieser Bestimmung unbeschadet einer Prüfung im Einzelfall vorschreiben.

[...]».

Außerdem bestimmt Artikel 20 dieser Richtlinie:

«Die Mitgliedstaaten können von den Antragstellern verlangen, dass sie für die Bearbeitung der Anträge gemäß dieser Richtlinie Gebühren entrichten».

B.23.5. Es kann daher nicht behauptet werden, dass Studierende, die über ausreichend Existenzmittel für die ins Auge gefasste Dauer von mindestens einem Studienjahr verfügen, nicht die Mittel zur Zahlung der Vergütung für ihren Antrag auf Aufenthaltserlaubnis hätten.

Wie vorstehend bereits mehrfach dargelegt wurde, darf die für die Verwaltungskosten des Antrags auf Aufenthaltserlaubnis verlangte Vergütung nicht übertrieben hoch sein und obliegt es dem zuständigen Richter, diesbezüglich eine Kontrolle auszuüben.

B.23.6. Der in B.23.1 angeführte Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 1/1 § 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch Artikel 196 des Programmgesetzes vom 19. Dezember 2014, für nichtig, insofern er keine Befreiung für Aufenthaltsanträge vorsieht, die von anerkannten Staatenlosen ausgehen, bei denen festgestellt wird, dass sie ohne ihren Willen ihre Staatsangehörigkeit verloren haben, und die nachweisen, dass sie keinen gesetzlichen und dauerhaften Aufenthaltstitel in einem anderen Staat, mit dem sie Bindungen hätten, erhalten können;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 22. Februar 2018.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
J. Spreutels

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2017/11220]

14 SEPTEMBER 2016. — Wet houdende instemming met volgende Internationale Akten:

- 1° het Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging, gedaan te Doha op 11 oktober 2012;
2° de Wereldpostconventie en Slotprotocol, gedaan te Doha op 11 oktober 2012;
3° de Overeenkomst betreffende de uitbetalingsdiensten van de post, gedaan te Doha op 11 oktober 2012 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Algemeen Reglement van de Wereldpostvereniging, gedaan te Doha op 11 oktober 2012, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De Wereldpostconventie en Slotprotocol, gedaan te Doha op 11 oktober 2012, zullen volkomen gevolg hebben.

Art. 4. De Overeenkomst betreffende de uitbetalingsdiensten van de post, gedaan te Doha op 11 oktober 2012, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 september 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van de Post,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Notas

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :

Stukken : 54K1961

integraal verslag : 13/07/2016

(2) Datum van neerlegging van ratificatie-instrument : 30/09/2016

(Zie : www.upu.int)

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2017/11220]

14 SEPTEMBRE 2016. — Loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :

- 1° le Règlement général de l'Union postale universelle, fait à Doha le 11 octobre 2012 ;
2° la Convention postale universelle et son Protocole final, faits à Doha le 11 octobre 2012 ;
3° l'Arrangement concernant les services postaux de paiement, fait à Doha le 11 octobre 2012 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Règlement général de l'Union postale universelle, fait à Doha le 11 octobre 2012, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. La Convention postale universelle et son Protocole final, faits à Doha le 11 octobre 2012, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 4. L'Arrangement concernant les services postaux de paiement, fait à Doha le 11 octobre 2012, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

Le Ministre de la Poste,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents: 54K1961.

Compte rendu intégral : 13/07/2016.

(2) Date du dépôt de l'instrument de ratification : 30/09/2016

(Voir : www.upu.int)